

EN INDE

**Les troubles en Assam ont fait plusieurs centaines de morts**

LIRE PAGE 48

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA : Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Suède, 225 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Thaïlande, 1,000 B. ; Yougoslavie, 80 d. Tarifs des abonnements page 44

BULLETIN DU JOUR

La France et Moscou

La visite que M. Chirac va faire à Moscou du mercredi 16 février au dimanche 20 février constitue une « première » pour le gouvernement socialiste. Si le ministre des relations extérieures a déjà rencontré M. Gromyko à plusieurs reprises - notamment aux Nations unies, à New-York - il ne s'est jamais rendu en Union soviétique. C'est M. Chirac, d'ailleurs, qui a affirmé à plusieurs reprises que les relations franco-soviétiques ne pourraient pas redevenir « normales » tant que l'armée rouge occuperait l'Afghanistan.

Qui dit désaccord - et il y en a beaucoup entre Paris et Moscou - ne signifie cependant pas absence de tout contact. C'est en tout cas le raisonnement que l'on a fait au plus haut niveau en France lorsqu'on a accepté l'invitation adressée par M. Gromyko à M. Chirac. Le ministre des relations extérieures avait d'ailleurs été précédé dans la capitale soviétique par M. Cresson et par MM. Jobert et Chevènement.

C'est dans un climat dépourvu de toute illusion que va avoir lieu la visite de M. Chirac. De tous les sujets de désaccord, celui qui concerne l'équilibre militaire en Europe est le plus important. Moscou n'est pas prêt à pardonner à M. Mitterrand d'avoir pris clairement et vigoureusement position en faveur de l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière au cas où un accord satisfaisant ne pourrait pas être obtenu avec Moscou sur les SS-20. Depuis quelques jours, les commentaires soviétiques se déchaînent, reprochant au président de la République d'être plus « réaliste » que les « atlantistes ».

En représailles, les Soviétiques insistent de plus en plus - encore que ce ne soit pas entièrement nouveau - pour qu'il soit tenu compte, dans les négociations avec Washington, des forces de frappe française et britannique. Paris, bien sûr, refuse cette prétention, mais il n'y a aucune chance pour M. Chirac de convaincre M. Gromyko. De même, il est fort peu probable que le ministre français obtienne quelque chose de concret à propos de l'Afghanistan. Au mieux, ses conversations permettront-elles de se faire une meilleure idée des réelles intentions de M. Andropov sur cette question.

Les autres grands sujets internationaux abordés seront sans doute la Pologne et le Proche-Orient. Rien n'est à attendre sur le premier, dont, d'ailleurs, on parle de moins en moins en France, comme si l'on considérait la normalisation en cours comme étant inéluctable. Sur le Proche-Orient, les choses sont un peu différentes, car les positions françaises et soviétiques peuvent permettre quelque harmonie.

Il n'en demeure pas moins que les deux ministres devront « exploiter » le chapitre des relations bilatérales s'ils veulent donner de la consistance à leur rencontre. Mais, là encore, les choses ne sont pas faciles, car le déséquilibre des échanges ne cesse de s'accroître au détriment de la France. Paris peut tout au plus espérer que cette dégradation soit freinée, car Moscou n'a jamais fait mystère de l'aspect « politique » de ses relations commerciales. Bons ou saits quelque chose qui a toujours su retirer d'importantes retombées économiques et tributaires de sa politique d'ouverture à l'Est. Jusqu'à présent, la République fédérale reste, d'ailleurs, l'interlocuteur privilégié de Moscou en Europe occidentale, et on ne cache pas, en U.R.S.S., qu'une victoire de M. Vogel est souhaitée aux élections de 6 mars. On ne peut pas dire, en revanche, que les dirigeants soviétiques seraient très affectés par une défaite des socialistes français aux municipales du même jour.

(Lire nos informations page 4.)

## La réunion de l'O.L.P. à Alger

**M. Arafat appelle les Palestiniens à « la lutte armée jusqu'à une paix juste »**

Dans un discours prononcé à Alger devant le « Conseil national palestinien », au sein duquel s'est engagé un débat passionné entre « modérés » et radicaux, M. Yasser Arafat a appelé, lundi 14 février, les Palestiniens à « poursuivre la lutte militaire et politique » mais s'est abstenu de condamner le plan Rengan.

A Jérusalem, la Knesset a approuvé le même jour par soixante et une voix contre cinquante-six et une abstention, au terme d'un débat sans surprise, le remaniement ministériel décidé par le cabinet de M. Menahem Begin après la publication du rapport Kahane sur les massacres de Sabra et de Chatila, entraînant ainsi la nomination de M. Ariel Sharon au poste de ministre sans portefeuille, et celle de M. Araz comme ministre de la défense. (Lire page 3.)

Dans un discours « musclé », inaugurant les travaux de la seizième session du Conseil national palestinien, M. Yasser Arafat s'est engagé à poursuivre « la lutte militaire et politique pour un Etat palestinien indépendant » jusqu'à la « réalisation d'une paix juste » et que « flotte le drapeau palestinien sur Jérusalem, la capitale de la Palestine ».

Après avoir évoqué longuement le siège de Beyrouth, « une épopée de la révolution palestinienne », il a invité le Conseil à analyser en profondeur ses implications. « Les Etats-unis, a-t-il dit, ne devraient pas oublier que la guerre au Liban ne sera pas la dernière. Mais nous ne combattrons pas pour le seul plaisir de combattre. Nous ne refusons pas pour simplement refuser : nous combattrons pour la liberté de notre pays, pour notre dignité... Alors même que nous tenons entre nos mains nos mitraillettes, que nous les braquons sur l'ennemi, nous sommes épris de paix ».

M. Arafat a ajouté que la révolution palestinienne était entrée dans une nouvelle étape et que « la lutte armée devait être parachéevée par la lutte politique à tous les niveaux ». « Il n'y aura ni paix, ni règlement au Proche-Orient, ni stabilité et sécurité tant que les droits des Palestiniens seront piétinés. Nous voulons une paix fondée sur la justice et la légalité internationale. » Il a poursuivi : « Notre option vers une confédération avec notre peuple frère de Jordanie n'est que l'expression puissante de notre foi en l'unité arabe globale ».

Raffermant ensuite la volonté de l'O.L.P. de « ne jamais renoncer aux droits fondamentaux du peuple palestinien, en premier lieu à la création d'un Etat indépendant », M. Arafat a insisté sur l'unité des Palestiniens « seule garantie de la victoire ». « Une décision palestinienne indépendante, libre de toute pression extérieure, a-t-il dit, est pour nous essentielle afin d'assurer la victoire ».

M. Arafat a ajouté qu'il était vital pour l'O.L.P. de conserver sa liberté d'action sans subir les pressions de quiconque. « Il faut que ceux qui sont proches de nous comprennent bien que nous ne sommes pas des chiens de garde », a-t-il dit.

Autant les crimes dont va avoir à répondre Klaus Barbie, les raisons qui lui ont permis d'échapper pendant si longtemps au procès qui lui est aujourd'hui promis suscitent depuis son incarcération, une recherche commandée elle aussi par le souci d'une meilleure connaissance de l'histoire.

Si les documents que nous publions aujourd'hui, établis par M. Serge Klarsfeld, ne font pas apparaître explicitement pourquoi l'ancien chef de la quatrième section du S.D. de Lyon bénéficia, dès la fin de la guerre, d'une protection américaine grâce à laquelle il put finalement quitter l'Europe pour l'Amérique du Sud, ils montrent bel et bien, pour la première fois, la réalité de cette protection. Elle fut consentie dans un premier temps, de 1945 à 1951, par l'impossibilité dans laquelle furent mises les autorités françaises de présenter un dossier d'extradition aux autorités américaines, faute d'obtenir de celles-ci les pièces nécessaires à son établissement.

De démarches en rapports, on découvre, au-delà de la sèche information et de la rédaction administrative de ces pièces, que, pendant cinq ans, la justice militaire française, à Paris comme à Lyon, en dépit des pressures qu'elle déchaîna de la présence de Barbie en Allemagne dans le secteur d'occupation américain, en dépit aussi de l'inspiration de l'ancien S.S. sur la liste des criminels de guerre établie par la Commission des Nations unies, ne fut jamais en mesure de constituer ce dossier d'extradition faute d'obtenir des Américains, ne fut-ce que la confirmation de la présence de Barbie dans leur secteur.

Ce long et vain combat pour un procès contradictoire de l'homme recherché devant la justice française ne fut pas seulement celui de magistrats militaires mobilisés et motivés, comme on pouvait l'être dans les années qui suivirent la libération. L'attitude américaine, au fur et à mesure qu'elle apparaissait, motivait aussi des interventions diplomatiques qui ne rencontraient pas plus de succès.

De la lecture de ces notes multiples, de ces correspondances, de ces comptes rendus échelonnés sur six années, se dégageant bien, aujourd'hui, à la fois l'impression d'une volonté française bien réelle d'obtenir la livraison d'un criminel de guerre dont on savait entre autres le rôle qu'il avait joué dans l'arrestation et la mort de Jean Moulin et, tout autant, au fil des ans, celle d'une découverte de la vanité des efforts déployés. Car, dès 1948, il apparaît que les autorités américaines s'opposent à la livraison de Barbie pour des raisons de « défense nationale des Etats-Unis ».

Si les Américains finissent par reconnaître, en 1950, que l'ancien responsable de la police allemande à Lyon se trouve bien sous leur contrôle, s'ils consentent alors à son éventuelle venue en France, c'est en la seule qualité de témoin au deuxième procès de René Hardy, soupçonné d'avoir trahi Jean Moulin, et à la condition expresse d'un retour garanti de leur protégé dans leur giron. Ces conditions rejetées par la France, Barbie, en 1951, pourra finalement émigrer en Bolivie sous le nom de Klaus Altman.

On n'entendra plus parler de lui jusqu'en 1971. Est-ce à dire que la France ignore, durant vingt ans, ce qu'il avait pu devenir, et qu'elle

## La politique salariale

**Le C.N.P.F. invite ses fédérations à la vigilance pour l'année 1983**

Le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) ne dissimule pas ses inquiétudes quant à la maîtrise de l'évolution des salaires en 1983. S'il avait accueilli très favorablement les orientations gouvernementales pour la sortie du blocage - avec notamment le remplacement de l'indexation automatique a posteriori des salaires sur les prix par un calendrier de hausses prédéterminées - il se préoccupe aujourd'hui des coups de canif donnés, selon lui, à cette politique par de récents accords dans le secteur public et nationalisé, et notamment chez Renault. Résumant récemment ses fédérations professionnelles, il les a invitées à une grande vigilance pour limiter à 5 % en 1983 le minimum garanti de hausse de salaires.

### Les craintes de l'effet Renault

Deux mois après le « relevé de conclusions » de la fonction publique prévoyant une clause de sauvegarde en matière de répercussions en niveau, l'accord salarial conclu le 27 janvier, pour 1983, à la région Renault est considéré comme une « catastrophe » par le C.N.P.F.

« On est en train de faire sauter toute la politique salariale du gouvernement », confie un important dirigeant patronal, pour lequel l'objectif d'une progression des salaires de 8 % en niveau en 1983 sera difficile à maintenir « puisqu'il a été dépassé pour tous chez Renault ».

Hérétique, l'accord Renault ? Les dirigeants de la Régie s'en défendent. Pour 1983, il prévoit une hausse générale en niveau de 8 %, mais par le jeu de compléments uniformes mensuels (de 40 francs pour tout le personnel, de 120 francs pour les soixante-dix mille salariés qui se situent au coefficient 230 ou en dessous).

Ces augmentations oscilleront entre 8,30 % pour les cadres supérieurs et 10,35 % pour les agents professionnels du bas de l'échelle. Ainsi, le personnel de la Régie Renault, pour 70 % environ, verra ses salaires augmenter autour de 10 % en 1983.

MICHEL NOBLECOURT.  
(Lire la suite page 46.)

### Une monumentale erreur médicale : les enfants du distillène

Pendant près de vingt ans, un médicament, le diéthylstilboestrol, appelé aussi distillène, a été utilisé en France pour consolider les grossesses fragiles. Il a été prouvé, depuis, que ce médicament était non seulement inefficace, mais pouvait provoquer des anomalies parfois très graves du système génital chez les enfants dont la mère avait été traitée au distillène.

Après de longues années de silence sur cette monumentale erreur médicale, une étude, qui sera prochainement publiée, révèle qu'il existe en France 300 000 à 500 000 « enfants du distillène ».

(Lire dans Le Monde de la médecine, page 11, l'article du docteur Escoffier-Lambiotte.)

## DES DOCUMENTS DE M<sup>re</sup> SERGE KLARSFELD

### Les protections de Klaus Barbie

Autant les crimes dont va avoir à répondre Klaus Barbie, les raisons qui lui ont permis d'échapper pendant si longtemps au procès qui lui est aujourd'hui promis suscitent depuis son incarcération, une recherche commandée elle aussi par le souci d'une meilleure connaissance de l'histoire.

Si les documents que nous publions aujourd'hui, établis par M. Serge Klarsfeld, ne font pas apparaître explicitement pourquoi l'ancien chef de la quatrième section du S.D. de Lyon bénéficia, dès la fin de la guerre, d'une protection américaine grâce à laquelle il put finalement quitter l'Europe pour l'Amérique du Sud, ils montrent bel et bien, pour la première fois, la réalité de cette protection. Elle fut consentie dans un premier temps, de 1945 à 1951, par l'impossibilité dans laquelle furent mises les autorités françaises de présenter un dossier d'extradition aux autorités américaines, faute d'obtenir de celles-ci les pièces nécessaires à son établissement.

De démarches en rapports, on découvre, au-delà de la sèche information et de la rédaction administrative de ces pièces, que, pendant cinq ans, la justice militaire française, à Paris comme à Lyon, en dépit des pressures qu'elle déchaîna de la présence de Barbie en Allemagne dans le secteur d'occupation américain, en dépit aussi de l'inspiration de l'ancien S.S. sur la liste des criminels de guerre établie par la Commission des Nations unies, ne fut jamais en mesure de constituer ce dossier d'extradition faute d'obtenir des Américains, ne fut-ce que la confirmation de la présence de Barbie dans leur secteur.

Ce long et vain combat pour un procès contradictoire de l'homme recherché devant la justice française ne fut pas seulement celui de magistrats militaires mobilisés et motivés, comme on pouvait l'être dans les années qui suivirent la libération. L'attitude américaine, au fur et à mesure qu'elle apparaissait, motivait aussi des interventions diplomatiques qui ne rencontraient pas plus de succès.

De la lecture de ces notes multiples, de ces correspondances, de ces comptes rendus échelonnés sur six années, se dégageant bien, aujourd'hui, à la fois l'impression d'une volonté française bien réelle d'obtenir la livraison d'un criminel de guerre dont on savait entre autres le rôle qu'il avait joué dans l'arrestation et la mort de Jean Moulin et, tout autant, au fil des ans, celle d'une découverte de la vanité des efforts déployés. Car, dès 1948, il apparaît que les autorités américaines s'opposent à la livraison de Barbie pour des raisons de « défense nationale des Etats-Unis ».

Si les Américains finissent par reconnaître, en 1950, que l'ancien responsable de la police allemande à Lyon se trouve bien sous leur contrôle, s'ils consentent alors à son éventuelle venue en France, c'est en la seule qualité de témoin au deuxième procès de René Hardy, soupçonné d'avoir trahi Jean Moulin, et à la condition expresse d'un retour garanti de leur protégé dans leur giron. Ces conditions rejetées par la France, Barbie, en 1951, pourra finalement émigrer en Bolivie sous le nom de Klaus Altman.

On n'entendra plus parler de lui jusqu'en 1971. Est-ce à dire que la France ignore, durant vingt ans, ce qu'il avait pu devenir, et qu'elle

## Accord entre Toyota et General Motors

General Motors, premier constructeur automobile américain, et Toyota, chef de file de l'industrie automobile japonaise, ont annoncé le 14 février qu'ils allaient produire en commun un nouveau modèle dans une usine de Fremont en Californie. L'investissement global représente 300 millions de dollars. L'accord est valable pour douze ans. Il sera signé le 17 février en Californie. Déjà il suscite d'importantes critiques de la part des autres constructeurs américains.

### Les inquiétudes de l'industrie américaine

Voilà onze mois que les deux géants de l'industrie automobile négocient cet accord. 200 000 automobiles de conception japonaise vont être construites chaque année à Fremont à partir de septembre 1984. Il en coûtera 150 millions de dollars à Toyota et 20 millions seulement à G.M., dont l'usine californienne est estimée à 130 millions de dollars. Si chaque société désignera un nombre égal de dirigeants de la filiale commune créée pour mener à bien ce projet, les Japonais en assureront la direction (président et directeur exécutif). Toyota touchera en outre des royalties sur chaque modèle produit.

BRUNO DETHOMAS.  
(Lire la suite page 45.)

## AU JOUR LE JOUR

### Insécurité

En août 1977, à Châtigny-Malabry, près de Paris, un brigadier de police excessivement zélé achève, à terre, un jeune Algérien qui venait de commettre un hold-up.

Lundi 14 février 1983, toujours à Châtigny-Malabry, un policier nerveux et éméché blesse gravement un cyclomotoriste tunisien âgé de dix-sept ans qui circulait sans casque et brûlait les feux rouges.

Il y a des banquises peu sûres pour les jeunes Maghrébins.

BRUNO FRAPPAT.

### « CLAUDE GELLÉE, DIT LE LORRAIN », AU GRAND PALAIS

## Des hymnes à la lumière

Dans la vaste obituaire qui commande le calendrier des expositions, le tour est venu de « Claude Gellée, dit le Lorrain », décédé, comme le dit son épitaphe (latine) à la Trinité du Mont « le neuf des calendes de 1882 à quatre-vingt deux ans ». Depuis plus de cinquante ans, il n'avait pas bougé de Rome, foyer de son art, lieu de sa réussite - qui fut considérable à tous égards - et de son rayonnement.

Il n'était pas français, mais il fut enterré, à sa demande, dans l'église bien française du Pincio. Son surnom indiquait une origine, qu'il ne reniait pas mais qui avait perdu son importance : venu à Rome vers 1610, tout enfant, il avait fait en 1627 une tentative de retour au pays qui avait été un échec.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, on n'avait pas le même sentiment d'appartenance nationale qu'aujourd'hui. Barres a parlé de « désertion » : c'est l'erreur à ne pas commettre.

André CHASTEL.  
(Lire la suite page 14.)

**GUIDE FISCAL FRANÇAIS**  
par ROBERT MONTEUX et MAX COZETTE

• GUIDE PRATIQUE  
• Les nouvelles réglementations  
• Toutes les déductions  
• Calculez vous-même vos impôts

**EN 1983**  
**PAYEZ MOINS D'IMPOTS**  
**EN TOUTE LÉGITIMITÉ**

**DÉFENDEZ MIEUX VOTRE ARGENT**  
Les placements à privilégier... ceux à éviter  
OBLIGATIONS - ACTIONS - OR - ASSURANCE-VIE  
RETRAITE - IMMOBILIER  
FORETS - DIAMANTS - OBJETS D'ART

**LES DERNIERS PLACEMENTS ANONYMES OU SANS IMPÔTS**  
Un guide très complet  
212 pages - 25 F seulement

En vente chez les marchands de journaux ou envoi par retour au journal 25 francs adressé au GUIDE FISCAL FRANÇAIS, 80, 81, rue de Malte, 75011 Paris

**A DAMAS**  
**Hussein**  
**la France**  
**et l'Iran**

EN COUVERTURE  
PENDANT LE JOUR

**NICOLL**  
jusqu'au 26 février  
1650

**Le de la réussite.**  
**ce petit livre**  
**de Maurice Ogier**  
**une envie de vivre**

**PARLER AVEC ANNE**



Le Monde

## Documents

## L'AFFAIRE BARBIE

par SERGE KLARSFELD (\*)

## I. — Quand les États-Unis refusaient de livrer leur « agent »

**A**VANT de faire l'objet de demandes d'extradition à la Bolivie de la part de la France en 1972, Klaus Barbie avait déjà été réclamé officiellement par la France aux États-Unis.

Le 31 août et le 12 septembre 1945, le juge d'instruction près le tribunal militaire permanent de Lyon délivre deux mandats d'arrêt contre Barbie, chef de la Gestapo de Lyon. Le 16 avril 1948, le capitaine Poinet, magistrat militaire instructeur, demande au directeur du service de recherche des criminels de guerre ennemis où en sont les recherches concernant Barbie. Cette autorité lui répond le 2 mai 1948 (n° CS/52784-4589) que l'adresse de Barbie a été découverte, mais sans communiquer cette adresse.

En août 1948, un inspecteur de la brigade de surveillance du territoire de Lyon communique au capitaine Poinet une photographie de Barbie et lui fait savoir qu'elle provient du commandant Gonnott, juge d'instruction au tribunal militaire de Paris, qui a été amené à faire entendre Barbie comme témoin sur commission rogatoire dans l'affaire Hardy.

Le 23 août 1948, le commandant Gonnott confirme au capitaine Poinet qu'il a, en effet, fait recueillir le témoignage de Barbie et il ajoute que les autorités américaines s'opposent à la livraison de Barbie pour des raisons de « défense nationale des États-Unis ».

Barbie a été effectivement interrogé en zone américaine sur commission rogatoire délivrée par le commandant Gonnott et après accord donné du côté américain par un certain lieutenant Whittey. L'interrogatoire a été mené à trois reprises par le commissaire Louis Bibes : une fois à Francfort, le 14 mai 1948, pendant une heure dans des locaux officiels américains ; deux fois, le 18 mai et le 16 juillet 1948, dans une villa entre Augsburg et Munich, en présence de deux représentants américains, le dernier entretien durant de 10 heures à 3 heures du matin.

## Le persévérant capitaine Poinet

Le capitaine Poinet constitue un dossier régulier de demande d'extradition et l'envoie à Baden-Baden, le 25 novembre 1948, sous le n° 2058/P.

A son tour, le 13 mai 1949, le ministre français des affaires étrangères essaie d'intervenir : il demande à M. de Saint-Hardouin, ambassadeur et conseiller politique auprès du commandant en chef français en Allemagne, d'intervenir auprès du conseiller politique américain pour lui dire le prix que le gouvernement français attacherait à la remise de cet indi-

vidu ». Il ajoute que Barbie « est bien un criminel de guerre notoire. Il figure d'ailleurs sous le n° 239 sur la liste n° 1 établie par la commission des Nations unies pour les crimes de guerre à Londres ».

Le 12 août 1949, le persévérant capitaine Poinet contacte à nouveau Baden-Baden : l'arrestation de Barbie peut-elle, oui ou non, être prochainement escomptée ? Le 26 août 1949, Baden-Baden répond que, selon des renseignements officiels, Barbie se trouve en zone américaine, à Kempton, en Bavière, Schillerstrasse 7 ; que ces renseignements sont en cours de vérification et qu'une demande d'extradition sera formulée dès la découverte de Barbie (Jus/CG 53/n° 6634).

Entre-temps, le 28 juillet 1949, le secrétaire administratif pour la recherche des criminels de guerre au sein de la division de la justice à Baden-Baden, sous la signature de M. Schmick, a fait le point réel de la situation pour le commissaire général aux affaires allemandes et autrichiennes (Jus/CG 41/n° 6181) : « Je crois devoir attirer respectueusement votre attention sur le fait que Barbie jouit de la protection des autorités américaines d'occupation et qu'il serait possible que lesdites autorités ne facilitent pas l'extradition nécessaire, nous empêchant ainsi de constituer le dossier réglementaire d'extradition. Ce dossier doit comprendre, en effet, outre l'identité réelle et le signalement de l'intéressé, un certificat de résidence qui ne peut être délivré que par le Public Safety Office territorial américain compétent. J'ajoute que la division de la justice, les services du conseiller politique et celui des liaisons sont également saisis de cette affaire. Je leur communique l'adresse de Barbie ».

Autrement dit, les autorités américaines protégeant Barbie, M. Schmick redoute, à juste titre, que jamais le certificat de résidence de Barbie en zone américaine ne soit délivré aux autorités françaises, lesquelles ne pourront jamais présenter un dossier complet d'extradition.

Le 19 octobre 1948, le ministre de la défense nationale, directeur de la gendarmerie et de la justice militaire (n° 18469 JM/2) s'adresse au ministre des affaires étrangères, direction des chancelleries et du contentieux : « Mon attention vient d'être attirée par un communiqué adressé sur le fait que les autorités américaines de la zone d'occupation en Allemagne refusent de livrer aux autorités judiciaires militaires françaises le nommé Klaus Barbie, ex-chef de la section IV au S.D. de Lyon. [...] J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir intervenir auprès des autorités américaines en attirant particulièrement leur attention sur les conséquences fâcheuses qui résulteraient de la non-livraison de Barbie ».

Le 6 décembre 1949, M. Henri Bonnet, ambassadeur de France à Washington, informe son ministre, Robert Schuman, que, « en réponse à la demande que je n'ai pas manqué d'effectuer, le département d'État vient de me faire savoir que les services du haut commissariat américain en Allemagne n'avaient aucune trace d'une demande de notre part concernant cette affaire. Le département d'État suggère, en conséquence, que les autorités françaises compétentes s'adressent directement aux autorités d'occupation américaines en Allemagne » (n° 5786/CH).

## Un aveu américain

Soudain, coup de théâtre : les Américains déclarent leur main mise sur Barbie par une proposition inattendue. On doit cet aveu américain à une démarche du colonel Canadieu, commissaire du gouvernement près le tribunal militaire permanent de Paris, qui, souhaitant que Barbie dépose à la barre contre Hardy, s'adresse au SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) (n° 313).

Le 18 février 1950, sous la référence 23.07/JM/CG-000371/50, le SDECE répond au colonel Canadieu : « J'ai l'honneur de vous faire connaître que des pourparlers dans ce sens avaient été engagés avec les autorités américaines. Sans préjudice d'un résultat positif, il serait néanmoins permis d'escompter une solution favorable, à condition toutefois que les obligations ci-après soient respectées : durée de l'absence de Barbie limitée ; retour de Barbie en zone U.S. et sa protection assurée ».

« En vous laissant le soin d'apprécier les suites que pourrait comporter l'application de ces prescriptions en faveur de Barbie, criminel de guerre déclaré par plusieurs parquets, je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître votre avis, et si vous estimez que de nouvelles négociations peuvent être reprises dans les conditions précitées ».

Le 14 mars 1950, le directeur de la justice militaire informe le colonel Canadieu (n° 3885 JM/2) qu'une fin de non-recevoir doit être opposée à cette proposition américaine : « En réponse à cette communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'étant donné la qualité de criminel de guerre du témoin et le fait qu'il est recherché par les autorités françaises en vertu de mandats d'arrêt, il ne peut être admis que le juge d'instruction près le tribunal militaire permanent de Lyon, j'estime qu'il est impossible, en tout cas inopportuniste, de prendre, en ce qui le concerne, les engagements demandés par la présidence du Conseil ».

Le 24 mars 1950, le ministre de la défense nationale demande au haut commissaire de la République française en Allemagne, « de bien vouloir me faire connaître si vous avez saisi M. le haut commissaire américain en Allemagne de cette demande de livraison et la suite qui a été réservée à votre intervention » (n° 4548 JM/2).

## « Dans les moindres détails »

Le haut commissaire français, chef des services de la justice, M. Leboucq (Jus/CG 41/n° 1755) répond, le 3 avril 1950, que : « La livraison de Barbie (...) a été demandée au service américain compétent, le 2 mars 1950, par lettre n° 1002. En outre, par lettre n° 1003 du 8 mars 1950, j'ai signalé cette affaire à l'attention personnelle de mon collègue américain ».

« M. Leboucq souligne le problème posé jusqu'alors par le fameux certificat de résidence devant être dressé par les autorités américaines, puisque Barbie a trouvé refuge en zone américaine et sans lequel un dossier de demande de livraison ne peut être considéré comme régulier : « La demande tendant à la livraison de Barbie n'avait pas été établie plus tôt parce que le dossier prescrit par la réglementation américaine n'avait pu être constitué. En effet, ce dossier doit comprendre un certificat de résidence délivré par les autorités du domicile du criminel de guerre, dont la remise est demandée. Or, le lieu de refuge étant ignoré, aucun certificat n'avait pu être dressé. Toutefois, il y a peu de temps, j'ai pu obtenir du service américain compétent la dispense de fournir cette pièce, et l'assurance m'a été donnée que l'affaire Barbie serait traitée avec la meilleure attention dans les moindres détails ».

La première lettre citée, en date du 2 mars 1950, était adressée par M. Leboucq, sous la référence Jus/CG 53/n° 1002, à l'attention de M. Lange - Chief of Administration of Justice Branch - Office of General Counsel - Office of the United States High Commissioner for Germany-AP 0 807 U.S. Army. Dans le point 5 de cette lettre, il est indiqué que « le 7 juin et le 12 juillet 1949, les services français de liaison se mettaient à ma demande en contact avec les services américains de la sécurité publique pour qu'il soit procédé à de nouvelles recherches ».

Dans la seconde lettre citée, du 8 mars 1950, M. Leboucq soulignait à M. Robert Baris, General Counsel - Bonn-Petersberg : « En raison de la très grande importance que mon gouvernement attache à la livraison de ce criminel, je vous remercie sous ce pli, avec sa traduction en langue anglaise, une copie de ma note suivie (du 2 mars). Je serais très désolé-

raux et vous serais très reconnaissant que vous vous intéressiez personnellement à cette affaire afin de lui donner une solution rapide ».

Le 13 mars 1950, le gouvernement français décide « en vue d'obtenir des autorités américaines la livraison du criminel de guerre Barbie de constituer un dossier d'extradition et de le transmettre au département d'État à Washington par la voie normale ». Le 31 mai 1950, ce dossier est adressé à la direction des chancelleries et du contentieux, à l'attention de M. Paschoud, par le justice militaire (n° 8237 JM/2).

Enfin le 21 juin 1951 (n° 2885/DGA), l'ambassadeur de France à Washington informe son ministre que : « A la note que je n'avais pas manqué d'adresser au département d'État à ce sujet, celui-ci vient de me répondre qu'il n'avait en sa possession aucune information nouvelle permettant de découvrir le domicile actuel de l'intéressé. Néanmoins, le département d'État s'est adressé au service du haut commissariat américain en vue d'obtenir, si possible, des informations ».

« Les démarches françaises s'arrêtent là. Mais nous serons qu'entre-temps, le 21 février 1951 un « Temporary Travel Document » (document provisoire de voyage) a été accordé par les autorités américaines à Munich sous le n° 0121454 à Klaus Barbie sous le nom de Klaus Altmann, né le 25 octobre 1915, à Kronstadt (au lieu de 25 octobre 1913, à Bad-Godesberg). À l'aide de ce document officiel, Barbie pourra obtenir à Gènes un titre de voyage du comité international de la Croix-Rouge, le 16 mars 1951, sous le n° 18673, afin d'émigrer en Bolivie ».

## Voie de bijoux

Au cours des démarches entreprises au parquet de Munich, en 1971 et en 1972, par Beate Klarsfeld, sous le n° 1002, à l'attention de M. Lange - Chief of Administration of Justice Branch - Office of General Counsel - Office of the United States High Commissioner for Germany-AP 0 807 U.S. Army. Dans le point 5 de cette lettre, il est indiqué que « le 7 juin et le 12 juillet 1949, les services français de liaison se mettaient à ma demande en contact avec les services américains de la sécurité publique pour qu'il soit procédé à de nouvelles recherches ».

Dans la seconde lettre citée, du 8 mars 1950, M. Leboucq soulignait à M. Robert Baris, General Counsel - Bonn-Petersberg : « En raison de la très grande importance que mon gouvernement attache à la livraison de ce criminel, je vous remercie sous ce pli, avec sa traduction en langue anglaise, une copie de ma note suivie (du 2 mars). Je serais très désolé-

Le 25 octobre 1950, les bijoux sont restitués à la police de Stuttgart, dont le rapport, le 16 avril 1951, relate que : « Une autorité américaine a dicté les indications pour retrouver ces bijoux. On peut supposer, sans risque de se tromper, que les bijoux ont été restitués par la CIC (Criminal Investigation Commission). Déjà au cours de l'enquête à Cassel, on soupçonnait que Barbie travaillait pour les services secrets américains. Ce soupçon s'est maintenu encore renforcé. Une demande par écrit a été envoyée au CIC ; elle est restée sans réponse. D'autres démarches dans cette direction n'ont vraisemblablement sans succès ».

D'autres indications glanées dans les dossiers de la justice allemande permettent de se rendre compte de la nature des relations entre les services spéciaux américains et Barbie. Barbie a été inscrit par les Américains sous les noms successifs de Spoly, Behrendt, Mertens, Holzer, toujours sous le prénom de Klaus et les mêmes date et lieu de naissance : 25 octobre 1913 à Bad-Godesberg. Il aurait travaillé sous les ordres du major Larsen.

Le 12 avril 1961, Carol Bouness, fille de la veuve de l'ait de la mère de Barbie, a déposé : « En 1948, Barbie vivait avec sa famille à Stadthagen, près d'Augsbourg, dans une maison réquisitionnée par les autorités américaines et qu'il partageait avec un militaire américain et sa famille. Puis, la mère de Barbie a confié à la sienne que les Américains avaient transféré à l'étranger son fils et sa famille ».

Le 18 juillet 1964, le docteur E. Hoffmann, de Berlin-Zehlendorf, a témoigné que Barbie avait introduit en 1948 un Dancos, le Dr Zarp, journaliste et expert économique, près de la SS, dans les services spéciaux américains à Memmingen. Un ancien collègue du Dr Hoffmann, Franz-Adam Minnich, de Stuttgart-Gannstadt, a déposé pour sa part qu'il avait mis Barbie en des relations avec le Dr Hoffmann parce que Barbie lui avait confié qu'il avait besoin de renseignements pour le Roumanie pour son travail dans les services américains.

Il nous paraît évident qu'en 1950 Barbie est devenu doublement compromettant pour les services américains : il est recherché par les Allemands pour une affaire de droit commun, et la France, en dépit des refus déguisés des autorités américaines, ne semble pas du tout décidée à abandonner son droit à réclamer la livraison d'un des criminels nazis les plus notoire qui aient sévi sur son territoire. Dans ces conditions, les Américains ont sans doute considéré qu'il valait mieux lui donner la possibilité de s'enfuir.

L'absence se fait sur son cas pendant vingt ans.

## II. — Repéré par la France... Il y a vingt ans

**L**E 22 juin 1971, le parquet de Munich rend un non-lieu en faveur de Barbie disparu, mais contre lequel une association de vic-

times du nazisme a porté plainte. Pour ce qui est des juifs, le procureur estime qu'il ne peut établir que Barbie savait « subjectivement » que

leur sort à l'issue de leur déportation, même pour les enfants, serait funeste.

Luttant pour la réhabilitation morale du peuple allemand, Beate Klarsfeld s'engage dans une délicate décision équivalant à innocenter tous les criminels nazis qui ont opéré en France, dont le plus grand nombre est impuni en Allemagne, ce qui motive l'action que nous menons contre eux depuis février 1971. Il faut rappeler que ces criminels constituent alors la seule catégorie de criminels dont l'impunité est parfaite : en tant qu'Allemands, ils ne peuvent être extradés vers la France ; en tant que condamnés par contumace en France, ils ne peuvent être jugés en Allemagne.

Pendant quinze ans, la France a demandé à l'Allemagne de recouvrer sa compétence pour qu'au moins ces criminels soient jugés chez elle ; mais tous les chancelliers chrétiens-démocrates ont éludé cette revendication française, qui accroissait pourtant l'indépendance allemande. Devient chancelier, M. Brandt a signé, le 2 février 1971, une nouvelle convention judiciaire franco-allemande permettant le jugement en Allemagne des criminels, mais le parti libéral F.D.P., en dépit de son alliance avec les sociaux-démocrates, a fait tout commun avec les chrétiens-démocrates pour refuser de ratifier cette convention si elle était présentée au Bundestag. C'est pourquoi nous sommes entrés en action, seuls, puis joints par nos amis du groupe des jeunes de la LCRA et le président M. Pierre-Bloch, afin de faire ratifier cette convention.

En mars 1971, pour attirer l'attention sur les deux cas d'impunité les plus éminents, nous tentons d'arrêter Kurt Lischka, et nous menons Herbert Hagen. Des mandats d'arrêt sont lancés contre nous. Beate se présente à Cologne avec le dossier Lischka pour y engager l'épreuve de force ; être arrêté afin de mobiliser l'opinion publique internationale. Au bout de quelques semaines la justice allemande est obligée de la relâcher.

C'est alors qu'intervient l'affaire Barbie. La campagne de Beate porte ses fruits : elle trouve des témoins nouveaux qui obligent le procureur général de Munich, M. Ludolph, à constater que Barbie connaissait le sens réel de la déportation des juifs.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1971, le non-lieu de Barbie est annulé : l'instruction est ouverte sur l'action antijuive.

Les citoyens qui suivent sont tirés de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) :

« Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'écarter de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (Parlons où ils se sentent. Edition spéciale) : « Je peux constater alors la profonde revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l







# PROCHE-ORIENT AFRIQUE

## Liban

### Le déploiement de l'armée à Beyrouth-Est renforce l'autorité de l'Etat

De notre correspondant

Beyrouth. — L'armée libanaise a finalement pénétré à Beyrouth-Est (secteur chrétien) et dans sa banlieue. Il est encore trop tôt pour dire si elle en a pris effectivement le contrôle, mais il est incontestable que l'opération est plus que symbolique et que les forces libanaises, sur décision du parti phalangiste, ont lâché du lest face à l'Etat.

Le déploiement des forces légales en secteur chrétien avait été annoncé en octobre 1982, dans la foulée de leur entrée à Beyrouth-Ouest, envahie puis évacuée à l'époque par l'armée israélienne. Elles y exercent depuis lors un pouvoir réel. Le déploiement à l'Est avait été retardé de semaine en semaine, puis de jour en jour, progressivement, devant la résistance des forces libanaises, il n'en avait plus été question. Si bien que l'on se trouvait depuis cinq mois dans la situation paradoxale d'un président phalangiste dont l'autorité n'avait cours que dans une partie de sa capitale, celle tenue précédemment par les ennemis se son parti.

Une force importante, puisqu'elle compte trois mille huit cents soldats libanais, équipés de blindés, appuyés par la force multinationale dont les effectifs ont récemment été augmentés (trois cents par français et un petit contingent britannique de cent dragons de la Reine), a pris position dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 février aux principaux carrefours du secteur chrétien jusqu'au tunnel de Nahr el Kalb, à 12 kilomètres au nord. Les forces libanaises ont donné des instructions strictes à leurs miliciens pour qu'ils ne circulent plus en armes ni même en tenue militaire dans le secteur concerné, baptisé « Grand Beyrouth » et qui, du Nord au Sud, en passant par l'Est, trace un arc de cercle d'une douzaine de kilomètres de rayon autour de la ville. C'est, désormais, la zone pacifiée sous contrôle étatique.

Ce faisant les forces libanaises se plaient à des directives de M. Pierre Gemayel, qui a tranché en faveur de l'Etat (et de son fils le président Amine Gemayel).

Dans une interview parue le 11 février dans l'Orient-Le Jour,

M. Pierre Gemayel avait démenti l'existence de tiraillement, voire de divergences entre les Forces libanaises et le président libanais. Mais celles-ci étaient manifestées dans la bataille de la montagne contre les Druzes, que le président Gemayel réprimait, et, de façon éclatante, dans la visite-provocation du général Sharon aux forces libanaises à Beyrouth-Est au début de février.

Est-ce parce qu'ils ont été acculés sur trop de plans par Israël, que les phalangistes et leurs alliés des Forces libanaises se sont retrouvés pour resserrer les rangs autour du président Amine Gemayel ? Force est de constater que leurs alliés israéliens leur avaient asséné une série de coups bas, en laissant notamment les miliciens druzes du P.S.P. leur infliger une défaite à Aley, et en diminuant leur principale source de revenus, provenant des taxes perçues au cinquième bassin du port de Beyrouth, par l'ouverture du port de Haifa aux marchandises destinées au Liban moyennant un droit modique de 3 %.

Paradoxalement, le facteur économique précité aurait facilité le désistement des forces libanaises à Beyrouth-Est, le cinquième bassin du port qu'elles abandonnent en principe à l'Etat, étant devenu moins rentable et plus facilement contrôlable. Notamment par une taxe sur les carburants à Beyrouth-Ouest, perçue par les Forces libanaises depuis que l'Etat y a restauré son autorité en octobre dernier, et par une rétrocession du port « libre » de Dbayeh, situé précisément en dehors du Grand-Beyrouth.

En plus de tous ces facteurs, qui ont plus ou moins pesé dans la balance, il ne faut pas négliger un autre élément important intervenu entre le refus de l'armée par les Forces libanaises en octobre et leur acceptation aujourd'hui, un officier qui a leur entière confiance, le général Tannous, a été placé à sa tête et un commissaire qui leur est pas étranger, M. Zaki Boustany, à la tête de la sûreté générale.

LUCIEN GEORGE.

## LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES A DAMAS

### M. Cheysson relève une « volonté de dialogue » entre la France et la Syrie

M. Heran, ministre de la défense, parlant, lundi 14 février, de la guerre du Golfe au micro de Radio-Monte-Carlo, a notamment déclaré : « Entre l'Iran et l'Irak, nous souhaitons avant tout la paix. Rien n'est plus que la guerre, rien n'est plus que de voir ces jeunes irakiens de quatorze, quinze ans, fanatisés qu'on lance à l'assaut des lignes irakiennes, rien n'est plus que ces milliers de morts. (...) Cela dit, la paix ne peut pas être non plus dans cette région du monde la victoire de l'Irak. (...) La France avait des contacts avec l'Irak - y compris sous le précédent septennat - nous continuons de les respecter. (...) Si l'Irak nous demandait des armes, Paris refuserait. »

#### Correspondance

Damas. — En terminant sa tournée au Proche-Orient par la Syrie où il n'était pas venu depuis août 1981, M. Cheysson consacre, en quelque sorte, la normalisation des relations franco-syriennes. Celles-ci s'étaient nettement détériorées à la suite de l'assassinat de l'ambassadeur de France à Beyrouth, Louis Delamare, en septembre de la même année, et de l'attentat de la rue Marbeuf en avril 1982. Le ministre des relations extérieures a suggéré que la page était tournée en déclarant :

« Nous ne sommes pas d'accord sur tout, mais il y a une volonté de dialogue », nous a dit un membre de l'entourage de M. Cheysson. Le chef de la diplomatie française a eu, lundi, un premier entretien avec son homologue syrien, M. Khaddam, qu'il devait revoir mardi avant de rencontrer le président Assad.

Les entretiens étaient centrés sur la situation au Proche-Orient et particulièrement sur trois dossiers : le Liban, le problème palestinien, la guerre du Golfe.

Avant de quitter Bagdad pour Damas, M. Cheysson avait réaffirmé devant la presse « l'engagement total » de la France au côté du Liban.

C'est le langage que le ministre des relations extérieures a également tenu à M. Khaddam. Celui-ci a « confirmé catégoriquement » que la Syrie retirerait ses troupes du Liban si les israéliens retiraient les leurs, nous a précisé M. Cheysson.

Plus délicat sans doute été l'examen du problème palestinien et surtout de la situation dans le Golfe. La Syrie soutient en effet Téhéran contre Bagdad. M. Cheysson a

estimé, lors de sa conférence de presse avant de quitter Bagdad, que l'effort militaire de l'Irak était aujourd'hui « clairement défensif ». « L'Irak a formellement reconnu la frontière sur laquelle tous les intérêts s'étaient engagés en 1975 à Alger. La situation sur le terrain correspond grossièrement à cette frontière de 1975. Toute nouvelle attaque est donc une violation de cette frontière reconnue en 1975 », a-t-il déclaré avant de lancer un appel à la paix.

La visite de M. Cheysson en Irak a cependant été essentiellement consacrée à l'examen d'une demande irakienne de rééchelonnement en 1983 des paiements liés aux contrats signés par Bagdad avec la France (ils porteraient sur environ 12 milliards de francs), en raison des difficultés financières actuelles de l'Irak.

Les Irakiens entendent que la signature de contrats avec des compagnies étrangères soit liée à des facilités de crédit, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Le ministre des relations extérieures a rappelé à ses interlocuteurs que les contrats conclus avec la France l'avaient été sans conditions de crédit et qu'ils devaient être exécutés tels quels.

Une augmentation des achats de pétrole irakien par la France ne peut pas résoudre le problème, indiquent dans l'entourage de M. Cheysson, les échéances pour 1983 représentant un volume financier très supérieur aux capacités actuelles d'exportation de l'Irak. Il ne semble pas qu'il y ait eu de résultats et les discussions doivent se poursuivre.

EMMANUEL JARRY.

## LES EXPULSIONS DU NIGERIA

### La presse occidentale bouc émissaire...

Face au tollé provoqué par la façon dont il s'est débarrassé, en l'espace de quatre semaines, de plus d'un million d'étrangers en situation irrégulière, le Nigeria a fini par réagir en accusant les médias occidentaux d'avoir gonflé l'affaire. « Pas une seule personne n'a été arrêtée, pas un seul ordre d'expulsion n'a été délivré. Certains des pays concernés ont sonné l'alarme de manière exagérée, et, bien sûr, les médias étrangers ont braqué leurs projecteurs sur cette affaire afin de donner une idée déformée du Nigeria », a notamment déclaré, lundi 14 février, à la B.B.C. le président Shagari, en ajoutant qu'il jugeait comme « une chose normale pour n'importe quel pays au monde » les mesures d'expulsion.

De son côté, M. Alahaji Ali Baba, ministre nigérian de l'intérieur, a encore été plus loin en affirmant que le Ghana, en ouvrant ses frontières que trois jours avant l'expiration du délai d'expulsion, portait la responsabilité des souffrances subies par ses ressortissants immigrés, et que Radio-Accra, en évoquant les « prétendues tracasseries et tortures subies » par des Ghanéens expatriés, « avait été à l'origine d'une panique inutile ».

Autrement dit, le géant de l'Afrique noire n'a pas même eu

un mot à l'égard de faibles voisins dont il se veut le « grand frère » et qui sont écrasés sous le poids des réfugiés (selon Lagos, 700 000 Ghanéens, 180 000 Nigériens, 150 000 Tchadiens et 120 000 Camerounais, pour citer les contingents les plus importants).

Si les gouvernements intéressés n'ont pas été préalablement consultés sur l'ordre d'expulsion, ils ne pouvaient ignorer, notamment en lisant la presse nigérienne, que « la montée du chômage parmi les Nigériens et la vague croissante de crimes attribués aux étrangers en situation illégale devaient constituer un avertissement suffisant et que le gouvernement aurait à prendre de telles mesures dans l'intérêt national », a déclaré M. Ali Baba, qui a accusé la presse occidentale de tentative froide et délibérée de ternir l'image du Nigeria.

Quand un grand pays fait si peu de cas de ses protégés, provoquant un exode d'un caractère sans précédent dans l'histoire contemporaine de l'Afrique, le vrai responsable n'est pas celui qui est à l'origine de la tragédie, mais, comme d'habitude, celui qui la rapporte.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

### M. Biya, président du Cameroun fait « une visite officielle de travail » à Paris

Arrivé lundi soir à Paris, le président Paul Biya, du Cameroun, effectuera, ce mardi 15 et mercredi 16 février, une « visite officielle de travail » en France. M. Biya est, ce mardi à l'Elysée, l'hôte à déjeuner de M. Mitterrand. Il aura également des entretiens avec plusieurs membres du gouvernement et des représentants des milieux d'affaires.

## Un Sudiste affable et mélomane

Comme pour les présidents Omar Bongo du Gabon et Abdou Diouf du Sénégal, la carrière politique du président de la République du Cameroun commence dans le silence feutré des cabinets ministériels, puis elle s'ouvre à l'air libre à l'occasion de la tournée officielle du chef de l'Etat, auquel il a succédé le 6 novembre dernier, M. Amadou Ahidjo, aujourd'hui retiré dans son fief électoral de Garoua. Comme le président Diouf, M. Biya a occupé le poste de premier ministre - de 1975 à 1982 - avant d'accéder à la magistrature suprême.

Né en février 1933 dans la région du Camero-Nord, M. Biya est un « sudiste ».

Après l'école primaire de la mission catholique de Ndom, puis les séminaires d'Edéa et d'Akono, de la sixième à la seconde, et le lycée Leclerc de Yaoundé en classes terminales, il fit ses études supérieures en France. Boursier, considéré comme un « bûcheur », après un bref passage au lycée Louis-le-Grand, il passe une licence et un diplôme d'études supérieures de droit. Rapproché à l'Institut des hautes études d'outre-mer, l'ancienne « école coloniale », de l'avenue de l'Observatoire, il s'inscrit également à l'Institut des hautes études politiques de Paris, dont il sort diplômé en 1962.

Chargé de mission à la présidence dès son retour au Cameroun, il est en 1964 directeur du cabinet du ministre de l'Éducation nationale, puis secrétaire général de ce même ministère. En 1967 il devient directeur du cabinet civil du président de la République M. Ahidjo, puis, l'année suivante, cumule ce poste avec celui de secrétaire général à la présidence. Le 30 juin 1975 il devient premier ministre et en juin 1979, à la suite d'une importante réforme constitutionnelle, il est officiellement consacré à l'« homme du chef de l'Etat ». En effet un nouvel article de la Constitution dispose que le premier ministre, en cas de vacance du pouvoir, d'empêchement ou de décès du président de la République, succède automatiquement à ce dernier. Or, en novembre 1982, M. Ahidjo décide, à l'imitation de son ancien collègue sénégalais et ami personnel, M. Léopold Sédar Senghor, de quitter le pouvoir.

#### Tolérant et pondéré

Vice-président du comité central de l'Union nationale camerounaise, parti unique dont M. Ahidjo est resté président national, M. Biya continue de collaborer étroitement avec ce dernier. Autant M. Ahidjo semblait, à ceux qui ne le connaissent pas personnellement, un interlocuteur froid et secret, autant son successeur est d'un abord équilibré et ouvert. Fin, intuitif, affable, il n'en est pas moins réservé et vigilant dans ses propos comme dans ses actes ; sachant écouter, il donne l'impression d'un homme peu soucieux de se mettre en vedette. On le dit tolérant et pondéré, homme de dialogue et de compromis.

Trop peu connu pour être déjà populaire, il bénéficie cependant d'une bonne image auprès de ses compatriotes, qui soulignent sa probité et sa grande capacité de travail. Catholique pratiquant, mélomane, amateur de Mozart et de Beethoven, mais surtout de chants grégoriens, M. Paul Biya aime jouer de l'harmonium et fréquente à l'occasion le monastère bénédictin du Mont-Fébé. Cet aspect de sa personnalité devrait séduire non seulement ses concitoyens, mais également les musulmans qui pour la plupart sont très sensibles à tout ce qui touche à la piété. Il est vrai, en revanche, que les appels à la rigueur et à la probité, à l'effort et à l'intégrité qui ont marqué tous ses premiers discours officiels, vont à l'encontre du laxisme, du clientélisme et du tribalisme qui manifestent encore un trop grand nombre de Camerounais, dont certains occupent d'éminentes fonctions.

PHILIPPE DEGRAENE.

## Lesotho

### Pretoria dément toute responsabilité dans l'incendie d'un dépôt d'essence

A la suite de l'incendie criminel d'un dépôt d'essence à Maseru, Pretoria a catégoriquement rejeté les accusations du Lesotho selon lesquelles l'Afrique du Sud serait directement à l'origine de cet attentat, ainsi que le rapporte ci-dessous notre correspondant.

De notre correspondant

Johannesburg. — Le gouvernement du Lesotho a formellement accusé Pretoria, lundi 14 février, d'être à l'origine d'un attentat commis la veille contre un dépôt d'essence de Maseru. Selon des témoins cités par un porte-parole du premier ministre, M. Lebas Jonathan, un hélicoptère sud-africain, « semblable à ceux utilisés lors du raid du 9 décembre contre des réfugiés du Congrès national africain » (ANC) (Le Monde du 10 décembre 1982), aurait été vu lâchant deux bombes au-dessus de l'un de deux réservoirs de carburant de la capitale.

Deux cent mille litres d'essence, gérés par la société Caltex, se seraient envolés en fumée et une usine métallurgique toute proche aurait subi d'importants dégâts. Le gouvernement sud-africain a « vivement » rejeté « les allégations du Lesotho et a accusé l'insécurité de faire droit à la demande de compensation financière » présentée par les autorités du petit royaume.

Le ministre sud-africain des affaires étrangères s'est élevé « contre des imputations dénuées de fondement, ostensiblement lancées contre le gouvernement sud-africain afin de détourner l'attention en raison de la situation interne critique du Lesotho ». Dans la soirée de lundi, un correspondant anonyme a revendiqué, près de l'agence sud-africaine de presse (SAPA), l'attentat au nom de l'Armée de libération du Lesotho (L.L.A.), branche militaire de mouvement d'opposition basotho en exil (B.C.P.).

Se présentant sous le nom de code de « Sajahaba » comme le commandant en chef de la L.L.A., le mystérieux correspondant a indiqué que l'hélicoptère aperçu par des passants au-dessus de l'incendie avait pour seule mission de s'assurer que l'opération avait été menée à bien. Cette étrange revendication, si elle devait se confirmer, est loin d'éclaircir les soupçons qui pèsent sur l'Afrique du Sud.

Le Lesotho étant enclavé à l'intérieur des frontières de la République Sud-Africaine, l'hélicoptère en ques-

tion ne pouvait, en effet, venir que de la province sud-africaine de l'Etat libre d'Orange. Pour Maseru, la culpabilité de Pretoria ne semble pas faire l'ombre d'un doute. « Comme en Angola et au Mozambique », a déclaré un porte-parole du Lesotho, « l'ennemi concentre désormais ses attaques sur des cibles économiques ».

Deux l'incontestable climat de tension qui se développe entre Pretoria et son petit voisin depuis le raid du 9 décembre, qui avait fait quarante-deux morts, il est d'autant plus malaisé de faire la part des choses que chacun des adversaires dispose d'arguments convaincants. Que l'Afrique du Sud, pour le moins, ferme les yeux sur les activités au Lesotho des maquisards de la L.L.A. basés sur son territoire n'est guère discutable. Qu'elle les utilise pour amener M. Jonathan à la raison, notamment en ce qui concerne les réfugiés de l'ANC, c'est probable. Que Pretoria soit engagée dans une stratégie régionale de « destabilisation contrôlée », visant, par dissensions interposées, à convaincre ses voisins d'adopter une attitude plus souple à l'égard de l'apartheid, c'est tout à fait possible. Mais il est également vrai que les Etats en question ont développé ces derniers temps une singulière tendance à faire de l'Afrique du Sud le bouc émissaire de tous leurs maux.

Il n'est pas faux de prétendre - et Pretoria ne s'en prive pas - que le régime du Lesotho est à l'origine de toutes les opportunités d'aide financière internationale. La popularité des autorités politiques de Maseru est très limitée dans le royaume et aucune opposition réelle n'est tolérée par le premier ministre. Après des années d'étroite collaboration avec le régime sud-africain, Maseru a visiblement décidé de jouer à fond la carte anti-apartheid. Nul doute qu'il gagnerait en crédibilité s'il organisait enfin les élections « libres et honnêtes » promises depuis seize ans.

PATRICE CLAUDE.

**Déjà, un classique...**

**LES RELATIONS INTERNATIONALES DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI**

par Philippe Moreau Defarges Directeur d'Etudes à Sciences PO-Paris

**Le Monde**

Philippe Moreau Defarges cherche essentiellement à décrire, à expliquer, à projeter un regard cartésien sur le bruit et la fureur qui dominent la scène mondiale.

**LE FIGARO**

Ce tout nouveau manuel sera assés par les jeunes classes à qui il marquera un ouvrage comme celui-ci.

Anne Kriegel

**AUX ÉDITIONS S.T.H.**

6, avenue Léon-Helguzy  
75016 Paris Tél. : 527.10.15  
352 pages

**Finlande: le oui et le non.**

Oui, au plus fort de l'été finlandais, le soleil peut briller 24 heures sur 24, pendant 73 jours. Oui, dans la journée, la température monte facilement jusqu'à 30°, et l'eau claire des 60 000 lacs qui parsèment la campagne est si douce que c'est un immense plaisir de s'y baigner.

Oui, la Finlande, vierge de pollution est un pays aux multiples facettes qu'il faut découvrir au travers de la chaleur de ses habitants, des traditions écrites ou orales, qu'elles soient lapones ou caréliennes.

Oui, en Finlande, les longues journées d'été sont encore trop courtes pour profiter des multiples activités : voile, planche, randonnée, pêche, canotage... tout cela au pied de votre chalet ou à deux pas de votre hôtel.

Non, la Finlande n'est pas recouverte de sapins : il y a bien moins de sapins que de bouleaux dont la ramure d'argent fait briller les lacs de mille feux étincelants.

Non, la gastronomie n'est pas timorée : le steack de renne aux mirabelles est un grand moment de la vie.

Non, les Finlandaises n'ont pas toutes les yeux bleus...

Oui, la Finlande est un pays à découvrir : à pied, à cheval, en voiture, en train, en bus, en bateau, etc... en ballon.

Bon de documentation à envoyer : Office National de Tourisme de Finlande

NOM : \_\_\_\_\_ 13, rue Aubert  
ADRESSE : \_\_\_\_\_ 75009 Paris  
Tél. : 742.65.52

**12-20 FÉVRIER**

**17<sup>e</sup> BROCANTE DE PARIS**

**13<sup>e</sup> SALON DU VIEUX PAPIER DE COLLECTION**

150 ANTIQUAIRES ET BROCANTEURS 120 EXPOSANTS

PORTE DE VERSAILLES HALL 5

71 jours 11 h - 19 h - Week-end 10 h - 19 h



# ASIE AMÉRIQUES EUROPE

## Cambodge

### Le prince Sihanouk n'est toujours pas « un interlocuteur valable » nous déclare le ministre des affaires étrangères de Phnom-Penh

Achevant à Hanoï un voyage qui l'a conduit la semaine dernière dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Kapita, a paru exclure qu'une initiative nouvelle puisse être prise prochainement en vue de résoudre la question du Cambodge. « La position des pays indochinois et de l'U.R.S.S. », a-t-il notamment déclaré à l'A.F.P., est que les négociations ne doivent pas porter sur la situation interne au Cambodge, qui

est un fait, mais seulement sur la cessation de la guerre non déclarée contre le Cambodge et la paix entre les deux groupes de pays, ASEAN et Indochine. »

#### De notre envoyé spécial

Phnom-Penh. — La nature du régime politique cambodgien est-elle irréversible ? Je peux vous affirmer, nous a répondu M. Hun Sen, que la nature du régime politique de notre pays est irréversible. Nous sommes sûrs que nos ennemis ne pourront pas nous défaire militairement. Quant à la résolution des Nations unies (1), nous la rejetons depuis toujours. Il n'y a pas de problème cambodgien à résoudre, il n'y a rien à négocier. Nous continuerons sur la voie choisie par notre parti, c'est-à-dire sur la voie progressant vers le socialisme. La prétendue impasse dans la recherche d'une résolution du problème cambodgien n'est une impasse que pour ceux qui ont soulevé ce problème. Le Cambodge est déjà un pays indépendant, neutre et non aligné. Nos ennemis ne réussiront pas à nous faire dévier de notre voie. Mon travail est de dissiper toutes les illusions que ceux-ci entretiennent.

— L'idée d'associer à notre gouvernement des partisans du prince Sihanouk et de M. Son Sann, à l'exclusion des Khmers rouges, vous paraît-elle acceptable ?

— Je peux vous affirmer qu'il s'agit, là encore, d'une illusion, que cette question ne se posera jamais. Si les partisans de Sihanouk et ceux de Son Sann se présentent devant nous, nous les acceptons pas. Et même si les partisans de Sihanouk se présentent, seuls, devant nous, nous ne les acceptons pas non plus. En réalité, ces trois groupes sont identiques.

— A quelles conditions le prince Sihanouk peut-il devenir pour vous un interlocuteur valable et jouer un rôle au Cambodge ?

— Sihanouk est encore un traître, il continue de trahir les intérêts de son peuple et de son pays. S'il abandonne les rangs ennemis, il sera alors qualifié de « réfugié cambodgien à l'étranger ». Mais cela ne signifie pas qu'il deviendra un interlocuteur valable pour une négociation. Toutefois, si Sihanouk change de position, nous n'allons quand même pas fermer les yeux sur ce changement. C'est mon opinion personnelle. Mais je ne suis pas en mesure de vous dire quelle fonction nous pourrions, dans cette hypothèse-là, lui confier. S'il reconnaît ses erreurs et s'en remet à son peuple et à son État, il devra attendre que son peuple et son État décident de son avenir.

— Comment expliquez-vous que, depuis la reconnaissance du Cambodge par l'Inde en juillet 1980, aucun autre État n'ait reconnu votre gouvernement ?

— L'opinion publique mondiale, dans son ensemble, reconnaît les progrès réalisés dans tous les domaines au Cambodge. Mais les expansionnistes chinois, les impérialistes et les réactionnaires internationaux s'efforcent d'entra-

ver la reconnaissance de notre pays par d'autres États. Ce problème sera résolu lorsque les expansionnistes et les réactionnaires auront joué leurs dernières cartes, à savoir Pol Pot, Sihanouk, Son Sann. La Chine est restée pendant vingt-deux ans - de 1949 à 1971 - en dehors de l'ONU parce que Tchang Kai-shek était peut-être encore un atout pour Washington. Pourquoi la Chine a-t-elle ensuite été admise aux Nations unies ? Peut-être parce que les Américains se sont rendus compte que Pékin était devenu un partenaire valable pour s'opposer à l'Union soviétique et aux mouvements de libération nationale.

— De quelle manière et avec quelle vigueur les opposants à votre régime se manifestent-ils à l'intérieur du Cambodge ?

— Les forces ennemies à l'intérieur du pays se sont sérieusement affaiblies. Les conditions de vie s'étant améliorées, la population a pu s'engager dans les milices villageoises et participer avec notre armée à la destruction de nos adversaires. Nos ennemis concentrent surtout leurs activités à la frontière thaïlandaise. Un petit nombre seulement a réussi à s'infiltrer à l'intérieur du pays, notamment dans les provinces de Battambang et de Siem-Reap. Ce sont de petites unités de trois à quatre personnes qui mas-

sacrent la population en dehors des villages, se livrent au pillage des vivres et du bétail et sabotent les voies de communications. Néanmoins, la sécurité à Phnom-Penh, dans les chefs-lieux de province et de district, est bien assurée. Depuis la formation, en juin dernier, du « gouvernement de coalition », des partisans de Sihanouk et de Son Sann, hostiles à cette alliance avec les Khmers rouges, se sont ralliés. D'autre part, nous avons capturé, en 1982, plusieurs milliers d'ennemis.

— Faut-il attendre d'autres retraites partielles de troupes vietnamiennes du Cambodge ?

— Il est certain que nous devons réduire la présence des troupes vietnamiennes au Cambodge parce que la sécurité est maintenant assez bien assurée dans le pays et que notre armée s'est considérablement renforcée. Il y aura donc d'autres retraites partielles de troupes vietnamiennes dans les mois à venir. Mais nous ne ferons rien de plus qu'il n'en faut (2).

JACQUES DE BARRIN.

(1) L'Assemblée générale de l'ONU a prononcé le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge et l'autodétermination du peuple khmer. (2) Le gouvernement vietnamien avait annoncé, en juillet 1982, un retrait unilatéral d'une partie de ses troupes du Cambodge.

## Vietnam

### LA FERMETURE DES CAMPS DE RÉÉDUCATION SERAIT ENVISAGÉE

(De notre correspondant en Asie du Sud-Est.)

Bangkok. — Les camps de rééducation dans lesquels sont détenus, depuis 1975, des milliers de civils et de militaires qui ont servi le gouvernement sud-vietnamien et l'armée américaine vont-ils être fermés ? C'est ce qu'aurait laissé entendre M. Phan Hien, ministre de la justice, à M. Donald Ranard, qui vient d'achever un voyage au Vietnam et au Kampuché à la tête d'une délégation du Centre de politique internationale, dont le siège est à Washington.

Les prisonniers politiques seraient autorisés à retourner chez eux et à travailler, tout en demeurant, cependant, sous la surveillance des autorités locales. L'Assemblée nationale aurait discuté cette question en décembre dernier, mais aucune décision n'aurait été prise. Amnesty International a, depuis longtemps, protesté contre l'existence de ces camps de rééducation dans lesquels un nombre indéterminé de Vietnamiens - quelques milliers selon les dirigeants de Hanoï, au moins cent mille d'après des sources américaines - croupissent depuis des années. De son côté, le département d'État, dans son rapport annuel au Congrès, vient d'affirmer que, au regard des droits de l'homme, le Vietnam est, en Asie, « le pays où il est le plus dur de vivre ».

L'été dernier, M. Nguyen Co Thach, ministre des affaires étrangères, s'était dit prêt, dans une déclaration à la chaîne de télévision américaine C.B.S., à envoyer les prisonniers politiques aux États-Unis. « Je peux tous les donner à l'Amérique si l'Amérique les veut tous », avait-il lancé. Le département d'État avait alors répondu à ce défi en indiquant que l'admission de ces Vietnamiens devrait être examinée « cas par cas ». — J. de B.

## A TRAVERS LE MONDE

### Cuba

• M. FIDEL CASTRO EN SUÈDE. — Le ministre des relations extérieures a annoncé, le lundi 14 février, que M. Fidel Castro avait accepté une invitation officielle à se rendre en Suède cette année. Aucune date n'a été donnée. On rappelle que le dirigeant cubain avait déjà accepté de se rendre cette année en Espagne et en France. — (U.P.I.)

### Iran

• VINGT-DEUX BAHAIS CONDAMNÉS À MORT. — M. Kojinani, chef de la délégation iranienne, a alerté le 14 février, en séance plénière, la commission des droits de l'homme des Nations unies sur le sort des vingt-deux bahaïs, qui viennent d'être condamnés à mort par la Cour suprême de Téhéran. Aucune accusation précise n'a été portée contre eux, sinon celle de ne pas avoir abjuré leur foi. Les délégués des quarante-deux autres pays membres de la commission (dont la France) n'ont guère réagi jusqu'à présent à cette annonce. Au moins cent quarante bahaïs ont été exécutés en Iran depuis le début de la révolution islamique. — (Corresp.)

### Lesotho

• INCENDIE D'UN DÉPÔT DE CARBURANT. — Un des principaux dépôts de carburant de Maseru a été détruit par un incendie criminel dans la nuit du dimanche 13 février au lundi 14 février, a annoncé la radio nationale. L'incendie a été précédé d'une explosion, peu avant minuit, selon la radio, qui a attribué le sabotage à l'Armée de libération du Lesotho (branche armée du Beuthol Congress Party, opposition en exil), soutenue selon le Lesotho par l'Afrique du Sud. — (A.F.P.)

### Tchécoslovaquie

• LE JOURNALISTE KAREL KYNEL, ancien commentateur de Radio-Prague, a pu quitter samedi 18 février son pays pour la Bavière. En 1972, il avait été

## Chili

### LE GÉNÉRAL PINOCHET AFFIRME QUE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DOIT « STIMULER LA REPRISE »

Santiago-du-Chili (A.F.P.). — Le général Pinochet a écarté, lundi 14 février, après avoir remanié son gouvernement, tout changement de cap de sa politique et a affirmé que le Chili connaissait « la fin de la récession économique ». (Le Monde du 15 février). Le général, qui a entamé une tournée de dix-sept jours dans le Sud pour expliquer l'action gouvernementale, a déclaré que le pays abordait « une période de reprise économique », la nouvelle équipe ministérielle devant « diriger et stimuler cette reprise ».

Le remaniement du cabinet concerne principalement le ministère de l'économie et des finances, dont le titulaire, M. Rolf Luders, a été remplacé par M. Carlos Caceres pour l'économie et par M. Manuel Martin Saenz pour les finances. Aucun des onze ministères militaires du gouvernement n'a été changé. Au ministère des affaires étrangères, M. Alex Schweitzer, ancien ambassadeur à Londres, remplace M. René Rojas, qui avait remis sa démission la semaine dernière.

Le remaniement touche par ailleurs le ministère de l'éducation, confié à M. Madariaga, celui de la justice, où M. Jaime del Valle remplace M. Madariaga, et le secrétaire général du gouvernement, M. Ramon Suarez étant nommé à la place de M. Erzuriz, nommé président de la Banque centrale. Ces changements interviennent dans un contexte d'effervescence politique et sociale aggravée par la crise économique la plus importante depuis 1973.

M. Rolf Luders avait été chargé, il y a cinq mois, de tenter de rétablir la confiance des milieux économiques et bancaires internationaux à l'égard du Chili. Il avait, en janvier, décidé la fermeture de deux grandes banques et l'intervention de l'État dans cinq autres. Il était accusé de favoriser les groupes financiers privés et d'être responsable des difficultés des petits investisseurs.

## R.D.A.

### LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA DESTRUCTION DE DRESDE Des centaines de pacifistes ont participé aux colloques organisés par les Églises en marge des manifestations officielles

De notre correspondant

Bonn. — Le trentième anniversaire de la destruction de Dresde par l'aviation américaine et britannique a donné lieu en R.D.A. à des manifestations sans précédent en faveur de la paix. Le parti socialiste unifié, le S.E.D., qui sent qu'il y a là un mouvement à récupérer, avait organisé un rassemblement de cent mille personnes devant les ruines de l'église de la Vierge, laissées en l'état pour servir de mémorial aux victimes de cette attaque. C'est devant ces murs calcinés que s'étaient réunis, l'année dernière, de jeunes pacifistes. Cette année, c'étaient les membres des Jeunesses communistes, portant des torches, qui s'étaient réunis, tandis que quatre orateurs vantaient les mérites de la R.D.A. dans sa lutte pour la paix : le président du Mouvement pour la paix, le professeur Drefuhl, une ouvrière, un apprenti et une femme pasteur.

A côté de cette manifestation orthodoxe, des centaines de fidèles - beaucoup de jeunes parmi eux - se retrouvaient à la messe, dimanche matin, à l'église Sainte-Croix, puis se répartissaient dans l'après-midi dans les quatre « forums de la paix » organisés par les Églises. Le soir, un service ecuménique, auquel participèrent trois mille personnes des deux confessions fut célébré dans la cathédrale catholique du diocèse de Dresde-Meißen. Le pasteur Breichneider parla, devant un groupe de jeunes réunis dans l'église Sainte-Anne, de la peur de la militarisation dans le monde entier, et chez les jeunes de la R.D.A. aussi - pour qui y a provoqué le Mouvement pour la paix. En fait, l'objection de conscience n'est pas reconnue en Allemagne de l'Est, et le refus de la préparation militaire obligatoire dans les classes terminales et pour

les apprentis peut conduire à de graves conséquences professionnelles. Les jeunes Allemands de l'Est qui font campagne pour la paix n'ont pas la liberté de leurs homologues de R.F.A. Ils sont soumis à une étroite surveillance, et le moindre faux pas peut briser leur avenir. Ils n'en sont pas moins résolus pour autant. Certains ont reproché à l'Église trop de compromis avec l'État. La réponse tombait sous le sens : le compromis est inévitable, et condamnable seulement s'il conduit à une compromission. Le clergé des deux confessions a souvent du mal à défendre sa position devant des militants intraitables. Mais l'Église est consciente de sa responsabilité collective.

L'évêque de Berlin, Mgr Meisner, qui vient d'être fait cardinal par le pape, a un diocèse qui est à cheval sur les deux États. Il habite à Berlin-Est et se rend à Berlin-Ouest quand les besoins de sa charge l'y appellent. Comment pourrait-il prêcher la révolte, filer le nom de l'objection de conscience, alors qu'il est déjà si difficile de préconiser la résistance pacifique à ceux qui sont menacés par l'appareil d'État ?

D'un autre côté, les Églises risquent d'être débordées par un mouvement pacifiste qui semble gagner du terrain et qui n'est pas forcément à son aise dans les demi-teintes que les hiérarchies ecclésiastiques se sentent obligées d'observer. Pour l'instant, l'Église reste le recours. Le régime, il est vrai, ne s'est pas encore mis à persécuter sur une grande échelle les pacifistes convaincus. Il cherche encore à les intimider, et il est possible à les rallier par des manifestations du genre de celle qui s'est déroulée à Dresde.

ALAIN CLÉMENT.

## Italie

### Un fonctionnaire de l'Aeroflot arrêté pour espionnage

De notre correspondant

Rome. — Le directeur adjoint du bureau de la compagnie aérienne Aeroflot à Rome a été arrêté lundi 14 février dans la capitale italienne, alors qu'il recevait des documents considérés de la « plus haute importance stratégique » des mains d'un industriel de Gênes.

Ce flagrant délit est le résultat d'une enquête de plus d'une année effectuée par les services de sécurité militaire (Sismi) à l'encontre de M. Azeglio Negrino, qui dirige à Gênes une entreprise spécialisée dans les micro-films, et de M. Victor Pronine, entré depuis quelques mois en Italie. Les deux hommes, soudain entourés par des policiers en civil qui les avaient suivis, l'un depuis son domicile, l'autre depuis son hôtel romain, ont paru surpris, mais n'ont offert aucune résistance.

Selon des rumeurs rapportées par la presse italienne, les documents que M. Negrino devait remettre à l'agent soviétique concernaient des installations militaires (base de l'OTAN en Venise), et les lieux retenus pour l'installation éventuelle à Comiso des armes nucléaires. M. Negrino était réputé avoir beaucoup de contacts dans les milieux militaires et industriels italiens. On ignore encore comment M. Pronine avait été mis en relations avec lui. Fonctionnaire de l'Aeroflot, M. Pronine jouit d'une immunité diplomatique : à l'ambassade soviétique, on s'abstenait lundi en fin de journée de tout commentaire.

D'autre part, à propos de l'enquête sur l'attentat contre le pape, l'agence de presse Ansa écrit que le traquant ture Bechir Celcenk aurait été non pas libéré - comme en a un moment couru la rumeur - mais arrêté. Il n'y a pour l'instant aucune confirmation de la part de la Bulgarie, mais cette décision des autorités de Sofia n'aurait pas de quoi surprendre : elles ne tiennent pas, semble-t-il, à extraire M. Celcenk, qui se serait vu accusé de délits commis en territoire bulgare, ce qui justifierait son maintien à Sofia.

Selon l'Unità, d'autre part, le juge Palermi, qui enquête sur les réseaux de trafic d'armes et de drogue récemment découverts dans le nord de l'Italie, devrait se rendre à Sofia à la fin février pour interroger M. Bechir Celcenk, accompagné alors du procureur de la République de Trente.

PHILIPPE PONS.

## Lesotho

### Élimination toute responsabilité rendue d'un dépôt d'essence

Phnom-Penh. — Le ministre des affaires étrangères, M. Kapita, a déclaré que le Lesotho ne pouvait être tenu responsable de la destruction de l'usine d'essence de Phnom-Penh.

Le Lesotho a été accusé d'avoir fourni des armes à la guérilla cambodgienne. Le gouvernement cambodgien a déclaré que le Lesotho n'avait aucune responsabilité dans la destruction de l'usine d'essence.

Le Lesotho a été accusé d'avoir fourni des armes à la guérilla cambodgienne. Le gouvernement cambodgien a déclaré que le Lesotho n'avait aucune responsabilité dans la destruction de l'usine d'essence.

Le Lesotho a été accusé d'avoir fourni des armes à la guérilla cambodgienne. Le gouvernement cambodgien a déclaré que le Lesotho n'avait aucune responsabilité dans la destruction de l'usine d'essence.

Le Lesotho a été accusé d'avoir fourni des armes à la guérilla cambodgienne. Le gouvernement cambodgien a déclaré que le Lesotho n'avait aucune responsabilité dans la destruction de l'usine d'essence.

Le Lesotho a été accusé d'avoir fourni des armes à la guérilla cambodgienne. Le gouvernement cambodgien a déclaré que le Lesotho n'avait aucune responsabilité dans la destruction de l'usine d'essence.

Le Lesotho a été accusé d'avoir fourni des armes à la guérilla cambodgienne. Le gouvernement cambodgien a déclaré que le Lesotho n'avait aucune responsabilité dans la destruction de l'usine d'essence.

Le Lesotho a été accusé d'avoir fourni des armes à la guérilla cambodgienne. Le gouvernement cambodgien a déclaré que le Lesotho n'avait aucune responsabilité dans la destruction de l'usine d'essence.

Le Lesotho a été accusé d'avoir fourni des armes à la guérilla cambodgienne. Le gouvernement cambodgien a déclaré que le Lesotho n'avait aucune responsabilité dans la destruction de l'usine d'essence.

Le Lesotho a été accusé d'avoir fourni des armes à la guérilla cambodgienne. Le gouvernement cambodgien a déclaré que le Lesotho n'avait aucune responsabilité dans la destruction de l'usine d'essence.

Le Lesotho a été accusé d'avoir fourni des armes à la guérilla cambodgienne. Le gouvernement cambodgien a déclaré que le Lesotho n'avait aucune responsabilité dans la destruction de l'usine d'essence.

TWA CARGO vers et à travers les USA.

## Vos envois express aux USA "Par le Prochain Vol" TWA

Tous vos envois jusqu'à 23 kg sont l'objet des soins empressés de TWA : porte à porte de Paris vers chacune des 50 destinations TWA aux USA.

NFO "Next Flight Out", c'est rapide, c'est efficace, c'est un service de TWA, la seule compagnie qui vous offre plus d'un demi-siècle d'expérience du fret aérien.

Appelez TWA aujourd'hui au (16.1) 862.23.45


**TWA CARGO** \*NFO existe également de Paris vers Tel Aviv (TLV)

**TWA**

Vous plaire nous plaît.

février !

### un mois exceptionnel pour l'achat de votre PEUGEOT ou TALBOT



Le meilleur prix - le meilleur service

## NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

### Le Blue Lagoon du Prince de Galles : à siroter tendrement.

Roger et son équipe au bar, à 18 h : Daniel Kandyoti au piano.

Hôtel Prince de Galles (un hôtel InterContinental) 33, avenue George-V Paris 8<sup>e</sup>



Le Monde

## politique

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

## LA CAMPAGNE A PARIS

## M. Jacques Chirac présente la candidature de Paris pour l'organisation des Jeux olympiques de 1992

Dans une brochure illustrée tirée à huit cent mille exemplaires, M. Chirac vient de rendre public le programme qu'il se propose de réaliser si les Parisiens lui font à nouveau confiance. Ses propositions, fort nombreuses, peuvent être regroupées en sept chapitres. Voici pour chacun d'entre eux les engagements les plus saillants du candidat.

M. Chirac fait de la sécurité tout à la fois un préalable et une priorité. Il rappelle que dans ce domaine c'est le préfet de police qui est responsable. Il demande, donc, non des attributions d'ordre public, mais une modification de la législation de manière que les compétences en matière d'hygiène et de circulation, reviennent au maire de Paris. Il propose de revoir le statut des « perverses » et de créer, à l'instar des gardiens de parking et de jardins, des gardes de rues piétonnes travaillant sous l'autorité municipale.

D'autres mesures, qui ne dépendent pas de la municipalité, sont préconisées, telles que le recrutement de trois mille policiers supplémentaires et l'augmentation des effectifs dans les quartiers. Dans le strict domaine des compétences de la Ville, le candidat promet d'étendre le réseau de télé-alarme en cours d'expérimentation chez un millier de personnes âgées.

Au chapitre de la solidarité, M. Chirac propose de prolonger la politique déjà engagée en faveur de

la famille en installant dans les quartiers des « centres d'urgence maternels », qui reçoivent les femmes enceintes et les dissuadent de recourir à l'avortement. Le congé parental, avec versement d'une allocation pendant deux ans, déjà institué par la Ville pour les mères lors de la venue d'un troisième enfant, sera étendu aux mères de deux enfants, les aides ménagères et les balles-gardiennes pour enfants de deux à quatre ans multipliées et le nombre des crèches porté de dix mille cinq cents à quatorze mille en six ans.

Si je suis élu, promet le candidat, je m'engage à ce qu'en 1989 il n'y ait plus aucune liste d'attente pour les crèches et à ce que tous les enfants soient accueillis dans les maternités.

Pour les personnes âgées, M. Chirac promet d'augmenter les capacités d'accueil en foyers-résidences. Il préconise pour les handicapés un service d'aide à domicile et, pour les aveugles, la création d'un centre de dressage de chiens, lesquels seraient mis gratuitement à la disposition des non-voyants. Enfin des locaux seront ouverts aux associations dans chaque arrondissement, et une Maison des associations sera créée par la Ville.

En ce qui concerne le logement, le programme du maire sortant se donne comme priorité « le maintien et la réhabilitation des immeubles existants ». Pour financer les constructions neuves, il se propose de faire appel « à la région, aux investisseurs institutionnels et au 0,9 % patronal ». Enfin, il veut favoriser l'édification de logements pour les catégories moyennes.

Afin d'améliorer la circulation, le programme prévoit la construction d'un deuxième pont à la hauteur de la gare d'Austerlitz et l'extension à cinq cents nouveaux carrefours du système de régulation automatique des feux. Une quinzaine de places et plusieurs boulevards seront l'objet de réaménagement, notamment les places de la Concorde, de la Bastille, d'Italie, du Palais-Bourbon, du Panthéon, de la Bourse et de la République, mais aussi les abords de la gare du Nord, de la gare Saint-Lazare, du palais d'Orsay et de l'Opéra, les Grands Boulevards et le cours de Vincennes.

## « Multiplier les jardins »

Pour ce qui concerne la vie quotidienne, le candidat promet aussi une série de mesures antibruit : obligation pour les promoteurs de prévoir l'insonorisation des nouveaux logements, asphaltage des chaussées pavées, achat de sonomètres pour les services de la préfecture de police et création d'« antennes S.O.S. bruit dans les quartiers à problème ».

M. Chirac s'engage à « multiplier les jardins dans les secteurs de la capitale qui manquent d'espaces verts », à « planter vingt mille arbres supplémentaires le long des voies publiques » et à « moderniser la totalité des installations d'éclairage d'ici la fin du prochain mandat ».

Les berges de la Seine seront aménagées et mises en valeur au niveau des ports d'Austerlitz, de la Rapée et de la Gare, là où doit se tenir l'exposition universelle. Un traitement similaire sera appliqué aux berges du canal Saint-Martin et au bassin de la Villette. Enfin deux axes seront plantés de verdure : l'un unissant les Buttes-Chaumont aux jardins de la Villette, l'autre partant de la place de la Bastille et conduisant au bois de Vincennes en suivant l'ancienne voie ferrée.

Au chapitre du sport, les intentions du maire sortant sont d'ouvrir plus largement les stades et gymnases au public et notamment aux individus, de créer des centres d'initiation sportive ouverts aux adultes le samedi. « D'ores et déjà, annonce-t-il, Paris est candidat à l'organisation des Jeux olympiques de 1992 ».

La culture, qui était une des priorités du programme de 1977, ne sera pas oubliée lors du prochain mandat. Si M. Chirac est reconduit, il promet d'ouvrir aux Halles un centre de recherche et de création audiovisuelle pour la jeunesse, d'installer dans de nouveaux locaux sept conservatoires d'arrondissement (6<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>), d'ouvrir trois nouvelles bibliothèques (Grenelle, Brochant et Mouffetard), d'agrandir trois musées (Petit Palais, Bourdelle et Musée du costume), et de rénover le Théâtre de la Gaîté-Lyrique. Le candidat s'engage en outre à consacrer 1 % des dépenses de construction de la Ville à la commande d'œuvres d'art, de construire des ateliers d'artistes, de créer « des équipements légers dans les quartiers » sur le modèle des théâtres d'arrondissement.

Quels moyens financiers M. Chirac compte-t-il consacrer à cet ensemble d'action ? Il ne le précise pas. « Nous défendons pied à pied les intérêts des Parisiens, dit-il, pour une répartition plus équitable des dépenses entre l'Etat et la Ville, ainsi qu'une plus juste affectation des subventions. Nous nous engageons à être fidèles aux principes de bonne gestion qui ont permis à la capitale de conserver des finances particulièrement saines ». Précédemment, M. Chirac avait indiqué que, s'il était réélu, il n'avait pas l'intention d'avoir davantage recours à l'emprunt et que les impôts locaux n'augmenteraient pas à un rythme plus rapide que le taux d'inflation.

## Imprécision

Le programme électoral de M. Chirac présente les qualités et les défauts inhérents à ce type de document. Sur certains points, il ne peut que prévoir la prolongation ou le renforcement d'efforts déjà entrepris pendant le mandat 1977-1983, et, dans ces cas-là, il ne peut évidemment briller par la nouveauté. Ainsi, pour les conservatoires, les bibliothèques, les jardins, les carrefours, dont la construction ou l'aménagement sont promis.

Toutefois, certains engagements révisent les lacunes de la politique passée : c'est le cas notamment des crèches, toujours insuffisantes à Paris, puisque dans certains quartiers très denses on compte huit demandes pour une place. La même remarque vaut pour les ateliers d'artistes : dans le quartier d'arrondissement, par exemple, un millier d'artistes ont été victimes de la rénovation, alors que la Ville n'en a construit qu'une soixantaine. Promettre qu'on va mener une politique de lutte contre le bruit, c'est reconnaître implicitement que celle-ci a été pour le moins négligée jusqu'ici.

Des nouveautés ou des surprises on en trouve aussi. Notamment celle qui a trait à la candidature de Paris pour l'organisation des Jeux olympiques de 1992. M. Chirac paraissait, jusqu'à présent, plutôt réservé sur ce point en raison de l'importance des investissements à faire juste après ceux de l'Exposition universelle de 1989. De toute manière, ce projet ne peut être qu'un ballon d'essai à usage électoral, puisqu'il ne concerne pas le mandat en question. Pour la sécurité, le maire sortant, qui demandait récemment la créa-

tion de quinze mille postes de gardiens de la paix, ce qui paraissait en effet tout à fait exagéré, semble être revenu à la raison.

En revanche, promesse d'avantage de foyers pour les personnes âgées, c'est évaluer un peu vite le problème de la gestion des trente maisons de cure médicale appartenant à la Ville. Leurs difficultés ont justifié, il y a deux mois et demi, la création d'une commission d'enquête (Le Monde du 4 décembre 1982), dont on attend les conclusions.

La critique majeure que les autres candidats ne manquent pas d'adresser à ce programme, c'est son imprécision. Lorsqu'il évoque les réhabilitations d'immeubles et la construction de logements, M. Chirac, probablement échauffé par l'expérience, ne fournit pas, pour l'instant, le moindre chiffre. Il est vrai qu'en ce domaine l'Etat est en grande partie maître du jeu, mais on aimerait connaître au moins les ordres qui seront votés par la Ville pour les acquisitions foncières.

A l'exception de quelques grands travaux, comme le réaménagement de places et de boulevards, la construction du second pont d'Austerlitz, la généralisation des feux automatiques, le maire sortant ne propose rien de très coûteux. N'est-il pas tenu, en effet, par sa dernière promesse, qui est précisément de n'augmenter ni les emprunts ni les impôts constituant l'essentiel des ressources municipales ?

A gestion prudente, programme prudent... ou timoré, diront ses adversaires.

MARC AMBROISE-RENDU.

M<sup>me</sup> Veil : il faut que les maires d'arrondissement puissent agir dans le même sens que Jacques Chirac

M<sup>me</sup> Simone Veil, ancien président de l'Assemblée européenne, se rendra, mardi 22 février, dans le dix-huitième arrondissement pour apporter son soutien à la liste de l'opposition que conduit M. Alain Juppé (R.P.R.) contre celle de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S. Lundi 14 février, M<sup>me</sup> Veil est déjà venue soutenir une autre tête de liste du R.P.R., M. Jacques Toubon, qui est également l'un des proches collaborateurs de M. Chirac, et qui se présente dans le treizième contre M. Paul Quilès, candidat d'union de la gauche.

L'ancien ministre de la santé a participé à un débat au Théâtre 13, moderne centre culturel municipal construit au milieu de grands ensembles d'immeubles, près du boulevard Blanqui. Accompagnée de M. Jean Matteoli, compagnon de la Libération, ancien ministre, ancien président des Charbonnages de France, qui figure en deuxième position sur la liste de M. Toubon avec comme étiquette « gaulliste de gauche », M<sup>me</sup> Veil a déclaré : « On n'insistera jamais assez sur l'importance de ce scrutin. Nous savons quel maire est Jacques Chirac et il est indispensable qu'il puisse poursuivre son action. Il ne faut pas que ses responsabilités soient amputées par l'accès aux maires d'arrondissement d'adversaires politiques. Il faut laisser à Paris son unité. Il faut donc que les maires d'arrondissement puissent agir dans le même sens que Jacques Chirac. M<sup>me</sup> Veil a poursuivi : « Aujourd'hui, l'enjeu est national, car il y a face à face deux équipes qui n'ont pas la même conception de la société. Pour la municipalité Chirac, il n'y a pas de citoyens qui seraient des parents pauvres auxquels on pourrait couper la tête. »

Cette allusion aux propos tenus

par M. Quilès lors du congrès socialiste de Valence, à l'automne 1981, a été vivement applaudie. L'ancien ministre a ajouté : « Il faut se mobiliser pour que le résultat de ces élections soit interprété comme une sanction nécessaire de l'action du gouvernement et pour enclencher certaines mesures qui ne pourraient qu'aggraver la situation. Nous avons besoin des espaces de liberté que constituent les municipalités d'opposition. M<sup>me</sup> Veil a rendu hommage à M. Chirac, « un très bon maître dont personne ne veut changer ». Pour expliquer qu'il ne fallait pas « pratiquer la politique du pire » et qu'il était possible d'apporter certaines décisions techniques du gouvernement, M<sup>me</sup> Veil a rappelé : « Quand j'étais ministre, j'étais très surprise et choquée de voir certaines mesures nécessaires systématiquement rejetées par les socialistes et les communistes. »

A. P.

• M. Pierre Mauroy, qui avait dû interrompre pendant quelques jours ses activités en raison d'une forte grippe, a présenté lundi 14 février, à Lille, la liste des cinquante-neuf personnes qu'il conduira aux municipales. Une liste rajeunie puisqu'on y compte vingt-trois nouveaux venus. Le maire de Lille a présenté son programme, intitulé « Un nouveau contrat pour Lille ». Sur une liste de cent dix-sept propositions réparties en onze chapitres viennent en tête les préoccupations économiques. M. Mauroy prévoit notamment la création d'un grand service des affaires économiques, celle d'un conservatoire des activités et la mise en place d'un comité de concertation permanent, avec la participation de la chambre de commerce et autres organisations socio-professionnelles. (Corresp.)

## M. GEORGES SARRE DÉNONCE « LES EXCÈS ET LES VIOLENCES DE M. JACQUES CHIRAC »

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville depuis 1977, député du onzième arrondissement depuis 1981, a présenté, lundi 14 février, la liste d'union de la gauche qu'il conduit. A cette occasion, il s'en est pris à la liste d'opposition que conduit M. Alain Devaquet, député R.P.R. du onzième arrondissement de 1978 à 1981, ancien secrétaire général du mouvement gaulliste.

Cette liste, selon M. Sarre, est « la liste des hommes mis en place par Jacques Chirac pour tenir l'arrondissement en surveillance. Ce sont des relais de l'Hôtel de Ville, dit-il. M. Devaquet n'est pas le représentant du onzième. C'est d'abord le représentant de son maître dans le onzième. Le résultat, nous le connaissons : le onzième est délaissé ». M. Sarre a poursuivi en affirmant : « Les excès, les violences de l'opposition et de Jacques Chirac en particulier suscitent dans l'opinion une exaspération croissante. Il a reproché au maire de Paris d'être allié à Marseille, à insulter le maire, Gaston Defferre, qui a eu le courage, lui, de faire le clair dans sa mairie et de poursuivre énergiquement toutes ceux qui devaient l'être. Est-ce que le maire de Paris, lui, a fait le clair dans sa mairie ? », a-t-il ajouté. Connaissiez-vous à ce jour la composition du patrimoine privé de la Ville ? M. Sarre a écrit à M. Jacques Chirac pour lui demander communication de la composition de ce patrimoine immobilier et la liste de ses occupants. Enfin, à propos du programme politique de M. Chirac, M. Sarre a estimé : « C'est un programme encore plus cynique que celui développé par Reagan ou M<sup>me</sup> Thatcher avec le succès que l'on sait. Jusqu'où ira Jacques Chirac dans sa soif de reconquête ? Est-il capable de remettre en cause les institutions et leur fonctionnement ?... Cette attitude est inquiétante. » — A. P.

## LE MOUVEMENT DES DÉMOCRATES ET LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE CONSTITUENT DES LISTES COMMUNES

Un collectif « Paris pour tous », regroupant notamment le Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert, la Nouvelle Action royaliste de M. Bertrand Renouvin, des écologistes et des gaullistes de gauche, a annoncé lundi 14 février qu'il constituait des listes « ouvertes et unifiées » dans tous les arrondissements de Paris.

L'initiative fait suite à l'échec de la constitution de listes entre les libertaires et les partis de gauche. La fédération de Paris du Mouvement des démocrates avait déploré à la fin du mois de janvier cette situation, critiquant « une gauche dominée par un parti socialiste qui reste à Paris replié sur ses sectarismes et ses illusions hégémoniques ».

Le collectif « Paris pour tous » souligne que les « élections municipales font apparaître une fois encore le clivage gauche-droite et les affrontements partisans néfastes pour la France. Avant l'ouverture officielle de la campagne des municipales, les blocs ont déjà monopolisé les médias et les murs de Paris ».

• M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste), a déclaré, samedi 12 février, sur Antenne 2, qu'il assiste à ce spectacle, qui réveille beaucoup d'électeurs de gauche et qui consiste à voir M. Gattaz taper sur la table et M. Mauroy passer sous la table. Nous croyons, a ajouté M. Krivine, que, à coups de concessions au patronat et à la droite, le gouvernement renforce la droite (...), qui est plus agressive que jamais ».

## Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »  
accueil en groupe  
les amateurs de 3 à 83 ans  
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5  
Téléphone (le soir) : 707-85-64

## 49 % DES PERSONNES INTERROGÉES PAR LA SOFRES SOUHAITENT UN VOTE-SANCTION

Le Figaro du 15 février publie un sondage réalisé par la Sofres du 4 au 9 février, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, selon lequel 49 % des personnes interrogées (48 % en janvier) sur la signification des municipales, souhaitent que les électeurs profitent du scrutin municipal pour manifester leur mécontentement à l'égard de la gauche : 31 % d'entre elles voudraient, en revanche, qu'ils lui manifestent leur soutien (29 % précédemment).

25 % (contre 22 % en janvier) s'attendent à une nette victoire de l'opposition et 11 % (contre 9 % en janvier) à une victoire de la majorité.

Le mois dernier, les personnes interrogées étaient aussi nombreuses (29 %) à faire confiance à la gauche qu'à la droite pour la gestion municipale. Ce mois-ci, 33 % d'entre elles font confiance à la majorité, et 31 % à l'opposition.

En cas de défaite de la gauche, 62 % souhaiteraient un profond changement de la politique gouvernementale, 52 % un grand remaniement ministériel, et 42 % un changement de premier ministre.

## LE P.S.U. PRÉSENTE DES CANDIDATS DANS PRÈS DE MILLE COMMUNES

M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau, secrétaire nationale du P.S.U., a déclaré, lundi 14 février, au cours d'une conférence de presse, qu'« en se déchaînant sur le thème : « Annulons le 10 mai, revenons en arrière », la droite mène la meilleure campagne en faveur de la gauche ».

M<sup>me</sup> Bouchardeau ne pense pas que le débat au sein de la gauche « puisse démobiliser ». Elle s'est déclarée « satisfaite » par « certaines propositions » de M. Edmond Maire sur la rigueur.

La secrétaire nationale du P.S.U. a indiqué, d'autre part, que son parti « sera présent dans près d'un millier de communes, à 95 % sur des listes de gauche, puisque le nombre de listes où l'accord avec les partisans de gauche n'a pas été possible ne devrait pas dépasser la cinquantaine ». M<sup>me</sup> Bouchardeau a précisé que cent huit accords ont été réalisés dans des villes de plus de trente mille habitants, et que le P.S.U. ira à la bataille sous sa propre bannière dans quinze de ces villes. Il aura, aussi, une soixantaine de listes de listes dans des petites communes. Le P.S.U. compte environ cinq cents conseillers municipaux sortants.

Listes de Mariage  
AUX TROIS QUARTIERS

**SOLDES**  
monstres sur le  
**SOLEIL!**

## Israël en balade-liberté.

A partir de 2490 F l'avion, la voiture, l'hôtel et 8 jours en liberté pour découvrir Israël au gré de votre fantaisie (carburant, assurances, taxes et kilométrage en sus).

## Eilat Mer Rouge.

8 jours hôtel 3 étoiles et petit déjeuner - vol direct Eilat.

## Israël en circuit autocar.

8 jours tout confort - pension complète sans aucun souci d'organisation, dans les meilleurs hôtels.

## Israël : le grand tour.

Les quatre mers d'Israël, et de Jérusalem à Eilat, 8 jours en pension complète dans des hôtels exclusivement 4 étoiles.

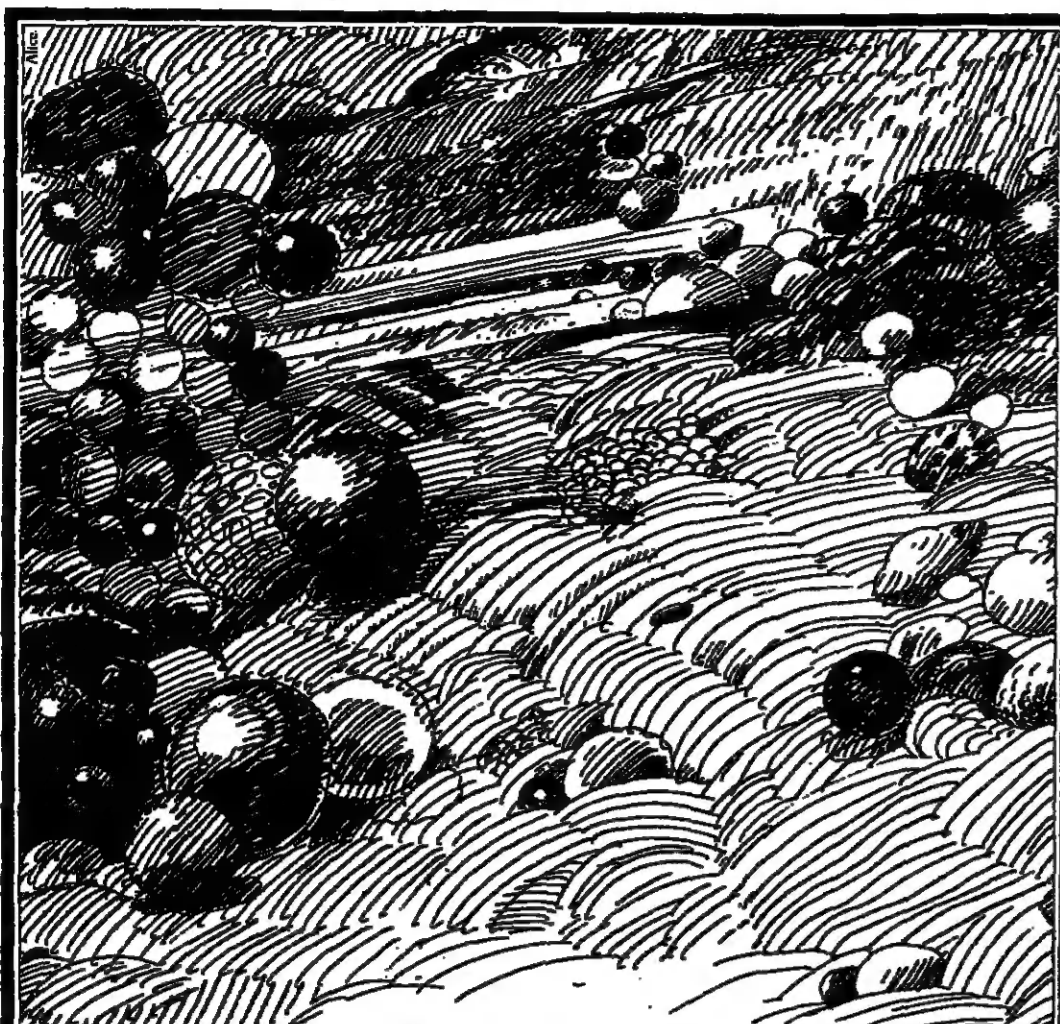
Ces prix valables jusqu'à fin mars s'entendent de Paris à Paris par avion ; ils seront majorés de 200 F du 1<sup>er</sup> février au 25 mars 1983. Renseignements : adressez-vous à votre agence de voyages ou à l'ONIT.

14, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. 261.01.97.

Office National  
Israélien de Tourisme  
**EL AL**  
**AIR FRANCE**



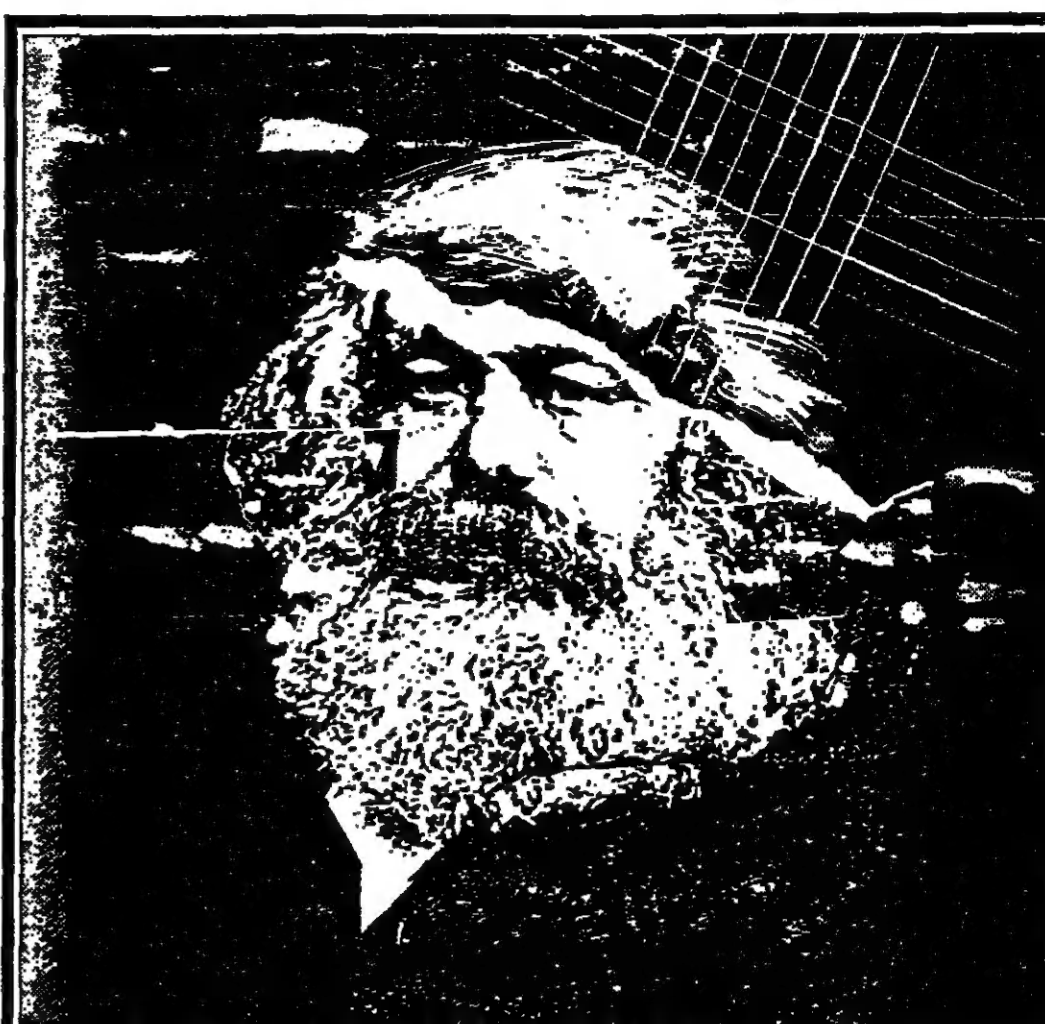
# Grands dictionnaires Puf: les mots qui ouvrent le savoir.



## Dictionnaire de biologie

Par Théodore Lender, Robert Delcroix et Albert Le Moigne

A l'heure actuelle, un très vaste public découvre la biologie. Or il apparaît que la terminologie de cette science lui demeure souvent hermétique. Le dictionnaire de biologie a donc pour propos de faciliter la compréhension de ce langage. Dans cet esprit, nombre de termes ont été définis, mais font aussi l'objet d'un article condensé. Cet ouvrage convient aussi bien au chercheur spécialisé qu'à l'enseignant, l'étudiant, ou à tous ceux qu'intéressent les divers aspects de la biologie contemporaine. Plus de 3500 entrées. **puf**



## Dictionnaire critique du marxisme

Sous la direction de Georges Labica et avec la collaboration de Gérard Bensusan et de la revue "Dialectiques"

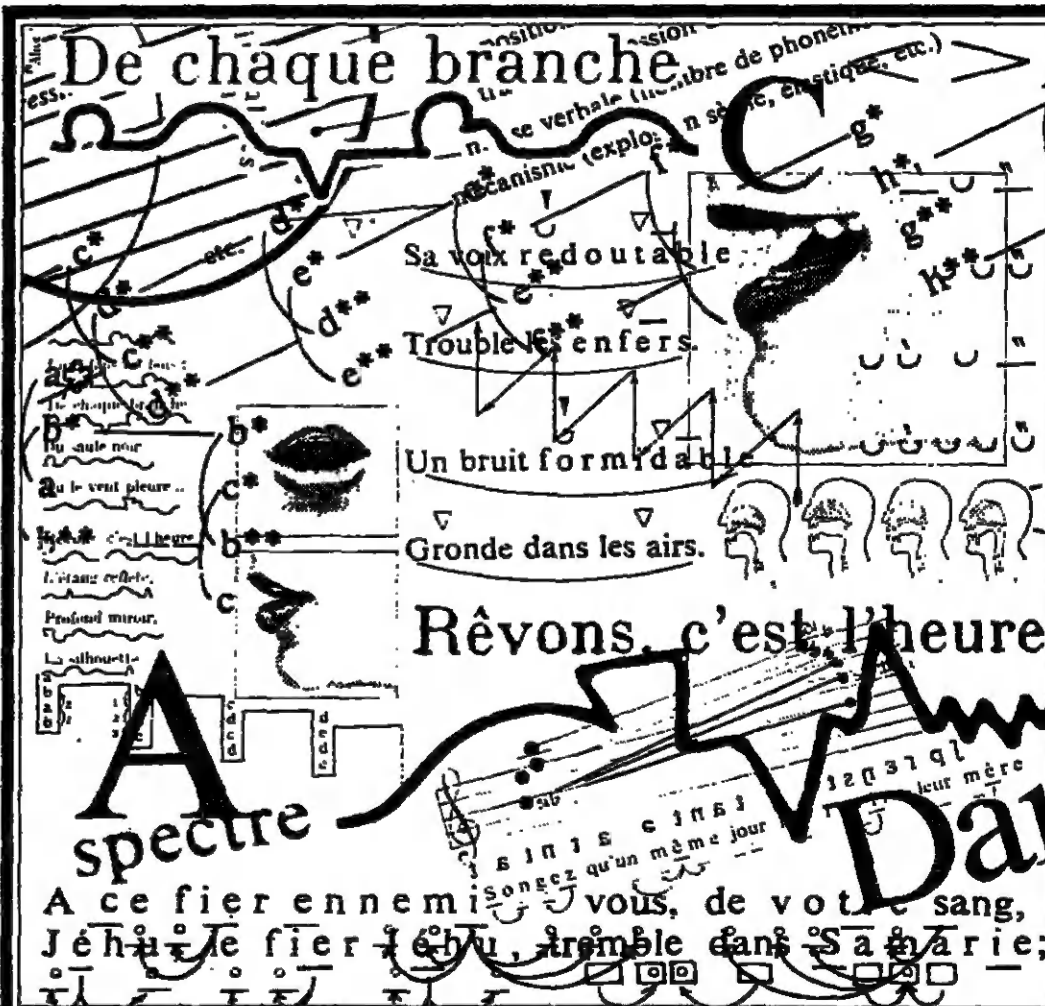
Avec près de 400 entrées dues au travail de 65 spécialistes, la conception de ce dictionnaire est entièrement originale. Chaque définition propose une histoire du terme, ou du concept selon ses diverses occurrences chez Marx et Engels, mais aussi dans le devenir de la théorie et de ses principaux représentants. En fin d'article, une bibliographie spécifiée fait le point de la question. Cet ouvrage constitue un foisonnant bilan des théories et des pratiques du mouvement ouvrier, un siècle exactement après la mort de Marx. **puf**



## Vocabulaire de la psychanalyse

Par Jean Laplanche et Jean-Bertrand Pontalis

Ce livre se différencie d'une encyclopédie : il est autre chose et plus qu'un vocabulaire. Car l'interrogation sur les mots, la mise en place des concepts, l'étude de leur évolution conduisent nécessairement à dégager la problématique freudienne, plus souvent invoquée que mise au jour et qui marque toute la culture contemporaine. Est ici analysé l'ensemble de l'appareil conceptuel de la psychanalyse. Le vocabulaire de la psychanalyse constitue aussi un apport original à la pensée psychanalytique. Plus de 300 entrées. **puf**



## Dictionnaire de poétique et de rhétorique

Par Henri Morier

Allégorie, correspondance, hiatus, métaphore, rime, sonnet, voyelle... mais aussi anacrouse, catalexe, paronomase, vers rhopaliques, schaltinienne, synecdoque, zeugme... autant de termes qui autorisent la construction et l'interprétation du discours poétique, mais aussi la mise en œuvre ou la mise en forme de la rhétorique. Ce dictionnaire de poétique et de rhétorique représente, avec ses 1500 documents visuels, ses mingogrammes, ses schémas et ses spectrogrammes, un ouvrage de référence, unique en son genre. **puf**

LE MOUVEMENT DES  
OPÉRATES ET LA MO  
ACTION POUR  
CONSTITUTION DES  
COMMUNES

Atelier de...



## POLITIQUE

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

## La reconquête de l'Ouest

## II. - Une « spécificité » contestée

De notre envoyé spécial LAURENT ZECCHINI

Dans un premier article (le Monde du 15 février) est apparue la diversité de ces régions de l'Ouest que l'opposition espère reconquérir. Un thème fort de la campagne pour les municipales : la querelle scolaire.

Nantes. - Le chien de Gilbert Declercq s'appelle Moïse. Et ce n'est pas par hasard. Figurez-vous que de la C.F.D.T., Gilbert Declercq ou le retour aux sources... de la foi chrétienne. Chrétien de gauche donc. « J'étais le premier au catéchisme et pourtant, à l'église, j'étais toujours placé au fond... Origines modestes. Autrefois, dans certaines écoles, la cour était divisée en deux parties : l'une réservée à ceux qui payaient, l'autre à ceux qui ne payaient pas. » Baroudeur du syndicalisme, chrétien atypique et dérangeant : que reste-t-il du message de l'Evangile dans l'Eglise catholique ? La formation chrétienne des élèves ? « Si c'était vraiment vrai, ça se saurait et surtout ça se verrait ! »

L'école catholique est-elle éducatrice de la foi chrétienne ? Dans cette question se résume sans doute l'essentiel de la querelle scolaire. De la réponse que l'on y apporte dépend la justification de l'existence de deux systèmes éducatifs séparés, la pérennité du « dualisme scolaire ». L'admettre comme postulat, c'est légitimer la « spécificité », le « caractère propre » des établissements privés. Y répondre par la négative, c'est défendre le principe de l'« intégration » et la création d'un « grand service public, unifié et laïc ».

Jacques Ameline, président des APEEC (1) : « On a le sentiment que la hiérarchie catholique se dit : « Si on lâche les écoles, il ne nous

reste rien ! ». Mgr Plateau, évêque auxiliaire de Rennes : « La majorité des enseignants se réfèrent à des valeurs chrétiennes. Ce qui est important, c'est que la tonalité éducative soit donnée par ceux qui croient. A partir du moment où ce ne serait plus le cas, alors se poserait le problème de la finalité de notre mission. » La « majorité » des enseignants... C'est précisément ce que contestent les partisans de l'enseignement public. Ce qui est sûr, c'est que la quasi-totalité d'entre eux sont laïcs. Et qu'il n'est pas si évident de savoir si ce sont des convictions chrétiennes ou d'autres considérations (proximité du domicile, salaire, une certaine liberté pédagogique, l'ambiance de travail, l'insuffisance des diplômes, etc.) qui les ont poussés à choisir l'enseignement privé plutôt que l'enseignement public.

Frère Leclerc, directeur de l'institution Saint-Louis, à Châteaulin (Finistère) : « A l'ombre de l'enseignement catholique, il y a pas mal de professeurs qui vivent une vie bien tranquille... On veut sauver la liberté de l'enseignement mais, en même temps, on ne serait pas fâché que quelqu'un secoue le cocotier ! Quand vous vivez dans l'enseignement catholique, vous vous dites parfois : « Quelle baraque je défends ! »

Le « message chrétien » ? Les cours d'instruction religieuse ne sont obligatoires - en principe - que dans le primaire. Mais, à se cantonner dans cette seule approche de la « spécificité » de l'enseignement catholique, on risque de passer à côté de l'essentiel. L'Evangile,

explique l'abbé Loiseau, directeur diocésain en Loire-Atlantique, doit imprégner toute la vie scolaire, avant même la catéchèse. « Y a-t-il une manière chrétienne d'apprendre les mathématiques ? Peut-être pas. Mais l'histoire, la philosophie, les sciences sûrement, dès lors que l'enseignant intègre dans son explication pédagogique la finalité de l'existence de Dieu. Notre « caractère propre », assure Mgr Gouyon, archevêque de Rennes, c'est une atmosphère, un climat d'accueil, de compréhension, de dévouement aux autres, une expérience spirituelle de charité et de l'entraide. Cela fait un tout, c'est dans le même acte ».

## Si c'était vrai

Gilbert Declercq : « Si c'était vrai, ça se verrait... » Pour les partisans de l'« intégration », cette « dimension chrétienne » peut parfaitement s'exprimer à l'intérieur d'un système éducatif unifié, qui ne serait pas forcément uniforme. Pour eux, l'éducation religieuse doit être donnée en dehors des heures de classe. C'est, en fait, la négation du concept de « caractère propre » qui, pour les responsables de l'enseignement catholique, nécessite, pour être véritable, une « structure spécifique » : leurs écoles.

Les relations entre l'enseignement privé et le public ont des explications multiples et d'autres irrégularités. Le caractère des hommes, leurs engagements et leur cheminement personnel ont parfois autant d'importance que l'histoire, l'influence de la tradition chrétienne ou laïque des régions, des départements et des villes. Les contentieux persistent ou se dénouent sans logique apparente. L'Ouest est un kaléidoscope.

Ploufragan, Côtes-du-Nord. La cinquantaine joviale, Jean Derian, maire communiste. Des « réfractaires » indéniables : collège des Saints-Anges, à Pontivy... « avant de rentrer au chemin de fer ». Des souvenirs : « De mon temps, ceux qui allaient à l'école publique, c'étaient les minables. Nous faisons des batailles rangées entre enfants du public et du privé. On nous appelait la liturgie... » Des doutes : « Notre parti ne nous a jamais donné de directives bien précises. Il nous a dit de négocier en tenant compte des situations locales. » Jean Derian en a tenu compte : la municipalité refuse de verser le forfait communal à l'école Sainte-Anne, conséquence d'un contrat d'association signé en mai 1979 avec le représentant de l'Etat. « A des reprises, les parents d'élèves ont voulu nous empêcher de sortir de la mairie ! C'était presque une séquestration : avec des banderoles. Ploufragan-Plogone, même combat. Aujourd'hui, le maire - ex-ministre - a la possibilité de signer une convention. Mais - on paiera sur factures ! »

## Ça ne prend plus

Cholet, Maine-et-Loire. Guy Léger, secrétaire de l'union locale de la C.G.T., ancien dirigeant de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), militant de l'action catholique ouvrière (ACO), n'est pas membre du parti communiste. Les Choletais : dans cette région, l'Eglise a été confrontée très tôt au monde du travail. Il en reste des traces. Au-delà de la doctrine sociale de l'Eglise, explique Guy Léger, on a assisté à une évolution du clergé qui, prenant fait et cause pour le monde du travail, a évolué dans une sensibilité progressiste. Retombées syndicales : une forte implantation de la C.F.T.C.

Lannion, Côtes-du-Nord. Pierre Jagoret, maire socialiste, athée. « Les laïcards, mon extrême gauche (parti communiste internationaliste), me qualifient de « traître ». » La « convention de Lannion », dans l'Ouest, fait figure de modèle. La municipalité a pris acte de la conclusion d'un accord d'association entre l'Etat et les quatre écoles primaires catholiques. La convention norma-

lise et précise les rapports entre la ville et les écoles. Elle confie à une commission mixte le soin de régler les questions financières. « Si nous l'avons fait, explique le maire, c'est pour en terminer avec cette guerre scolaire que j'ai connue toute ma vie et dont les gosses supportent les conséquences. » Et puis, tout de suite : « Si je n'avais pas signé, j'aurais eu quinze mille à vingt mille personnes dans les rues ! » Les motivations sont donc complexes, mais le résultat, pour ce qui est de la campagne électorale municipale, indéniable : « J'ai retiré un argument de poids à la droite. La querelle scolaire, à Lannion, cela ne prend plus. »

Mais Nantes résiste : huit des trente-huit écoles privées n'ont toujours pas de convention avec la ville. Le 4 décembre dernier, vingt mille personnes descendent dans la rue. Banderolles : « J'accuse le maire de Nantes de ne pas respecter la loi ! » Dans le cortège, on reconnaît plusieurs responsables locaux de l'opposition. Politisation ? C'est selon.

## Une vie publique empoisonnée

La Roche-sur-Yon, Vendée. Dès 1977, des contrats d'association sont signés pour toutes les écoles privées. Des négociations d'urgence, elles aboutissent vite. Le maire, Jacques Ausiette (P.S.), ancien professeur de mathématiques : « Nous n'avons pas cherché à nous convaincre. Nous avons analysé un problème que nous avons essayé de rationaliser. » Le directeur diocésain, Jean Berton, lui aussi ancien professeur de mathématiques : « Nous avons travaillé dans un esprit d'ouverture et de courtoisie. » Disons que « quelque chose » est passé entre les deux hommes, qui a favorisé le dialogue.

De ces situations diverses, contradictoires, dépend, localement, la

« paix » ou la « guerre » scolaire. Au bout du compte - comment ne pas s'en souvenir - il s'agit de l'équilibre éducatif des enfants. Cela conduit à s'interroger sur la responsabilité des partis politiques. A s'étonner de l'apparente incapacité du P.S. et du P.C. à élaborer une politique nationale de l'enseignement qui, au-delà des discours et des rapports internes, définisse une direction à laquelle pourraient se référer leurs élus.

Du côté de l'enseignement catholique, la marge de négociation des responsables diocésains est plus étroite, parce que les préalables ont été clairement formulés. Ce qui ne supprime pas pour autant des réponses différentes à une même question. Il est vrai que, dans une large mesure, les rapports de force internes au parti socialiste expliquent cette carence. Les traditions chrétienne et laïque, le phénomène des « courants », ont fait que la « synthèse » en la matière n'était pas aisée à atteindre. La « spécificité » de l'Ouest, celle de ses militants socialistes - qui n'ont rien à voir avec la tradition ouvrière et marxiste du nord ou du sud de la France - montrent bien que les élus de cette région prennent parfois davantage en considération les réalités et les pesanteurs locales, au sein desquelles ils sont partie prenante, que les éventuelles consignes de leur parti.

Enfin, on peut objecter à cette impression de confusion une question plus essentielle : est-il souhaitable de calquer des orientations dogmatiques sur des situations humaines et sociologiquement diverses ? Il n'est pas évident que l'empoisonnement de la vie publique est réel. Les propositions de M. Savary ont le mérite de présenter un cadre global de négociation, une réforme d'ensemble du système éducatif. Ce n'est pas rien.

Dans la pratique, quelques lignes de force apparaissent. Les négociations entre les municipalités et l'enseignement privé achoppent presque toujours sur les mêmes questions : la notion de « besoin scolaire reconnu » (2), le droit de l'éducation ont le mérite de présenter un cadre global de négociation, une réforme d'ensemble du système éducatif. Ce n'est pas rien.

La Roche-sur-Yon... En 1977, la seule surprise des élections municipales en Vendée fut l'élection à La Roche-sur-Yon d'un maire socialiste, de trente-six ans, M. Jacques Ausiette, censeur de lycée. Six ans plus tard, c'est aussi à La Roche, chef-lieu de ce département d'opposition, qu'il risque de se produire quelque chose.

M. Ausiette trouva cette fois sur sa route un adversaire de poids en la personne de l'ancien directeur de cabinet de M. Raymond Barre, ancien préfet de la région des Pays de la Loire, M. Philippe Mestre (U.D.F.), P.-D.G. de Presse-Océan, élu député de la première circonscription de la Vendée au mois de juin 1981.

Ce haut fonctionnaire, issu d'une très vieille famille vendéenne - que beaucoup, dans l'opposition, surnomment ainsi « le baron » - présente une liste sur laquelle figurent plus de 30 % de femmes, n'ignore pas non plus que le contexte politique national pourrait lui être favorable en mars prochain.

De son côté, M. Jacques Ausiette contre-attaque. Lors de la présentation de sa liste (large à un candidat du M.R.G. et à un candidat écologiste), il s'est plu à souligner la « bonne gestion » des six années écoulées : « Nous avons un bon bilan, une bonne liste, un bon programme. » Les arguments déve-

blées dans le forfait communal doivent bénéficier exclusivement aux élèves de la ville et non à ceux qui, tout en étant scolarisés dans les mêmes écoles, résident dans les communes périphériques. Enfin, pour la gauche, le versement de subventions devrait avoir pour conséquence de réduire les frais de scolarité des familles, notamment celles des milieux modestes ; ce qui n'est pas souvent le cas.

École privée, école de « riches » ? Ne serait-ce qu'en considérant les chiffres, il est - globalement - difficile d'accréditer cette thèse. En province, les frais de scolarité (et uniquement ceux-ci) s'échelonnent de 1 F à 150 F par trimestre : à Paris, de 300 à 500 F (3). Il reste que certaines écoles catholiques sont sociologiquement très marquées : Saint-Stanislas, l'Externat des Enfants-Nantais, Blanche-de-Castille... A Nantes, on sait ce que ces noms évoquent : des bastions conservateurs.

Dans les communes rurales, une autre réalité s'impose : publiques ou privées, les écoles sont logées à la même enseigne : la précarité de leurs moyens d'existence. C'est aussi cela la « liberté de l'enseignement »...

## Prochain article :

« MOI, JEAN-CLAUDE SYLVESTRE, A INSTITT A MOUCHAMPS »

(1) APEEC - Ecole privée : Association de parents pour l'évolution de l'enseignement catholique, qui regroupe essentiellement des chrétiens de gauche.

(2) « Besoin scolaire reconnu » : la notion de « besoin scolaire reconnu » est inscrite dans la loi Debré du 31 décembre 1959. Elle est applicable aux seuls contrats d'association. En fonction de cette notion, l'Etat pouvait financer ou non un établissement ou une classe, en tenant compte des capacités d'accueil de l'enseignement public. Cette intervention a évolué : en 1980, un arrêté du Conseil d'Etat et une réponse du ministre de l'Education ont précisé que le besoin scolaire doit s'apprécier en fonction du choix que font les familles en faveur du caractère propre de l'établissement. Ainsi, le souhait de donner à un enfant une éducation fondée sur une proposition de la foi et en référence aux valeurs religieuses est-il admis pour définir un besoin scolaire. C'est cette dernière interprétation que contestent certains maires de gauche.

(3) Ces chiffres ne concernent pas les établissements privés qui ne dépendent pas de l'enseignement catholique.

## ENTRETIEN AVEC UN FRANC-TIREUR

## ANGERS : M. Jean Monnier (P.S.) persiste et signe...

De notre correspondant

Angers. - A Angers, les deux grande partis de la majorité présidentielle l'ont chacun de leur côté à la bataille des municipales. Les communistes locaux n'ont pourtant pas moins qu'ils cherchent l'union « jusqu'à la dernière minute du délai de dépôt des candidatures ». Les Angevins le savent depuis longtemps. En fait depuis le début de l'été 1981, lorsque le maire socialiste - rorcardien - de la ville, M. Jean Monnier, a refusé de saisir l'occasion de « l'état de grâce » d'après le 10 mai pour recueillir les morceaux d'une union de la gauche que lui-même avait fait voler en éclats vingt mois plus tôt (en octobre 1979) en retirant sa délégation à ses trois adjoints communistes.

M. Monnier, ancien secrétaire de l'union départementale C.F.D.T., Loir-et-Cher, connaît pourtant les risques de la déunion : en 1977, c'est à la faveur d'une querelle fratricide entre le maire (CNIP) et le maire adjoint (C.D.S.) sortants que la liste de gauche qu'il conduisait a pu conquérir, à la surprise générale, la mairie d'une ville réputée conservatrice, dont sept cantons sur huit sont encore aujourd'hui aux mains de l'opposition.

Jean Monnier justifie ainsi son attitude : « En 1977, je suis parti avec les communistes dans le cadre du programme commun de la gauche parce que je pensais que le P.C. était prêt à réintégrer la gauche socialiste démocratique et que ses représentants au conseil municipal appliqueraient leurs engagements en matière de solidarité de gestion. Lors du conflit des transports urbains, en 1979, les élus municipaux communistes ont refusé de choisir entre le maire et leur parti, qui m'attaquaient violemment : j'ai choisi pour eux et je n'ai pas oublié le leçon. Sur le fond, l'attitude du P.C.F. face à des événements comme ceux de Pologne ou d'Afghanistan a démontré que sa conception du socialisme était fondamentalement différente de celle du P.S. (...) Si je reprais les communistes aujourd'hui je passerais pour un rigolo. »

Socialiste, Jean Monnier ? Sans doute. Discipliné ? Sûrement pas. « J'étais socialiste avant d'entrer au parti », dit-il. « Et ce ne sont pas les communistes politiques parisiens qui me contraindraient. »

Il ne s'agit pas de paroles en l'air. D'autant que Jean Monnier reste « l'homme fort » du socialisme du Maine-et-Loire, appuyé sans réserve par la section locale

d'Angers - qui l'a désigné comme tête de liste par 80 % de ses voix - et par la fédération départementale, dont la commission exécutive (où les rorcardiens n'ont pourtant qu'une seule voix de majorité) lui a accordé sa confiance à l'unanimité.

Les remontrances du « national » à la fédération demeurent d'ailleurs discrètes, pour une raison simple : l'attitude de principe du maire sortant est peut-être moins suicidaire qu'il n'y paraît. Depuis son succès surprise de 1977, la gauche angevine, P.C. et P.S. confondus, n'a franchi la barre des 50 % des suffrages qu'à la seule occasion des élections législatives de 1981. M. François Mitterrand lui-même n'a obtenu que 47,50 % des voix lors du deuxième tour de l'élection présidentielle. Le P.C., qui « pèse » localement entre 7 % et 10 % de l'électorat, peut donc faire figure de repoussoir pour un nombre non négligeable d'angevins qui, sans se reconnaître entièrement dans la majorité présidentielle, seraient néanmoins prêts à se laisser séduire par la bonne image de marque et le bilan de gestion du maire sortant.

« Nous avons prouvé que nous pouvions gérer la ville aussi bien et mieux que la droite, dit Jean Monnier, nous voulons montrer le visage d'une gauche non marxiste et réaliste pour gagner ces forces disponibles, jusqu'à présent abusées par l'opposition. Face à l'union de circonstance de la droite - peut-on croire à la sincérité de l'alliance entre l'ancien maire, M. Turc, et M. Grimaud, qui fut son adjoint et qui fut aussi de ceux qui l'écarterent en 1977 ? - nous jouons l'honnêteté et le rigueur... »

Reste que le P.S. seul représente moins de 40 % de l'électorat angevin. Sans les communistes, M. Monnier, est-il en mesure d'attirer sur sa seule personnalité les 10 % de voix qui font défaut à son parti ?

C'est le pari qu'il a engagé, au risque d'apparaître comme l'homme qui a perdu Angers à la gauche. A moins qu'au deuxième tour... S'il exclut « toute négociation sur le programme présenté au premier tour », M. Monnier ne rejette pas l'électorat communiste : « Je vais agir le P.C. et je ne peux pas faire alliance avec lui. Mais ceux qui mettent en lui leurs espoirs pour de bonnes raisons, je ne les ramène pas... »

CLAUDE-HENRI GAY.

## Halte au Vol

serrure à 5 points  
IZIS - LAPERCHE  
ou PICARD

Matériel  
GARANTI 5 ANS  
+  
1 blindage acier  
15/10°  
+  
4 goujons d'acier  
anti-dégondage  
+  
renforcement  
du bâti bois par  
1 cornière en acier  
+  
3 cornières anti-pince  
à l'extérieur sur le  
pourtour de la porte  
+  
1 barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE  
(limitée)  
(au lieu de 3.250 F)  
**3.200 F TTC**  
Pose et démol. compris  
PARIS-BANLIEUE

PARIS PROTECTION  
55, av. de la Motte Picquet  
75015 PARIS  
566.65.20

CREDIT GRATUIT  
6 Mois

## ECOLE D'INTERPRETES DE ZURICH DOZ

ECOLE PROFESSIONNELLE SUPERIEURE RECONNUE ET SUBVENTIONNEE PAR L'ETAT  
SCHEUCHZERSTR. 68, 8006 ZURICH, TEL. 01/362 81 52

## Traducteurs et interprètes de conférence

La formation menant à ces deux professions comprend un programme d'études complètes de niveau universitaire (durée : 3 à 4 ans). Conditions d'admission : Maturité (Scolarité) ou, à défaut, un cours spécial d'un an préparatoire à l'admission.

Le corps enseignant compte 50 professeurs de 12 nationalités différentes. 280 étudiants sont inscrits aux sections principales, 80 élèves au cours préparatoire.

Les épreuves du Diplôme sont placées sous l'autorité du Département de l'Instruction publique du Canton de Zurich.

Début des cours, mars et octobre.

## Le « duel » de La Roche-sur-Yon...

De notre correspondant.

La Roche-sur-Yon... En 1977, la seule surprise des élections municipales en Vendée fut l'élection à La Roche-sur-Yon d'un maire socialiste, de trente-six ans, M. Jacques Ausiette, censeur de lycée. Six ans plus tard, c'est aussi à La Roche, chef-lieu de ce département d'opposition, qu'il risque de se produire quelque chose.

M. Ausiette trouva cette fois sur sa route un adversaire de poids en la personne de l'ancien directeur de cabinet de M. Raymond Barre, ancien préfet de la région des Pays de la Loire, M. Philippe Mestre (U.D.F.), P.-D.G. de Presse-Océan, élu député de la première circonscription de la Vendée au mois de juin 1981.

Ce haut fonctionnaire, issu d'une très vieille famille vendéenne - que beaucoup, dans l'opposition, surnomment ainsi « le baron » - présente une liste sur laquelle figurent plus de 30 % de femmes, n'ignore pas non plus que le contexte politique national pourrait lui être favorable en mars prochain.

De son côté, M. Jacques Ausiette contre-attaque. Lors de la présentation de sa liste (large à un candidat du M.R.G. et à un candidat écologiste), il s'est plu à souligner la « bonne gestion » des six années écoulées : « Nous avons un bon bilan, une bonne liste, un bon programme. » Les arguments déve-

loppés contre lui émanent, dit-il, de « conservateurs » qui ne veulent pas « perdre leurs privilèges ».

M. Ausiette affirme en outre que la ville de La Roche-sur-Yon (48 000 habitants) s'est « embellie » depuis 1977. Et si le nombre des agents municipaux est passé de 500 à 1 000, c'est qu'il y avait « du retard à rattrapper... ». La pression fiscale ? Sans nier l'effort qui a été demandé à tous les habitants (« Il est réel ! »), reconnaît M. Ausiette, le maire socialiste met en avant « le développement harmonieux » de la ville et le souci de l'intérêt général.

Les 6 mars, les électeurs de La Roche-sur-Yon choisiront leur équipe municipale. Au-delà des hommes, ils feront un choix de « gestion » et diront si le « capital » de la Vendée doit rejoindre l'opposition départementale ou demeurer « l'île socialiste » qu'elle est devenue.

## ...et celui de Luçon

Autre ville intéressante à observer, celle de Luçon (9 500 habitants), située dans le sud de la Vendée : M. Serge Potvinneau, trente-six ans, conseiller en gestion, candidat unique de l'opposition, veut « faire tomber » un notable de gauche, M. Jean de Mouzon (M.R.G.), pharmacien, maire depuis 1971. En mars 1982, M. Potvinneau avait failli ravir le siège de conseiller général au maire de Luçon.

M. Jean de Mouzon, qui a été contraint de prendre sur sa liste six candidats communistes, pourrait perdre aux prochaines élections municipales : les voix des électeurs de la « gauche modérée », nombreux dans cette partie du département et dans cette ville où un jeune abbé répondant au nom d'Armand du Plessis a appris à devenir riche...

HERVÉ LOUBOUTIN.



DES STAGES DE L'U.F.C.S.  
ET DE DIALOGUE DES VILLES DE FRANCE

Les femmes au seuil des mairies

Manque de confiance ? Exercice de modestie ? Conscience professionnelle ? Qu'importe, les femmes ont été nombreuses à participer aux séminaires, journées de formation ou autres, organisés pour elles par diverses associations dans l'optique de la campagne des municipales. Bien qu'il ait été rejeté par le Conseil constitutionnel, le principe du quota (qui imposait au minimum 25 % de femmes sur les listes de candidats) a été approuvé par l'ensemble des partis représentés à l'Assemblée nationale, et cela a dynamisé les femmes.

A l'Union féminine civique et sociale (U.F.C.S.), après un démarrage un peu lent en septembre, les stages financés par le ministère des Droits de la femme ont eu tant de succès que l'on a dû refuser du monde. Enthousiasme identique à Dialogue des villes de France, le mouvement de M<sup>me</sup> Monique Pelletier, ancien ministre de la condition féminine, qui regroupe des femmes de l'opposition.

Un samedi au siège parisien de l'Union féminine civique et sociale de la région parisienne, 6, rue Béranger (3<sup>e</sup>), deux douzaines de femmes se réunissent en trois groupes s'activant autour d'une table. Dans leurs mains des plaques de différentes couleurs. Sur les unes les fonctions (maire, conseil municipal, adjoint au maire...). Sur d'autres, des verbes (« décider », « décider », « décider... »). Chaque groupe essaie de redistribuer les responsabilités des élus au sein d'une équipe fictive. Ici, on laisse entre les mains du maire tous les pouvoirs, là, la confusion règne sur la composition exacte de la municipalité.

L'après-midi un autre exercice pratique de recherche de documentation sur un thème précis (crèche, travailleurs immigrés, etc.) permet d'étudier la présentation d'un texte et aussi la façon de se tenir physiquement ou de placer sa voix.

La pratique avant toute chose, et en groupe. Pas de cours théoriques devant des auditoires distraits mais des femmes qui, « en situation », cherchent à savoir en même temps qu'à connaître : telle semble être la règle des stages proposés par l'U.F.C.S. L'approche déroute certaines femmes. Les unes pensaient : « apprendre plus de choses », d'autres auraient préféré être mieux réparties entre les groupes travaillant sur les petites et les grandes communes, où les problèmes et les approches ne sont pas toujours les mêmes.

Ce groupe, comme tous les autres organisés par l'U.F.C.S., est très hétérogène : il y a des femmes âgées de 40 ans, certaines ont des enfants d'entre 10 et 20 ans, il y a une représentante d'une commune de quatre-vingt mille habitants (Neuilly, Hauts-de-Seine) et une aussi de Boissy-la-Rivière (Essonne) qui compte deux cent quatre-vingt-seize âmes. Des femmes du P.S. côtoient des militantes du R.P.R. ou de l'U.D.F.

« Oser »

Pourquoi viennent-elles à ces stages ? Pour acquérir une connaissance de base, ne pas être prises au dépourvu si elles sont élues, faire leurs premières armes entre femmes. Cette volonté de se retrouver entre femmes pour cette formation semble générale. Entre femmes « on a moins peur d'être ridicules, on ose plus facilement », que l'on soit de « gauche » ou de « droite ».

Les partis politiques organisent eux-mêmes des formations. Mais, expliquent les femmes qui participent au stage de l'U.F.C.S., les horaires et les jours ne sont pas toujours adaptés. Des questions ne sont pas abordées parce que les réponses semblent tomber sous le sens des organisateurs. Et puis, c'est trop politique...

A Dialogue des villes de France, l'approche est tout autre qu'à l'U.F.C.S. Le groupe, d'une trentaine de femmes, est plus homogène

politiquement, puisqu'il rassemble des « femmes de l'opposition ». Mais, là aussi, les espoirs électoraux et la taille des communes varient. Assis à un bout de la salle, M<sup>me</sup> Monique Pelletier, avec à sa gauche M. Yves Cramail, directeur du Vapac (Vie politique et public affairs communication), un conseil en politique, et, tout autour de la salle, des femmes qui se présentent et prennent la parole à tour de rôle pour exposer leurs problèmes, leurs hésitations, leurs expériences.

Le but est de donner une stratégie aux femmes pour s'imposer sur les listes et gagner les élections. Elles attendent des recettes, on leur en donne : ne pas attendre qu'on les sollicite et s'adresser aux têtes de listes, écrire au journal local pour montrer que l'on a quelque chose à dire et que l'on peut être utile ; jouer sa carte « femme », mais avec tact ; faire valoir une compétence ou une expérience de vie associative ; si possible, ne pas se noyer dans les grands partis, où l'on ne devient qu'un pion ; éviter les querelles, mal ressenties par les électeurs ; pendant la campagne, se consacrer aux tâches concrètes. « Vous avez, leur dit-on, un rôle essentiel à jouer car plus la campagne avance, plus les messieurs sont angoissés et agressifs ».

Conseils pratiques

L'arrivée d'une jeune femme de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), venue avec des projets d'affiches et des tracts, donne l'occasion d'un exercice pratique. Le spécialiste en conseil souligne les insuffisances et les erreurs commises par les auteurs des maquettes, plus militantes qu'expertes. Très vite, la conversation dévie sur la violence de la campagne électorale : lorsque l'on est victime de violence, il faut porter plainte, bien sûr, car les victimes ont toujours la sympathie des électeurs.

Les conseils sont nombreux, allant de l'utilisation des contradictions entre les communistes et les socialistes : « N'oubliez pas, explique M. Cramail, que les premiers sont attachés aux valeurs d'ordre et morales, les autres sont plus laxistes », jusqu'aux thèmes qui doivent être locaux et concrets.

Pour Mme Pelletier, Dialogue des villes de France était nécessaire « face aux partis dont les exécutifs sont composés essentiellement d'hommes ». Mais elle estime que « toutes ces femmes doivent également, à plus ou moins long terme, s'investir dans les partis ».

Le 13 mars au soir, le ministère des Droits de la femme se propose de donner la proportion des femmes élues, au fur et à mesure que les résultats lui parviendront. Des personnalités, des sociologues, etc., seront invités à cette « soirée vérité » pour commenter les chiffres reçus.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

M. Laurent : M. Barre facilite la mobilisation des travailleurs

Selon M. Paul Laurent, « il est curieux que M. Barre réapparaisse pour, d'abord, demander qu'on supprime la cinquième semaine de congés payés, puis, hier, qu'on s'attaque au niveau de vie des travailleurs. Je crois personnellement, a dit M. Laurent, qu'il devrait continuer et que la mobilisation de ceux qui pourraient avoir tendance à confondre droite et gauche, dans cette période, serait facilitée ».

M. Paul Laurent a précisé, d'autre part, que les communistes sont « pour le maintien du pouvoir d'achat des salariés (...) convertis par les conventions collectives » et que, « à l'intérieur de cet ensemble, qui couvre la grande masse des salariés », ils estiment « nécessaire — pas seulement pour le niveau de vie, ce qui est déjà très important, mais pour la production, pour de meilleures conditions économiques — de continuer à relever les bas et les moyens salaires jusque vers 7 000, 8 000 francs ».

M. ROCARD : deux et deux font quatre

M. Michel Rocard a déclaré, lundi 14 février à Fourmies (Nord) : « Deux et deux font quatre. Je préfère le dire. C'est l'ordre que m'a donné le président de la République. A Nancy, le même jour, le ministre du plan a précisé : « Je suis dans mon rôle tel que me l'a confié le président de la République, en disant sans tarder la vérité au pays. Est-ce que l'on fait le procès des météorologues lorsqu'ils préviennent la pluie ou un coup de chien ? Il ne s'agit pas seulement de prévoir. Il faut proposer des solutions ».

M. Rocard a encore déclaré : « La rigueur n'a jamais suffi à qualifier une politique (...). Le choix n'est pas entre la rigueur nécessaire pour poursuivre le redressement économique du pays et le fait que la croissance douce que proposeraient les gouvernants d'hier. Le choix est simple : il est entre la rigueur de la droite, avec son cortège d'injustices et souvent hélas, de violence, et la rigueur qui s'attache, dans la solidité, à assainir la situation du pays ».

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a déclaré, lundi 14 février, au cours de l'émission Face au public de France-Inter, au sujet des propos de M. Jean Lecanuet sur la « cacophonie » gouvernementale (le Monde du 15 février) : « Une cacophonie qui implique une augmentation du pouvoir d'achat du SMIC de 12,5 %, un relèvement substantiel des allocations familiales, une baisse de la durée hebdomadaire du travail, une augmentation d'une semaine des congés payés, la retraite à soixante ans, le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse, les nationalisations, la décentralisation, les droits nouveaux des travailleurs dans les entreprises, je me dis que, toute réflexion faite, en comparant cela au bilan de Chirac, Barre et Giscard, les travailleurs, même s'ils éprouvent quelque impatience, sauront se retrouver très clairement le 6 mars ».

34 % DE FEMMES PARMI LES CANDIDATS DU P.C.F. DANS LES GRANDES VILLES

Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a indiqué, lundi 14 février, que, dans les villes de plus de trente mille habitants, 34 % des candidats de son parti sont des femmes (cette proportion était de 30 % en 1977). La dirigeante communiste, qui se présente au second rang sur la liste qui conduit M. Quilès dans le treizième arrondissement de Paris, a insisté sur l'action du gouvernement en faveur des femmes, notamment la possibilité de déduire du revenu imposable les frais de garde des enfants, le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse et la création de dix mille places de crèche.

RÉSIDENCES - CLUBS  
3<sup>e</sup> AGE  
Spécialiste Côte d'Azur  
Cabinet INDEXA  
52, rue Jean-Médard - 06000 NICE  
(04) (03) 80.98.31 (F.N.A.I.M.)

PROPOS DE CAMPAGNE

Les propos tenus, samedi 12 février, par M. Jacques Chirac à Marseille ont suscité l'indignation dans la majorité. Le président du R.P.R. avait accusé M. Gaston Defferre, maire de Marseille, ministre de l'Intérieur, de « truquer les scrutins », de plonger sa ville dans l'insécurité et dans une situation financière « lamentable ». M. Chirac avait également déclaré : « Comment faire confiance à un homme dont on s'aperçoit tout d'un coup que quarante de ses fonctionnaires (de la mairie) sont aujourd'hui à la prison des Baumettes ? »

M. Defferre : hurlements racistes

M. Gaston Defferre répond point par point, dans un éditorial, publié le mardi 15 février par le Provençal. Il s'agit surtout de « l'atmosphère » de la réunion publique présidée par M. Chirac. « Ces hurlements racistes et xénophobes rappellent une époque d'avant-guerre tristement célèbre », écrit-il, après avoir dénoncé le ton « grandiloquent, violent, ultra-réactionnaire » utilisé par le président du R.P.R. La droite, affirme-t-il, a « toujours cherché à utiliser la peur ». M. Defferre considère M. Chirac comme « le plus incapable de tous les premiers ministres de la V<sup>e</sup> République » et remarque qu'il n'y a jamais eu quarante fonctionnaires de la mairie de Marseille emprisonnés aux Baumettes, mais « à peine la moitié ».

M. Quilès : la poutre

M. Paul Quilès, chef de file de l'union de la gauche à Paris pour les élections municipales, estime que le maire de Paris « n'est pas qualifié pour donner les leçons de compétence et de bonne gestion municipale ». « Au lieu de dénoncer la poutre dans l'œil du maire de Marseille, M. Chirac serait bien inspiré de s'intéresser à la poutre qui obstrue le sien », ajoute-t-il.

M. Delanoë (P.S.) : la droite s'essouffle

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., député de Paris, considère que « la droite s'essouffle » et qu'elle cherche donc « un second souffle en faisant baisser le débat d'un cran ». M. Delanoë englobe dans ce jugement les propos tenus par M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., lors du « Club de la presse d'Europe 1 ». Il qualifie M. Lecanuet de « porte-parole de l'anticommunisme primaire ».

L'Humanité : signe d'inquiétude

M. René Andrieu écrit, dans l'éditorial de l'Humanité datée du lundi 14 février, que M. Chirac est toujours en tête de la « course à l'agressivité » et que son discours « privilégie largement l'injure sur l'argumentation ». « On peut se demander, ajoute-t-il, si cette nervosité n'est pas un signe d'inquiétude après les proclamations péremptoires du début selon lesquelles le R.P.R. et l'U.D.F. allaient prendre une revanche éclatante sur leur défaite de 1981 ».

Que fera votre mairie pour remplir son cartable?



C'est votre Conseil Municipal qui fixe le montant du crédit annuel affecté aux livres et matériels d'enseignement des écoles maternelles et primaires. Ce crédit moyen annuel est de 30 F\* par élève pour les livres et de 22 F\* pour le matériel pédagogique. Ces 30 F\* représentent à peine le prix d'un seul

des 5 à 8 livres dont votre enfant a besoin. Bientôt, les Elections Municipales...

A propos, savez-vous quelle somme vos candidats comptent affecter à l'achat des manuels ? \*Étude CICHEM - Juin 1982.

Groupe d'étude pour le développement des livres et des matériels d'enseignement.  
35, rue Grégoire-de-Tours, 75006 Paris

EGYPTE  
UNE CROISIÈRE  
SUR LE NIL.  
6685 F  
Demandez notre catalogue  
chez votre agent de voyage  
ou téléphonez au :  
(1) 742 68 48  
66 rue d'Amsterdam 75009 PARIS  
107 avenue de Châteaufort 75017 PARIS  
(88) 22 33 34  
14 rue de la Fonderie 67000 STRASBOURG  
le point  
azur  
LUC A 788



# Le Monde

# société

POUR AVOIR TIRÉ SUR UN JEUNE TUNISIEN

## Le brigadier Lapeyre a été suspendu de ses fonctions

Après la « barrière » dont a été victime lundi 14 février, à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), un jeune Tunisien, le parquet de Nanterre a décidé, dans la soirée, de faire prolonger de vingt-quatre heures la garde à vue à laquelle étaient soumis depuis le matin le brigadier de police Jean-Paul Lapeyre, trente-sept ans, et les gardiens de la paix Daniel Peretti et Christian Romances - trois fonctionnaires de la police urbaine de Sceaux. Dans le même temps, on apprenait que M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, avait fait suspendre le brigadier Lapeyre de ses fonctions.

Il était environ 5 h 30, lundi 14 février, lorsqu'un jeune cyclomotoriste tunisien, Nasser M'Raidi, dix-sept ans, habitant une cité de Châtenay-Malabry, fut interpellé par trois policiers en patrouille à bord d'une voiture de service. Roulant sans casque sur une machine qui lui avait été prêtée, et dont il savait qu'elle n'était pas assurée, le jeune homme avait tenté de se soustraire au contrôle en s'enfuyant sur son engin et en brûlant plusieurs feux rouges.

Alors qu'il roulait sur l'avenue de la Division-Lectère, à Châtenay-Malabry, face à la cité de transit de la Butte-Rouge, le jeune homme fut rejoint par les policiers. Une seconde plus tard, il s'écroulait, grièvement blessé d'une balle de 357 Magnum en pleine tête. Depuis, Nasser M'Raidi est hospitalisé au service de neurochirurgie de l'hôpital Beaujon, où les médecins ont diagnostiqué une hémiplegie complète.

Selon les premières déclarations des policiers, le coup de feu serait parti au moment où leur voiture freinait brutalement pour éviter le cy-

clomotoriste : projeté contre le tableau de bord, le brigadier Lapeyre, qui avait pris place à côté du conducteur, aurait accidentellement pressé sur la détente de son revolver, qu'il tenait à la main, touchant à la tête le jeune homme, qui se trouvait à quelques mètres de ses poursuivants.

Le contrôle du taux d'alcoolémie, auquel a été soumis M. Jean-Paul Lapeyre a révélé la présence dans son sang de 1,6 gramme d'alcool. On sait que le maximum autorisé pour les conducteurs est de 0,80 gramme.

L'incident a provoqué une très vive émotion à Châtenay-Malabry où, le 23 août 1977, un brigadier de police, M. Roger Marchaudon, avait tué de cinq balles un jeune Algérien, Mustapha Boukhezer (le Monde du 26 août 1977). M. Marchaudon avait été condamné, en mai 1981, à cinq ans de prison avec sursis par la cour d'assises des Hauts-de-Seine (le Monde du 21 mai 1981) et a été, depuis lors, définitivement exclu de la police nationale.

EN MARGE DE L'AFFAIRE DU CORAL

## Une circulaire pour protéger les « lieux de vie »

M<sup>me</sup> Georges Dufour, secrétaire d'Etat chargé de la famille, vient d'adresser aux Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.) une circulaire réglementant les « placements d'enfants en structures d'accueil non traditionnelles », autrement dit les « lieux de vie ».

La publication de cette circulaire, attendue depuis octobre 1982, a été retardée par l'affaire du Coral. M. Claude Sigala, responsable de ce lieu de vie, a été inculpé, le 11 février, d'avoir placé dans la région de la D.D.A.S.S. des enfants en structures d'accueil non traditionnelles, afin de protéger « les mineurs et leur famille contre des pratiques réprouvées développées au nom de théories éducatives qualifiées d'innovantes ».

La circulaire précise donc les caractéristiques justifiant le recours à ces formes d'accueil novatrices : plusieurs dizaines en France actuellement - qui ne peuvent être utilisées que pour « un projet circonscrit dans le temps et proche, ayant que faire se peut, du milieu naturel de l'enfant ».

M<sup>me</sup> Dufour rappelle l'obligation de déclaration à l'autorité administrative et insiste sur le contrôle et l'évaluation des placements. Elle inscrit les « lieux de vie » dans un cadre juridique précis : le statut d'assistante maternelle, le statut d'établissement, ou le statut de tiers digne de confiance.

M<sup>me</sup> Dufour rappelle aux directeurs de l'action sanitaire et sociale qu'il leur appartient « de fermer par décision motivée toute structure qui ne respecterait pas les règles fixées par la circulaire ». « Je crois enfin utile de rappeler, précise le secrétaire d'Etat, que l'apologie de pratiques déviantes tombant sous le coup de la loi pénale ou de conduites manifestement contraires aux bonnes mœurs, notamment le prosélytisme dans le domaine des pratiques sexuelles avec des mineurs, ou l'usage de stupéfiants, de la part des adultes responsables de ces structures d'accueil ou les fréquentant, est formellement un motif de refus de création ou de fermeture. L'innovation sociale ne saurait en effet être un moyen de s'affranchir ou de contourner la législation concernant la protection de l'enfance ».

M<sup>me</sup> Dufour rappelle aux directeurs de l'action sanitaire et sociale qu'il leur appartient « de fermer par décision motivée toute structure qui ne respecterait pas les règles fixées par la circulaire ». « Je crois enfin utile de rappeler, précise le secrétaire d'Etat, que l'apologie de pratiques déviantes tombant sous le coup de la loi pénale ou de conduites manifestement contraires aux bonnes mœurs, notamment le prosélytisme dans le domaine des pratiques sexuelles avec des mineurs, ou l'usage de stupéfiants, de la part des adultes responsables de ces structures d'accueil ou les fréquentant, est formellement un motif de refus de création ou de fermeture. L'innovation sociale ne saurait en effet être un moyen de s'affranchir ou de contourner la législation concernant la protection de l'enfance ».

M<sup>me</sup> Dufour rappelle aux directeurs de l'action sanitaire et sociale qu'il leur appartient « de fermer par décision motivée toute structure qui ne respecterait pas les règles fixées par la circulaire ». « Je crois enfin utile de rappeler, précise le secrétaire d'Etat, que l'apologie de pratiques déviantes tombant sous le coup de la loi pénale ou de conduites manifestement contraires aux bonnes mœurs, notamment le prosélytisme dans le domaine des pratiques sexuelles avec des mineurs, ou l'usage de stupéfiants, de la part des adultes responsables de ces structures d'accueil ou les fréquentant, est formellement un motif de refus de création ou de fermeture. L'innovation sociale ne saurait en effet être un moyen de s'affranchir ou de contourner la législation concernant la protection de l'enfance ».

M<sup>me</sup> Dufour rappelle aux directeurs de l'action sanitaire et sociale qu'il leur appartient « de fermer par décision motivée toute structure qui ne respecterait pas les règles fixées par la circulaire ». « Je crois enfin utile de rappeler, précise le secrétaire d'Etat, que l'apologie de pratiques déviantes tombant sous le coup de la loi pénale ou de conduites manifestement contraires aux bonnes mœurs, notamment le prosélytisme dans le domaine des pratiques sexuelles avec des mineurs, ou l'usage de stupéfiants, de la part des adultes responsables de ces structures d'accueil ou les fréquentant, est formellement un motif de refus de création ou de fermeture. L'innovation sociale ne saurait en effet être un moyen de s'affranchir ou de contourner la législation concernant la protection de l'enfance ».

M<sup>me</sup> Dufour rappelle aux directeurs de l'action sanitaire et sociale qu'il leur appartient « de fermer par décision motivée toute structure qui ne respecterait pas les règles fixées par la circulaire ». « Je crois enfin utile de rappeler, précise le secrétaire d'Etat, que l'apologie de pratiques déviantes tombant sous le coup de la loi pénale ou de conduites manifestement contraires aux bonnes mœurs, notamment le prosélytisme dans le domaine des pratiques sexuelles avec des mineurs, ou l'usage de stupéfiants, de la part des adultes responsables de ces structures d'accueil ou les fréquentant, est formellement un motif de refus de création ou de fermeture. L'innovation sociale ne saurait en effet être un moyen de s'affranchir ou de contourner la législation concernant la protection de l'enfance ».

M<sup>me</sup> Dufour rappelle aux directeurs de l'action sanitaire et sociale qu'il leur appartient « de fermer par décision motivée toute structure qui ne respecterait pas les règles fixées par la circulaire ». « Je crois enfin utile de rappeler, précise le secrétaire d'Etat, que l'apologie de pratiques déviantes tombant sous le coup de la loi pénale ou de conduites manifestement contraires aux bonnes mœurs, notamment le prosélytisme dans le domaine des pratiques sexuelles avec des mineurs, ou l'usage de stupéfiants, de la part des adultes responsables de ces structures d'accueil ou les fréquentant, est formellement un motif de refus de création ou de fermeture. L'innovation sociale ne saurait en effet être un moyen de s'affranchir ou de contourner la législation concernant la protection de l'enfance ».

En Thaïlande

## Un « roi de l'opium » tué par la police

De notre correspondant

Bangkok. — Lao Su, l'un des « rois de la drogue », dont la tête avait été mise à prix 1 million de bahts (environ 330 000 francs) par les autorités de Bangkok, a été tué, vendredi 11 février, aux confins de la Thaïlande et de la Birmanie, dans la région du « Triangle d'or », où l'on produit, cette année, une production d'au moins 600 tonnes d'opium. Toutefois, les conditions de la mort de ce trafiquant notoire demeurent encore mystérieuses. Les autorités locales ont d'abord indiqué que Lao Su avait été arrêté dans une embuscade dressée sur renseignements par la police des frontières, alors qu'il escortait une caravane d'heroina de Birmanie en Thaïlande.

Ce « gros bonnet » a-t-il été capturé vivant puis réduit au silence, de peur que ses bavardages mettent en difficulté trop de gens influents ? Nouvel épisode d'une interminable « guerre de l'opium », a-t-il été trahi par certains de ses fidèles ? Il reste que sa disparition n'est probablement pas le fruit du hasard.

Lao Su avait échappé plusieurs fois à ses poursuivants. Arrêté en juillet 1982, il réussit très vite à s'enfuir de la prison de Mae Sai, où il avait été incarcéré. Appréhendé en août 1977 à Bangkok, il profita d'un séjour à l'hôpital, en octobre suivant, pour fuir avec sa femme et ses gardiens et se réfugier en Birmanie. Huit jours plus tard, il fut condamné à mort par contumace pour possession de 115 kilos d'heroina. Deux de ses complices furent alors exécutés. Lao Su, alias Sawang Sae Su, cinquante-cinq ans, était le chef des Haw, une tribu d'origine chinoise au sein de laquelle il avait recruté sa propre armée, forte de quelques centaines d'hommes. Il exploitait plusieurs raffineries clandestines en Birmanie, à proximité immédiate de la frontière thaïlandaise. Il fut longtemps l'allié de Khun Sa, alias Chang Chi Fu, un autre « roi de la drogue » qui contrôlait, dit-on, les trois quarts

des laboratoires dans lesquels l'opium est transformé en héroïne. L'un d'eux, des confins d'Indonésie, possédait ces deux « seigneurs ». Lao Su se rapprocha alors du parti communiste birman.

## La mort pour 25 grammes

Depuis un an, les autorités de Bangkok, en partie sous la pression des pays « consommateurs » de drogue et singulièrement des Etats-Unis, inquiets de la recrudescence de l'usage des stupéfiants, ne cessent de harceler les trafiquants de poudre dans le nord du pays. En janvier 1981, de très durs combats eurent lieu opposant les forces thaïlandaises à l'armée Shan unie, que commandait Khun Sa, dont le quartier général, situé à Ban-Hin-Tsak, avait été détruit. Ne bénéficiant plus de toutes les complications nécessaires pour nourrir et soigner les siens, ce chef de bande, aujourd'hui réfugié en Birmanie, aurait du mal, dit-on, à préserver le moral de ses troupes. Des missions d'approvisionnement l'obligent à de fréquentes incursions en Thaïlande, un pays où il ne se sent plus en sécurité.

Les responsables thaïlandais réussissent-ils à démanteler le réseau de l'heroina ? Elles le disent et il y a un an, dans le nord du pays, la vente d'heroina acétique, indispensable pour transformer l'opium en héroïne, ce qui a provoqué une hausse vertigineuse de ce produit. Le prix de l'heroina acétique au marché noir est passé de 30 à 1 500 francs environ le kilo. Aussi les raffineries clandestines, qui s'apparentent à des « cuisines mobiles de campagne », ont-elles commencé à prendre le chemin du Sud, près de la frontière malaisienne. Le gouvernement de Kuala Lumpur s'en inquiète-t-il ? Il s'apprête, en tout cas, à renforcer sa législation anti-droque : les trafiquants arrêtés en possession de 25 grammes de poudre blanche - au lieu de 100 auparavant - seront automatiquement condamnés à mort. — J. de B.

## ÉDUCATION

### Un entretien avec le vice-président de la conférence des présidents d'université

« Imaginez Renault qui fabriquerait encore des 4 CV »

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a reçu, vendredi 11 février, la commission permanente de la conférence des présidents d'université. Les membres de celle-ci ont fait part au ministre de leurs observations à propos de l'avant-projet de loi sur l'enseignement supérieur présenté au mois de janvier par M. Savary (le Monde du 8 janvier).

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Jacques Vaudouin, président de l'université de Dijon et premier vice-président de la conférence des présidents, explique le souhait des membres de la conférence d'être associés à la préparation des textes réglementaires.

« Vous venez de rencontrer M. Savary, pouvez-vous nous résumer vos déclarations ?

— Avec les membres présents de la commission permanente des présidents d'universités, nous lui avons fait part de nos observations à propos de l'avant-projet de loi des enseignements supérieurs. Je précise bien, nos observations, car nous avions déjà présenté nos avis au ministre au mois de novembre.

« Nous lui avons signifié notre satisfaction de voir intégrées, à l'avant-projet de loi, des propositions que nous avions formulées : vocation du texte de s'appliquer à l'ensemble des formations post-baccalauréat, reconnaissance du rôle conjoint de la formation et de la recherche, valorisation de la formation continue, suppression de la distinction formelle entre les deux cycles culturel et professionnel...

« Que des motifs de satisfaction donc... »

— J'ai aussi transmis au ministre des remarques que certains présidents avaient pu exprimer, en ce qui concerne la nécessité de mieux définir le contenu et l'organisation des deux premiers cycles notamment. J'ai informé M. Savary de l'inquiétude de quelques présidents à propos de la mise en place d'un collège électoral unique, qui pourrait entraîner une sous-représentation de disciplines dans les instances universitaires.

« Par ailleurs, nous avons expliqué au ministre l'importance que la conférence des présidents attache aux mesures d'application du texte de loi. Cela justifie que nous soyons associés à la préparation de ces textes réglementaires. Les 16 et 17 mars prochains, l'ensemble des présidents se réunira à Montpellier pour en discuter.

— Que vous a répondu M. Savary ?

— Il nous a dit souhaiter que la conférence joue dans la préparation des décrets un rôle comparable à celui qui a été le sien dans l'élaboration de l'avant-projet de loi. Le ministre semble aussi attendre nos suggestions à propos de la fonction d'orientation du premier cycle et de la fonction de professionnalisation du deuxième cycle.

« A un moment où l'on parle beaucoup des difficultés de certaines universités après les diminutions d'heures complémentaires, avez-vous évoqué cette question avec M. Savary ?

— Non, ce problème n'était pas à l'ordre du jour et nous ne l'avons pas

non plus abordé avec le ministre. A titre personnel, je vous répondrai qu'en période de restrictions budgétaires deux problèmes existent, celui de la diminution des heures complémentaires mais aussi celui de l'absence de crédits pour renouveler le matériel de laboratoire. Si on peut demander aux enseignants de faire un effort pour assurer un peu plus de cours, on peut difficilement faire fonctionner des laboratoires sans moyens financiers.

« J'ajouterais que la solidarité, nécessaire quand on connaît les limites du budget de l'éducation nationale, ne doit pas être seulement demandée aux usagers des établissements d'enseignement supérieur. Je crois que la tendance des responsables d'universités a été parfois de réduire les acquis des étudiants plutôt que de demander aux enseignants d'effectuer plus d'heures de cours.

« Il faut aussi évoquer la logique cumulative qui entraîne les universitaires à demander toujours plus d'habilitations sans se soucier d'opérer des regroupements, d'imaginer des suppressions de formations. Imaginez une entreprise automobile comme Renault qui en 1983 à côté des nouveaux modèles continuerait à produire des 4 CV.

Propos recueillis par SERGE BOLLOCH.

## DÉFENSE

« Des sanctions ont été prises au ministère de la défense après la divulgation par la presse, au mois de décembre 1982, de rapports « confidentiel-défense » des trois chefs d'état-major. Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, l'a affirmé, lundi 14 février, à Radio-Monte-Carlo, en précisant que l'un des responsables des fuites est venu lui-même me dire que c'était lui qui avait remis non pas aux journalistes, mais à quelqu'un d'autre, certains documents ».

## AUDIT EN GESTION COMMERCIALE

30 heures (6 heures / 5 jours) du 2 au 6/5/83.  
Animateur : Alain GOUJON, conseiller de gestion.  
Renseignements et inscriptions : université paris 8 formation permanente  
2, rue de la Liberté 93526 SAINT DENIS CEDEX 02  
Tél. 829.23.00

## Faits et jugements

### Une plainte contre le livre « Suicide, mode d'emploi » est jugée irrecevable

Strasbourg. — La deuxième chambre correctionnelle de Strasbourg, présidée par M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Alauzet, a jugé irrecevables, le jeudi 10 février, les poursuites engagées, sur citation directe, par le docteur Olivier Roujansky contre M. Alain Moreau, éditeur du livre *Suicide, mode d'emploi*, paru au printemps 1982 (le Monde daté 16-17 mai 1982 et 6-7 février 1983).

Le plaignant, qui depuis sa radiation a été prononcée à deux reprises par le conseil de l'Ordre des médecins se qualifie de « conseiller médical propre et efficace, accusait l'éditeur d'avoir publié « des informations fausses » et de « nuire à la santé publique en « faisant de la publicité » pour des spécialités pharmaceutiques. « J'ai été trompé par la marchandise », a répété le docteur Roujansky, cinquante-cinq ans, tout au long de sa déposition, et j'ai couru des risques à cause des informations frauduleuses que contient ce livre... ».

Le ministère public n'a pas suivi le plaignant, estimant que celui-ci n'avait pu apporter la preuve qu'il ait subi « un préjudice certain, direct et actuel » à la suite de l'achat du livre incriminé. Pour M<sup>me</sup> Francis Teitgen, conseil de M. Alain Moreau, il fut facile de plaider la « perversité du procès » et la « procédure maladroite » choisie par le docteur Roujansky.

« L'affaire des Irlandais de Vincennes » était plus importante qu'on ne le croit », a déclaré lundi 14 février sur Radio Monte-Carlo, M. Charles Hernu, ministre de la défense. M. Hernu a qualifié de « balivernes » les critiques dont a été l'objet le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.) après cette opération (le Monde du 1<sup>er</sup> février). « Ceux qui ont été pris [...] ne sont pas comme on l'a dit des petits poissons », a affirmé le ministre de la défense.

« RECTIFICATIF. — Contrairement à ce qu'une erreur de transcription nous a fait écrire dans nos éditions du 11 février, ce ne sont pas « tous les membres de l'association Sécurité-Légalité [qui] font partie de Légitime Défense », selon M. François Roméro, mais « tous les membres du bureau de l'association Sécurité-Légalité ».

## SPORTS

TENNIS

### Yannick Noah septième au classement mondial

Le Français Yannick Noah, qui effectuait sa rentrée sur le circuit cette semaine au tournoi de Men-

## MÉDECINE

Dans les Pyrénées-Orientales et dans l'Aude

### DEUX DÉCÈS APRÈS DES OPÉRATIONS BÉNIGNES

(De notre correspondant.)

Perpignan. — Le 4 février, à midi, une jeune fille, M<sup>me</sup> Aïcha Sebar, domiciliée à Ria, était hospitalisée à la clinique Saint-Michel de Prades (Pyrénées-Orientales) pour une intervention chirurgicale bénigne : l'extraction de trois dents. Victime d'un accident cardiaque au cours de l'opération, elle était transportée en hélicoptère à Montpellier, au CHU Saint-Elie, dans le service d'anesthésie-réanimation, où elle devait décéder le 8 février. Le frère de la victime a déposé plainte auprès du procureur de la République à Perpignan « pour incompétence professionnelle et négligences graves ayant entraîné la mort ».

Les résultats de l'autopsie ordonnée par M. Gilles Rolland, juge d'instruction chargé de ce dossier, n'ont pas encore été révélés. A la clinique de Prades, en attendant le rapport d'expertise, le chirurgien-dentiste qui opéra, le docteur Bernard Guillois, et son anesthésiste, le docteur Fulchery, se refusent à toute déclaration.

Accident cardiaque ou sommeil anesthésique fatal, la mort de cette jeune fille de vingt et un ans a provoqué une vive émotion dans la région. Il est vrai que, quelques jours plus tôt, le 2 février, un jeune homme, M. Mohamed Hamouine, vingt-deux ans, était mort à l'hôpital de Limoux (Aude), où il avait été admis pour se faire extraire une dent de sagesse. — J.-C. M.

## SCIENCES

### LE CONSEIL DES MINISTRES EUROPÉENS DE LA RECHERCHE RENONCE AU PROJET DE SIMULATION D'UN ACCIDENT NUCLEAIRE

Il n'y aura pas de Three-Mile-Island, simulé au Centre de recherche européen d'Ispra, près de Trieste. Le projet Super-Sara de simulation d'un réacteur nucléaire face à des pannes graves, telles qu'une perte de fluide réfrigérant, va en effet, être abandonné. C'est ce qui a été envisagé par le conseil des ministres européens de la recherche, réuni mardi 8 février à Bruxelles, bien que la décision formelle ait été renvoyée au 10 mars.

Le projet était un élément important du programme 1980-1983 du Centre d'Ispra. Mais seule une étude de faisabilité avait été initialement financée. En novembre 1980, ces études étaient achevées, mais la décision de continuer ne fut prise qu'en avril 1981, assortie d'un financement de 50 millions d'ECU (1).

Cette somme était bien insuffisante pour mener à terme un projet actuellement évalué à 174 millions d'ECU. De plus, la Commission européenne a reçu, fin janvier, les conclusions de trois experts qui mettent en doute l'intérêt de Super-Sara. Ceux-ci estiment que les résultats escomptés à Ispra viendront, en raison de la lenteur dans l'exécution du programme, bien trop tard après ceux qui ont été obtenus dans des expériences similaires, notamment aux Etats-Unis. Dans ces conditions, la Grande-Bretagne et la R.F.A. ont décidé d'abandonner le projet.

Pour le ministre français de la recherche et de l'industrie, M. Jean-Pierre Chevènement, le programme Super-Sara n'était plus justifié à cause de son coût, mais aussi parce que la probabilité de pannes très graves est faible. Il lui paraît plus utile d'étudier des accidents moins graves mais plus fréquents.

D'autre part, le conseil des ministres européens de la recherche a envisagé favorablement les programmes proposés par la Commission. Mais les décisions sur l'enveloppe globale - 3,7 milliards d'ECU de 1984 à 1987 - ont été renvoyées à une réunion ultérieure, ainsi que l'éventuelle augmentation, de 2,6 à 4 %, de la part des ressources communautaires consacrées à la recherche et au développement.

(1) L'ECU = unité de compte européenne - vaut actuellement 6,50 francs.











INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

L'imagination au pied

Complétant les thèmes du mode de printemps longs ou courts, les chaussures retrouvent de la personnalité, des formes originales et des couleurs, tout en tenant compte des impératifs de la marche à pied. Cet effort d'imagination vient, peut-être, de la multiplication des modèles signés par les créateurs de prêt-à-porter dont les revues spécialisées, passant les photos en gros plans, créent ainsi une demande.

Quatre types se partageront demain les vitrines des magasins : les spartiates à larges lanières de cuir brut se retrouvent à tous les niveaux de prix, surtout pour le plein été, avec les formes à semelles compensées, les escarpes, voire les bottines.

En attendant les vacances, encore des sandales de ville, traitées avec plus de légèreté en tulle, dentelle ou cuir en tons subtils, à effets de boucles, de laces ou de fermetures sur le talon.

Le noir et le blanc, vedettes du vêtement, demandent des accessoires colorés, d'où de nombreux contrastes en deux, trois ou plusieurs couleurs, rappelant alors les peintures de Mondrian ou de Miro en ballerines, espagnoles, ou à la Karolsky, à brides asymétriques en chevron multicolore et talon compensé rayé.

Les escarpes, plus sobres, ont un côté hollywoodien des années 30, biocolors, pointus, ornés de nœuds ou alors en chevron blanc, à bout perforé et talon haut en vernis marine.

L'intérêt que se portent fabricants de chaussures et créateurs se reflète dans les nouvelles boutiques s'ouvrant cette semaine. Ainsi le groupe Charles Jourdan, lance-t-il la première boutique au nom de Xavier Darnaud (filiale du



(Croc. d'Angelo TARLAZZI.)

JOURNAL OFFICIEL

Des publiés au Journal officiel des lundi 14 et mardi 15 février :  
DSS DÉCRETS

- Modifiant le décret du 26 janvier 1981 relatif au statut particulier des directeurs adjoints, des administrateurs et des chefs de service économique et social ;
- Portant publication de la convention de délimitation maritime entre la République française et la République algérienne ;
- Relatif aux contributions financières de l'Etat aux œuvres cinématographiques d'une durée de projection inférieure à une heure ;
- Complémentaire d'aptitude des fonctionnaires de l'enseignement de l'Australie, signée à Melbourne le 4 janvier 1982 ;
- ARRÊTÉ
- Relatif aux contributions financières de l'Etat aux œuvres cinématographiques d'une durée de projection inférieure à une heure ;
- UNE LISTE
- Complémentaire d'aptitude des fonctionnaires de l'enseignement de l'Australie, signée à Melbourne le 4 janvier 1982 ;

**PELISSES TRENCH HOMMES**  
COL OPOSSUM AMOVIBLE  
A partir de 2399F  
Marie-Martine  
50, Faubourg Saint-Honoré - Paris 8<sup>e</sup>  
3, Rue de Sévres - Paris 6<sup>e</sup>

OFFICIERS MINISTÉRIELS

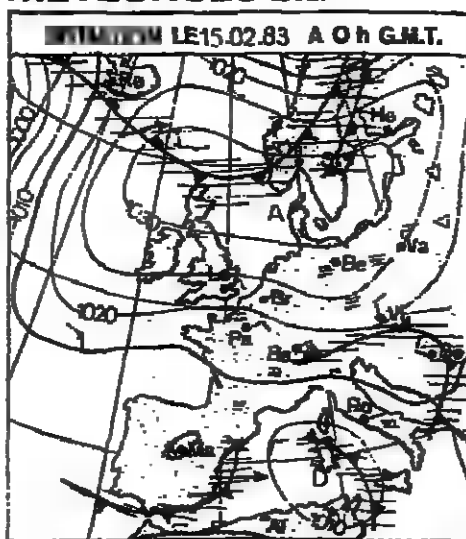
Vente au Palais de Justice de NANTERRE le MERCREDI 23 FÉVRIER 1983 à 14 h  
**UNE PROPRIÉTÉ A NANTERRE (92)**  
170-172, RUE ALFRED-DEQUARENT  
comp. sur un terrain de 1 510 m<sup>2</sup> un Bât. à us. de Bureau et habitation - un Bât. à us. commerce ou industriel - Cour  
**MISE A PRIX : 200 000 FRANCS**  
S'adr. Me PAQUET, avocat, 27, bd. Raspail, PARIS (7<sup>e</sup>) - Tél. 722.11.11

sur un terrain au Palais de Justice d'EVRY (Essonnes) le MARDI 1<sup>er</sup> MARS 1983 à 18 heures  
**UN PAVILLON SITUÉ A BRUNOY (91)**  
Avenue AFFRE numéro 5  
**MISE A PRIX : 300 000 FRANCS**  
Renseignements : Mes TRUXILLO & AOUN avocats associés  
4, bd de l'Europe à EVRY (91) - Téléphone : 079-39-45

Vente au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 24 FÉVRIER 1983 à 14 h  
**PAVILLON À JOUY LE MOUTIER (95)**  
40, rue des Gloriettes - 5 Pcs Princip. - garage - cellier  
**M. A. P. : 200.000 F**  
Coign. pour ench. 25.000 F (chèque certifié)  
Rég. M. BUISSON, avocat, M. : 032-31-62  
23, rue Pierre-Budin à Nanterre (92)

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 24 FÉVRIER 1983 à 14 heures - En un seul lot  
**UN APPARTEMENT DE 4 PIÈCES**  
principales cave, dans un immeuble sis Avenue Jumeau, numéros 39 et 41 & 2, rue Juste-Médéric à l'angle de ces deux voies  
**PARIS (18<sup>e</sup>)**  
**MISE A PRIX : 200.000 FRANCS**  
S'adresser pour renseignements à M<sup>re</sup> J.-C. BOUCHOT, Avocat à Paris (9<sup>e</sup>), 87, boulevard Saint-Michel, tél. : 634-11-42. Au Greffe : T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.

MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 15 février à 0 h G.M.T. et le mercredi 16 février à 0 h G.M.T.

Entre les hautes pressions situées de l'Allemagne à la mer de Norvège et la zone dépressionnaire située de l'Espagne à l'Italie, un flux d'est à sud-est circule sur la France. Une perturbation océanique à faible activité concernera les régions proches de la Méditerranée.

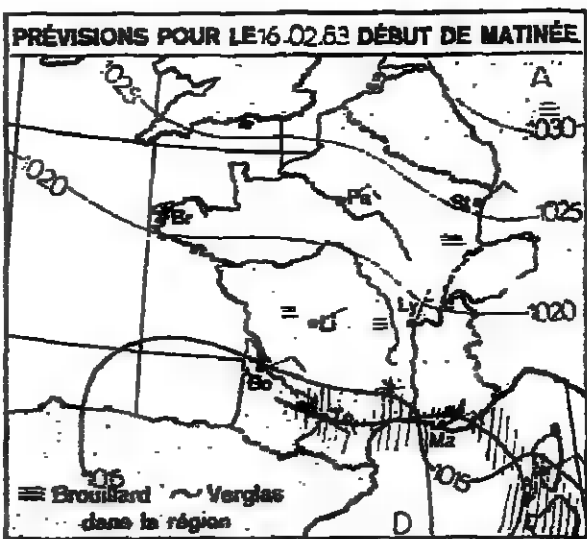
Mardi : au nord de la Loire, un temps gris, sec et froid prédominera, juste quelques éclaircies à capter l'après-midi. Il fera 0 à -5 degrés au lever du jour, 1 à 3 degrés l'après-midi, sauf en Bretagne (+6 degrés) et dans les régions du Nord-Est (0 à -2 degrés). De la Massif central aux Pyrénées orientales, dans le Languedoc, la Roussillon, le Midi, le

temps sera nuageux avec des pluies ou neige, des vents faibles ou modérés en Corse et quelques vents de neige dans l'intérieur. Les chutes de neige seront plus marquées sur les Pyrénées et les contreforts sud et sud-est du Massif Central. Le matin, il fera 5 à 7 degrés près des côtes, 0 degré dans l'intérieur, et 9 à 10 degrés l'après-midi.

Partout ailleurs, le temps sera bruyant avec des bruyelleries, des pluies, des vents nombreux en Aquitaine, en Bourgogne et dans les vallées du Massif central.

Les températures minimales au lever du jour : -11 à -10 degrés et localement au-dessous de -10 degrés.

L'après-midi, ces brumes laisseront la place à un temps bien ensoleillé avec des températures de l'ordre de +3 à +4 degrés (+7 degrés près des côtes), à l'exception de l'Aquitaine et des Pyr-



PRÉVISIONS POUR LE 16 FÉVRIER À 0 HEURE (G.M.T.)

Les températures minimales au lever du jour : -11 à -10 degrés et localement au-dessous de -10 degrés.

L'après-midi, ces brumes laisseront la place à un temps bien ensoleillé avec des températures de l'ordre de +3 à +4 degrés (+7 degrés près des côtes), à l'exception de l'Aquitaine et des Pyr-

Les températures minimales au lever du jour : -11 à -10 degrés et localement au-dessous de -10 degrés.

L'après-midi, ces brumes laisseront la place à un temps bien ensoleillé avec des températures de l'ordre de +3 à +4 degrés (+7 degrés près des côtes), à l'exception de l'Aquitaine et des Pyr-

Les températures minimales au lever du jour : -11 à -10 degrés et localement au-dessous de -10 degrés.

L'après-midi, ces brumes laisseront la place à un temps bien ensoleillé avec des températures de l'ordre de +3 à +4 degrés (+7 degrés près des côtes), à l'exception de l'Aquitaine et des Pyr-

PARIS EN VISITES

- « L'Odéon » son histoire, 13 h 15, mairie, 11, place Saint-Sulpice, M. Lépanny.
- « Les Halles à Beaubourg », 15 heures, église Saint-Eustache, M<sup>re</sup> Allaz.
- « La rue de Lille et l'hôtel de Salm », 15 heures, 121, rue de Lille, M<sup>re</sup> Duhamel.
- « Le Printemps », 15 heures, Welcome Service nouveau magasin, M<sup>re</sup> Hulot.
- « Le Sénat », 14 h 30, 15, rue de Valenciennes (Approche de l'art).
- « Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, 15, rue de Valenciennes (Art et curiosité de Paris).
- « Portrait d'oiseaux », 15 heures, 22, rue de la Belle-Feuille, Boulogne (L'art pour tous).
- « L'Espagne au siècle d'or », 12 h 30, Louvre pavillon de Flore, M<sup>re</sup> Canet.
- « La gare Saint-Lazare », 14 h 30, Monument aux morts, M<sup>re</sup> Raguenau.
- « L'histoire de ses secrets », 15 heures, rue Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Bi-centenaire de l'hôtel de Salm », 15 heures, 2, rue de la Chapelle, M<sup>re</sup> Fournier.
- « Galeries et passages couverts », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, M. Jastet.
- « Le Marais (nord) », 14 h 30, métro Pont-Marie (Lutèce visites).
- « Jardins, cours de Saint-Germain-des-Près », 14 h 30, métro Saint-Germain (Paris pittoresque et insolite).
- « La civilisation égyptienne », 15 heures, Louvre porte Champlain.
- « Musée de la contrefaçon », 15 heures, 16, rue de la Faisanderie (Paris et son histoire).
- « L'histoire de Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Résurrection du Passé).

JEUDI 17 FÉVRIER

- « L'Espagne au siècle d'or », 12 h 30, Louvre pavillon de Flore, M<sup>re</sup> Canet.
- « La gare Saint-Lazare », 14 h 30, Monument aux morts, M<sup>re</sup> Raguenau.
- « L'histoire de ses secrets », 15 heures, rue Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Bi-centenaire de l'hôtel de Salm », 15 heures, 2, rue de la Chapelle, M<sup>re</sup> Fournier.
- « Galeries et passages couverts », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, M. Jastet.
- « Le Marais (nord) », 14 h 30, métro Pont-Marie (Lutèce visites).
- « Jardins, cours de Saint-Germain-des-Près », 14 h 30, métro Saint-Germain (Paris pittoresque et insolite).
- « La civilisation égyptienne », 15 heures, Louvre porte Champlain.
- « Musée de la contrefaçon », 15 heures, 16, rue de la Faisanderie (Paris et son histoire).
- « L'histoire de Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Résurrection du Passé).

CONFÉRENCES

- 15 heures, 46, rue Barrault, J. Mouramier : « Unité des sciences et des religions » (Université populaire de Paris).
- 17 heures, Musée des arts décoratifs, J. Jacquart : « Quartiers parisiens du dix-septième siècle » (Histoire et Société).
- 18 h 30, Centre Georges Pompidou, d'actualité : « Théâtre de l'Europe ».
- 20 h 30, 25, rue Caumartin, I. Thureau : « Les traditions familiales du village » (L'histoire).
- 20 h 30, 52, rue René-Boulanger, C. Kobysinski : « La poésie yiddish : un dialogue avec l'univers » (A.E.O.C.Y.).
- 15 heures, 46, rue Barrault, J. Mouramier : « Unité des sciences et des religions » (Université populaire de Paris).
- 17 heures, Musée des arts décoratifs, J. Jacquart : « Quartiers parisiens du dix-septième siècle » (Histoire et Société).
- 18 h 30, Centre Georges Pompidou, d'actualité : « Théâtre de l'Europe ».
- 20 h 30, 25, rue Caumartin, I. Thureau : « Les traditions familiales du village » (L'histoire).
- 20 h 30, 52, rue René-Boulanger, C. Kobysinski : « La poésie yiddish : un dialogue avec l'univers » (A.E.O.C.Y.).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3386

1	2	3	4	5	6	7	8	9

HORIZONTALEMENT

- Montagne de ruines. - II. Plus elle est sombre, plus elle s'éclaircit. Qualité asiatique parmi les grasse. - III. Servante ou valet. Vulnérable aux pressions. - IV. Font partie des rits. Même l'été, présente après le dessert. - V. Qui manifeste brutalement ou la preuve de patience. Copulative. - VI. - Vase. - VII. Chef religieux. Il est triste de penser qu'on puisse le faire un rigolo. - VIII. - That is the question. - IX. peut l'être Centrale après un séjour brillant à l'ombre. - X. Avancé à terre ou incurvée l'échine pour obtenir l'avancement. - XI. Participe passé. Note. - XII. d'envoi à Saint-Cloud. - XIII. Faire œuvre de chaire.

VERTICALEMENT

- Un tel tuyau tombe malheureux. - II. l'oreille d'un sourd. - 3. Argenté quand c'est d'or. Participe passé. Noble (épelle). - 4. Enflammé briquet. Il est aussi populaire que celui qui le porte. - 5. Celle qu'on n'est pas obligatoirement avancé. Matricule au violon. - 6. Ne peut s'arrondir qu'avec ronds. - 7. Elle se trouve toujours trop bas. - 8. Le point de la dépeche. - 9. Elle vague tranchante. Chapitre ne relevant de l'église catholique. - 10. Etat latin Louis XIV. Entre mœurs marais. - 11. Régime par lequel on ne peut pas agréer un rigueur.

SOLUTION DU N° 3385

- Horizontalement  
I. Menottes. - II. Ironie. - III. Nu. Cm. Cou. - IV. Odalisque. - V. Ri. Edifié. - VI. Ite. Eudes. - VII. Tire. - VIII. Acôté. Ail. - IX. Incertain. - X. TV. Nuls. - XI. Epées. Set.
- Verticalement  
1. Minoritaire. - 2. Erudition. - 3. No. Eructe. - 4. Oncle. Etuve. - 5. Timide. Er. - 6. Te. Sium. An. - 7. CQFD. Abus. - 8. Ouf. Ille. - 9. Huées. Lest.

GUY BROUTY.

RELIGION

A NOTRE-DAME DE PARIS  
Le carême 83 sera prêché sur le thème de la réconciliation

Les conférences du carême, qui s'ouvrent le mercredi 16 février, seront prêchées à Notre-Dame, cette année, par un seul orateur : le Père Jean-Jacques Latour, directeur de la « Présence et dialogue », bulletin de l'Eglise au Ile-de-France. Elles seront diffusées en direct par France-Culture le dimanche, à partir de 14 h 45, du 20 février au 27 février.

Leur thème, « Vers la réconciliation », a été choisi dans la perspective de l'anniversaire du 1500<sup>e</sup> anniversaire de la Rédemption. Pour sa part, le Père André David, jésuite, a retenu le thème général « Pour ouvrir l'espérance ». Cette prédication sera diffusée en direct par France-Culture le dimanche, à partir de 14 h 45, du 20 février au 27 février.

Enfin, le carême orthodoxe, qui commence cette année le dimanche 20 mars, sera prêché par le Père Bobrinsky à la cathédrale Saint-Alexandre-Neovski, à Paris (8<sup>e</sup>). En préface, le métropolite Meletios, président du Comité interépiscopal orthodoxe, concèlera une liturgie solennelle entourée de évêques orthodoxes de France, dimanche 13 mars à 10 h 30, en la cathédrale Saint-Etienne, 7, rue Georges-Bizet, à Paris (16<sup>e</sup>).

- Bayard Audiovisuel, 3, rue Bayard, 75343 Paris Cedex 08. La série « quatre » : 270 F (franco de port).
- C.C.F.D., 4, rue Jean-Lantier, 75014 Paris. C.C.P. 18249-74 Y.

**dolp c**  
Baume «musclé»  
Libère le muscle, avant et après l'effort.  
dolp c : Libère le muscle, avant et après l'effort.



## Les miroirs affolés

## ***Des hymnes à la lumière***

## Béjart et sa machine

---

Le jour où sa fille se marie, le secrétaire Krehler démissionne. Il en a

## AUX RENCONTRES DE SAINT-ETIENNE

## La réserve perdue la mémoire retrouvée

Ce colloque n'avait pas pour but de prendre parti sur l'utilité ou le rôle de telle ou telle manifestation mais de définir les conditions de leur fonctionnement et de coordonner leurs fonctions et obligations respectives. Le travail en commun a permis d'élaborer un certain nombre de données qui seront soumises à M. Jack Lang, ministre de la culture. C'est la première fois qu'une telle réunion s'est prise en France pour définir les structures, les rôles et une programmation, tenant compte de la diversité des situations locales (et budgétaires) dans l'animation cinématographique.

**JÀQUES SICLIER.**

## **PETITES NOUVELLES**

L'organiste de jazz Rhoda Scott jouera le 16 février, à 20 h 30, sur l'orgue **Christie** de l'ancien **Grand-Casernement-Palace**, aujourd'hui installé au pavillon **Baltard** à Nogent-sur-Meuse. La **première** partie de ce concert sera donnée par **Simone Bernard**, ancienne titulaire des orgues du **Casernement-Palace**, et par **Gaston Liégeois**, compositeur, professeur d'orgue au **Conservatoire de Saint-Max** et titulaire des orgues de **Saint-François-Xavier**. Location au **Centre culturel André-Maireux**, 94130 Nogent-sur-Meuse. Tél. : 872-63-69.

**CHAILLOT**  
Grand Théâtre 727 81 15  
**hamlet**  
Prolongation jusqu'au 6 mars

\_\_\_\_\_

**PALAIS DES CONGRÈS  
PARIS  
11 MARS AU 10 AVRIL  
LES ÉTOILES  
ET LE BALLET**

THEATRE  
NATIONAL  
**OPERA**  
DE PARIS

# LA BELLE AU BOIS DORMANT

SOIRÉES : 20H30 SAUF DIMANCHE ET LUNDI  
 TINIÉES : 14H15 LE 13 MARS, 16H LES 27 - AF - 10 AVRIL  
 LOCATION A LA SALLE, PAR CORRESPONDANCE, PAR TÉLÉPHONE AU 758.13.03 - FNAC - AGENCES  
 CO-PRODUCTION OPÉRA - A.L.A.P. - LUMBROSIO

En droit de  
toute région  
une progress



[illegible]



# CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

INSTITUT NEERLANDAIS 121, rue de Lille Mercredi 18 février 19 h 30 (p. a. Vaincelles)	Bernard <b>KRUYSEN</b> Seyton Gérard <b>VAN BLERK</b> FAURE, SCHUBERT, POULENC, NOUVOSSONSKI
SALLE GAYEVAL Samedi 19 février à 17 heures (p. a. WERGER)	Amis musicaux de chambre Prog. Mus. Fresco Culture <b>Quatuor SIBELIUS</b> MOZART, CHOSTAKOVITCH, SIBELIUS
THEATRE DES CHAMPS- ELYSEES Samedi 19 février à 19 heures à 20 h 30 (p. a. Mondal Musique)	Lauréats de la Fondation MENDEL- SON <b>L. CARL</b> , sopr. <b>M. DEBACOURAY</b> , m. DAMASCUS
Eglise des SAINTS Dimanche 20 février à 17 heures à 19 heures p. a. Klegan	<b>Renard FONTANAROSA</b> Jean-Sébastien BACH « Suites pour violoncelle n° 1 - n° 5 - n° 6 »
INSTITUT NEERLANDAIS Samedi 21 février à 12 h 30 p. a. Vaincelles	<b>NEDERLANDS HARTPHO</b> Ank Mulder Frits Frank van Kooten Mino Kwant Harpe DOPPLER, ROSSINI, SALZEDO, FELDHOFF, TAKEMITSU, BERT
Salle PLEYEL Lundi 21 février à 20 h 30 (p. a. Vaincelles)	<b>NARCISO YEPES</b> GUILIANI, CONTE, SALZEDO, FELDHOFF, TAKEMITSU, BERT
T.M.P. CHATELAIN Lundi 21 février à 20 h 30 (p. a. Vaincelles)	<b>ACADEMY OF ST-MARTIN IN THE FIELDS</b> Dir. : Iona BROWN HAEDEL, GREG VIVALDI, TCHAIKOVSKY
ESPACE P. CARDIN Lundi 21 février à 20 h 30 à 21 h 30 à 22 h 30 (p. a. Mondal Musique)	Musique à l'Espace <b>Edda MOSER</b> , sopr. avec Katia BALLOU Quatuor YVA NOYA MAGGI TCHAIKOVSKY FAURE - SCHUMANN
THEATRE DES CHAMPS- ELYSEES Lundi 21 février à 20 h 30 (p. a. Dandel)	Au profit de la Fondation européenne des sciences, des arts et de la culture Unique d'été Nathan <b>MILSTEIN</b> Mme Georges PLUDERMACHER SCHUBERT, LISZT, CHOPIN, STRAVINSKY, WAGNER
SALLE GAYEVAL Mercredi 23 février à 20 h 30 (p. a. Vaincelles)	DEUX CONCERTS BETHOVEN Peter <b>DAUELSBERG</b> Violoncelle Ingrid HAEBLER
THEATRE DES CHAMPS- ELYSEES Jeudi 24 février à 20 h 30 (p. a. Werner)	Sous le patronage du maire de Paris au profit de l'HELP LIBAN Récital de <b>WALID AKL</b> SCHUBERT - RACHMANINOFF BETHOVEN : 2 <sup>e</sup> symphonie transcrite par Liszt
Salle PLEYEL Vendredi 25 février à 20 h 30 (p. a. Vaincelles)	<b>ORCH. COLONNE WAGNER</b> Weendondick Lied La Crapaudine des deux Sol. : DUNJA VEJZOVIC Dir. : Lovro VON MATAGIC
Salle PLEYEL Dimanche 27 février à 17 h 45 (p. a. Vaincelles)	CONCERTS LAMOREUX Sol. Iry <b>GITLIS</b> <b>BERNEDE</b>
Salle COROT Lundi 28 février à 20 h 30 (p. a. Klegan)	<b>FLORENCE DELAAGE</b> MOZART, LISZT, WAGNER-LISZT, CHOPIN
ESPACE P. CARDIN Lundi 7 Mars à 20 h 30 à 21 h 30 à 22 h 30 (p. a. Mondal Musique)	Musique à l'Espace « Amée F. POULENC » Gabr. TACCHINO, piano <b>L. Ch. BENOIT</b> , baryton Alain MARION,

## CONCERTS Radio France

MUSIQUE DE CHAMBRE RADIO FRANCE Grand Auditorium Mercredi 16 février 20 h 30	Quatuor BERNEDE J.-P. DUPUY, piano F. BARRIÈRE - J.-C. RISSET M. PHILIPPOT - Ch. CHAYNES
RÉCITAL EXCEPTIONNEL THÉÂTRE DES CHAMPS- ELYSEES Jeudi 17 février 20 h 30	Alicia de <b>LARROCHA</b> piano BRANADOS - FALLA - CHOPIN
MUSIQUES SACRÉES ÉGLISE SAINT- GERMAIN- DES-PRÉS Vendredi 18 février 20 h 30	MOZART - BACH F. Lett. N. Fiorillo M. Schauer, N. Tuller Chœurs de Radio France SOUS DIR. PHILIPPOU Dir. : Mario VENZAGO
MUSIQUE DE CHAMBRE RADIO FRANCE Grand Auditorium Lundi 21 février 20 h 30	Patricia FONTANAROSA, violon Yuri BOKOFF, piano BETHOVEN - RAVEL PROKOFIEV
ORCH. NATIONAL DE FRANCE THÉÂTRE DES CHAMPS- ELYSEES Samedi 21 février 17 heures	Dir. : <b>CAMBRELING</b> ENTREMONT, piano CHERUBINI - BARTOK SCHUBERT
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE THÉÂTRE DES CHAMPS- ELYSEES Samedi 21 février 17 heures	Dir. : Emmanuel KRIVINE Pierre AMOYAL, viola RAVEL - LALO - FRANCK
CYCLE ACOUSMATIQUE RADIO FRANCE Grand Auditorium Lundi 21 février 20 h 30	Merc. Marc TEXIER Jvo MALEC 20 h 30 : Alejandro VIANO Michel CHION

## ORCHESTRE DE PARIS

SALLE PLEYEL - 20h30 Mercredi 16, jeudi 17, vendredi 18 février KRZYSZTOF PENDERECKI MSTISLAV ROSTROPOVITCH PENDERECKI - SIBELIUS Mercredi 16, jeudi 17 février CHARLES DUTOIT EUSABETH LEONSKAJA DUTILLEUX - LISZT STRAVINSKY (Petrovitch) Mercredi 2, jeudi 3, vendredi 4 DANIEL BARENBOIM RADU LUPU BETHOVEN (2, 3, 5 mars) (Concerts : ouverture Concerto n° 1) REIMANN - STRAUSS (2, 3) Grieg (4) (Symphonie n° 2) LOCATION SALLE PLEYEL OU 583.07.86
--

PIANO★★★★ SALLE PLEYEL Mercredi 16, jeudi 17, vendredi 18 février à 20 h 30 à 21 h 30 à 22 h 30 (p. a. Vaincelles)	<b>B.B.C.</b> SYMPHONY ORCHESTRA <b>SINOPOLI</b> soliste <b>POLLINI</b> MANZONI-MAHLER LOC. 583.07.86
--	---

ODIE ORCHESTRE DE L'ILE-DE-FRANCE DIRECTEUR JACQUES MERCIER <b>BERLIOZ - SAINT-SAËNS - BRAHMS</b> DIRECTION STÉPHANE CARDON AUGUSTIN DUMAY violon Samedi 19 février 21 h à 22 h 30 à 23 h 30 à 24 h 30 à 25 h 30 à 26 h 30 à 27 h 30 à 28 h 30 à 29 h 30 à 30 h 30 à 31 h 30 à 32 h 30 à 33 h 30 à 34 h 30 à 35 h 30 à 36 h 30 à 37 h 30 à 38 h 30 à 39 h 30 à 40 h 30 à 41 h 30 à 42 h 30 à 43 h 30 à 44 h 30 à 45 h 30 à 46 h 30 à 47 h 30 à 48 h 30 à 49 h 30 à 50 h 30 à 51 h 30 à 52 h 30 à 53 h 30 à 54 h 30 à 55 h 30 à 56 h 30 à 57 h 30 à 58 h 30 à 59 h 30 à 60 h 30 à 61 h 30 à 62 h 30 à 63 h 30 à 64 h 30 à 65 h 30 à 66 h 30 à 67 h 30 à 68 h 30 à 69 h 30 à 70 h 30 à 71 h 30 à 72 h 30 à 73 h 30 à 74 h 30 à 75 h 30 à 76 h 30 à 77 h 30 à 78 h 30 à 79 h 30 à 80 h 30 à 81 h 30 à 82 h 30 à 83 h 30 à 84 h 30 à 85 h 30 à 86 h 30 à 87 h 30 à 88 h 30 à 89 h 30 à 90 h 30 à 91 h 30 à 92 h 30 à 93 h 30 à 94 h 30 à 95 h 30 à 96 h 30 à 97 h 30 à 98 h 30 à 99 h 30 à 100 h 30 à 101 h 30 à 102 h 30 à 103 h 30 à 104 h 30 à 105 h 30 à 106 h 30 à 107 h 30 à 108 h 30 à 109 h 30 à 110 h 30 à 111 h 30 à 112 h 30 à 113 h 30 à 114 h 30 à 115 h 30 à 116 h 30 à 117 h 30 à 118 h 30 à 119 h 30 à 120 h 30 à 121 h 30 à 122 h 30 à 123 h 30 à 124 h 30 à 125 h 30 à 126 h 30 à 127 h 30 à 128 h 30 à 129 h 30 à 130 h 30 à 131 h 30 à 132 h 30 à 133 h 30 à 134 h 30 à 135 h 30 à 136 h 30 à 137 h 30 à 138 h 30 à 139 h 30 à 140 h 30 à 141 h 30 à 142 h 30 à 143 h 30 à 144 h 30 à 145 h 30 à 146 h 30 à 147 h 30 à 148 h 30 à 149 h 30 à 150 h 30 à 151 h 30 à 152 h 30 à 153 h 30 à 154 h 30 à 155 h 30 à 156 h 30 à 157 h 30 à 158 h 30 à 159 h 30 à 160 h 30 à 161 h 30 à 162 h 30 à 163 h 30 à 164 h 30 à 165 h 30 à 166 h 30 à 167 h 30 à 168 h 30 à 169 h 30 à 170 h 30 à 171 h 30 à 172 h 30 à 173 h 30 à 174 h 30 à 175 h 30 à 176 h 30 à 177 h 30 à 178 h 30 à 179 h 30 à 180 h 30 à 181 h 30 à 182 h 30 à 183 h 30 à 184 h 30 à 185 h 30 à 186 h 30 à 187 h 30 à 188 h 30 à 189 h 30 à 190 h 30 à 191 h 30 à 192 h 30 à 193 h 30 à 194 h 30 à 195 h 30 à 196 h 30 à 197 h 30 à 198 h 30 à 199 h 30 à 200 h 30 à 201 h 30 à 202 h 30 à 203 h 30 à 204 h 30 à 205 h 30 à 206 h 30 à 207 h 30 à 208 h 30 à 209 h 30 à 210 h 30 à 211 h 30 à 212 h 30 à 213 h 30 à 214 h 30 à 215 h 30 à 216 h 30 à 217 h 30 à 218 h 30 à 219 h 30 à 220 h 30 à 221 h 30 à 222 h 30 à 223 h 30 à 224 h 30 à 225 h 30 à 226 h 30 à 227 h 30 à 228 h 30 à 229 h 30 à 230 h 30 à 231 h 30 à 232 h 30 à 233 h 30 à 234 h 30 à 235 h 30 à 236 h 30 à 237 h 30 à 238 h 30 à 239 h 30 à 240 h 30 à 241 h 30 à 242 h 30 à 243 h 30 à 244 h 30 à 245 h 30 à 246 h 30 à 247 h 30 à 248 h 30 à 249 h 30 à 250 h 30 à 251 h 30 à 252 h 30 à 253 h 30 à 254 h 30 à 255 h 30 à 256 h 30 à 257 h 30 à 258 h 30 à 259 h 30 à 260 h 30 à 261 h 30 à 262 h 30 à 263 h 30 à 264 h 30 à 265 h 30 à 266 h 30 à 267 h 30 à 268 h 30 à 269 h 30 à 270 h 30 à 271 h 30 à 272 h 30 à 273 h 30 à 274 h 30 à 275 h 30 à 276 h 30 à 277 h 30 à 278 h 30 à 279 h 30 à 280 h 30 à 281 h 30 à 282 h 30 à 283 h 30 à 284 h 30 à 285 h 30 à 286 h 30 à 287 h 30 à 288 h 30 à 289 h 30 à 290 h 30 à 291 h 30 à 292 h 30 à 293 h 30 à 294 h 30 à 295 h 30 à 296 h 30 à 297 h 30 à 298 h 30 à 299 h 30 à 300 h 30 à 301 h 30 à 302 h 30 à 303 h 30 à 304 h 30 à 305 h 30 à 306 h 30 à 307 h 30 à 308 h 30 à 309 h 30 à 310 h 30 à 311 h 30 à 312 h 30 à 313 h 30 à 314 h 30 à 315 h 30 à 316 h 30 à 317 h 30 à 318 h 30 à 319 h 30 à 320 h 30 à 321 h 30 à 322 h 30 à 323 h 30 à 324 h 30 à 325 h 30 à 326 h 30 à 327 h 30 à 328 h 30 à 329 h 30 à 330 h 30 à 331 h 30 à 332 h 30 à 333 h 30 à 334 h 30 à 335 h 30 à 336 h 30 à 337 h 30 à 338 h 30 à 339 h 30 à 340 h 30 à 341 h 30 à 342 h 30 à 343 h 30 à 344 h 30 à 345 h 30 à 346 h 30 à 347 h 30 à 348 h 30 à 349 h 30 à 350 h 30 à 351 h 30 à 352 h 30 à 353 h 30 à 354 h 30 à 355 h 30 à 356 h 30 à 357 h 30 à 358 h 30 à 359 h 30 à 360 h 30 à 361 h 30 à 362 h 30 à 363 h 30 à 364 h 30 à 365 h 30 à 366 h 30 à 367 h 30 à 368 h 30 à 369 h 30 à 370 h 30 à 371 h 30 à 372 h 30 à 373 h 30 à 374 h 30 à 375 h 30 à 376 h 30 à 377 h 30 à 378 h 30 à 379 h 30 à 380 h 30 à 381 h 30 à 382 h 30 à 383 h 30 à 384 h 30 à 385 h 30 à 386 h 30 à 387 h 30 à 388 h 30 à 389 h 30 à 390 h 30 à 391 h 30 à 392 h 30 à 393 h 30 à 394 h 30 à 395 h 30 à 396 h 30 à 397 h 30 à 398 h 30 à 399 h 30 à 400 h 30 à 401 h 30 à 402 h 30 à 403 h 30 à 404 h 30 à 405 h 30 à 406 h 30 à 407 h 30 à 408 h 30 à 409 h 30 à 410 h 30 à 411 h 30 à 412 h 30 à 413 h 30 à 414 h 30 à 415 h 30 à 416 h 30 à 417 h 30 à 418 h 30 à 419 h 30 à 420 h 30 à 421 h 30 à 422 h 30 à 423 h 30 à 424 h 30 à 425 h 30 à 426 h 30 à 427 h 30 à 428 h 30 à 429 h 30 à 430 h 30 à 431 h 30 à 432 h 30 à 433 h 30 à 434 h 30 à 435 h 30 à 436 h 30 à 437 h 30 à 438 h 30 à 439 h 30 à 440 h 30 à 441 h 30 à 442 h 30 à 443 h 30 à 444 h 30 à 445 h 30 à 446 h 30 à 447 h 30 à 448 h 30 à 449 h 30 à 450 h 30 à 451 h 30 à 452 h 30 à 453 h 30 à 454 h 30 à 455 h 30 à 456 h 30 à 457 h 30 à 458 h 30 à 459 h 30 à 460 h 30 à 461 h 30 à 462 h 30 à 463 h 30 à 464 h 30 à 465 h 30 à 466 h 30 à 467 h 30 à 468 h 30 à 469 h 30 à 470 h 30 à 471 h 30 à 472 h 30 à 473 h 30 à 474 h 30 à 475 h 30 à 476 h 30 à 477 h 30 à 478 h 30 à 479 h 30 à 480 h 30 à 481 h 30 à 482 h 30 à 483 h 30 à 484 h 30 à 485 h 30 à 486 h 30 à 487 h 30 à 488 h 30 à 489 h 30 à 490 h 30 à 491 h 30 à 492 h 30 à 493 h 30 à 494 h 30 à 495 h 30 à 496 h 30 à 497 h 30 à 498 h 30 à 499 h 30 à 500 h 30 à 501 h 30 à 502 h 30 à 503 h 30 à 504 h 30 à 505 h 30 à 506 h 30 à 507 h 30 à 508 h 30 à 509 h 30 à 510 h 30 à 511 h 30 à 512 h 30 à 513 h 30 à 514 h 30 à 515 h 30 à 516 h 30 à 517 h 30 à 518 h 30 à 519 h 30 à 520 h 30 à 521 h 30 à 522 h 30 à 523 h 30 à 524 h 30 à 525 h 30 à 526 h 30 à 527 h 30 à 528 h 30 à 529 h 30 à 530 h 30 à 531 h 30 à 532 h 30 à 533 h 30 à 534 h 30 à 535 h 30 à 536 h 30 à 537 h 30 à 538 h 30 à 539 h 30 à 540 h 30 à 541 h 30 à 542 h 30 à 543 h 30 à 544 h 30 à 545 h 30 à 546 h 30 à 547 h 30 à 548 h 30 à 549 h 30 à 550 h 30 à 551 h 30 à 552 h 30 à 553 h 30 à 554 h 30 à 555 h 30 à 556 h 30 à 557 h 30 à 558 h 30 à 559 h 30 à 560 h 30 à 561 h 30 à 562 h 30 à 563 h 30 à 564 h 30 à 565 h 30 à 566 h 30 à 567 h 30 à 568 h 30 à 569 h 30 à 570 h 30 à 571 h 30 à 572 h 30 à 573 h 30 à 574 h 30 à 575 h 30 à 576 h 30 à 577 h 30 à 578 h 30 à 579 h 30 à 580 h 30 à 581 h 30 à 582 h 30 à 583 h 30 à 584 h 30 à 585 h 30 à 586 h 30 à 587 h 30 à 588 h 30 à 589 h 30 à 590 h 30 à 591 h 30 à 592 h 30 à 593 h 30 à 594 h 30 à 595 h 30 à 596 h 30 à 597 h 30 à 598 h 30 à 599 h 30 à 600 h 30 à 601 h 30 à 602 h 30 à 603 h 30 à 604 h 30 à 605 h 30 à 606 h 30 à 607 h 30 à 608 h 30 à 609 h 30 à 610 h 30 à 611 h 30 à 612 h 30 à 613 h 30 à 614 h 30 à 615 h 30 à 616 h 30 à 617 h 30 à 618 h 30 à 619 h 30 à 620 h 30 à 621 h 30 à 622 h 30 à 623 h 30 à 624 h 30 à 625 h 30 à 626 h 30 à 627 h 30 à 628 h 30 à 629 h 30 à 630 h 30 à 631 h 30 à 632 h 30 à 633 h 30 à 634 h 30 à 635 h 30 à 636 h 30 à 637 h 30 à 638 h 30 à 639 h 30 à 640 h 30 à 641 h 30 à 642 h 30 à 643 h 30 à 644 h 30 à 645 h 30 à 646 h 30 à 647 h 30 à 648 h 30 à 649 h 30 à 650 h 30 à 651 h 30 à 652 h 30 à 653 h 30 à 654 h 30 à 655 h 30 à 656 h 30 à 657 h 30 à 658 h 30 à 659 h 30 à 660 h 30 à 661 h 30 à 662 h 30 à 663 h 30 à 664 h 30 à 665 h 30 à 666 h 30 à 667 h 30 à 668 h 30 à 669 h 30 à 670 h 30 à 671 h 30 à 672 h 30 à 673 h 30 à 674 h 30 à 675 h 30 à 676 h 30 à 677 h 30 à 678 h 30 à 679 h 30 à 680 h 30 à 681 h 30 à 682 h 30 à 683 h 30 à 684 h 30 à 685 h 30 à 686 h 30 à 687 h 30 à 688 h 30 à 689 h 30 à 690 h 30 à 691 h 30 à 692 h 30 à 693 h 30 à 694 h 30 à 695 h 30 à 696 h 30 à 697 h 30 à 698 h 30 à 699 h 30 à 700 h 30 à 701 h 30 à 702 h 30 à 703 h 30 à 704 h 30 à 705 h 30 à 706 h 30 à 707 h 30 à 708 h 30 à 709 h 30 à 710 h 30 à 711 h 30 à 712 h 30 à 713 h 30 à 714 h 30 à 715 h 30 à 716 h 30 à 717 h 30 à 718 h 30 à 719 h 30 à 720 h 30 à 721 h 30 à 722 h 30 à 723 h 30 à 724 h 30 à 725 h 30 à 726 h 30 à 727 h 30 à 728 h 30 à 729 h 30 à 730 h 30 à 731 h 30 à 732 h 30 à 733 h 30 à 734 h 30 à 735 h 30 à 736 h 30 à 737 h 30 à 738 h 30 à 739 h 30 à 740 h 30 à 741 h 30 à 742 h 30 à 743 h 30 à 744 h 30 à 745 h 30 à 746 h 30 à 747 h 30 à 748 h 30 à 749 h 30 à 750 h 30 à 751 h 30 à 752 h 30 à 753 h 30 à 754 h 30 à 755 h 30 à 756 h 30 à 757 h 30 à 758 h 30 à 759 h 30 à 760 h 30 à 761 h 30 à 762 h 30 à 763 h 30 à 764 h 30 à 765 h 30 à 766 h 30 à 767 h 30 à 768 h 30 à 769 h 30 à 770 h 30 à 771 h 30 à 772 h 30 à 773 h 30 à 774 h 30 à 775 h 30 à 776 h 30 à 777 h 30 à 778 h 30 à 779 h 30 à 780 h 30 à 781 h 30 à 782 h 30 à 783 h 30 à 784 h 30 à 785 h 30 à 786 h 30 à 787 h 30 à 788 h 30 à 789 h 30 à 790 h 30 à 791 h 30 à 792 h 30 à 793 h 30 à 794 h 30 à 795 h 30 à 796 h 30 à 797 h 30 à 798 h 30 à 799 h 30 à 800 h 30 à 801 h 30 à 802 h 30 à 803 h 30 à 804 h 30 à 805 h 30 à 806 h 30 à 807 h 30 à 808 h 30 à 809 h 30 à 810 h 30 à 811 h 30 à 812 h 30 à 813 h 30 à 814 h 30 à 815 h 30 à 816 h 30 à 817 h 30 à 818 h 30 à 819 h 30 à 820 h 30 à 821 h 30 à 822 h 30 à 823 h 30 à 824 h 30 à 825 h 30 à 826 h 30 à 827 h 30 à 828 h 30 à 829 h 30 à 830 h 30 à 831 h 30 à 832 h 30 à 833 h 30 à 834 h 30 à 835 h 30 à 836 h 30 à 837 h 30 à 838 h 30 à 839 h 30 à 840 h 30 à 841 h 30 à 842 h 30 à 843 h 30 à 844 h 30 à 845 h 30 à 846 h 30 à 847 h 30 à 848 h 30 à 849 h 30 à 850 h 30 à 851 h 30 à 852 h 30 à 853 h 30 à 854 h 30 à 855 h 30 à 856 h 30 à 857 h 30 à 858 h 30 à 859 h 30 à 860 h 30 à 86
--











# COMMUNICATION

## MALGRÉ L'HOSTILITÉ DES CHAINES DE TÉLÉVISION

### La société de commercialisation va être bientôt créée

Les **SNP** annoncent la création et les prérogatives de la Société nationale de commercialisation des œuvres et **SNP** audiovisuels devraient voir le jour d'ici peu. Prévue par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle, cette société - dont les principaux actionnaires seront la Sofrad et l'Etat - est destinée à substituer

#### CORRESPONDANCE

### L'avenir du « Nouveau Sud »

Après l'article publié dans les éditions du 7 janvier, nous avons reçu de M. **Georges Fillard**, MM. **André Holleaux**, président de FR3, Michel

May (TF1) et Pierre Desgrupes (Antenne 2) ont donc demandé au ministre de revoir le sens restrictif des compétences dévolues à cette société, avec l'espoir d'avoir enterré un projet que leurs propres secteurs commerciaux jugent totalement injustifié. TF1, qui estime bénéficiaire son commerce

largement aux services d'achats et de ventes des trois sociétés de télévision existantes, et suscite l'hostilité des présidents de chaîne, méconnaît de cette amputation de fonctions.

Dans une lettre adressée au ministre de la communication, M. Georges Fillard, MM. André Holleaux, président de FR3, Michel

An projet de nouvelle société, les services commerciaux des chaînes s'opposent à l'avenir des coproductions avec l'étranger, qui bouleversent les relations commerciales traditionnelles entre les pays ; on invoque la plus grande motivation par là même la plus grande compétence des chaînes pour leurs propres produits, ainsi que la nécessité pour elles de ne pas se couper du monde.

Des arguments qui sont loin d'avoir convaincu le ministre de la communication, pour qui « les résultats commerciaux des chaînes sont voisins de zéro ». Notre capacité de vendre à l'étranger est insuffisante, a-t-il déclaré. R.M.C., l'occasion du Festival de l'Unité de Montecarlo, et c'est ainsi que l'attaché a grande importance une rôle que sera amené à jouer la Société de commercialisation des produits audiovisuels du service public, en dépit des réticences que je

## « LA TROISIÈME PLANÈTE », d'Emmanuel Todd

### Une querelle de familles

Emmanuel Todd doit être heureux du titre qu'il a choisi pour son nouvel essai, dont le sous-titre « structures familiales et systèmes idéologiques » éclaire heureusement un titre énigmatique et accrocheur : « La troisième planète ». Une des rares pensées totalement cohérentes et vraiment fécondes de ce temps », écrit Pierre Chaurin dans le Figaro. « Un tel tissu de sottises laisse pantois », réplique le recenseur de Libération, en ajoutant que l'ouvrage n'est pas seulement « ridicule », mais « dangereux ».

Plus complexes que définir une grille d'analyse pour orienter les recherches. On peut le concevoir comme la partie la plus solide d'une étude, où Todd croise habilement trois variables. L'antithèse **Libération** répond aux **Libération** par les enfants, suivant la possibilité, ou non, pour eux de choisir leur conjoint et de partir avec lui une fois mariés : aux familles « nucléaires » s'opposent les « familles communautaires », qui réunissent deux générations de plus ou moins. La structure familiale est donc la clé de la répartition du patrimoine dans la société : d'un côté, partage équitable ; de l'autre, primogéniture ou succession par testament. A ces deux modèles par la Play, Todd en ajoute un troisième : l'exogamie-endogamie, la différence reposant sur l'interdiction ou l'absence de mariages entre oncles et nièces ou entre cousins. On arrive ainsi à sept types familiaux auxquels s'ajoute le type africain, caractérisé par l'absence du groupe domestique et l'absence de la relation père-mère.

Plus grave est la propension à l'autorité qu'il découvre une fois capable d'ouvrir toutes les serrures. Les structures familiales tendent à remplacer pour lui les modes de production dans la vulgarité marxiste. Il donne l'impression de proposer une « grille » unique dont découleraient toutes les « superstructures ». Bref, il glisse dans la réduction. Il a l'impression de proposer une grille unique dont découleraient toutes les « superstructures ». Bref, il glisse dans la réduction. Il a l'impression de proposer une grille unique dont découleraient toutes les « superstructures ». Bref, il glisse dans la réduction.

#### L'emprise des idéologies

Tout cela est fort stimulant, mais aussi très approximatif. Seul quelques exceptions - comme les modèles africains, visiblement peu familiers à l'auteur - la classification des systèmes familiaux est plus rigoureuse que celle des idéologies. Peut-on ranger dans la même catégorie conceptuelle le communisme, le catholicisme, l'islam, la social-démocratie, la Révolution française, l'individualisme ? Comment comparer l'emprise du père sur la famille à celle du parti sur la société ?

Les formules sont nombreuses parce qu'elles se veulent provocatrices. Elles prétendent moins décrire que convaincre.

Le bon usage des hypothèses d'Emmanuel Todd exige qu'on les relativise. Cela dit, Pierre Chaurin n'a pas tort de penser qu'elles troubleront pour longtemps le cours des sciences sociales. On ne s'en débarrassera pas en les qualifiant de réactionnaires et de dangereuses. Tous les défauts de cet essai - l'excès de systématisme, les simplifications abusives, les approximations fréquentes, le survol à l'italienne, l'absence de l'actualité, l'absence de questions fondamentales - n'y répondra qu'en engageant des recherches plus rigoureuses et approfondies dans les voies qu'elles ouvrent.

MAURICE DUVERGER.

## CARNET

**ROBLOT S.A.**  
622-27-22  
ORGANISATION D'OBSEQUES

**Vente directe**  
**MOQUETTE**  
100% pure laine  
**-50% de valeur**  
Grand choix de couleurs  
Prestige et grande qualité  
Délivrance gratuite  
pour particuliers  
854 rue de Valenciennes  
Paris 13<sup>e</sup>  
01.43.42.65  
01.43.42.66

**Jacqueline et Roméo LAUFER**  
sont heureux de vous annoncer le mariage de  
Chantal, le 24 janvier 1983.

**Benoît et Marie-Dominique LAUNAY**, née Aymard, ont  
épousé le 12 février 1983, dans un  
cimetière de la région de

**Constantine**, le 30 janvier 1983.  
11, rue Telle-de-la-Poterie,  
92130 Issy-les-Moulineaux.

**Le Prieur provincial des dominicains de Toulouse**,  
La communauté dominicaine de  
l'école Lacordaire de Marseille  
portent à la connaissance des parents et  
de ses nombreux amis le décès de  
M. **Pierre Louis-Marie BARON**,  
ancien directeur du pèlerinage  
et de la revue du « Rosaire »,  
rappelé à Dieu le 12 février 1983, dans  
sa quatre-vingt-sixième année.

**Le Conseil de l'Université de Paris-VIII**  
Et l'ensemble de ses collègues  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Jean BRUHAT**,  
ancien directeur général,  
qui fut l'un des fondateurs de l'Université de Paris-VIII  
à Saint-Denis.

**M. Villenoble**, Neully-  
Plaisance.  
M. et M<sup>me</sup> Maurice Giraud,  
M. et M<sup>me</sup> Edmond Giraud,  
M. et M<sup>me</sup> André Giraud,  
les familles Huetter, Grand-  
collet,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Maurice GIRAUD**,  
ancien membre  
de l'Ordre des experts-comptables  
et de la Compagnie  
des commissaires de sociétés,  
agréé près la cour d'appel de Paris,  
survécu le 7 février 1983, dans sa  
soixante-dix-huitième année, muni des  
sacrements de l'Eglise.

La messe religieuse a eu lieu  
dans l'intimité, le 11 février 1983, en la  
chapelle de Notre-Dame-d'Espérance, à  
Villeneuve-la-Duchèze, suivie de l'inhumation  
dans la sépulture de famille, au cimetière  
de Villeneuve.

47, avenue du Raincy,  
Villeneuve-la-Duchèze 93250.  
136, rue Lamarck, Paris 75018.

**M<sup>me</sup> Maurice JANET**,  
née Marcelle Dumas,  
agréée des Lettres,  
ancienne élève  
de l'école normale supérieure de Sèvres,  
survécue le 12 février 1983, dans sa  
quatre-vingt-troisième année.

**Le Prieur provincial des dominicains de Toulouse**,  
La communauté dominicaine de  
l'école Lacordaire de Marseille  
portent à la connaissance des parents et  
de ses nombreux amis le décès de  
M. **Pierre Louis-Marie BARON**,  
ancien directeur du pèlerinage  
et de la revue du « Rosaire »,  
rappelé à Dieu le 12 février 1983, dans  
sa quatre-vingt-sixième année.

**Le Conseil de l'Université de Paris-VIII**  
Et l'ensemble de ses collègues  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Jean BRUHAT**,  
ancien directeur général,  
qui fut l'un des fondateurs de l'Université de Paris-VIII  
à Saint-Denis.

**M. Villenoble**, Neully-  
Plaisance.  
M. et M<sup>me</sup> Maurice Giraud,  
M. et M<sup>me</sup> Edmond Giraud,  
M. et M<sup>me</sup> André Giraud,  
les familles Huetter, Grand-  
collet,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Maurice GIRAUD**,  
ancien membre  
de l'Ordre des experts-comptables  
et de la Compagnie  
des commissaires de sociétés,  
agréé près la cour d'appel de Paris,  
survécu le 7 février 1983, dans sa  
soixante-dix-huitième année, muni des  
sacrements de l'Eglise.

La messe religieuse a eu lieu  
dans l'intimité, le 11 février 1983, en la  
chapelle de Notre-Dame-d'Espérance, à  
Villeneuve-la-Duchèze, suivie de l'inhumation  
dans la sépulture de famille, au cimetière  
de Villeneuve.

47, avenue du Raincy,  
Villeneuve-la-Duchèze 93250.  
136, rue Lamarck, Paris 75018.

**M<sup>me</sup> Claude Lemaître**,  
M. et M<sup>me</sup> Herve,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Lemaître,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Lemaître,  
survécus le 12 février 1983, dans  
sa quatre-vingt-troisième année.

**M. Jean MILLIER**,  
né Marguerite Lemaître,  
ingénieur des Arts et Manufactures,  
en son domicile.  
L'inhumation aura lieu au Châtellard  
(Savoie).  
L'information sera donnée le samedi  
19 février, à 10 heures, en l'église Saint-  
Jean-Baptiste de Neully.

**M. et M<sup>me</sup> Jean Le Grand** de  
Mercoy, leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Annie Costa,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Louis Guisys  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Anne-Huguette Le Grand de  
Mercoy, O.S.B. à Dougnes,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Le Grand de  
Mercoy,  
M. et M<sup>me</sup> Bruno Le Grand de  
Mercoy et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Le Grand de  
Mercoy et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Guy Gendarme de Bévoise  
et leurs enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
Dieu du

baron  
**LE GRAND DE MERCOY**,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
survécue le 11 février 1983, dans sa  
quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse a été  
celebrée dans l'intimité familiale, à  
belle (Savoie-et-Loire), le 15  
1983.

**M<sup>me</sup> Claude Lemaître**,  
M. et M<sup>me</sup> Herve,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Lemaître,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Lemaître,  
survécus le 12 février 1983, dans  
sa quatre-vingt-troisième année.

**M. Jean MILLIER**,  
né Marguerite Lemaître,  
ingénieur des Arts et Manufactures,  
en son domicile.  
L'inhumation aura lieu au Châtellard  
(Savoie).  
L'information sera donnée le samedi  
19 février, à 10 heures, en l'église Saint-  
Jean-Baptiste de Neully.

**M. et M<sup>me</sup> Jean Le Grand** de  
Mercoy, leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Annie Costa,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Louis Guisys  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Anne-Huguette Le Grand de  
Mercoy, O.S.B. à Dougnes,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Le Grand de  
Mercoy,  
M. et M<sup>me</sup> Bruno Le Grand de  
Mercoy et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Le Grand de  
Mercoy et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Guy Gendarme de Bévoise  
et leurs enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
Dieu du

baron  
**LE GRAND DE MERCOY**,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
survécue le 11 février 1983, dans sa  
quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse a été  
celebrée dans l'intimité familiale, à  
belle (Savoie-et-Loire), le 15  
1983.

**M<sup>me</sup> Claude Lemaître**,  
M. et M<sup>me</sup> Herve,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Lemaître,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Lemaître,  
survécus le 12 février 1983, dans  
sa quatre-vingt-troisième année.

**M. Jean MILLIER**,  
né Marguerite Lemaître,  
ingénieur des Arts et Manufactures,  
en son domicile.  
L'inhumation aura lieu au Châtellard  
(Savoie).  
L'information sera donnée le samedi  
19 février, à 10 heures, en l'église Saint-  
Jean-Baptiste de Neully.

**M. et M<sup>me</sup> Jean Le Grand** de  
Mercoy, leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Annie Costa,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Louis Guisys  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Anne-Huguette Le Grand de  
Mercoy, O.S.B. à Dougnes,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Le Grand de  
Mercoy,  
M. et M<sup>me</sup> Bruno Le Grand de  
Mercoy et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Le Grand de  
Mercoy et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Guy Gendarme de Bévoise  
et leurs enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
Dieu du

baron  
**LE GRAND DE MERCOY**,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
survécue le 11 février 1983, dans sa  
quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse a été  
celebrée dans l'intimité familiale, à  
belle (Savoie-et-Loire), le 15  
1983.

**M. et M<sup>me</sup> Georges Portefait**,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Portefait et  
leur fils Georges, ont  
le douleur de faire part du décès de  
M. **Georges PORTEFAIT**,  
dans sa quatre-vingt-septième année.

**Les obsèques ont été célébrées dans  
l'intimité familiale**,  
7, chemin de Chacrola,  
Clémont-Ferrand (Puy-de-Dôme).  
40, rue Vergniaud, Paris.

**M. Maurice VÉDY**,  
survécue à Paris, le 13 février 1983, dans  
sa soixante-seizième année.  
De la part de sa famille.

**M. et M<sup>me</sup> Verret**,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Lucille,  
M<sup>me</sup> Jeanne Germain,  
ses enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Monique et M<sup>me</sup> Lucille**,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Michel  
Verret,  
M. et M<sup>me</sup> Henri Mouron,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Marie  
Duchemin,  
M. et M<sup>me</sup> Verret,  
M<sup>me</sup> Jeanne Germain,  
ses enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Monique et M<sup>me</sup> Lucille**,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Michel  
Verret,  
M. et M<sup>me</sup> Henri Mouron,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Marie  
Duchemin,  
M. et M<sup>me</sup> Verret,  
M<sup>me</sup> Jeanne Germain,  
ses enfants,

**Yves Goffin**,  
Anne-Lise, Pierre-Louis et Etienne  
Verret,  
M<sup>me</sup> et Emmanuel Mouron,  
Marie-Hélène et Marie-Cécile  
Duchemin,  
ses arrière-petits-enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Yves Goffin**,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
survécue le 12 février 1983 dans sa cent  
troisième année.

La cérémonie religieuse sera  
célébrée le jeudi 17 février 1983, à 9 h 15, en  
l'église Saint-Germain de Saint-

**Yves Goffin**,  
Anne-Lise, Pierre-Louis et Etienne  
Verret,  
M<sup>me</sup> et Emmanuel Mouron,  
Marie-Hélène et Marie-Cécile  
Duchemin,  
ses arrière-petits-enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Yves Goffin**,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
survécue le 12 février 1983 dans sa cent  
troisième année.

La cérémonie religieuse sera  
célébrée le jeudi 17 février 1983, à 9 h 15, en  
l'église Saint-Germain de Saint-

**Yves Goffin**,  
Anne-Lise, Pierre-Louis et Etienne  
Verret,  
M<sup>me</sup> et Emmanuel Mouron,  
Marie-Hélène et Marie-Cécile  
Duchemin,  
ses arrière-petits-enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Yves Goffin**,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
survécue le 12 février 1983 dans sa cent  
troisième année.

La cérémonie religieuse sera  
célébrée le jeudi 17 février 1983, à 9 h 15, en  
l'église Saint-Germain de Saint-

**Yves Goffin**,  
Anne-Lise, Pierre-Louis et Etienne  
Verret,  
M<sup>me</sup> et Emmanuel Mouron,  
Marie-Hélène et Marie-Cécile  
Duchemin,  
ses arrière-petits-enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Yves Goffin**,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
survécue le 12 février 1983 dans sa cent  
troisième année.

La cérémonie religieuse sera  
célébrée le jeudi 17 février 1983, à 9 h 15, en  
l'église Saint-Germain de Saint-

**Yves Goffin**,  
Anne-Lise, Pierre-Louis et Etienne  
Verret,  
M<sup>me</sup> et Emmanuel Mouron,  
Marie-Hélène et Marie-Cécile  
Duchemin,  
ses arrière-petits-enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Yves Goffin**,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
survécue le 12 février 1983 dans sa cent  
troisième année.

La cérémonie religieuse sera  
célébrée le jeudi 17 février 1983, à 9 h 15, en  
l'église Saint-Germain de Saint-

**Yves Goffin**,  
Anne-Lise, Pierre-Louis et Etienne  
Verret,  
M<sup>me</sup> et Emmanuel Mouron,  
Marie-Hélène et Marie-Cécile  
Duchemin,  
ses arrière-petits-enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Yves Goffin**,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
survécue le 12 février 1983 dans sa cent  
troisième année.

La cérémonie religieuse sera  
célébrée le jeudi 17 février 1983, à 9 h 15, en  
l'église Saint-Germain de Saint-

**Yves Goffin**,  
Anne-Lise, Pierre-Louis et Etienne  
Verret,  
M<sup>me</sup> et Emmanuel Mouron,  
Marie-Hélène et Marie-Cécile  
Duchemin,  
ses arrière-petits-enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Yves Goffin**,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
survécue le 12 février 1983 dans sa cent  
troisième année.

La cérémonie religieuse sera  
célébrée le jeudi 17 février 1983, à 9 h 15, en  
l'église Saint-Germain de Saint-

**Yves Goffin**,  
Anne-Lise, Pierre-Louis et Etienne  
Verret,  
M<sup>me</sup> et Emmanuel Mouron,  
Marie-Hélène et Marie-Cécile  
Duchemin,  
ses arrière-petits-enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Yves Goffin**,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
survécue le 12 février 1983 dans sa cent  
troisième année.

La cérémonie religieuse sera  
célébrée le jeudi 17 février 1983, à 9 h 15, en  
l'église Saint-Germain de Saint-

**Yves Goffin**,  
Anne-Lise, Pierre-Louis et Etienne  
Verret,  
M<sup>me</sup> et Emmanuel Mouron,  
Marie-Hélène et Marie-Cécile  
Duchemin,  
ses arrière-petits-enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Yves Goffin**,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
survécue le 12 février 1983 dans sa cent  
troisième année.

La cérémonie religieuse sera  
célébrée le jeudi 17 février 1983, à 9 h 15, en  
l'église Saint-Germain de Saint-

**Yves Goffin**,  
Anne-Lise, Pierre-Louis et Etienne  
Verret,  
M<sup>me</sup> et Emmanuel Mouron,  
Marie-Hélène et Marie-Cécile  
Duchemin,  
ses arrière-petits-enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Yves Goffin**,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
survécue le 12 février 1983 dans sa cent  
troisième année.

La cérémonie religieuse sera  
célébrée le jeudi 17 février 1983, à 9 h 15, en  
l'église Saint-Germain de Saint-

**Yves Goffin**,  
Anne-Lise, Pierre-Louis et Etienne  
Verret,  
M<sup>me</sup> et Emmanuel Mouron,  
Marie-Hélène et Marie-Cécile  
Duchemin,  
ses arrière-petits-enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de  
M. **Yves Goffin**,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
survécue le 12 février 1983 dans sa cent  
troisième année.









emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## THOMSON-CSF

### DIVISION ACTIVITÉS SOUS-MARINES DE CAGNES-SUR-MER

## INGÉNIEURS

### PHYSIENS (ESPCI, EPC ou A & M)

pour étude et développement de technologies de pointe dans le domaine des composants à ondes acoustiques.  
Expérience en dépôt de couche mince sous vide et en microélectronique.

### ACOUSTICIENS (ECP, ESPCI)

pour étude de définition et développement de transducteurs et d'antennes acoustiques marine (sonars actifs et passifs).  
Expérience souhaitée.

### ELECTRONICIENS (ENST, ESE, ESPCI)

M + ESE souhaité  
pour laboratoire d'études: traitement du signal, sonars, informatique scientifique et microprocesseurs.  
3 à 12 ans d'expérience souhaitée.

### DÉVELOPPEMENT (ECP, A & M, ENSM)

équivalent  
pour industrialisation d'antennes et de packaging électronique.  
Quelques déplacements en France et à l'étranger.  
2 ans d'expérience souhaitée.

Pour tous ces postes l'anglais est exigé.  
Envoyer un CV détaillé en précisant le poste souhaité à THOMSON-CSF, Service du Personnel, Chemin des Travaux, BP 53, 06801 CAGNES CEDEX.

THOMSON  
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION



## emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

## NCR

ANTILLES

## adjoint au directeur administratif et financier

H ou F - pour notre siège à Pointe-à-Pitre

responsable avec 12 collaborateurs de la comptabilité (française et anglo-saxonne), du budget, de l'analyse des résultats et de la coordination France/U.S.A./Porto-Rico (région Caraïbes).  
E.S.C. avec une première expérience ou débutant, vous parlez anglais et si possible espagnol, maîtrisez les Antilles et la région.

Vous rencontrerez les meilleurs du meilleur potentiel pour une évolution rapide, formés sur leurs qualités personnelles et la formation complémentaire prévue.

Envoyez lettre, C.V. photo et rémunération sous la référence M 101 à M. Bablon, NCR France, Tour Neptune, 92086 Paris La Défense Cedex 20, qui vous garantira discrétion et rigueur de réponse.

## MANAGEMENT CONSULTANT

The World Bank, a leading international institution in the field of economic development with Headquarters in Washington, D.C., invites applications from qualified men and women for the position of Management Consultant in the Organization Planning Department.

The successful candidate will, under the supervision of the Director, be responsible for:  
1) Planning, directing and organizing complex management study projects aimed at maintaining and improving institutional efficiency and effectiveness.  
2) Proposing, designing and carrying out management study projects at the request of client departments, and analyzing management problems and recommending a program of constructive changes in organization, systems and management approaches as required.  
3) Conducting or supervising in-conducting programs to implement the recommendations by laying out an action program for client department(s), monitoring them, or, in some cases, actually managing it.

Requirements:  
i) Advanced degree in business, public administration or a related field. A specialized training and/or experience in the field of management disciplines: Financial Management, Personnel Management, Organization Development, Operations Management.  
ii) Five or more years of progressively responsible experience in a professional, preferably international, management consulting firm, or equivalent experience as an internal consultant.  
iii) Highly developed oral and written communication skills.

The World Bank offers a competitive salary and benefits package. The position is based at the Bank's headquarters in Washington, D.C. Please send a detailed curriculum vitae, quoting Reference No. 3-3-FRA0101 to:

The World Bank  
Staffing and Planning Division  
1818 H Street, N.W.  
Washington, D.C. 20433, U.S.A.

## Société A.D.E.T.E.

## TECHNICIEN SUPÉRIEUR TÉLÉVISION

titulaire qualifié.  
Spécialiste montage T.V. et fausses bandes pour suivi de chantier en audiovisuel.  
Agilité courante obligatoire.

Tél. rendez-vous, 657-11-33, poste 576.

## MADAGASCAR

### La Cotonnière d'Antsirabe - le poste de directeur d'exploitation agricole

(Plantation de Coton)  
Nous souhaitons confier à un ingénieur diplômé d'une école d'agriculture ou ayant une expérience équivalente.  
Il lui faut un tempérament à la fois d'administrateur et d'agriculteur. Une assistance technique lui permettra de se familiariser aux spécificités de la culture de coton en Madagascar. L'équipe dynamique et expérimentée que nous formons l'appuiera. Les possibilités de transfert de 10 à 15 FF net par mois, les avantages sociaux des expatriés et surtout la possibilité de réaliser un travail passionnant sont des atouts d'un potentiel prometteur.

Env. C.V. et photo à: M. SODERHU, 22, rue des Augustins, 75003 PARIS.

Memorandum d'entente

## Pour CENTRAFRIQUE

### DIRECTION GÉNÉRALE

pour fonctions polyvalentes.  
Il faut avoir une certaine expérience de gestion et au minimum 10 ans.  
Env. C.V. détaillé et photo avec photo, inutile de présenter: Centre SODEXAFRIC, 14, rue Portefoin, 75003 Paris.

## Soderhu

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES recherche pour l'île de la Côte Occidentale d'AFRIQUE

## CADRE COMPTABLE CONFIRMÉ

pour 1200 ou 1800  
Pour occuper poste ADJOINT CHIEF COMPTABLE Statut expérimenté.  
Adr. C.V. et photo à: 81083 CONTERRE FIDUCIAIRE, 14, rue Portefoin, 75003 Paris Cedex 01.

## ENERTEC

recherche pour le département  
SYSTEMES DE TESTS AUTOMATIQUES

## Chef du personnel

Ce département qui emploie 150 personnes en France (à Saint-Etienne et en région parisienne), en Angleterre, Allemagne et Italie, crée un poste de Chef du Personnel dépendant directement du Directeur du département.

Il/elle aura en charge:  
- la mise en place de la gestion administrative en France;  
- l'élaboration et suivi des plans de formation en Europe;  
- le recrutement d'ingénieurs et techniciens en Europe, en France;  
- la mise en place des procédures de recrutement paritaires en France;  
- le développement de la gestion personnelle dans le cadre de l'expansion du département.

Le/la candidat(e) titulaire d'un diplôme supérieur (DES droit, sc. po. ...) a déjà acquis une expérience de la fonction depuis 10 ans dans un environnement multinational. Parfaitement bilingue en anglais, il/elle s'exprime aisément en allemand. Mobile d'une façon générale, il/elle est apte à voyager en Europe.

Ce poste, basé à Saint-Etienne requiert un sens développé de la communication, une bonne compréhension de l'industrie. Il offre une opportunité de développement personnel et professionnel.  
Merci d'envoyer votre curriculum-vitae détaillé à: rémunération souhaitée sous la référence S 261 à M. LEFORESTIER, ATE-Europe, 11 place des Etats-Unis, 92120 Montrouge.

ENERTEC

Schlumberger



## Responsable Recrutement, Formation, Gestion des Carrières.

Marseille

Organisme national de formation professionnelle, nous recherchons pour nos départements de RECRUTEMENT, FORMATION, GESTION DES CARRIÈRES.

Agé de 30 à 40 ans, après une formation supérieure qui vous ait permis la connaissance des techniques de recrutement, vous serez chargé d'appliquer, juger et valider l'efficacité de nos méthodes de recrutement. Vous serez en contact direct avec les candidats et les recruteurs. Vous participerez au plan de formation et à l'effort de prospective dans la gestion des carrières.

Si de créer un tel poste dans un secteur de pointe vous intéresse, envoyez-nous lettre manuscrite, C.V., sous référence M 101 à M. Bablon, NCR France, Tour Neptune, 92086 Paris La Défense Cedex 20, qui vous garantira discrétion et rigueur de réponse.

centor

13 bis, rue Henri Matisse, 13008 Marseille

## Des chercheurs qui trouvent...

Notre société coopérative ne serait pas devenue l'un des premiers producteurs de semences de céréales en Europe (C.A. groupe: 1 milliard +) sans les efforts constants que nous avons investis depuis 20 ans dans la recherche. Nous offrons à:

## 2 Ingénieurs agro-agri

partageant notre volonté d'améliorer sans cesse les variétés destinées au marché, la possibilité de s'intégrer avec leurs expériences à nos équipes de recherche génétique.  
Un ingénieur rejoindra notre équipe Melle et sera plus orienté vers la recherche fondamentale.

Un ingénieur s'intégrera à l'équipe Céréales et sera plus proche de l'exploitation.  
Notre société, située dans le Sud-Ouest, vous offre des moyens de travail importants, le soutien d'une politique favorisant la recherche, la satisfaction de voir vos résultats se réaliser par la mise au marché.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. 348 RT.

SCOTI

33 rue de Mirameil, 75008 Paris, Discretion assurée.

## Responsable gestion personnel

recherche par  
Manufacture de chaussures - Sud Nantes  
(CA 145 MF - 150 personnes)

Ce poste conviendrait à un homme ou femme, titulaire d'un DUT en Gestion ou diplôme au moins équivalent.  
Expérience exigée: responsabilité de plusieurs années dans la fonction «personnel», dans une entreprise d'importance.

La gestion informatique indispensable.  
Rattaché au Directeur Général, il aura à remplir un triple rôle de: gestionnaire, législateur du travail, assistant personnel, gestionnaire administrative.

Situation stable et dynamique, une entreprise en forte expansion, un bon salaire, l'exportation.

Adresser C.V. et photo + prétentions, sous référence 0147 à P. O'DELANT - L'EXPRESS - S.P. 1000 NANTES CEDEX.

CAPFOR

PARIS - MONTPELLIER - LYON - NANTES - BRISTOL - MONTLUÇON

## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE A ROUEN, recherche JEUNE LICENCIÉ EN DROIT

Option affaires, 3 ans d'expérience professionnelle, connaissances notariales ou des sociétés.

Envoyer C.V., références, inscription A.N.P.E. éventuellement et prétentions sous numéro 1000 LE ROUENTE Pub.

5, rue des Italiens, 75001 PARIS

## SOCIÉTÉ D'ART SERVICES recherche pour le contrôle de

COMPTABLE expérimenté

Connaissance de l'anglais et de l'informatique fortement appréciée.

Envoyer C.V. à: DART SERVICES S.A., LA VAVRETTE, TOSSAT.

## STB française, principal fournisseur de biens d'équipement pour travaux publics CA 700 M pour son siège LYON

## CHEF DE SERVICES COMPTABLES

Formation supérieure (Mme. DECSI).  
- Entière responsabilité de la CA, trésorerie et suivi des comptes, contrôle des flux.  
- Participation active à l'amélioration des procédures et à l'application de l'informatique.  
- Déplacements de courte durée dans les différents sites du groupe.  
- Poste convenant à un homme ou femme diplômé d'une école supérieure, rémunération en rapport avec compétences.  
Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous référence 0147 à P. O'DELANT - L'EXPRESS - S.P. 1000 NANTES CEDEX.

## LE LABORATOIRE PONTS et CHAUSSEES SERVICE DE MECANIQUE des ROCHES

renforce son potentiel par la création du poste de

## Jeune Ingénieur géomécanique

Après un complément de formation, ce jeune diplômé d'une Grande Ecole (MINES, PONTS et CHAUSSEES, CENTRALE...) débutant ayant quelques années d'expérience, confier de larges missions d'études et de recherche dans le domaine de la mécanique des roches appliquée au Génie Civil. Intégré à une petite équipe, il prendra totalement en charge les études demandées par les Administrations et les Services, depuis l'analyse du problème jusqu'à l'assistance technique pendant la mise en œuvre de ses solutions. Il prolongera cette action par les recherches permettant de développer les applications de l'informatique scientifique. Aptitudes physiques pour exécuter des travaux en montagne. Salaire de départ: 120 mille francs. Le poste est à pourvoir à LYON. Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrême, LYON, sous référence 095 M.

Cabinet Gatier

## CONDUCTEURS DE TRAVAUX TCE Haut-Normandie

## PROCHE ORIENT INGÉNIEURS CONFIRMÉS





# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



3ème Exportateur Français d'Informatique, extrême diversité : plusieurs divisions dotées chacune d'un centre de recherche et développement, marketing et production et ayant une vocation européenne ou mondiale sur leur gamme de produits. Plus de 100 ingénieurs travaillent dans nos différents laboratoires. Leurs recherches sont orientées vers les terminaux, les télécommunications, les logiciels de base, utilisent les technologies de pointe en micro-électronique.

La croissance des départements Recherche amène à recruter plusieurs

**informaticiens  
ingénieurs électroniciens  
automaticiens**

Pour notre  
**division informatique industrielle**  
(référence MF 014)

Son laboratoire orienté plus particulièrement vers la recherche et le développement de logiciels de surveillance et de contrôle de fabrication. Les postes à pourvoir conviendront à des ingénieurs informaticiens ou automatismes, débutants ou ayant une expérience dans :  
- La mise en œuvre de systèmes d'automates programmables.  
- Les interfaces hommes-machines.  
Une expérience en programmation en Pascal serait appréciée.

Pour notre  
**division réseaux**  
(référence ME 015)

Le Département de Recherches oriente ses activités vers les réseaux et en logiciel vers les réseaux de communication des données. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés (2 à 4 ans) ou des débutants et à tous les niveaux les spécialités suivantes :  
- Electronique analogique : modulation, transport et traitement du signal.  
- Electronique logique : conception et mise en œuvre de microprocesseurs.  
- Informatique : architecture de systèmes, monitorage, gestion des protocoles de communication.

Si vous souhaitez une responsabilité complète tout ou partie d'un projet, l'approche théorique jusqu'à la mise en œuvre du prototype, la mise en fabrication, écrivez, rappelant la référence du poste choisi, à :  
**HEWLETT-PACKARD - Département du Personnel - 5, Raymond Chanas - 38320 EYBENS.**

## RESPONSABLE ORGANISATION 160.000 +

Groupe français de 4000 personnes, notre activité s'exerce dans un secteur en pleine expansion. Nous avons une organisation interne très complexe et cherchons à améliorer en permanence le système d'information administrative. Intégré au sein de notre centrale d'Achats, vous serez responsable de la conception et de la mise en œuvre de nouvelles procédures et vous assurerez les relations avec la Direction Informatique. Vous avez de solides connaissances en informatique, au minimum 10 ans d'expérience professionnelle acquise dans une direction organisation, ou en qualité de correspondant informatique, ou chef de projet. Vous désirez élargir vos responsabilités et vous installer dans une grande ville de province.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions)  
**EUROFONCTIONS - 26, rue du 4 Septembre - 75002 PARIS**  
sous référence 1402, qui garantit réponse et discrétion.

## INSTITUTION DE PREVOYANCE 1000 personnes - 40 établissements recrute pour services centraux de CHARTRES

## CHARGÉ D'ORGANISATION

Position Cadre 120.000/an

de formation supérieure (Ecole de Commerce, Sciences Eco ou CNAM...) et possédant de préférence une expérience d'au moins 3 ans dans le secteur tertiaire, si possible assurances groupe.

Nous souhaiterions rencontrer un candidat ayant une bonne pratique de l'informatique et la gestion (analyse et conduite de projets).

Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Nombreux avantages sociaux.

Envoyer CV, photo, réf. 60989 à  
Contesse Publicité - 20, rue de l'Opéra  
75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## BANQUE RÉGIONALE DE L'EST recherche la RESPONSABLE de sa DIRECTION INSPECTION

Une parfaite connaissance des techniques de circuits est indispensable. Le poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire actuellement au moins en VII.

Ecrire CV, détaillé, photo à  
N° 60 982 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris cedex 01 qui tr.

## Organisme Hospitalier CRÉE LE POSTE DE RESPONSABLE RÉGIONAL ORGANISATION et INFORMATIQUE

Le candidat devra répondre au profil suivant :  
- Ingénieur grande école, 10 ans d'expérience minimum.  
- expérience encadrement : organisation, études, exploitation, (multitâches appréciables).  
- Sera des relations, autorité personnelle, dynamisme.

POSTE à pourvoir dans UNE VILLE  
DU CENTRE DE LA FRANCE

Envoyer C.V., photo et prétentions à CESMA Domaine de Vo  
Boulevard Postal 106 - 91110 LE CHEVREY  
indiquant la référence 61.362.

## Organisation professionnelle Rhône-Alpes recherche JEUNE JURISTE DROIT SOCIAL

Sa mission :  
- étude et suivi de la législation du travail ;  
- conseil et assistance auprès des entreprises.

Cette fonction s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Licence ou Maîtrise de Droit Privé). Avoir au moins 1 ou 2 années d'expérience dans un service du personnel d'une entreprise industrielle. Il sera rattaché au responsable du service des affaires sociales.

Ecrire avec C.V. et prétentions à Régie-Presses sous  
n° T 038.332 M., 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

## SOCIÉTÉ DE GRANDE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE (650 personnes) en forte expansion proximité de METZ recherche son RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

Membre du Directoire, celui-ci assurera véritablement l'ensemble des responsabilités de la direction : conception de la politique de personnel et application, relations sociales, gestion des carrières, formation, animation et suivi de la D.E.P.O.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30-35 ans et disposant d'une solide expérience en fonction dans une entreprise comparable. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 200 000 F + avantages.

Adresser CV, photo et prétentions sous  
référence 1402 à Contesse Publicité,  
20, avenue de l'Opéra - 75004 Paris  
Cedex 01.

Un important Groupe d'engrais et d'amendements, basé en Bretagne, recherche un

## CHARGÉ D'ÉTUDES

avec une expérience de 30 ans et une formation acquise dans l'enseignement supérieur. Une expérience professionnelle vous aura permis de faire la preuve d'un esprit d'analyse d'une précision et d'un sens à l'origine d'un rendement dynamique et à la hauteur de la tâche.

Le poste implique :  
- le suivi du développement des produits ;  
- la mise en place et du suivi de la production ;  
- le développement de nouveaux produits ;  
- le contrôle des coûts et la mise en œuvre de la force de travail ;  
- le suivi quotidien du marché commercial.

Le poste est à pourvoir dans une ville de Bretagne. Le candidat devra être en situation de mobilité. Envoyer CV, photo et prétentions à :  
N° 088 - 156, bd Haussmann - Paris 8° qui transmettra.

Voir la suite  
de nos ANNONCES CLASSÉES  
offres d'emplois et rubriques  
en page 26.



**PREMIER FABRICANT EUROPEEN DE TELEPHONES**  
100 personnes en BRETAGNE SUD, réparties dans plusieurs établissements, C.A. ayant triplé en 3 ans. Nous renforçons notre potentiel ELECTRONIQUE et la Direction de Production centralisée dans notre usine de QUIMPER et dans le poste.

## INGENIEUR GESTION DE PRODUCTION INFORMATISEE

Intégré au service approvisionnement et stocks, il gère les approvisionnements relatifs aux produits et aux évolutions de produits en cours de fabrication, en liaison avec le service achats et le service ventes.

Ce poste peut intéresser un INGENIEUR ELECTRONICIER ayant des PROBLEMES DE PRODUCTION. Il sera possible une formation complémentaire type IAE ou CESMA... et une première expérience industrielle.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée en indiquant la référence JD 183 à TEMAT Direction du Personnel  
10, rue Jean Jaurès - 29000 QUIMPER



Importante Société Nationale (9000 personnes), occupant 1/3 de marché en France, recherche pour ses usines du CENTRE, du NORD, de l'OISE et de la région d'ORLÉANS, de jeunes

## INGENIEURS

- débutants ou première expérience -

Diplômés d'ARTS et MÉTIERS ou équivalent, ils bénéficieront d'une formation à nos activités et à nos équipements (machines rapides, intégrant des automatismes poussés).

Les fonctions qui leur seront rapidement proposées (recherche/développement, process, entretien...), leur permettront de participer à l'encadrement des usines et d'exercer des responsabilités concrètes et évolutives. Des qualités de contact et de commandement sont donc nécessaires.

Candidatures CV sont à adresser sous Réf. M.  
Mme J. MERCIER, CERTTA-SFT, B.P. N° 2 - 4, rue André-Dessaux 45401 FLEURY-les-AUBRAIS Cedex.



SOPRA développe son centre de traitement et recherche un

## Ingénieur Commercial

Une formation supérieure et une parfaite maîtrise des services en informatique. Sa mission : prospecter les entreprises de la région et effectuer l'acte de vente dans sa totalité.

Des produits logiciels et matériels de haut niveau permettront à un habile négociateur de développer un secteur de marché à un environnement très concurrentiel. Rémunération motivante.

Adresser CV, photo, prétentions à Sopra Recrutement, sous  
100 M, 90 rue de Flandre 75019 Paris.



Constructeur d'informatique

## Le Directeur de la région NORMANDE D'UN ORGANISME NATIONAL PRIVE

recherche

## SON ADJOINT

qui son autorité sera responsable pour la délégation régionale :

- l'organisation administrative,
- la mise en place et du suivi de la planification,
- du développement des applications informatiques,
- de l'administration et la gestion du personnel.
- Il doit avoir des connaissances en finances, gestion, administration formation supérieure et une expérience réussie.
- Il doit être rompu aux méthodes de gestion des groupes de l'animation et du management.
- S'il est originaire de la région c'est un atout.

Les bureaux de la délégation régionale sont à : ROUEN.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous  
PARFRANCE Annonces  
4, rue Robert Estienne  
75008 Paris - qui transmettra



emplois régionaux

**emat**

CENTRE EUROPEEN DE TELEPHONE

LEUR GESTION  
INFORMATISEE

**MATRA**  
COMMUNICATIONS

**SEITA**

**MEILLEURS**

**TECY**

Bur Commercial

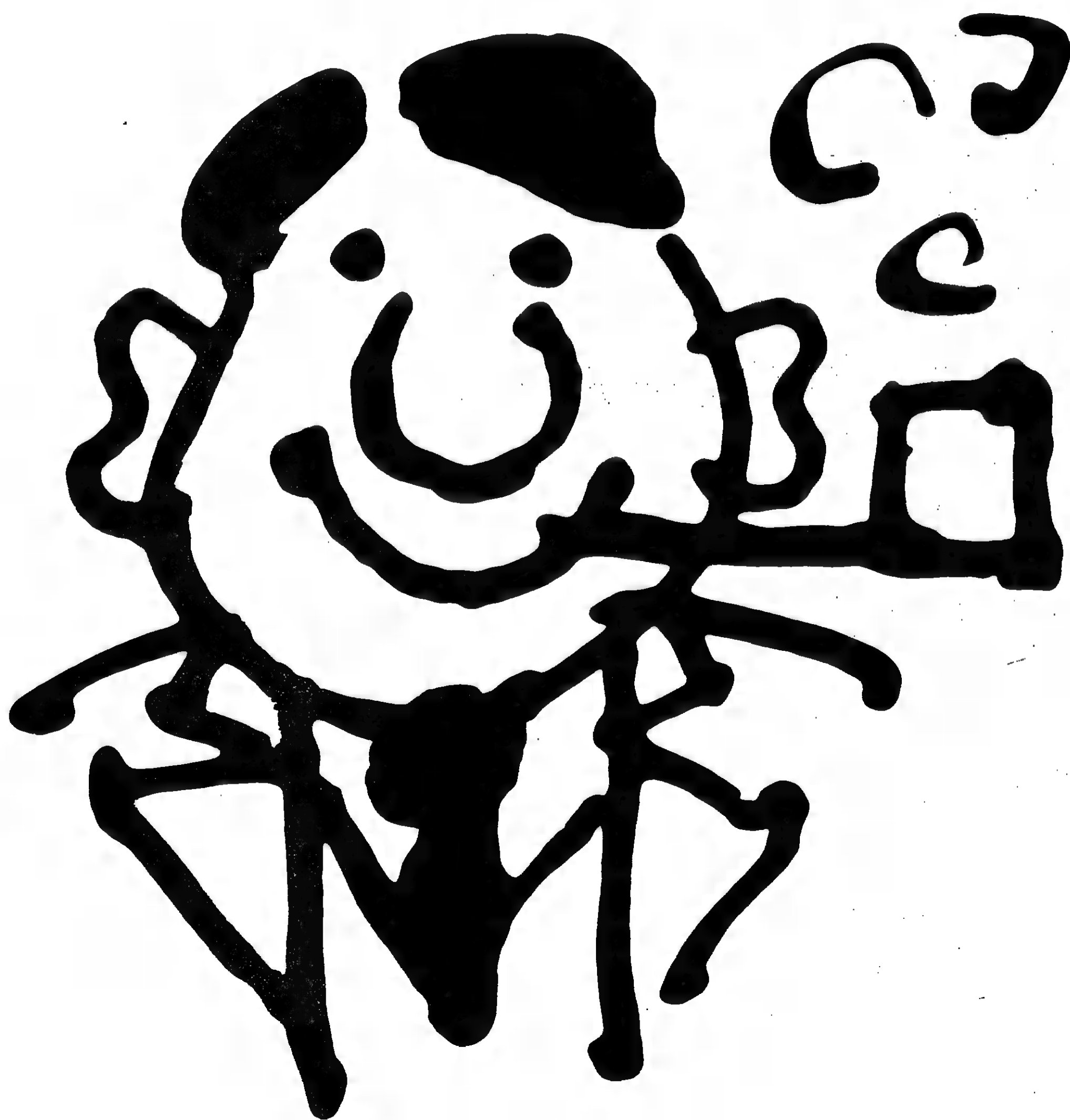
**SOPRA**

ADJOINT

# Ce mois-ci chez IBM:



# Un grand événement, l'autre petit écran:



Orc

To

Ca y a  
Avec  
et dat  
et gre  
HME  
l'ord  
perso  
nom  
Pour  
appe

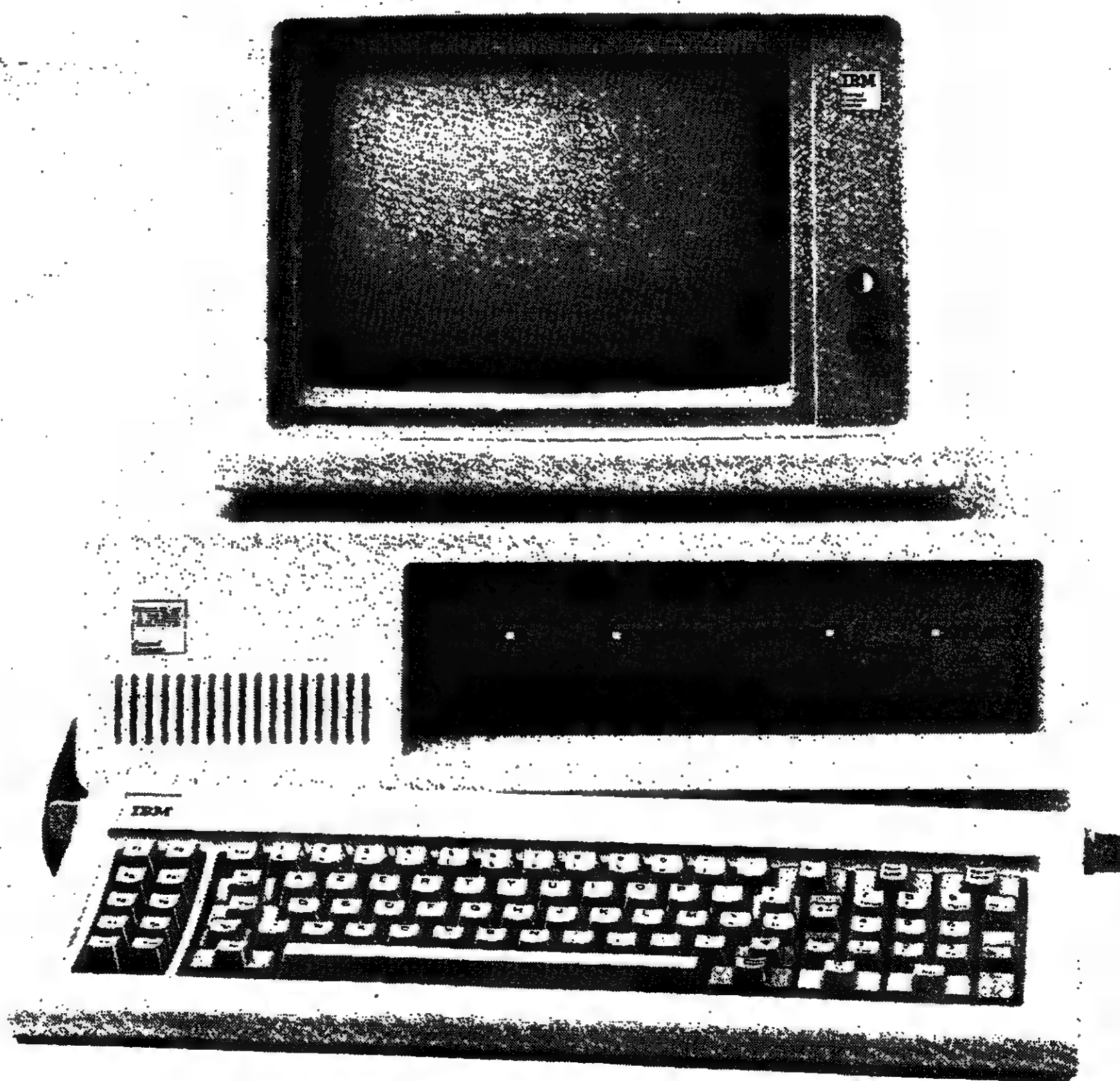


# l'Ordinateur Personnel IBM

**Tél: (1) 722.22.22**

Ça y est! IBM lance un ordinateur personnel.  
Avec lui, un autre petit écran va entrer chez les commerçants, artisans,  
et dans les professions libérales, les entreprises petites, moyennes  
et grandes. Grâce à lui, chacun peut accéder à l'efficacité informatique  
IBM, améliorer sa gestion et faciliter son travail quotidien.  
L'ordinateur personnel IBM, c'est la solution informatique à l'échelle  
personnelle. Un vrai professionnel vous conseillera, dans l'un des  
nombreux points de vente spécialisés, agréés par IBM.  
Pour connaître votre distributeur le plus proche,  
appelez le (1) 722.22.22.

**IBM**  
IBM FRANCE DIFFUSION







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**  
recherche  
pour son usine de la région de BORDEAUX :

### UN RESPONSABLE EMPLOI

Il sera chargé de la gestion du personnel, du recrutement, de l'analyse des postes de travail, de la définition de la formation en liaison avec la hiérarchie.

Il assurera la fonction d'autorité chef du Personnel pour une partie des personnels de l'usine. Agé d'au minimum 30 ans, il possèdera une formation technique complétée par quelques années d'expérience dans la fonction personnelle.

Envoyer C.V., photo et prétentions à 60747  
Contesse Publicité 20, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**CHEF DE SERVICE  
CONTROLE PEAGE**  
+ 130.000F

**Autoroutes du Sud de la France**

La Direction Régionale d'exploitation de l'A.S.F. à Orange gère 14 km d'autoroute et 14 gares de péage. Pour le contrôle d'exploitation et l'assistance auprès des services opérationnels de péage, elle dispose d'une petite équipe dont elle recherche aujourd'hui le responsable.

Ce poste nécessite une expérience d'une dizaine d'années en gestion commerciale ou administrative, une qualité d'analyse et de synthèse, une pratique réelle de l'animation d'hommes.

Des connaissances en informatique sont tant qu'utilisateurs indispensables.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. + photo à 207/83

**LS CONSEIL**  
34 cours Gouffé  
13286 Marseille Cedex 6.

PARIS - LYON - MARSEILLE

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE  
CHALON-SUR-SAONE**

### 2 INGENIEURS METHODES

Le Centre de développement technique de ses produits de production appliqués à une technologie.

Ces ingénieurs seront chargés, en particulier, de superviser le responsable des "METHODES" pour mener à terme des travaux de création et de mise en place dans les ateliers d'outillages et d'équipements sophistiqués.

Les postes conviendront à des ingénieurs diplômés d'une grande école, ayant si possible, une première expérience industrielle. Une spécialisation en automatique ou en robotique sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 50094 LM à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

**SOCIÉTÉ  
DE BIENS D'ÉQUIPEMENT  
DESTINÉS AUX INDUSTRIES  
DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE  
ET DE LA PÉTROCHIMIE**

recherche  
pour un technico-commercial  
en Dordogne

### INGÉNIEURS DIPLOMÉS AM, INSA OU ÉQUIVALENT

Ils seront chargés :

- soit de définir les questions d'applications du matériel.
- soit d'analyser et de gérer le cahier des charges d'affaires complexes (soumises aux normes ASTM) et de rédiger les spécifications particulières.

Anglais exigé.

Ecrire C.V., photo et prétentions  
Service du Recrutement  
**Société AMRI**  
"Les Tours Mercuriales"  
40, rue Jean-Jaurès - 13111 BAGNOLET

Vous pratiquez le THAM depuis au moins 10 ans (Cabinet, Entreprise, Administration) ?

Vous êtes diplômé de l'E.N.I., titulaire d'un diplôme de spécialisation en Droit fiscal, ou autodidacte de bon niveau ?

Vous recherchez une situation vous offrant à la fois les avantages d'une profession dynamique de Conseil aux Entreprises et les garanties de stabilité d'une très grande entreprise ?

Nous vous offrons la possibilité de :

### CONSEIL FISCAL

dans l'un des plus grands Groupes français de Conseils avec des perspectives de carrière très motivantes.

Ecrire sous référence 50094 LM à Contesse Publicité 20, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**IMPORTANTE  
CHAMBRE DE COMMERCE  
RÉGION EST**  
recherche son

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Cadre administratif, minimum 25 ans, de formation supérieure.

Tél. au 03 538-42-83 ou écrire sous réf. P. 305  
**BLIQUE CONSEIL**  
S.P. 887 - 54013 NANCY CEDEX

**LYON**

### Ingénieur électronicien de la conception à la réalisation

La Société est la filiale française (500 personnes) d'un groupe international, premier constructeur européen d'équipements électroniques. C'est un marché en développement et ces équipements comprennent de plus en plus d'asservissements électroniques. Vous serez donc dans un département qui prend une importance croissante. A la tête d'une petite équipe, vous concevrez et ferez réaliser ces asservissements en liaison avec le responsable technique de ce domaine et les ingénieurs commerciaux. Vous aurez toute l'autonomie souhaitable pour remplir cette mission ouverte sur l'extérieur : collaboration avec des sociétés spécialisées en électronique, contacts avec certains clients et avec les autres usines du groupe. Vous avez acquis une expérience des asservissements et des automatismes, par exemple chez un fabricant de machines-outils qui vous a permis toute discrétion (Rég. ITM).

**SCHNEIDER RECRUTEMENT**  
55 montée de Choulans  
69323 Lyon Cedex 05.

**SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE**  
située en Provence  
recherche un

### Responsable administratif et financier

Dépendant du Directeur de la Société ce cadre sera pour mission :

- le montage financier et le suivi des opérations en cours ;
- la gestion et le suivi de la trésorerie ;
- le contrôle budgétaire ;
- le suivi des affaires administratives et juridiques (conventions d'administration, conventions...).

Profil :

- formation supérieure ;
- bonnes connaissances techniques et fiscales ;
- expérience étendue.

Adresser candidature manuscrite CV, photo et prétentions sous réf 9351 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

**ÉTABLISSEMENT  
HOSPITALIER**  
PRIVÉ DE L'OUEST  
Participé au public

recherche

### CADRE FORMATION SUPÉRIEURE

pour le service de

**GESTION  
DU PERSONNEL  
GESTION  
ADMINISTRATIVE  
ET FINANCIÈRE**

Tél. au 03 538-42-83 ou écrire sous réf. P. 310  
**BLIQUE CONSEIL** - S.P. 3057  
54013 - NANCY CEDEX

**L'UNIVERSITÉ DE POITIERS**  
RECRUTE

**UN(E) TECHNICIEN(NE)  
EN INFORMATIQUE**

Sur un poste de 18 heures par semaine, le traitement des données de la bibliothèque de la Faculté de Sciences.

Le (la) titulaire devra avoir une bonne connaissance des problèmes d'informatique, des notions de programmation, de logiciels, et être capable de la responsabilité de l'exploitation et de la maintenance des applications de gestion financière et administrative de l'Université.

Adresser curriculum vitae avec 3 photos à :

**UNIVERSITÉ DE POITIERS**  
15, Rue de Blois  
86034 POITIERS CEDEX  
à l'attention du service de recrutement.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

### REALISER DANS L'INFORMATIQUE UNE VRAIE CARRIERE D'INGENIEUR

**CAP SOGETI LOGICIEL**, membre du groupe CAP GEMINI SOGETI, première société européenne de prestations intellectuelles informatiques, propose de :

### JEUNES INGENIEURS

de valoriser leur carrière grâce à l'informatique. Diplômés de l'enseignement supérieur, leur recrutement s'inscrit dans le cadre de Contrats Emploi-Formation.

(Candidats âgés de moins de 25 ans au 1.5.83).

Leur intégration dans une équipe opérationnelle sera précédée d'une session de formation aux techniques actuelles de l'informatique commençant au début du mois d'Avril 1983. Les affectations qui leur seront proposées leur permettront d'assumer au cours de leur carrière des responsabilités évolutives dans divers domaines techniques.

**CAP SOGETI LOGICIEL**

Merci d'adresser un dossier de candidature à  
Robert NOELL - CAP SOGETI LOGICIEL  
5, rue Louis Lejeune 92128 Montrouge Cedex.

### Formation de Formateurs à Dauphiné

L'Université de Paris-Dauphiné propose une formation professionnelle haut niveau aux maîtres de la formation des adultes (conception, gestion) et de la consultation dans les organisations.

Les stagiaires apprendront leur métier à l'occasion de missions professionnelles réelles alternant avec des apprentissages théoriques, la qualification et des stages de perfectionnement de nature à faciliter une insertion professionnelle.

La formation est : 2 ans à temps plein (mai 1983 - mai 1985).

Sélection : 1) universitaires : formateurs (DUPA).

2) Diplômés de 2<sup>e</sup> cycle ou équivalent + 3 ans d'expérience professionnelle. Formation ou expérience en économie, informatique et droit.

3) Stagiaires de l'Etat (bourse égale à 70 % du salaire antérieur).

Dossiers à adresser sur demande à retourner à : 2, rue de l'Université - PARIS-DAUPHINE - Département d'Education Permanente - Place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny - 75775 PARIS CEDEX 16 - Tél. : 505.14 - 505.24.

**TAT EXPRESS**  
Transports express AIR/Route

### Jeunes diplômés d'études supérieures

Dans le cadre d'une très forte expansion - France et Europe - TAT EXPRESS recherche de jeunes diplômés d'études supérieures ayant une première expérience - de 2 à 3 ans - dans des fonctions polyvalentes : commerciales, gestion, suivi d'affaires... impliquant responsabilité et initiative.

Au terme d'une formation, ils auront la responsabilité d'un centre de transport : gestion de personnel, relations avec la clientèle, développement commercial, organisation de tournées, gestion d'un parc de véhicules...

Prévoir contacts nombreux avec le monde de l'automobile.

Sept postes de « Chef de Centre » ou de « Délégué Commercial » sont à pourvoir sur notre réseau. Lieu de travail PARIS ou PROVINCE.

L'expérience transport, la connaissance de la législation routière sont très appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à T.A.T. EXPRESS, Service Recrutement, Aéroport de TOURS Saint-Symphorien, 37002 TOURS CEDEX.

Grand groupe industriel français,  
leader dans un domaine de haute technologie, recherche un(e)

### Analyste Financier confirmé

De formation ingénieur, il a une expérience approfondie des problèmes financiers en milieu industriel.

Il missionne au sein d'une équipe restreinte, rattachée à la Direction Financière du groupe, chargée :

- de procéder à l'analyse économique et financière des choix stratégiques et opérationnels ;
- d'analyser l'environnement concurrentiel du groupe ;
- de proposer de nouvelles méthodes de gestion.

Le poste est situé à Paris.

La connaissance de l'allemand serait appréciée.

Adresser candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 50107 LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI

Jeunes inf

Ingeni

Ingenie

Ingenieur re

technic

Chef de s

re





# L'AIR LIQUIDE

Un groupe Français présent dans 56 pays,  
vous propose un développement de carrière.

## Jeunes chefs de projet informatique

Le Service Etudes Informatiques (35 personnes, basé à Paris, matériel IBM et HP), souhaite renforcer son équipe par une pleine expansion en intégrant de jeunes Chefs de Projets pour prendre la responsabilité d'applications et la gestion dans un environnement temps réel sur IBM.

Un diplôme d'études supérieures et 2 à 5 ans d'expérience en informatique de gestion constituent le « Ticket » des candidats. S'ils avaient en plus le goût des contacts, la volonté d'améliorer et faire progresser les méthodes existantes et une connaissance des bases des données, nous atteindrions l'idéal...

référence ICI 101

## Ingénieur système

Mettre en application les logiciels de base, contribuer à l'amélioration de l'utilisation des équipements, participer à la mise en place des logiciels permettant l'interconnexion des différents systèmes : voilà les missions qui seront confiées à ce jeune Ingénieur au Centre Informatique de Paris équipé d'ordinateurs IBM et HP.

Les candidats sont de formation supérieure et ont la volonté de maîtriser rapidement les possibilités de notre matériel. Une première expérience sur HP 3000 serait très appréciée.

référence ICI 102

## Ingénieurs logistique

Produire du Gaz ne suffit pas ; il faut aussi assurer la distribution. Aujourd'hui, cela signifie décentralisation et informatique : redéfinir les structures et les moyens de distribution régionaux et optimiser l'organisation journalière du trafic.

Nous recherchons cinq ingénieurs débutants capables d'analyser rapidement des systèmes d'organisation, d'en percevoir les faiblesses et de proposer des solutions originales mais réalistes.

référence ICI 103

## Ingénieur responsable de marché

Prévoir le développement des applications des gaz dans le domaine de la métallurgie, c'est être capable de faire une synthèse des besoins futurs de ce marché (sur le plan international) et orienter les programmes de recherche de façon adéquate.

C'est ce que nous demanderons à un ingénieur d'une trentaine d'années, ayant une bonne expérience des échanges techniques et commerciaux dans les secteurs de l'élaboration et de la transformation des métaux. La maîtrise parfaite de l'anglais est évidemment indispensable.

référence ICI 104

## Ingénieurs technico-commerciaux

La Métallurgie et la Combustion constituent deux champs d'application préférentiels de nos gaz. Analyser ces marchés, orienter la promotion, animer les vendeurs et prendre en charge les clients de longue durée : ces tâches seront les premières confiées à ces jeunes Ingénieurs.

Débutants ou avec une première expérience commerciale, les candidats sont de haut niveau technique et scientifique, capables d'une grande autonomie et animés par la volonté d'entreprendre.

référence ICI 105

## Chef de service imprimerie reprographie

Le Responsable de ce service part en retraite ; nous recherchons son successeur pour prendre la charge d'une imprimerie offset complète ainsi qu'un atelier de reprographie. Il animera une équipe de 17 personnes et sera assisté par 2 agents de maîtrise de haut niveau.

Nous pensons que pour postuler une expérience similaire de 5 ans en entreprise est indispensable. Eu égard à la diversité des contacts humains que suppose cette fonction, nous attacherons une importance particulière aux qualités relationnelles des candidats.

référence CSIR 106

## Ingénieur électricien

Au sein du Département Ingénierie, ses responsabilités couvriront la coordination des études de base, la définition des équipements, la participation au déroulement des affaires, la réception chez les constructeurs des moteurs et gros appareillages, le suivi des mises en service.

Une bonne connaissance des matériels haute et basse tension ainsi qu'une expérience dans les domaines des moteurs électriques de forte puissance nous semblent indispensables pour réussir. L'ouverture internationale du Groupe implique une bonne pratique de l'anglais et des déplacements réguliers de courte durée.

référence ICI 107

## Ingénieur automaticien

Améliorer le fonctionnement de nos appareils en concevant et développant des « packages » : c'est le défi que lance notre Directeur d'Ingénierie à des hommes passionnés par les systèmes de régulation numérique, les automates programmables, les micro-processeurs industriels.

Nous recruterons un ingénieur débutant ayant quelques années d'expérience dans la mise en place d'automatismes sur des procédés complexes. Il aura avant tout le goût de l'autonomie et la capacité de collaborer efficacement avec les Directions Techniques du Groupe.

référence ICI 108

## Chargé d'affaires ingénierie

Il sera responsable, pour une grande zone géographique déterminée, de la vente d'ensembles « clefs en main » et de la négociation des contrats correspondants.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce justifiant d'une expérience de cinq ans dans la vente de biens d'équipement (une préférence dans le domaine du génie chimique). La pratique courante de la langue anglaise est impérative et la maîtrise d'une autre langue souhaitable.

référence ICI 109

## Ingénieur études

A la charnière du technique et de l'économique, il aura pour mission d'améliorer les méthodes d'estimation des coûts de notre Département Ingénierie. Il s'agira essentiellement de formuler des lois de similitude, d'établir et de tester des formules d'estimation.

5 à 10 ans d'expérience en ingénierie pétro-chimique, un grand intérêt pour les problèmes de coût, un esprit de rigueur alliés à une solide formation technique nous paraissent constituer la base du profil idéal.

référence ICI 110

## Ingénieur développement

Sous l'autorité du Chef de Service Développement, il lui sera confié l'établissement des normes de contrôle et d'analyse de gaz purs et de mélanges spéciaux. Dans le même temps, il sera chargé de la mise au point des procédures de fabrication et de conditionnement des gaz.

Ce poste très complet s'adresse à un ingénieur physico-chimiste confirmé, attiré par les techniques modernes de métrologie et désireux de rejoindre une équipe qui s'intéresse à des applications liées à des technologies de pointe.

référence ICI 111

## Traducteur trilingue confirmé

Notre Chef de Service Traductions est débordé : pour lui permettre de maintenir la maîtrise de ses travaux et réduire la sous-traitance, nous souhaitons recruter un adjoint.

Le candidat idéal est de langue maternelle anglaise ou anglo-américaine et peut justifier de plusieurs années dans la traduction technique. En effet, nos activités concernent pour l'essentiel la physico-chimie et les langues employées sont l'anglais et l'allemand.

référence TTC 112

Les documents de candidature avec C.V. et photo sont à adresser en rappelant la référence du poste à L'AIR LIQUIDE Direction des Relations Humaines 75, quai d'Orsay 75321 PARIS CEDEX 07



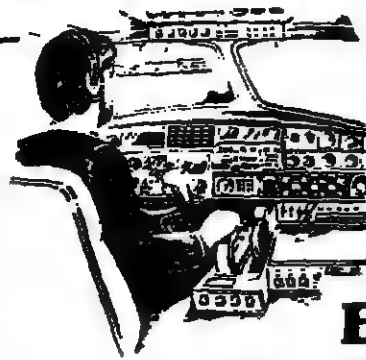


OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



## THOMSON-CSF

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

### AVIONIQUE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

La Division Équipements Avioniques conçoit et fabrique du matériel de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. L'important développement de ses activités implique des coopérations avec des industries étrangères pour les prochaines années.

La conduite de ces affaires nous amène à recruter des

## INGÉNIEURS DE PRODUCTION ÉLECTRONIQUE

ayant au moins 5 ans d'expérience industrielle dans ce domaine, afin de prendre la responsabilité de la production en route des équipements à l'étranger.

La fonction implique de nombreux déplacements de courte durée à l'étranger et l'habitude des contacts à tous les niveaux.

Langue anglaise indispensable. La réussite dans ce poste permettra à un candidat motivé de prendre rapidement une responsabilité d'importance.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo sous pli fermé à M. J. P. BARTH, THOMSON-CSF, 11 rue Guyver, 91120 ISSY-LES-MOULINEAUX.

**THOMSON**  
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

**FACOM**

1 fabricant européen d'outillages à main.  
Fabricant d'équipements électroniques

1800 unités production, une forte exportation : nous sommes présents dans tous les pays du globe et l'essor européen sur notre marché, les biens d'équipement industriel fabriqués en grandes séries. C'est dans ce contexte et avec des perspectives d'évolution que nous recherchons des ingénieurs.

### Ingénieur Chef de Projets

Vous entrerez au service technique où 3 ingénieurs travaillent déjà à améliorer la productivité de l'usine en simplifiant la conception de certains produits, mettant en œuvre de nouvelles machines, optimisant les processus de fabrication... Ce que nous attendons de vous ? Hormis vos indéniables compétences en automatisation et réduction des coûts, acquises en BE ou aux Méthodes d'un groupe industriel fabriquant moyennes séries (forge, mécanique...), nous comptons sur votre dynamisme et votre sens des responsabilités pour améliorer la chaîne des entrées, l'optimisation de l'ordonnement en usine... Un bon diplôme d'ingénieur (AM par exemple), une jeune expérience (2 ans) en entreprise ou en cabinet d'organisation doivent vous permettre d'être immédiatement opérationnel. Si vous êtes motivé, nous vous offrons une rémunération attractive, une perspective d'évolution.

### Ingénieur Logistique

Le service logistique assure la qualité, le magasinage, l'expédition, les réparations SAV, approvisionnement. Dans tout cela, nous vous offrons des missions ponctuelles telles que l'organisation du département, la gestion des stocks, la mise en œuvre de la chaîne des entrées, l'optimisation de l'ordonnement en usine... Un bon diplôme d'ingénieur (AM par exemple), une jeune expérience (2 ans) en entreprise ou en cabinet d'organisation doivent vous permettre d'être immédiatement opérationnel. Si vous êtes motivé, nous vous offrons une rémunération attractive, une perspective d'évolution.



international management selection

## Ingénieur économiste

(Ecole scientifique - IAE, Maîtrise de Sciences Eco...)

Pour devenir notre

### Adjoint du responsable produit

Apporter un service de qualité à un juste prix, trouver le point d'équilibre entre le développement et la rentabilité de nos affaires dans un marché concurrentiel, un défi technique, économique et social.

Pour faire face à ces défis, notre Direction Technique renforce son équipe et recherche un jeune ingénieur à vocation de Généraliste : il assurera l'application et les résultats de nos politiques "produits" et participera à leur élaboration. Les études qu'il conduira seul ou en équipe l'amèneront à collaborer avec l'ensemble des grandes fonctions de l'entreprise.

L'entreprise, à utiliser et développer des techniques de gestion diversifiées : analyses des données, techniques prévisionnelles, informatique... Débutant ou avec une courte expérience, il aura de préférence une option économie ou gestion. Ce poste prépare à une évolution de carrière vers des activités de gestion ou de management.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 2570 à J.P. BARTH, THOMSON-CSF, 11 rue Guyver, 91120 ISSY-LES-MOULINEAUX.



sein de la direction personnel, allez l'assister contacts la hiérarchie et les intérêts pour :

analyse en formation (essentiellement non technique). propositions de programmes de formation. l'évaluation des stages (sous forme d'entretien).

appreniez vous

## D'abord en tandem avec notre responsable de formation,

## ensuite animateur sur le terrain.

effet, dans le futur, animer des communautés relations humaines.

Votre profil : formation type (maîtrise d'information communication et/ou Psycho Indus.). Une première expérience courte, est toutefois nécessaire. Poste en banlieue sud (RER). Ecrire avec C.V. photo et prétentions à l'Agence DESSEIN - 11 rue Provence - PARIS, qui

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue



### Directeur du marketing

réf. 408 AM

LA FILIALE FRANÇAISE (CA 250 millions) D'UN GROUPE EUROPÉEN, produits grand public, marques renommées, recherche son Directeur du Marketing.

Le Directeur Marketing, membre du Comité de Direction, sera chargé de l'élaboration du plan Marketing, de l'ensemble de la promotion, de l'animation d'une équipe de Chefs Produits. Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école de commerce, ayant minimum 5 ans d'expérience dans le marketing de produits de grande consommation, connaissant bien les circuits modernes de distribution et témoignant de qualités de rigueur, d'initiative et d'esprit d'équipe.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 250 000 F +

### Directeur d'usine

réf. 409 CM

UNE ENTREPRISE FRANÇAISE, la première en Europe dans le conditionnement à façon (céréales, liquides ménagers et alcooliques, poudres, etc.) recherche pour l'une de ses unités un Directeur d'Usine.

Cette usine met en œuvre de nombreuses chaînes de conditionnement posant des problèmes de mécanique, d'automatisme et de pneumatique variés. Directement rattaché à la Direction Générale, le postulant devra être ingénieur diplômé AM, Mines, IDN, INSA ou équivalent, disposant : de connaissances techniques lui permettant de participer à l'optimisation des chaînes de production ; à la conception de nouvelles machines ; d'une expérience d'une quinzaine d'années en gestion de production industrielle, animation d'équipe, gestion des budgets, des coûts, etc., et dans un service technique important d'une grande société à la tête d'une unité autonome de moyenne importance.

L'usine est gérée à l'aide d'un IBM 38. Ce poste implique d'importantes responsabilités et donc un candidat ayant une forte personnalité.

Poste situé en Normandie, région rouennaise.

Ordre de grandeur de rémunération selon expérience : 250 000 F +

### Diriger un service méthodes étoffé

réf. 422 CM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOMMÉE DU SECTEUR MÉCANIQUE (2 300 personnes), leader incontesté dans son domaine et rattachée à un grand groupe international, recherche le Chef du Service Méthodes de son usine de la région parisienne, qui assurera l'important programme d'investissement.

Le titulaire du poste sera chargé de l'étude, la préparation, le choix, la réalisation de l'ensemble des moyens nécessaires à la fabrication. Il assurera un service étoffé de 40 personnes. Ce poste conviendrait à un ingénieur AM ou équivalent, ayant environ 5 ans d'expérience en fabrication ou méthodes, connaissant si possible les machines à commande numérique, ouvert aux progrès techniques, bon animateur.

Larges perspectives d'évolution de carrière.

Ordre de grandeur de rémunération : 200 000 F

### Responsable méthodes prix de revient

réf. 423 AM

### Responsable du service méthodes contrôle qualité

réf. 424 AM

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (1 000 personnes), fabrication de haute technicité en moyenne série, destinée aux industries aéronautiques et de défense, recherche dans le cadre d'une expansion :

• UN RESPONSABLE MÉTHODES PRIX DE REVIENT. Rattaché aux méthodes contrôles, ce responsable animera une équipe de cadres et techniciens chargés de calculer le prix de revient d'équipements en cours de production et d'établir des devis au stade d'avant-projets techniques. Ce poste nécessite une solide expérience des méthodes et d'être familiarisé avec les techniques de comptabilité industrielle. Anglais souhaité.

Le poste est négociable de 180 000 F/an.

• UN RESPONSABLE DU SERVICE MÉTHODES CONTRÔLE QUALITÉ. Dans le cadre d'une politique qualité très rigoureuse, le service (une dizaine de personnes) définit, en fonction de spécifications techniques des produits, les procédures, gamme de contrôle et de recats, en recherchant le meilleur compromis coût-qualité. Ce poste convient à un ingénieur diplômé AM, ENSI, ENI ayant exercé des fonctions de contrôle qualité (bonnes connaissances de l'hydraulique appréciées). Connaissance de l'anglais indispensable.

Rémunération : 150 000 F +

Pour ces deux postes : lieu de travail agréable région Normandie.

Ecrire en précisant la référence.

MCA

Construction Automobile

MAUBEUGE CONSTRUCTION AUTO-MOBILE (3 000 personnes), filiale RENAULT

### Cadre fort potentiel chef du service gestion du personnel

réf. 410 CM

### Jeune ingénieur pour carrière de production

réf. 411 CM

Au sein de la Direction du Personnel, le Responsable d'un important service regroupant les fonctions : réglementation, paie, administration, rémunération, qualification, statistiques et études.

Il participera à la définition de la politique sociale de la société et assistera le Directeur du Personnel dans les négociations avec les organisations syndicales.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé des universités, ayant au moins 3 ans d'expérience dans la fonction Personnel, acquise dans entreprise pratiquant des méthodes modernes de gestion. Il aura, en particulier, de bonnes connaissances en législation sociale, gestion prévisionnelle.

Son potentiel devra lui permettre d'assumer, à terme, une responsabilité globale du personnel.

Un jeune ingénieur AM, INSA, ICAM ou équivalente, attiré par la production, débutant ou ayant une première expérience, il aura une très bonne formation "sur le terrain" en ayant des missions ponctuelles variées, lui permettant d'acquies les solides compétences et le préparant à des responsabilités d'encadrement.

La réussite dans ce poste nécessite des qualités d'homme d'action, organisateur et animateur.

Ecrire en précisant la référence.



4, rue Massenet 75016 Paris



OFFRES D'EMPLOIS

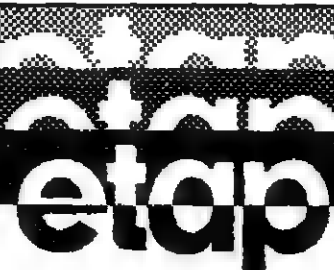
OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue



**Directeur du personnel et des relations sociales**

réf. 62 AM

**UNE IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE DE TRAVAUX PUBLICS**

Homme d'expérience (minimum 10 ans), de formation supérieure ayant, si possible, la connaissance du milieu des TP, il aura une solide pratique de la fonction "personnel" lui permettant de dominer aisément les aspects du poste envisagé. Homme de contact, rigoureux et ouvert, il maintiendra l'excellent climat social de l'entreprise et s'efforcera comme un interlocuteur avisé auprès de la Direction Générale et des Directions opérationnelles. L'entreprise attache une grande importance à ce poste et le candidat sera placé dans les meilleures conditions de réussite par le titulaire actuel, avant son départ en retraite.

Poste : banlieue sud-ouest Paris.  
Ordre de grandeur de rémunération : 350.000 F.

**Un "Professionnel" des relations publiques**

réf. EX 407 CM

**UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE TOUT PREMIER PLAN**

Au sein d'un service étendu et dynamique, collaborateur direct du Chef de service, il sera chargé notamment :  
- de préparer les programmes d'information externe,  
- de préparer les campagnes de publicité institutionnelle d'en suivre les réalisations.  
Ce poste conviendrait à un candidat, mini, ayant une expérience professionnelle des relations publiques et, si possible, une bonne connaissance des techniques publicitaires, impérativement diplômé de l'enseignement supérieur (études supérieures : droit, d'économie ou commerciales), ayant un bon esprit d'analyse, synthèse, le goût de la rédaction, le du travail en équipe.

Poste à Paris.  
Ordre de grandeur de rémunération selon expérience : 200.000 F +

**Cadre transports maritimes**

réf. 017 AM

**UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, CA 15 milliards,**

recherche pour renforcer son équipe transports maritimes, un Cadre de formation supérieure.  
Il aura une solide connaissance des problèmes de transports maritimes : affrétements, conférences, réglementation, problèmes portuaires, armements, jurisprudence lui permettant d'assumer avec initiative des responsabilités importantes : négociation de gestion.  
Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.  
Ordre de grandeur de rémunération selon expérience : 200.000 F +

**Jeune HEC, ESSEC, Sc. PO, ECP, Mines... ingénieur conseil**

réf. MU 421 AM

**UN GROUPE FRANÇAIS DE PREMIER PLAN, incontesté dans un domaine en développement, plus de 40 filiales en France, offre un poste formateur de réelles perspectives d'évolution de carrière à un jeune diplômé débutant première expérience.**

Intégré dans une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, qui constitue le "vivre" du groupe, il assumera dans un premier temps, et après formation aux techniques de la société, des responsabilités d'études et de conseil concernant des domaines diversifiés : finances, économie, schémas de développement, organisation. Il aura de nombreux contacts tant à l'intérieur qu'avec des interlocuteurs extérieurs : industries, élus, administrations. Par la suite, il évoluera vers des responsabilités opérationnelles type Directeur de Filiale.  
Ce poste implique : une bonne culture générale, un esprit souple et rigoureux, des qualités de contact et un bon potentiel d'évolution.  
Poste à Paris.

**ACTIVITÉS DE MÉCANIQUE DE PRÉCISION HYDRAULIQUE ET ASSERVISSEMENT.**

Le groupe français (1.000 CA), filiale du groupe PEUGEOT, réputée dans des fabrications de haute fiabilité pour l'Aéronautique et la Défense, crée plusieurs postes dans son usine principale de Vernon (Eure).

• **INGÉNIEUR MÉTHODES ÉTUDES-OUTILLAGES.** Après une phase de formation en méthodes/préparation, il animera une équipe chargée de définir les outillages (usinage et montage) les moyens spécifiques de fabrication. PROFIL : ingénieur diplômé ENSI, ENI ou équivalent, ayant de préférence une première expérience méthodes B.E. et de bonnes connaissances en informatique industrielle.

• **INGÉNIEURS DE PROGRAMME.** Interface entre la fonction commerciale et la production, les ingénieurs "programme" ont un rôle de coordination : planification des charges, ordonnancement, suivi des réalisations. Ces fonctions techniques de gestion impliquent l'utilisation de l'informatique. PROFIL : ingénieur diplômé, déjà familiarisé avec la vie industrielle et sensibilisé à la gestion. Anglais indispensable.

• **INGÉNIEUR DE PRODUCTION APRÈS-VENTE.** Les fonctions d'après-vente (production rechanges, réparations) sont remplies par une unité autonome. Cet ingénieur secondera le responsable de cette unité et sera chargé plus directement de l'ordonnancement (stocks, planification), des approvisionnements de la préparation du travail (méthodes). Il participera à la mise en place d'une gestion informatisée. PROFIL : ingénieur diplômé ENSI, ENI... débutant ou première expérience, ayant le goût de la technique et attiré par l'informatique et la gestion. Anglais indispensable.

Ces différents postes sont à créer dans le contexte d'une société réalisant d'importantes investissements et mettant en place une organisation de gestion informatisée.

Ecrire en précisant la référence.



4, rue Massenet 75016 Paris



**PARTIPEZ A UN DÉMARRAGE DANS UN MARCHÉ EN PLEINE EXPLOSION**  
et venez rejoindre MICRO PORTABLE le représentant d'OSBORNE COMPUTER CORPORATION

Le premier ordinateur professionnel portable est en train de révolutionner l'industrie des micro-ordinateurs. Lancé en 1981 dans la Silicon Valley, Californie, l'ordinateur personnel professionnel OSBORNE 1 est vendu actuellement au rythme de 10000 par mois, faisant instantanément de la société OSBORNE COMPUTER CORPORATION le succès le plus acclamé de l'industrie américaine. De nouveaux produits, tout aussi révolutionnaires, seront lancés cette année.

Pour développer les activités en France, nous recherchons, basés à Paris, des

**DIPLOMÉS GRANDES ECOLES**

SCIENTIFIQUES ET COMMERCIALES

2 à 5 ans D'EXPÉRIENCE  
FIXE ÉLEVÉ - TRÈS FORTE PARTICIPATION AUX RÉSULTATS



**INGÉNIEUR COMMERCIAL DISTRIBUTION**

Responsable de la vente et du support au réseau des boutiques informatiques.

**INGÉNIEUR COMMERCIAL GRANDS COMPTES**

Responsable de la vente et du support aux grandes sociétés françaises et internationales.

**INGÉNIEUR COMMERCIAL SSCI/OEM**

Responsable de la vente et du support aux sociétés qui contribuent de la valeur ajoutée (logiciel et matériel) au produit OSBORNE ; en particulier développement des logiciels français et de logiciels verticaux.

**RESPONSABLE TECHNIQUE A DOMINANTE "LOGICIEL"**

Support technique, en particulier aux ingénieurs commerciaux sur leurs marchés respectifs - dominante logiciels d'applications secteur personnel professionnel, management, finance, marketing, traitement de texte, systèmes de gestion de bases de données, langages de programmation, réseaux d'ordinateurs.

**RESPONSABLE ADMINISTRATIF**

Chargé des questions de finance, personnel, administration.

Pour réussir dans ces postes, l'anglais courant est indispensable, des compétences commerciales et informatiques nécessaires ; mais dans un marché explosif, il faut surtout des "entrepreneurs", passionnés parce qu'ils font, et qui ont déjà fait preuve d'innovation et d'agressivité. Les possibilités sont illimitées.

Merci d'envoyer aujourd'hui même votre curriculum vitae à :  
MICRO PORTABLE, représentant d'OSBORNE COMPUTER CORPORATION  
91, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.  
Discretion assurée.



**Ingénieurs**

SINTRA-ALCATEL recherche des ingénieurs pour son Département Micro-électronique.

**Recherche**

Âgés de 30 ans minimum, ces ingénieurs, hommes ou femmes (position II), travailleront en laboratoire de recherche. Ils auront des connaissances en physique-chimie :  
- soit en photogravure ou en photographie dans le domaine des semi-conducteurs et de la micro-électronique en mince, dans les techniques de d'interconnexion et d'encapsulation en micro-électronique, et/ou hybrides (réf. RT/2/M).

**Assurance qualité**

Ingénieur ou technicien en électronique. Il sera chargé de la surveillance qualité des études, des procédés et des produits, synthèse qualité (réf. AQ/1/M).

**Commercial**

Cet ingénieur électronique position II sera diplômé d'une grande école. Il possèdera, outre la connaissance de l'anglais, de quelques années d'expérience professionnelle (réf. SC/M).  
Il devra adresser lettre, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à Madame BRIAND - SINTRA-ALCATEL - 26, rue Marmont - 92600 ASNIERES.

La filiale française d'une entreprise multinationale recherche plusieurs spécialistes en PRODUCTION AUDIOVISUELLE

**Contrôleur de gestion HF**  
Paris 160 000 F

Sous l'autorité du directeur financier de la filiale, il sera en charge :  
- du budget et du contrôle budgétaire établi par projet ;  
- du reporting et du tableau de bord ;  
- du suivi permanent des dossiers de production, d'achat et de distribution des films avec étude préalable des risques financiers.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure : école ou gestion, d'au moins 28 ans. Il a mis en place un système de gestion de type anglo-saxon au sein d'une unité de service, de négociation ou de distribution et possède une pratique de la comptabilité. L'anglais, il est familiarisé avec l'utilisation de l'outil informatique.

Monsieur RAYNAUD vous remercie et lui adresse sa candidature qu'il traite confidentiellement la référence 5046/LM.



Departement Conseil en Recrutement  
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS  
Tél. : (1) 227.96.49



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Des ingénieurs électroniciens pour conseiller et vendre

Auprès d'une clientèle industrielle, vous développerez l'implantation des composants programmables sophistiqués : composants pour synthèse de la parole, réseaux logiques programmables, micro-calculateurs et micro-processeurs VLSI, avec logiciels associés.

Véritable lien entre l'usine et les utilisateurs de nos produits, vous aurez un double rôle, conseiller et vendre. Il s'agit certes d'une vente très technique, mais où le sens du contact et de la communication font aussi la différence.

Ces postes basés à PARIS conviennent à des électroniciens débutants ou ayant une première expérience, mais à coup sûr par les micro-processeurs et leurs applications.

dans l'avenir vous pourrez élargir votre expérience, nous saurons vous offrir d'autres fonctions (management, marketing ou commercial) à Paris, à notre siège européen près de Nice ou même à l'étranger.

Monique NERVET vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence SC/0283/2M à : TEXAS INSTRUMENTS FRANCE - B/10, 10 rue de la République - 92140 Suresnes - Tél. 1 47 40 10 10



**TEXAS INSTRUMENTS**  
FRANCE

## TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

pour la Direction TOTAL EXPLORATION PRODUCTION

### un PÉTROGRAPHE DE ROCHES DÉTRITIVES

Un géologue hautement qualifié en charge du suivi des activités de recherche et du développement des voies de recherche dans le domaine de la silification. Il possèdera parfaitement les techniques courantes de routine et de recherche.

Il aura une formation minimum de thèse du 3<sup>e</sup> cycle. Un niveau plus élevé est souhaitable. Une première expérience est évidemment nécessaire.

La pratique de l'anglais et une disponibilité à l'expatriation favoriseront son évolution de carrière.

Si ces conditions vous intéressent, veuillez adresser votre lettre manuscrite + CV + photo au Service Recrutement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION - Tour VENDÔME - 204, rue de la République - 92140 Suresnes - Tél. 1 47 40 10 10

## L'informatique dans une importante banque française

Nous recrutons actuellement pour les services informatiques de notre Direction du Personnel située dans le centre de Paris un

### Chef de projet confirmé

Vous avez une formation supérieure et possédez au moins 8 ans d'expérience de l'informatique appliquée à la gestion et la paie du personnel ou sein d'une grande entreprise ou d'une SSI (Applications BATCH et temps réel sur équipement IBM 3033 sous OS/MVS. Langages : COBOL, PL1, ASSEMBLEUR. Responsable d'un groupe d'études de 10 analystes programmeurs ou sein d'un environnement informatique stimulant et en rapide évolution, vous devrez :

• participer activement à la mise en œuvre d'un système interactif organisé en Base de Données. A ce poste d'envergure, varié et vivant, votre bonne habitude du travail en équipe et des contacts avec les utilisateurs seront les atouts qui vous permettront une réussite qui s'accompagnera de réelles perspectives d'évolution. Merci d'adresser votre dossier de candidature complet + prétentions, sous référence 2568 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

## Valeo

1<sup>er</sup> FABRICANT FRANÇAIS D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE  
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX  
28500 PERSONNES - C.A. 8 MILLIARDS DE FRANCS

recherche pour développer son potentiel humain

### JEUNES INGENIEURS

Diplômés Grandes Ecoles.

#### INGENIEUR ORGANISATION INDUSTRIELLE

##### Equipements Industriels - SOMA (SAINT-ETIENNE 42)

Ingénieur mécanicien, responsable d'ateliers pendant plusieurs années, vous développerez l'expérience des problèmes industriels et votre sens des relations humaines. Dans le cadre d'une usine de 1800 personnes, vous aurez à définir et systématiser, en accord avec le Département des Méthodes de Gestion, les organisations et mettre en place au niveau des ateliers les fabrications et les en cours.

Réf. 48919/1/M

#### JEUNE INGENIEUR METHODES CENTRALES

##### Eclairage CIBIE (BOBIGNY 93)

Ingénieur débutant diplômé d'une grande école mécanique, vous intégrerez un service d'une trentaine de personnes et serez en liaison avec le B.E., les laboratoires et la production, vous développerez l'expérience industrielle de Technologies nouvelles : Transformation des métaux, feuilles, traitement de surface, injection de matières plastiques, ... et animer une équipe de techniciens. Cette fonction implique fréquents déplacements de durée et les établissements situés en France et à l'étranger et une connaissance de l'anglais.

Réf. 48919/2/M

#### JEUNE INGENIEUR PROJETS INFORMATIQUES

Ingénieur débutant diplômé d'une grande école (ESO, ...) vous complèterez votre formation par la connaissance du Fortran. Vous serez chargé de réaliser la mise en informatique des moyens de calcul (optiques) nécessaires à l'élaboration des essais de produits. Vous utiliserez en collaboration avec une petite équipe : H.P. 1000, H.P. 85, calculateurs électroniques, écran graphique, table traçante, table à digitaliser, ... Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable pour ce poste.

Réf. 48919/3/M

A partir de tous ces postes, une politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre, CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à VALEO Service Recrutement I. & C. - 43, rue Bayen - 75017 PARIS - en n'oubliant pas la référence du poste



Filiale du Groupe  
ALCATEL ELECTRONIQUE  
recherche un

### RESPONSABLE SUPPORT LOGICIELS TRAITEMENT DE TEXTES

Un ingénieur électronique ou informatique complètera par une expérience en télétraitement ou réseaux.

Rattaché à la Direction du service après-vente, il aura pour missions :  
- de suivre l'élaboration des logiciels de communications et traitement de textes,  
- d'assurer un support aux différents centres techniques,  
- d'étudier et faire réaliser les demandes de modifications «SOFT»,  
- de participer aux actions de formation des techniciens. Anglais indispensable.

Adresser candidature, C.V., photo et prétentions à SMH ALCATEL 59, rue Beaubourg 75005 Paris

## Cincom Systems

Leader des constructeurs de logiciels, implanté dans 36 pays, comptant 800 personnes, 58 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1982 et 12 000 produits installés dans le monde dont plus de 600 en France,

**RECHERCHE** pour renforcer son équipe de support technique.

### DES SPECIALISTES SYSTEME IBM

(180-240 000 F selon expérience). Ayant une très bonne connaissance des matériels logiciels IBM (DOS/VSE et/ou VS1/MVS) et l'Assembleur IBM, et une connaissance approfondie des procédures d'exploitation sous IBM et de CICS/VS.

### DES SPECIALISTES SYSTEME CII HB

Ayant une bonne connaissance de l'environnement Mini 6 et/ou DPS 7. Un bon contact humain est indispensable. Une bonne connaissance de l'anglais serait appréciée.

Envoyez C.V. manuscrit, photo et prétentions à Cincom Systems 104 rue Réaumur - 75002 Paris - Tél. : 545.67.79

## Informaticiens, mais aussi hommes d'initiative!

Une double qualité que le Département Recrutement d'E.C.L. recherche chez les hommes qu'il recrute :

### Ingénieur mini temps réel

Appelé à participer à un important projet de développement de technologies nouvelles, il sera chargé du développement d'une application temps réel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur possédant 2 ans d'expérience minimum sur des applications temps réel matériel MITRA 225 ou SOLAR ou MOTOROLA.

Pour ces deux postes, la préférence sera donnée à des candidats sérieux et autonomes, possédant un bon esprit de synthèse et un sens du dialogue.



d'adresser votre lettre manuscrite + C.V. à ECL RECRUTEMENT à l'attention de M. DAIN - 55, rue Hermel - 75018 PARIS

### Informaticien

(MIAGE ou équivalent)

A partir du cahier des charges, il participera à la définition d'une base de données et sera responsable de la mise en œuvre de la réalisation.

Ce poste conviendrait à une personne ayant une formation supérieure (MIAGE ou équivalent) ayant une expérience d'au moins 3 ans en analyse et programmation : COBOL ou PL1 dans un contexte IMS/DL1.

4 MEDIA 84



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**Banque privée**  
filiale d'un groupe bancaire international  
recherche

**EMPLOYÉ(E)  
SERVICE ÉTRANGER**

R.P. en cours. les opérations de transferts, paiements, crédits documentaires, mobilisations de créances nées, 3 ans d'exp. minimum. Anglais souh.  
Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° T 11111 M  
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

**SOCIÉTÉ D'ÉTUDES MÉCANIQUES**  
recherche pour bureau  
**BANLIEUE PARIS**

**INGÉNIEUR CHEF DE B.E.**

15 ans expérience souhaitée dans la profession. Préférence sera donnée à candidats A. & M. Poste comportant la responsabilité de conduite technique et de gestion financière des affaires dans différents domaines d'activités : nucléaire, mécanique générale, base d'essai, charpente. Il sera aidé dans sa tâche par différents ingénieurs compétents dans les domaines : résistance des matériaux, automatique, hydraulique, électronique.  
Le candidat sera issu de préférence de P.M.I., avoir le sens du commandement et de l'organisation et affiché un dynamisme convaincant.

Adresser C.V. et prétentions n° 01793 AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

**SOCIÉTÉ D'ASSURANCES VIE**  
**PARIS 17<sup>e</sup>**

RECRUTONS NOTRE

**RESPONSABLE DES  
SERVICES GÉNÉRAUX**

Chargé des problèmes de gestion des locaux et du matériel ainsi que des services généraux de siège (Post, courrier, gestion des stocks d'imprimés). Il devra justifier d'une expérience réelle à un poste d'instrument d'une collectivité ou d'une société moyenne.

LE POSTE, QUI EST À POURVOIR RAPIDEMENT, COMPORTE D'APPRÉCIABLES AVANTAGES SOCIAUX.

Adresser une lettre manuscrite de candidature, sous référence n° 87, accompagnée d'une photographie d'identité et d'un C.V. mentionnant les prétentions à :

**R.B. CARRIÈRES**

20, rue Fourcroy, 75017 PARIS, qui transmettra.

**IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE**  
**RÉGION PARISIENNE**

recherche

**INGÉNIEUR  
GRANDE ÉCOLE**

**CENTRALE - A.M. ou ÉQUIVALENT**  
40 ans minimum  
ayant expérience confirmée acquise dans l'industrie mécanique à la

**DIRECTION DE PRODUCTION**

Cet ingénieur aura un rôle essentiel au sein d'un département dynamique et innovateur des machines.

**PRODUCTION**

apportant une technique aux entreprises

CE POSTE IMPLIQUE :  
- d'être un homme de réflexion et de terrain ;  
- de savoir animer une équipe d'ingénieurs ;  
- la connaissance de l'anglais et du français ;

Adresser C.V. photo et prétentions à n° 59 567,  
Cotasse Publicité, 20, avenue de l'Opéra,  
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

**THOMSON-TITN**

Une des premières sociétés d'ingénierie en informatique affirme sa prépondérance en matière de systèmes civils au sein de la Branche Communications du Groupe THOMSON.

**Des chiffres**

110 personnes dont 450 ingénieurs cadres ; un taux de croissance du chiffre d'affaires annuel égal à 10 % en 5 ans.

**Nouvelle dénomination**

La récente fusion du Département Systèmes de Communications (DSCO), du Département Thomson Systèmes du Bureau de la Téléphonie (TSB) et la filialisation de CETT imposent la nouvelle société **THOMSON-TITN** dans les domaines de l'Informatique Répartie, du Temps Réel et la Communication.

Pour participer à l'élaboration des grands systèmes et des équipements qui les constituent, **THOMSON-TITN** recherche ses collaborateurs de premier ordre, dans ses différents départements.

**Informatique répartie**

dont l'activité concerne les produits logiciels et les systèmes de gestion de base de données mini et micro :

**Ingénieurs logiciel**

grandes écoles ou DEA, DESS option informatique, pour développement de logiciel de langage « C » (réf. R1).

**Analystes programmeurs**

MIAGE ou DUT informatique, pour applications de gestion tonnelle sur Mini et Micro-ordinateurs (réf. R2).

**Ingénieurs support-produit**

pour industrialisation : logiciel et documentation technique (réf. R3).

**Systèmes temps réel**

le rôle de la conception et la réalisation de systèmes temps réel graphiques, d'acquisition de données, de contrôle de processus, de terminaux spécialisés, etc. :

**Ingénieur**

grandes écoles, équivalent, 3 ans d'expérience, maîtrise du calculateur MITRA 225, connaissance des entrées/sorties physiques (handler) pour le développement d'une chaîne d'acquisition temps réel (réf. T1).

**Ingénieurs**

grandes écoles, ou 1 an d'expérience, connaissance Micro appréciée (88 000...) pour le développement d'un système d'acquisition haute disponibilité (réf. T2).

**Analyste programmeur**

2 ans d'expérience en contrôle de processus pour les systèmes de pilotage : convoyeur, installation sur site PARIS et Province (réf. T3).

**Ingénieur électronicien**

Plusieurs années d'expérience pour l'analyse et l'entretien en matière de technologie (réf. T4).

**Logimétrie**

le développement de la gamme des logimètres MPMA, destinés à l'évaluation des performances des utilisateurs et des réseaux :

**Ingénieurs matériel**

débuts ou quelques mois d'expérience. Connaissances logiques microprocesseurs appréciées (réf. LOG1).

**ATP**

connaissances hautes fréquences, rayonnement, EMI, etc. très appréciées (réf. LOG2).

**ATP**

pour diriger une équipe de techniciens en production (réf. LOG3).

**AT3/AT2**

bonnes connaissances logiques, mémoire et microprocesseurs. Diplômes acceptés (réf. LOG4).

Postes à pourvoir proche banlieue Sud.

Envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à **THOMSON-TITN** - Rue Denis-Papin - Z.I. La Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.



**THOMSON-CSF**  
COMMUNICATIONS

**Systèmes  
de communication  
et de réseau**

pour l'élaboration du premier réseau de Bureautique Intégrée français : un site opérationnel, et les développements de commutation d'entreprise :

**Ingénieurs consultants**

6 à 8 ans d'expérience, capable d'assurer la clientèle : Etudes de définition du système (fonctionnalités, communication, analyse de trafic, calcul d'architecture, réseaux...) (réf. C1).

**Ingénieur commercial**

dynamique, une bonne vision technique du domaine des Communications. Homme terrain, bon négociateur, apte à la gestion de haut niveau, capable de réaliser des synthèses des besoins des utilisateurs, les contraintes d'Ingénierie Système (réf. C2).

**Ingénieurs système**

5 ans d'expérience, ayant participé à des projets de Télécommunications, préférence sur microprocesseurs (connaissance langage appréciée), destiné à assumer des responsabilités de développement dans des projets clé en main (réf. C3).

**Ingénieurs**

débuts ou 1-2 ans d'expérience, bonne formation de Télécommunications, pour les développements de pointe dans le domaine des réseaux (réf. C4).

**Analystes programmeurs**

une formation IUT, débuts et 1-2 ans d'expérience, connaissance MITRA appréciée (réf. C5).

**Systèmes  
de commutation**

(DSCO Malakoff)

pour le développement de produits de produits STANCOM, BANKCOM, JANCOR :

**Analystes programmeurs**

de formation IUT, débuts et 1-2 ans d'expérience pour participation à la réalisation, mise en place et installation de Logiciel de commutation de messages (réf. DSCO1).

**Ingénieurs**

débuts et 1-2 ans d'expérience, bonne formation de Télécommunications, pour les développements de pointe de Logiciel de Télécommunications (réf. DSCO2).

**Ingénieurs système**

5 ans d'expérience, ayant participé à des projets de Télécommunications, préférence sur importantes configurations, destiné à assumer le développement de produits (réf. DSCO3).



Prenez la tête avec l'informatique NCR

Troisième constructeur mondial de systèmes informatiques avec un C.A. de 3,5 milliards, nous lançons chaque année plusieurs gammes de produits

**ingénieurs commerciaux informatique**

- Vous avez 2 à 5 ans d'expérience de la vente aux PME de systèmes informatiques (logiciel et matériel mini et au-dessus).
- Vous avez une formation de base qui vous permettra d'acquies rapidement la connaissance de nos produits.

Devenez un de nos ingénieurs commerciaux pour la région parisienne, à qui nous confierons la vente de nos produits après formation technique complémentaire.

Le salaire est composé d'un fixe et d'un intéressement motivant.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo, et rémunération sous la référence M 96 à M. Bablon, NCR France, Service Recrutement, Tour Neptune, 100 Paris La Défense Cedex 20, qui vous garantira discrétion de rigueur et réponse.

**Groupe Financier Privé**

recherche pour PARIS

**GESTIONNAIRE**

portefeuilles spécialisé dans les obligations

Expérience souhaitée.

Le poste est à pourvoir au siège à PARIS.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo n° 8391

PARFRANCE Annonces  
4, rue Robert L. Steiner  
75008 Paris - qui transmettra



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE



Un des premiers Groupes de Service et de Conseil Européens recherche, pour le développement de ses activités en Région Parisienne et dans ses filiales de Province.

## Ingénieurs commerciaux

Agés de 25 à 33 ans, ils ont acquis une expérience d'environ 3 ans de la négociation commerciale dans une Société de Service et de Conseil ou chez un constructeur de matériels informatiques.

Nous considérons également avec intérêt les candidatures de même niveau d'expérience venant des secteurs négoce, industrie ou tertiaire (Banques et Assurances en particulier).

Aux éléments de haut potentiel nous confierons, après intégration, la promotion et la vente sur leurs territoires de lignes de produits et de compétences de haut niveau.

Ils seront capables d'allier dynamisme dans la recherche de marchés, capacités à effectuer le montage de propositions techniques et commerciales et sens de la commercialisation.

Une formation supérieure Commerciale ou École Scientifique constitue un atout supplémentaire.

Les candidats de valeur trouveront, dans le Groupe, des possibilités d'évolution variées tant en France qu'à l'étranger.

Pour un premier contact d'échange d'informations, adresser une lettre avec CV résumé et photo sous référence IG/GC à Christian ESPINOSA SGR - Direction Commerciale - 64, rue du Bananier - 75016 PARIS.

## Participez au Développement de notre Informatisation.

Très importante société d'INGÉNIEURIE (3000 personnes), nous développons activement l'informatisation dans de nombreux domaines (gestion générale et de projets, Production des Bureaux d'Études, Banques de données, Bureautique...) en disposant de systèmes avancés (CIBIB, IBM, DEC, HP...).

Nous renforçons les structures de notre Division INFORMATIQUE et recherchons pour compléter nos équipes:

### CHEF DE PROJET GESTION

De formation supérieure doublée d'un IAE Gestion, si possible, il dispose d'une expérience de 3 ans environ en tant qu'INGÉNIEUR ANALYSTE de Gestion.

Il participera étroitement au développement d'applications dans le domaine de la Gestion Générale, Gestion des Projets, Banques de données spécifiques.

La pratique d'un système de bases de données serait appréciée.

Réf. 50100/1

### CHEF DE PROJET CAO

De formation supérieure, ayant une expérience de 3 ans minimum en qualité d'Ingénieur Analyste, il assurera la mise en place des systèmes CAO dans la société.

Une connaissance approfondie des activités des Bureaux d'Études GÉNIE CIVIL serait appréciée.

Réf. 50100/2

### INGÉNIEUR ANALYSTE

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, DÉBUTANT ou ayant une première expérience en Informatique.

Après une formation approfondie à la programmation, à l'analyse et aux systèmes mis en place, il pourra évoluer en quelques années vers la fonction de Chef de Projet.

Réf. 50100/3

Ces trois postes, très évolutifs, sont à pourvoir à notre siège social (proche banlieue Sud PARIS).

Les dossiers de candidatures (précisant la référence du poste choisi) sont à adresser à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

## DUFOR INDUSTRIE S.A.

FABRICANT DE MATÉRIEL ET CENTRE D'USINAGE pour poursuivre son développement dans le cadre du plan quinquennal recherche

### 1 DIRECTEUR INDUSTRIEL

Pour coordonner les études, les méthodes, l'ordonnancement, la production.

### 1 RESPONSABLE ETUDES

expérience mécanique, électrique, électronique.

### 1 CONTRÔLEUR DE GESTION

si possible IGC ou similaire.

Ecrire C.V., photo et prétentions à DUFOR INDUSTRIE, 143, Bd

Chauvy - 91100 Evry - 11500000

## LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS

Etablissement public à caractère industriel et commercial dans le cadre du plan quinquennal recherche

### 1 INGÉNIEUR MÉCANICIEN EXPÉRIMENTÉ

Pour techniques de produits et équipements industriels aux normes et règlements étrangers en homologations exportation.

Lecture anglais technique. Expérience polyvalente appréciée: ingénierie, B.E., contrôle qualité, brevets, services techniques.

Ecrire C.V., (retournée) et prétentions au Service du Personnel, 1, rue Gaston-Boissier 75015 PARIS, réf. 83/SRED/01.

## ENTREPRISE INDUSTRIELLE (400 pers.)

recherche son

### chef du service du personnel

• formation supérieure (licence en droit, spécialisation droit du travail apprécié),  
• expérience de 5 à 10 ans dans un milieu industriel.

Poste de Directeur Général, sa mission comprendra:

- recrutement,
- gestion administrative et juridique,
- le plan de formation,
- le suivi des instances de l'entreprise
- l'information interne.

Le poste est indispensable.

Lieu de travail: banlieue Est.

Adresser C.V., photo et prét. s/réf. à:

PIERRE LICHOU S.A. - B.P. 220

75011 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

## IMPRIMERIE BANLIEUE OUEST

(C.A. 10 millions), recherche

### DIRECTEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

Pour suivre production et clientèle.

PROFIL: plus de 10 ans d'expérience dans la fonction réelle, facile dans les contacts humains.

• aptitude à la négociation • les partenaires sociaux.

Merci d'adresser manuscrite avec C.V., photo et prétentions à No 61372 Confesse Publicité 20, rue Opéra 75001 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

# Les informaticiens

Le dynamisme et la jeunesse des ingénieurs et techniciens (ils ont en moyenne 30 ans) ont considérablement fait progresser sur le marché pourtant concurrent des SSIC. Nous 1500 aujourd'hui, notre CA évolue régulièrement de 10 à 15 % par an.

Notre Division Applications et Systèmes Informatiques compte 150 personnes, intervient dans des domaines riches et diversifiés:

- réalisation d'applications du micro aux grands systèmes,
- conception et installation de systèmes pour la gestion traditionnelle et applications plus complexes d'automatisation d'acquisition et transmissions de données,
- développement de produits et conseils en logiciels.

Elle recherche:

### Ingénieurs Systèmes

CII HB - DPS 8 - DM4. (Réf. DAS/IS)

### Ingénieurs Concepteurs

CII HB - DPS 8 - DM4 ou IBM CICS INV DL1. (Réf. DAS/IC)

2 types de postes avec effet proposé à des ingénieurs ayant au moins 2 ans d'expérience. Il s'agit pour les premiers de participer à la structuration de nouveaux systèmes et d'assurer une assistance technique efficace sur DM4 auprès des équipes de réalisation.

Les autres postes recouvrent la conception de bases de données, les études, avant-projets, les charges de réalisations dans le domaine du vidéotex ou de la gestion transactionnelle.

### Architectes Réseaux

Ils doivent connaître au moins 2 systèmes d'exploitation IBM, et avoir outre confirmé les mini et micro-ordinateurs. Une expérience de 3/4 ans dans le domaine des réseaux est indispensable pour participer à la conception et réalisation de systèmes (interconnexion de réseaux hétérogènes). (Réf. DAS/AR).

C'est donc véritablement le

### Spécialistes d'avant-garde

que nous sollicitons.

Monsieur PRENEUX, TELESYSTEMES - 36, rue de Picpus - 75012 PARIS, s'engage à répondre à tous les candidats qui voudront bien lui broser une lettre aussi complète que possible de leur formation et expérience.

Merci d'indiquer la référence du poste et vos prétentions de



## Ingénieur chimiste

ESPCI, ENSCP, IGC, Doctorat 3<sup>e</sup> cycle...

Pour notre filiale avancée, nous recherchons un chimiste pour la recherche et le développement en:

- chimie des fluides,
- corrosion des matériaux,
- électrochimie,
- chimie macro-moléculaire,
- mécanique des fluides et thermodynamique appliquée aux systèmes.

Il sera chargé du traitement des effluents par techniques membranaires, tamis moléculaire...

En étroite collaboration avec différents laboratoires universitaires, il sera l'animateur de nos expérimentations.

Des connaissances en physique seront appréciées.

Ce poste, basé à Paris, implique de nombreux déplacements et une durée.

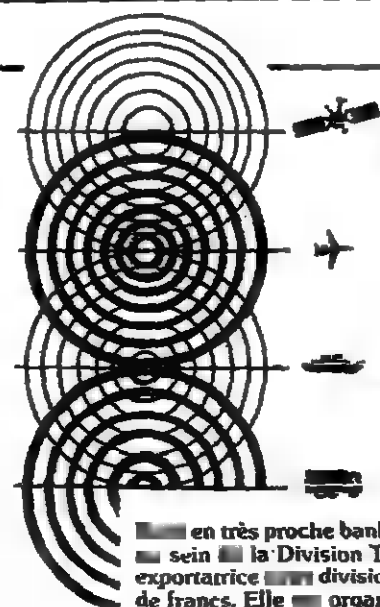
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions précisant l'enveloppe la référence 2367 à

MEDIA BA

11111 Italiens - 75002 Paris

qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)



## THOMSON-CSF DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS

### Organisation et Coordination Comptable

en très proche banlieue Parisienne Nord-Ouest, le poste proposé se situe dans la Division Télécommunications de THOMSON-CSF. Fortement exportatrice, la division réalise un chiffre d'affaires voisin de deux milliards de francs. Elle est organisée en unités de profit et de production.

Rattaché au contrôleur de gestion, le candidat engagé sera responsable de l'animation de la coordination comptable et du plan d'organisation, procédures d'informatisation sous l'angle contrôle et certification; il conseille les chefs comptables de différents centres et il est l'interlocuteur privilégié des services.

Ce poste à haute responsabilité s'adresse à un candidat titulaire d'une formation type Grande École de Commerce + D.E.C.S. possédant plus de cinq ans de pratique comptable lui permettant d'acquérir de solides connaissances comptables analytiques et techniques, et en matière juridique et fiscale. La mission proposée lui permettra d'exprimer ses qualités d'organisateur et d'homme de confiance.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet et rémunération actuelle à: EGOR S.A. - 8, rue de Berri - 75008 PARIS, qui nous confiera cette recherche.



THOMSON BRANCHE COMMUNICATIONS







OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## MATRA

recherche

### Ingénieur Electronicien

Chargé du suivi de la politique Contrôle Qualité auprès de nos partenaires industriels.

Pendant toute la phase développement d'équipements aéronautiques complexes, il a pour mission de :

- suivre l'avancement technique des projets,
- les interfaces techniques entre le Groupe Projet MATRA et les industriels partenaires,
- superviser la mise en place des structures et des moyens de contrôle pour la production en série.

Ce poste implique des connaissances techniques de systèmes électriques et informatiques/microprocesseur lors d'une première expérience industrielle.

L'esprit d'organisation, l'adaptabilité et l'ascendant personnel sont des critères décisifs.

Réf. A

### Ingénieurs Généralistes

Intéressés par une ouverture sur la politique Qualité - Contrôle

- responsables, pour un programme aéronautique donné, de la définition de la politique de contrôle et d'essais,
- mise en place et coordination de l'ensemble des actions de contrôle et d'essais dans les Centres de fabrication, dans les différentes phases d'élaboration des produits, du développement à la fabrication en série,
- gestion globale des résultats permettant d'établir les synthèses et bilans d'actions.

Une expérience de 2 à 5 ans acquise dans les services méthodes, contrôle ou fabrication de produits particulièrement valorisés dans un poste qui permet d'avoir une vision globale des problèmes de qualité.

L'esprit de synthèse, la volonté d'entreprendre et de persuader sont indispensables pour réussir dans une responsabilité fonctionnelle très relationnelle.

Réf. B

Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence sous NO SM 1036 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

## MATRA

La Division Qualité recherche :

### Ingénieur Physicien-Electronicien

Il est chargé de définir et de suivre la réalisation des mesures et essais sur les composants électroniques. A ce titre, il organise le travail et participe à l'encadrement d'une équipe de techniciens.

Ingénieur physicien électronicien de formation ENSI - ISEP - ISEN ..., il possède des compétences en électronique analogiques et numériques : il doit faire rapidement reconnaître par les équipes de l'organisation la qualité de relations.

Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1035 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

## banque

### BANQUE PARIS 8e recherche INSPECTEUR CLASSE V ou VI

Chargé d'assister, au sein d'une équipe, l'inspecteur Général dans les missions de contrôle et d'audit, tous les départements de la Banque.

Le candidat, diplômé d'enseignement supérieur (BUT, I.T.S., C.E.S.S.) devra faire état d'une solide expérience bancaire.

Age 34 ans maximum.

Merci d'adresser votre C.V. sous réf. 167-44, I.C.A. 5 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

ICA International Classified Advertising NEW YORK PARIS

## Ingénieurs d'affaires

### Industries légères - Bâtiments industrialisés

Ingénieurs d'affaires, vous l'êtes. Depuis huit à dix ans, dans ces pays où les règles de travail sont Anglo-saxonnes, vous avez vécu sur le terrain la réalisation de projets industriels de moyenne importance : bâtiments industrialisés, industries légères, ... Vous en connaissez les difficultés et avez appris, peu à peu, à les dominer. Les relations avec les clients comme celles avec les sous-traitants, vous les menez avec aisance. Au milieu de l'effervescence du projet.

Dans les postes que vous propose cette entreprise française d'une solidité exceptionnelle, non seulement vous serez à suivre des projets en réalisation mais vous contribuerez directement à l'élaboration de nouveaux projets répondant à la demande du client. Vous les défendrez techniquement, participerez à la négociation des contrats correspondants, avant d'en assurer l'exécution.

La mission s'exercera à Paris mais nécessitera des déplacements assez fréquents que nécessitent, généralement de courte durée, à l'étranger. Le maîtrise de l'anglais est indispensable pour les relations avec les clients.

Deux postes sont à pourvoir immédiatement s'adressant à des ingénieurs ayant pour spécialité de base l'un la génie civil, l'autre les équipements mécaniques et électromécaniques.

Les candidatures seront traitées très confidentiellement par les consultants du cabinet de recrutement CLEAS qui ne communiquent pas votre dossier à leur client sans votre accord. Envoyez-les sous réf. 1111 LM.

## CLEAS

6, place de la République Dominiquaise - 75017 PARIS

## Valeo

FABRICANT FRANÇAIS D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE  
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX  
28500 PERSONNES - C.A. 11 MILLIARDS DE FRANCS

recherche

pour la Division Economie et Plan, chargé du développement des études et des stratégies techniques et commerciales au Groupe, des diplômés de Grandes Ecoles de Commerce ou d'Ingénieur ayant développé leurs connaissances en Economie et Plan au cours d'une première expérience de 3 à 5 ans dans un milieu industriel ou dans les services Marketing ou Finances d'une entreprise industrielle.

### CHARGE DES ETUDES STRATEGIQUES D'ENVIRONNEMENT ET DES PREVISIONS

Il mènera les études d'environnement sur les industries de l'automobile et les équipements. Il aide les méthodes d'analyses stratégiques (BCG, PIMS, ...) pour intégrer ensuite dans nos prévisions d'évolution les marchés automobiles. Il développera de nombreux projets auprès des différentes directions des Sociétés du Groupe, des Constructeurs Automobiles et des organismes extérieurs spécialisés.

Réf. 48918/1/M

### CHARGE DU PLAN ET DES ETUDES STRATEGIQUES INTERNES

Dans le cadre du développement de la gestion stratégique, il mènera les études techniques nécessaires à l'élaboration du plan du Groupe et assistera les services Gestion et Plan des sociétés du Groupe à l'établissement et au suivi de leurs plans.

Réf. 48918/2/M

Les postes s'adressent à des candidats de fort potentiel, nécessitent une bonne maîtrise de l'anglais. Des connaissances en allemand seraient appréciées pour le premier poste.

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière au sein du groupe.

Adresser lettre, CV, prétentions et photographie indiquant la référence du poste choisi à VALEO Service Recrutement I. C. - 43, rue Bayen - 75017 PARIS - en n'oubliant pas la référence du poste

## SOCIÉTÉ INTERNATIONALE LEADER SUR SON MARCHÉ

RECHERCHE POUR SA

### DIVISION ÉLECTROMÉCANIQUE UN INGÉNIEUR DE VENTES TECHNICO-COMMERCIAL

DE FONCTION BTS-DUT MINIMUM

Sous la responsabilité du directeur de ventes, il est chargé :

- de développer les marchés existants ;
- de rechercher les nouveaux clients ;
- de promouvoir les nouveaux produits.

Cette fonction nécessite :

- une expérience confirmée dans les composants électromécaniques ou électroniques ;
- le sens aigu de la vente ;
- celui de l'organisation ;
- un excellent contact.

La connaissance de l'anglais est appréciée.

Le poste est basé en proche banlieue parisienne.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 60870 à Contesse Publicité-20, av. de l'Opéra-75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Benson = L'infographie

CONSTRUCTEUR FRANÇAIS, NOTRE RÉUSSITE EST MONDIALEMENT CONNUE (CENTRES DE RECHERCHE ET DE PRODUCTION EN FRANCE, CALIFORNIE, FILIALES EUROPÉENNES).

### notre force : nos études avancées

Notre DIRECTION TECHNIQUE comporte une équipe de technologies avancées qui cherche, crée, développe pour les équipes de développement des projets les solutions de demain. Des chercheurs opérationnels, ouverts sur l'extérieur et internes :

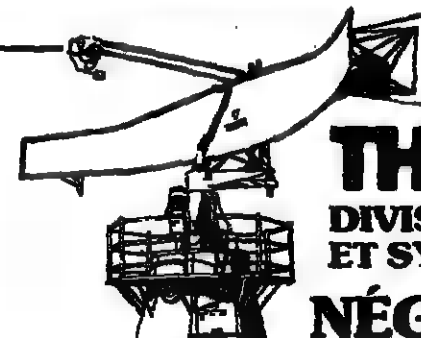
### ingénieurs ECP, ESE, ENSAM, IEG

- spécialiste normes-environnement-marketing composants,
- spécialiste motorisation, puissance fractionnaire,
- spécialiste cinématique, mécanique rapide,
- chef de projet développement nouveaux produits.

Des opportunités de carrière dans une unité à dimension humaine, proche banlieue parisienne, comportant un environnement international pour lequel l'anglais est indispensable.

benson

Écrivez au Service du Personnel  
Z.I. des Polices  
1, rue Jean-Lemoine  
94015 CRETEIL



## THOMSON-CSF

DIVISIONS RADARS DE SURFACE ET SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES BAGNEUX

### NÉGOCIER A HAUT NIVEAU DES SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

MOYEN-ORIENT - AMÉRIQUE LATINE - ASIE

Une de nos plus importantes divisions cherche des candidats. Secteurs chargés de la vente, à l'étranger, des systèmes électroniques militaires très sophistiqués.

Les candidats souhaités ont une formation technique et/ou une expérience industrielle. Ils ont acquis une grande maîtrise de la négociation à haut niveau et sont âgés de 30 ans minimum. Pour former leurs équipes, ils auront à leur disposition des prospecteurs-vendeurs également de bon niveau.

Les postes sont basés à Paris mais plus de 40 % du temps est consacré aux déplacements à l'étranger. Seuls, des candidats à fort potentiel, capables de travailler et de suivre un très important développement prévisible de notre secteur, seront retenus. L'Anglais est indispensable, l'Espagnol et/ou le Portugais sont souhaités.

Les lettres de candidature accompagnées des CV sont à adresser à M. FONFREDE - THOMSON-CSF Service Relations du Travail, 1, rue Mathurins - 92223 BAGNEUX.

THOMSON  
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTIONS

OFFRES D'EMPLOIS

chef de projet informatique

INGÉNIEUR D'ETUDE

GESTION B...

JEUNES INGÉNIEURS des respon...

...

...

...

...

...



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### chef de projets informatiques

**LA SOCIÉTÉ DES EAUX MINÉRALES D'EVIAN** - 900 ME de CA, 1400 personnes, 2 usines - est le 1<sup>er</sup> exportateur mondial d'eau minérale plate. Elle recherche un chef de projets pour son service informatique (un CII-IBS DPS 7/65 et une douzaine de minis décentralisés).

Intervenant dans le développement de nouveaux systèmes d'information, il assurera l'implémentation du système d'information de gestion. En responsabilité complète sur les projets qui lui seront confiés, il collaborera étroitement avec les services utilisateurs depuis la définition des objectifs et la conception jusqu'à la mise en place concrète des applications.

Cette fonction très autonome sera confiée à un diplômé d'études supérieures ayant acquis 11 ans d'expérience de la conduite de projets. Il y affirmera sa compétence professionnelle, ce qui lui permettra de saisir les possibilités de promotion qui lui seront rapidement offertes. La localisation géographique du poste, situé à Evian, est un avantage supplémentaire sur le plan des conditions de vie.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F7M en précisant rémunération souhaitée, à : BSN - 75381 Paris Cedex 08.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

### recrutement des cadres

**LE GROUPE BSN** - 21,5 Md de F de CA, 27000 personnes en France dont 2500 - réunit 11 sociétés présentant une grande variété d'activités (emballages, boissons, produits laitiers, aliments pour bébés, pâtes, plats préparés, condiments et sauces, confiserie, pâtisserie).

Le Service Recrutement des Cadres assure la recherche et la sélection des cadres débutants et confirmés, de toutes fonctions, nécessaires au développement de ces sociétés. En 1982, cette équipe de 4 chargés du recrutement a mené à bien 200 recherches, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Groupe.

Chacun de ses membres assure de façon autonome les recrutements qui lui seront confiés, depuis le choix des moyens appropriés, jusqu'à la recommandation finale d'embauche. Il exerce sa fonction d'assistance et conseil en associant étroitement les services demandeurs à tout le processus de recherche et de sélection des candidats. Des échanges fréquents au sein de l'équipe permettent d'enrichir la compréhension des problèmes posés et d'améliorer l'efficacité des interventions.

Vous souhaitez accueillir une équipe jeune diplômée(e) d'études supérieures bénéficiant de quelques années d'expérience du recrutement des cadres en entreprise ou en cabinet. Il ou elle trouvera dans cette fonction une opportunité d'enrichissement personnel et de développement professionnel. De nombreux contacts lui permettront de mieux appréhender les compétences et les qualités humaines, déterminantes de son évolution au sein du Groupe dans quelques années.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. J3M en précisant : actuelle à BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes, 75381 Paris Cedex 08.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

### études et recherches documentaires

**Les BRASSERIES KRONENBOURG** - 2,6 Md de F de CA, 2700 personnes, 2 usines - est le N°1 français de la bière avec une production de 7,5 millions d'hectolitres.

Cette Société recherche pour sa Direction Développement Technologique un Ingénieur Etudes et Recherches Documentaires. Il a pour mission de conduire l'ensemble des actions nécessaires aux études et à la gestion de la documentation.

En particulier il assure les recherches et la synthèse bibliographiques pour le développement de la société ; il est responsable de projets de développement de l'information ; il recherche et gère les informations concernant : innovations, brevets, la profession.

Nous recherchons pour ce poste un candidat ayant une formation scientifique assez large du 3<sup>e</sup> cycle ou diplôme d'ingénieur, une préférence en chimie-biologie. Son expérience peut avoir été acquise à l'université ou dans l'industrie avec une pratique concrète de la documentation.

La maîtrise de l'anglais et/ou l'allemand est nécessaire.

Le poste est à pourvoir à Strasbourg.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. E30 M en précisant : actuelle à BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes, 75381 Paris Cedex 08.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone



Société Européenne de Propulsion

### INGENIEURS D'ETUDE

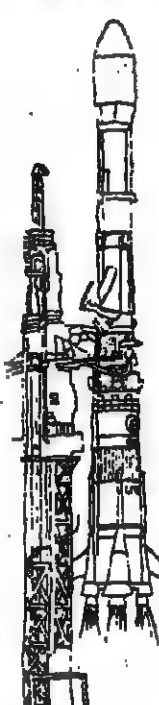
X, SUP'AERO, CENTRALE, ...

Le Centre du MELUN-VILLAROCHE est spécialisé dans l'étude et les essais de propulsion des fusées.

Au sein d'une équipe autonome, vous serez chargé d'études théoriques de base et de mise au point du matériel dans le domaine de la propulsion des propulseurs liquides.

Débutant ou ayant quelques années d'expérience en Sciences Aéronautiques et Spatiales, vous pourrez satisfaire votre goût du travail en équipe et votre sens des responsabilités.

Vous souhaitez bénéficier d'une technologie hautement évoluée, dans un secteur d'avenir, veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à Jean DEGEAIVE - SEP, Aérodrome de Melun-Villaroche 77550 MOISSY-CRAMAYEL.



### INTERVIEW

## Nos ingénieurs technico-commerciaux sont issus des grandes écoles d'ingénieurs et de commerce

Un entretien avec Michel GALLOIS - Responsable de la fonction technico-commerciale - Division des Systèmes d'Information (D.S.I.) d'IBM France.

Vous menez une importante campagne de recrutement de jeunes diplômés qui deviendront ingénieurs technico-commerciaux. Quel sera leur rôle exact chez IBM ?

L'ingénieur technico-commercial, l'I.T.C. comme nous l'appelons, assiste nos clients dans la mise en œuvre d'importants projets informatiques. C'est un véritable conseil qui analyse le besoin du client, l'étudie puis soumet une solution adaptée. Plus qu'un produit, c'est son utilisation qu'il propose.

Son rôle se limite-t-il à cette phase initiale ?

Certainement pas. Le rôle de l'I.T.C. est bien plus étendu : au moment de la vente, il travaille en équipe avec l'ingénieur commercial, chacun apportant au client ses compétences pour la satisfaction du client. Mais sa mission est aussi au moment de la gestion des installations et du suivi.

Quels sont vos clients ?

Nous commercialisons tous les systèmes IBM auprès des entreprises et Administrations. En fait, notre clientèle recouvre tous les secteurs d'activité, ce qui est très intéressant : formateur pour nos I.T.C.

Faut-il être informaticien pour remplir cette mission ?

En aucune façon. Les jeunes diplômés que nous recherchons peuvent être issus aussi bien d'une Ecole d'ingénieurs, que d'une Ecole de Commerce. Plus que leur formation initiale, ce sont leurs qualités qui importent.

Quelles qualités vous paraissent indispensables pour réussir ?

Un esprit clair, synthétique, bien organisé. Du sens pédagogique pour expliquer, convaincre et aussi l'imagination pour concevoir un projet adapté. N'oublions pas que nous faisons du "sur-mesure".

Même s'il possède toutes les qualités, un débutant peut-il être immédiatement opérationnel ?

La formation IBM est là pour ça. Les jeunes I.T.C. ont un programme alterné où ils suivent les cours de notre Centre d'Education et travaillent sur le terrain, dans le cadre de leur agence. C'est ainsi que des formations de très différentes, scientifiques ou commerciales, peuvent convenir. Il est évident que pendant cette période de formation, nos I.T.C. sont rémunérés normalement.

Cette activité s'exerce-t-elle plutôt en région parisienne ?

Nous avons besoin d'I.T.C. à Paris, mais aussi dans nos directions régionales et provinciales. C'est un recrutement à l'échelon national.

Les femmes ont-elles leur chance dans ce type d'emploi ?

Tout à fait, et elles réussissent très bien.

En quoi, d'après vous, ce travail peut-il intéresser un jeune diplômé ?

C'est d'abord un travail varié fait de multiples tâches, dans des domaines divers. C'est aussi un emploi qui procure beaucoup d'autonomie au sein d'une petite équipe. Et puis, sur le plan techni-

que, il offre un environnement technologique qui évolue chaque jour. Enfin, il y a des relations et une ambiance de travail qui surprennent toujours les débutants. IBM n'est pas une grosse machine inhumaine. C'est tout le contraire : nous I.T.C. travaillons dans de petites unités d'environ 10 ingénieurs.

Les jeunes diplômés qui entrent chez vous pensent certainement à leur carrière. Que leur proposez-vous pour l'avenir ?

La carrière de nos collaborateurs est un souci constant d'IBM. La fonction d'I.T.C., très enrichissante comme je vous l'ai dit, peut conduire à des responsabilités commerciales, techniques, administratives, à Paris, en province et même à l'étranger. L'évolution d'une carrière chez IBM peut passer par plusieurs métiers complémentaires.

En contrepartie, vous avez la réputation d'être très exigeant, qu'en est-il ?

Outre les critères de formation et les qualités personnelles exprimées auparavant, nous demandons à nos I.T.C. des connaissances en anglais, une certaine mobilité géographique. Bien sûr, nous sommes exigeants envers nos clients, le sont aussi à notre égard. Mais n'est-ce pas normal ?

(Propos recueillis par Organisation et Publicité)

FRANCE  
Service Recrutement (Ref. M 02)  
2, rue de Marengo - 75001 PARIS



### GESTION BUDGÉTAIRE

Vous êtes diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP) ou équivalente. Vous parlez l'anglais. Vous avez acquis en 5 à 6 ans, au cours d'une ou deux premières expériences professionnelles, les compétences techniques du contrôle budgétaire et du contrôle de gestion. Vous serez, sous l'autorité directe du directeur général, responsable de la fonction gestion budgétaire : montage, suivi, analyse des écarts, tableaux de bord comparatifs. Vous devrez surtout, à partir de la mise en place de plans, définir les objectifs et les traduire en budgets, assurer la cohérence entre les budgets et services et le budget global de la société. Vous ne réussirez dans cette mission que si vous êtes un homme de dialogue et de communication, qui sait vendre ses idées et faire participer ses interlocuteurs. Vous pourrez par la suite de cette fonction déterminante dans le style de management de la société vous créer les opportunités d'un développement de carrière.

Si vous avez le profil d'une personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux sous réf. 5671 M. Il étudiera vos possibilités d'une future collaboration.



### JEUNES INGENIEURS : des responsabilités !

Si vous êtes diplômé AM, IDN, ENSH ou équivalent, si vous aimez la recherche, les études, mais désirez élargir vos horizons en communication dans l'entreprise, si vous voulez vivre dans une ville de l'Ouest à taille humaine (50.000 hab.), nous vous offrons l'un ou l'autre de ces postes :

La responsabilité de projets à niveau de la définition technique et du développement de produits industriels (biens d'équipement, hydrauliques) en collaboration avec les services marketing et fabrication : budgets d'études, études de fabrication, essais, planning de réalisation. (Réf. 800227)

La responsabilité des recherches, études et expérimentations relatives à la conception et au développement de nouveaux produits dans le domaine de l'électromécanique, l'électronique et l'hydraulique, ce qui implique des relations suivies avec le service études, le laboratoire et une ouverture constante sur l'extérieur. Expérience de calcul sur mini informatique souhaitée. (Réf. 800228)

Nous vous offrons une rémunération conforme à vos compétences et à l'évolution de vos résultats. Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence choisie à ORION - 35, rue du Commerce - 91000 Paris, qui adressera à son tour votre dossier à l'adresse retenue pour la description du poste.



**LE GROUPE SOFRESID** est l'un des premiers de l'ingénierie internationale plus de 3000 INGENIEURS/TECHNICIENS - 80% du C.A. à l'exportation, dans 70 pays dans les domaines suivants : MINES - PETROLE - METALLURGIE - PETROCHIMIE - ENGRAIS - CHIMIE - OFFSHORE - PIPELINES - CENTRALES.

Dans le cadre de développement de son service ENERGIE-FLUIDES, SOFRESID recherche :

### ingénieur diplômé (A.E.M., E.C.I., I.D.N., E.N.S.I.)

DEBUTANT, intéressé par les problèmes de résistance des matériaux et les calculs informatiques pour études d'analyse de contraintes (STRESS - ANALYSIS) et calculs scientifiques. Réf. 1815/A

Pour ceux qui pourront nécessiter des déplacements de longue durée en France ou à l'étranger, la connaissance de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. correspondante à B. MAZILLON, Directeur du Personnel SOFRESID - 59, rue de la République - 91000 MONTREUIL CEDEX.

### ingénieur diplômé

DEBUTANT, une formation particulière en informatique pour développement de programmes de conception assistée à l'ordinateur. Réf. 1815/B



### OFFRES D'EMPLOIS

### banque

BANQUE PAPIER  
INSPECTEUR  
CLASSE V

### d'affaires

### instruments industriels

Le Groupe de la Société des Instruments Industriels (S.I.I.) recherche pour son service de développement et de commercialisation des instruments de mesure et de contrôle, un ingénieur technico-commercial, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine des instruments de mesure et de contrôle.

Le candidat devra être capable de travailler en équipe et de gérer des projets. Il devra également avoir une bonne connaissance des instruments de mesure et de contrôle.

Le poste est à pourvoir à Paris. Les candidats intéressés doivent adresser leur candidature, sous forme de lettre manuscrite, à : S.I.I. - 10, rue de Valenciennes - 75001 Paris.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

Le S.I.I. est une société à capital français, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et de contrôle.

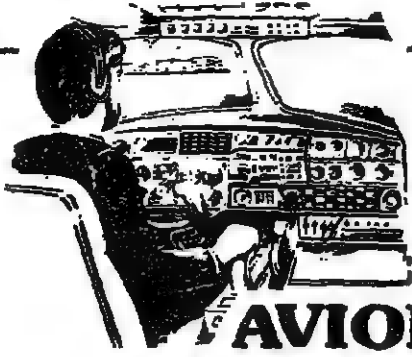


OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



## THOMSON-CSF

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

### AVIONIQUE: ESSAIS ET RESPONSABILITÉS D'AFFAIRES

La Division Équipements Avioniques conçoit et fabrique des matériels de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. L'important développement de ses activités, prévu pour les prochaines années, conduit à recruter des

### ingénieurs essais

Diplômés d'une école d'ingénieurs, ils ont acquis une première expérience en logiciel pour le développement de matériels avioniques. Ces fonctions impliquent à court terme des responsabilités d'importance, ainsi que de nombreux déplacements avec nos clients en France et à l'étranger. Les possibilités d'évolution sont très intéressantes.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier, accompagné d'une photo à Madame CHARRIER, THOMSON-CSF - 52, rue Guynemer - 92121 ISSY-LES-MOULINEAUX, sous référence IEC.

THOMSON

BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

## CGEE ALSTHOM

ÉQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ÉLECTRIQUES

recherche pour le  
Département Exploitation - Conduite de Réseaux  
au Siège Social OUEST DE FRANCE

### INGENIEUR D'AFFAIRES

59218 A  
(Formation électronique ou informatique - 3 à 5 ans d'expérience - Anglais indispensable).

Il recevra de larges responsabilités (techniques, financières, humaines) pour :

- étudier les appels d'offres
- rédiger les propositions techniques
- réaliser les études d'ensemble.

dans la conduite des réseaux électriques en France et à l'étranger.

### AGENT TECHNIQUE COMMERCIAL

Référence 59218 B  
(BTS électronique ou équivalent, débutant accepté, anglais).

Sous l'autorité d'un Ingénieur d'Affaires, il assure la mise en œuvre d'une offre commerciale pour la conduite des réseaux électriques.

Envoyer : curriculum vitae, C.V. et photographies en précisant la référence à CGEE ALSTHOM, 10, rue de l'Opéra - 75001 Paris - 01, qui transmettra.



Se former rapidement à l'emploi - le poste :

### chef des ventes

Rattaché au Directeur du Département, il aura pour responsabilité de développer et d'animer les ventes des produits SURTEC auprès des clients distributeurs. De formation supérieure technique ou commerciale, le candidat retenu possèdera une expérience solide et sera capable de commercialiser des produits de technologie avancée. Une bonne connaissance des techniques de vente sera un atout supplémentaire.

Le poste qui offre d'une grande autonomie offre à un candidat une valeur, sachant combiner la qualité des produits SURTEC aux atouts technologiques et commerciaux de TELIC, des perspectives d'évolution de carrière importantes et rapides.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à B. CAMMAS - Directeur du Personnel - TELIC-ALCATEL 4, rue de Chevilly - B.P. 31 - 91151 FRESNES Cedex.

Département TELIC-ALCATEL, filiale commerciale par l'intermédiaire des réseaux nationaux TELIC et CIT-ALCATEL des systèmes d'alarme industriels et bancaires et de télé-surveillance utilisant le réseau commuté. Bénéficiant des développements technologiques et commerciaux de TELIC, SURTEC apporte un atout important à sa clientèle bureautique.

### programmeur-système en informatique distribuée

Groupe international, basé sur son réseau (100 km Nord de Paris) recherche un Programmeur Système en Informatique Distribuée. Vous êtes un technicien C.I.C.S. confirmé, vous avez approché les problèmes techniques de programmation du système d'exploitation D.O.S.-V.S.E.

Vous souhaitez élargir vos compétences dans les domaines techniques de l'informatique distribuée (I.B.M. 4330, D.E.C.).

Nous vous confierons, dans un premier temps, le support technique de nos deux applications distribuées temps réel.

Vous aurez, dans un deuxième temps, la responsabilité technique de nos futurs projets dans le domaine d'applications distribuées et de réseaux d'ordinateurs.

Vous avez 11 ans d'expérience professionnelle minimum comme Programmeur Système (ou niveau équivalent) sur les configurations de machines supérieures à celles mentionnées ci-dessus.

Des qualités de travail et une bonne connaissance de la langue anglaise sont nécessaires pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous la référence F 12 au Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement. COGEPLAN - Tour de Lyon - 183, rue de Bercy 75012 PARIS.

COGEPLAN

CSUR



### RESPONSABLE DES METHODES

Electro-ménager L'Atelier Adam (99)

Notre usine de fabrication des appareils électroménagers fabrique des hottes et groupes filtrants encastrables à hautes performances.

Nous sommes leader sur ce marché.

Le Directeur de notre unité de production recherche un bon spécialiste des méthodes de formation BTS électro-mécanique, ayant de préférence l'expérience des fabrications d'appareils électro-ménagers.

Avec l'aide d'un chrono-analysateur, il réalise la préparation, le chronométrage, l'organisation des postes de travail ainsi que la formation du personnel.

A la rémunération motivante, s'ajoute la possibilité d'un logement de fonction.

Statut cadre.

Merci d'adresser C.V. et prétentions en précisant la rémunération actuelle sous réf. 318 M à Denis JOUSSET

plein emploi

10 rue du Mail - 75002 PARIS  
Conseils en ressources humaines.

## adret électronique.

Société d'Électronique Professionnelle de haut Niveau Technique et novatrice. À taille humaine - Leader sur son marché en FRANCE et fortement Exportatrice - Étudie et Développe sous contrats d'Études de longue durée - Des Matériels pour des Marchés en forte Expansion.

recherche

### DES INGENIEURS ETUDES ET RECHERCHES HF

dans les domaines suivants :

- TRAITEMENT DU SIGNAL
- TECHNIQUES MICRO-PROCESSUS (Hard, Soft, Visualisation)
- ULTRA-HAUTES FREQUENCES
- ELECTRONIQUE ANALOGIQUE HF - VHF.

Cherchons des ingénieurs expérimentés.

### UNE ASSISTANTE D'INGENIEUR

Elle assurera la tenue de la documentation technique Anglaise Technique Indispensable.

### UN INGENIEUR METHODES-INDUSTRIALISATION

Il prendra la RESPONSABILITE du Service (Fabrication Petites et Moyennes Séries).

### UN INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Il aura une formation ELECTRONIQUE et une bonne compétence Technique. Il parlera ANGLAIS et si possible une AUTRE LANGUE. Il assurera l'ANIMATION du réseau de distribution, principalement en EUROPE + quelques voyages hors d'EUROPE.

### UN INGENIEUR COMMERCIAL FRANCE

Connaissant bien le MARCHÉ des COMPOSANTS. Il animera et développera une FILIALE distribuant des composants. Pouvez à pourvoir à TRAPPES (ligne Montparnasse/Versailles/Rambouillet - ligne C.R.E.R. : 20 minutes).

Merci d'adresser votre C.V. + photo + prétentions à : la Direction du Personnel - B.P. 33 - 78192 TRAPPES CEDEX.

## ENERTEC

Département nucléaire  
recherche pour son agence de VELIZY (78)

### Ingénieur technico-commercial

Mission : promouvoir les produits (détecteurs et électroniques associés), rechercher de nouveaux clients, suivre la clientèle existante.

Les relations commerciales concernent principalement :

- les administrations (CEA, CNRS, universités),
- les industries (EDF, laboratoires de recherche),
- etc.

La personne recherchée est de formation ingénieur ou docteur de 3<sup>e</sup> cycle dans le domaine de la physique ou chimie nucléaire. Une première expérience de la vente est souhaitée mais pas indispensable.

Envoyez votre curriculum-vitae, détaillant votre expérience et vos aspirations, et mentionnant votre rémunération actuelle à Jacques COUREAUD, Direction du Personnel, ENERTEC, 1, rue Neupert, 91150 Velizy-Villacoublay.

ENERTEC

Schlumberger

### Contrôleurs de gestion Paris Ouest

CORNING FRANCE, leader sur le marché des verres optiques, regroupe un effectif de 3 000 personnes et poursuit sa croissance avec un C.A. en plus d'un milliard de francs.

Plus de 200 postes de contrôle de gestion sont à pourvoir.

Vous êtes diplômé d'une grande école (HEC, ESC, ESCP, ESC...) et possédez, en plus, le D.E.C.S.

Vous avez complété votre formation initiale par une expérience de 4 ans minimum en contrôle de gestion dans une entreprise industrielle ou en audit au sein d'un cabinet.

Vous maîtrisez la langue anglaise.

Nous vous proposons une rémunération attractive et la responsabilité du directeur de filiale.

Les 2 postes sont à pourvoir en banlieue Ouest de Paris.

Envoyez votre curriculum vitae et vos prétentions à : Direction Développement - 44, rue de Valenciennes - 77210 AVON.

CORNING FRANCE

GRACE vous a proposé dans le Monde du 9 Février des postes de :

- RESPONSABLE DE LABORATOIRE
- INGENIEUR COMMERCIAL
- INGENIEUR DE LABORATOIRE
- ACHETEUR MATIERES PREMIERES
- ACHETEUR EQUIPEMENTS TECHNIQUES

Si ces propositions vous intéressent, adressez votre candidature détaillée à :

GRACE Service Recrutement Société GRACE - B.P. 10 28230 EPERNON

OFFRES D'EMPLOI

Directeur technique

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur

Ingénieur



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS      OFFRES D'EMPLOIS      OFFRES D'EMPLOIS      OFFRES D'EMPLOIS

**directeur technique**

200 000 F

Nous sommes un groupe de 300 personnes CA 80 MF dans le domaine de la COMMUNICATION: EDITION, IMPRIMERIE, INFORMATIQUE. Nous recherchons le RESPONSABLE TECHNIQUE de notre Département Parisien.

Ses responsabilités sont les suivantes:

- Gérer un budget de 25 M de francs.
- Diriger 80 personnes réparties en deux centres de production.
- Utiliser des matériels informatiques (photocomposition) et mécaniques (impression offset).
- Suivre l'évolution des techniques liées à l'impression (photocomposition, informatique...) et proposer de nouveaux moyens tant en matériel qu'en logiciel.

Vous avez 30 ans, un diplôme d'INGÉNIEUR et une première expérience de la fabrication et de l'informatique. Écrivez-nous.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2596 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**CANSON**

PAPETERIES CANSON & MONTGOLFIER  
(CA 250 MF, 25% à l'exportation)  
GROUPE ARJOMARI

recherche

**chef des ventes  
grande exportation**

AMÉRIQUE LATINE - ASIE - SUD-EST

Il aura pour mission la recommandation et la mise en œuvre de la politique commerciale et animera le réseau d'Agents et de Distributeurs existant ou à créer.

Sa mission le conduira à travailler en étroite collaboration avec les services Marketing de la Société tant au niveau de la mise au point des produits que des actions promotionnelles et publicitaires.

Ce poste de conception et d'action requiert une formation type HEC, ESSEC, ESC... et une solide expérience d'au moins 5 ans des ventes à l'exportation de produits de marque, acquise sur le terrain. Il exige une excellente pratique de l'ANGLAIS et si possible de l'ESPAGNOL.

Ce poste est basé soit de préférence à ANNONAY, soit à PARIS.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2593 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**directeur  
services  
comptables & administratifs**

au GABON

Le GROUPE TEXUNION recherche pour le compte de la SOTEGA à LIBREVILLE (CA: 80 MF; effectif 150 personnes) un Responsable de ses Services Comptables et Administratifs.

Dépendant du Directeur de la Société, il sera chargé de la comptabilité générale et analytique et du suivi des problèmes financiers et administratifs. Il coordonnera le travail d'un personnel local.

Ce poste conviendrait à un candidat possédant le niveau du DECS, âgé de 35 ans minimum et possédant une expérience de Chef Comptable de 10 ans au moins. Expérience AFRICAINE souhaitée mais non indispensable.

Milieu attractif. Avantages sociaux complets. Statut Emprunt. Logement de fonction.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2597 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**SEREG**

Filiale Industrielle du Groupe Schlumberger recherche pour son établissement de MASSY (91) CONTRÔLE DE PROCESSUS

**Jeune ingénieur**  
A.M., INSA, ENSI... Electro-mécanicien

Agissant en relation étroite avec les Etudes, la Production et les sous-traitants, et assisté d'une équipe de techniciens, il aura pour mission première l'étude de postes comportant l'analyse des procédés en vue d'automatiser la Production à l'aide d'outils informatiques.

Progressivement, il sera amené à la généralisation des connaissances des postes de compensation et d'équilibrage sur nos lignes de production de capteurs et à consacrer l'organisation de la production, la définition des outillages et l'entretien.

Ce poste constitue pour un jeune diplômé ou presque, un excellent tremplin d'évolution au sein d'un groupe industriel de premier plan.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous la référence SEREG, à Thierry RAJCA, SEREG, 100 rue de Paris, 91302 Massy.

**SEREG**  
Schlumberger

**THOMSON-CSF**

La Division THOMSON-CSF, Division Semiconducteurs Discrets, recherche, pour la Division Informatique de son siège à COURBEVOIE,

**INGÉNIEUR INFORMATICIEN  
RESPONSABLE DE PROJETS**

Le candidat intervient dans la gestion commerciale: analyse, réalisation, exploitation.

Ce poste s'adresse à des ingénieurs diplômés des Ecoles Nationales d'Informatique ou de l'Université (Maîtrise, DEA) qui aient de 3 à 5 ans d'expérience.

Connaissance des langages SEMS appréciée - Langage COBOL.

Des possibilités d'évolution existent au sein du Groupe pour un candidat à fort potentiel.

Adressez lettre de candidature, CV, photo et photo récente à M. BARRAT, Responsable du Personnel, THOMSON-CSF, Division Semiconducteurs Discrets, BP 5, COURBEVOIE Cedex.

**THOMSON**  
BRANCHE COMPOSANTS

120.000 F/AN +  
Conseillers financiers

VOUS

- Vivrez dans 3 à 5 ans une exp. réussie dans la vente;
- Vous intéresserez une femme de 25 ans minimum et de formation supérieure.

NOUS

- Soumettez le premier groupe privé dans notre domaine.

Nous offrons:

- Une clientèle existante et des moyens de prospection importants;
- Une formation, un soutien techn. et moral permanent;
- Une rémunération garantie et commission.

Adr. lettre C.V. photo sous référence 355 à Trendence, 30, avenue de Friedland, 75008 Paris qui transmettra.

Important Centre de Recherche Appliquée  
Région Parisienne  
recherche

**INGÉNIEUR SYSTÈME**

Formation Supérieure  
pour son prochain VAX 780

Fonction:

- Mise en place et suivi du système d'exploitation.
- Optimisation de l'utilisation du système.
- Travail avec les utilisateurs.

Expérience:

- Sur système VAX ou équivalent requis.
- Réseaux et bases de données appréciées.
- Anglais indispensable.

**ANALYSTE PROGRAMMEUR  
DE GESTION**

Formation DUT + quelques années d'expérience.

Fonction:

- Développement et maintenance d'applications de gestion sur HB 64.

Pratique indispensable du Cobol du GAP et d'une méthode de programmation.

Connaissances appréciées en:

- Comptabilité.
- Système d'exploitation d'ordinateur de moyenne puissance, (G.C.O.S.).
- Télécommunications (TDS).

Anglais indispensable.

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 61135 à Contesse, 20, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Cedex 01, qui transmettra.

**novatome**

Société d'ingénierie nucléaire et de technique de pointe, filiale d'une importante société industrielle, recherche:

**Techniciens  
supérieurs**  
débutants ou première expérience  
DUT - BTS

Nous leur proposons de s'associer à nos équipes d'ingénieurs dans les domaines suivants:

- Mécatronique, électromécatronique, chimie, mécanique, matériaux, physique, informatique.

De réelles possibilités d'évolution professionnelle sont offertes au sein de nos bureaux d'études, services techniques et chantiers.

Les postes sont à pourvoir au Plateau Robinson (92) et à Bruyères-le-Châtel (91).

Le terme des postes en province peuvent être proposés.

Adressez CV et photo à Novatome, Services Emplois Formation, 20 avenue Edouard Hériot, 92300 Le Plateau Robinson.

**INTERTECHNIQUE**

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche

Pour sa Direction Qualité:

**UN JEUNE INGÉNIEUR  
ÉLECTROTECHNICIEN  
ou ÉLECTRONICIEN**  
(REF. DQA-3)

Ayant si possible deux ou trois ans d'expérience.

Dépendant directement du Directeur de la Qualité, il doit avoir une bonne connaissance de la langue anglaise.

Une expérience des machines tournantes serait appréciée.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année. Restaurant d'entreprise.

Adressez C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la DIRECTION DU PERSONNEL.

**INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR**

La filiale d'un des premiers groupes industriels français  
branche pièces détachées

POUR DIRECTION INGÉNIERIE

**UN INGÉNIEUR  
ELECTRO-AUTOMATICIEN**  
diplômé grandes écoles ou université de technologie (réf. A)

Expérience en automatisation électronique et en puissance vue une action de développement des technologies automatisées.

POUR SES SERVICES TECHNIQUES

**UN JEUNE INGÉNIEUR**  
diplômé A.M. ou équivalent (réf. B)

Il aura la responsabilité du B.E. produits, chargé de la conception et de la détermination des prix de revient.

Quelques années d'expérience appréciées.

Envoyer CV photo et prétentions en précisant la référence sous le numéro 94307 à M. B. BOUTIER, 17, rue du Docteur Lemaître, 94307 VINCENNES-CEDEX qui transmettra.

IMPORTANT  
GROUPE INDUSTRIEL  
SIÈGE PARIS

POUR L'EXTRÊME-ORIENT

**CADRE COMMERCIAL  
EXPORT**

- De formation, Ecole sup. de Co. ou Ingénieur;
- Parfaitement bilingue anglais-français;
- Ayant 30/35 ans environ;
- IL DEVRA:
- Être très dynamique (30 à 50 % de temps à l'étranger);
- Avoir le sens et le goût de la vente;
- Être dynamique et combatif.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo (nat.) et prêt. sous réf. n° 1436 à:

Centre de Psychologie Industrielle  
17, rue de Valenciennes, 75017 Paris

**Groupe Financier Privé**

s'adressant à une importante clientèle d'entreprises et de particuliers recherche

**CADRE FINANCIER  
COMMERCIAL**

ayant une première expérience ou débutant.

Il devra posséder une formation économique et financière supérieure.

Son rôle: prendre en charge une importante clientèle régionale, assurer le développement des produits financiers du groupe, animer l'équipe de vente, participer à l'élaboration des plans marketing régionaux.

Lieu de travail: REGION PARIS.

Rémunération fixe motivante. Voiture service.

Avantages sociaux.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous N° 1436 à PARFRANCE, 4, rue Robert L. Stienne, 75001 Paris - qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

# **THOMSON-CSF** DÉPARTEMENT ÉTUDES DÉVELOPPEMENT ET IMAGERIE NOUVELLE

recherche ISSY-LES-MOULINEAUX (77)

## **INGÉNIEURS LOGICIELS**

Grandes Écoles (ENSIMAG - ESE etc.) avec 3 à 4 ans d'expérience en conduite de projets informatiques :  
- de ces ingénieurs devront connaître les matériels MOTOROLA 68000  
- DEC.  
- un 4<sup>e</sup> ingénieur sera chargé de la conception et de la réalisation d'une base d'images dans un local d'ordinateurs.

Pour : premier (CV, photo et prêtent), François LEMAIRE - THOMSON-CSF - EDIN - 48, rue LES-MOULINEAUX - Tél. : 92130



## **Repenser notre Politique Logistique ...**



Leader européen dans le domaine de la Sécurité, SICLI (CA 580 MF, 2000 personnes) s'est donné pour objectif prioritaire l'optimisation de sa logistique. Dans ce cadre, cette Société recherche un collaborateur de haut niveau ayant acquis un Cabinet d'Organisation ou une Entreprise une solide expérience dans ce domaine.

Rattaché au Directeur Technique Général, il aura pour mission de repenser de façon globale la politique logistique et d'en assurer la mise en œuvre : systèmes prévisions de vente, définition du niveau de service, localisation, gestion des stocks, distribution, transports ...

Agé d'au moins 30 ans et ingénieur de formation (ENSA, INSA, CEST ou équivalent), l'homme recherché, à par ailleurs des compétences :  
- niveau méthodes  
- Pour un candidat de valeur, nous offrons de réelles perspectives d'évolution et peut déboucher sur des responsabilités opérationnelles.

Yves KERNEVEZ : votre candidature sous réf. LM 0263.



Mette, Kernevez & ASS. s.c.m.  
27, du Général Foy 75008 PARIS

## **Homme de Publicité. Promotion, Communication.**

Et pourquoi pas une femme ? 35 ans, vous êtes un vieux routier de la publicité, toutefois, que cette expérience vous apporte-t-elle ? Facultés créatrices, bien sûr, mais aussi : rigueur, sens de la négociation, des compétences de gestionnaire... en un mot, la maturité du manager que nous recherchons.

Responsable de la publicité dans un grand groupe industriel, plus d'1 milliard de francs, c'est d'abord, c'est surtout, main ferme un plan annuel de publicité/promotion à l'intérieur d'un budget défini d'accord avec la Direction Générale. Pour cela, vous négociez avec les agences que vous devez connaître, vous portez que vous pouvez, mieux que quiconque, apprécier les prestations. Vous participez à l'organisation d'expositions et à toutes les actions promotionnelles de la société.

Rattaché au Directeur Commercial vous serez efficacement secondé par un assistant déjà bien rodé à travailler en liaison avec les services marketing, centre PARIS.

Merci d'adresser dossier de candidature référence 4341 M à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS. Il sera examiné avec la plus stricte discrétion.

## **INTERGRAPH**

LEADER MONDIAL DE LA C.A.O. 32 BITS  
LA PLUS FORTE CROISSANCE

recherche pour faire face à son expansion

• Pour le département SUPPORT LOGICIEL :  
**1 INGÉNIEUR INFORMATICIEN**  
connaissant les systèmes Digital Equipment

• Pour le département MARKETING TECHNIQUE :  
**2 INGÉNIEURS D'APPLICATIONS**  
en MECANIQUE et en INGENIERIE

Ces ingénieurs assurent :  
- la démonstration des produits INTERGRAPH  
- l'implantation de ces produits chez les clients

Pour ces 3 postes, une expérience professionnelle d'au moins 3 ans est exigée. Anglais indispensable.

Le lieu de travail est situé en région parisienne, avec des déplacements en province de courte durée.

Veuillez adresser C.V., photo et prétentions, à l'attention du CHEF DU PERSONNEL à INTERGRAPH-FRANCE  
Tours Les Mercuriales, 40, rue Jean-Jaurès  
92170 BAGNOLET



## **INGÉNIEURS INFORMATIENS**

1) DE PROJET

2) d'expérience.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

débutez ou première expérience.

Expériences. Désireux de s'intégrer dans une équipe

et ambitieuse pour la réalisation d'applications

de pointe sur mini et micro-ordinateurs.

Boire à 8, rue La Fayette, 75009 PARIS.

## **Groupe d'achat coopératif situé à Paris**

## **CONTROLEUR DE GESTION**

Le candidat âgé d'au moins 25 ans, possède une formation ECOLE DE COMMERCE et est titulaire de D.E.C.S.

Il aura acquis une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, complétée par un stage dans un Cabinet d'Expertise Comptable de réputation nationale.

Directement rattaché à la Direction Générale,

Il aura pour mission :

- poursuivre et d'améliorer le contrôle budgétaire ;

- d'assurer le suivi de la trésorerie ;

- et de collaborer à l'établissement des prix de revient.

Il assurera une mission d'auditeur externe et de conseil auprès des adhérents situés en province.

Ce poste évalue requiert :

- des qualités de méthode ;

- un esprit d'analyse des chiffres ;

- une grande aptitude à la communication.

Adresser lettre + C.V. + photo à :  
disponibilité + rémunération actuelle - photo à :  
SPIRALE N° 880, 36, rue Balbu, 75009 Paris,  
qui transmettra. Discrétion assurée.

## **Un Groupe Agricole important créé en 1955**

## **Responsable de centre de profits**

Après une période de formation aux produits, le candidat devra prendre la responsabilité d'une unité de commercialisation située en Bretagne.

Il aura une politique de produits et de prix et animera une équipe de quatre commerciaux. Il participera à la Gestion Administrative et Comptable de l'Unité.

La rémunération proposée (fixe + variable) compte de l'expérience et de la responsabilité. Un poste d'une PME par exemple. Les candidats doivent être ENSA / ENSH avec compléments de gestion IAE, ICG ...

Il est bien sûr de bien vouloir : C.V., photo, et prétentions sous réf. 644 à Télax P.A. 36, bd. Pasteur 75013 Paris qui transmettra.

Pour assurer la gestion et le développement de produits ROUSSEL UCLAF déjà commercialisés sur le plan international dans le domaine du système nerveux central, ainsi qu'une seconde gamme de produits, NOTRE DÉPARTEMENT MEDICAL D'APPUI OPERATIONNEL recrute un

## **MEDECIN**

Le candidat retenu âgé de 35 ans minimum, aura une expérience prouvée : quelques années dans un hôpital ; la connaissance de l'industrie pharmaceutique sera un atout supplémentaire.

Outre une spécialisation dans le domaine du SYSTÈME NERVEUX CENTRAL, il devra posséder des connaissances dans d'autres spécialités telles l'endocrinologie ou l'immunologie.

Une parfaite maîtrise de la langue Anglaise est indispensable et une bonne connaissance de l'Allemand ou de l'Espagnol sera appréciée. Ce poste basé à PARIS implique de fréquents déplacements de courte durée dans le Monde.

Le salaire que nous proposons est motivant, et nous sommes prêts à tenir compte de vos aspirations.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 0014 à ROUSSEL UCLAF Service de Gestion des Cadres 35, boulevard des Invalides - BP 12007 75007 Paris.



## **CABINET EXPERTISE COMPTABLE recherche 2 COLLABORATEURS CONFIRMES**

Minimum : d'expérience. Anglais souhaité. Déplacements éventuels possibles. - Adresser C.V. et prétentions à : IFOGEC : 33, rue Raffet, 75016 PARIS. (Il sera répondu à chaque candidature).

Organisme de Formation continue  
d'envergure nationale implanté à PARIS  
cherche son (sa)

## **responsable du marketing**

Il (elle) participera à l'élaboration de la politique de développement de l'Association et sera responsable :

- études marketing qualitatives et quantitatives,
- de la communication interne et externe sous toutes ses formes (réalisation d'un catalogue annuel, brochures diverses, d'actions de promotion, de relations publiques etc...),
- de l'exploitation marketing du système informatique.

Il (elle) doit être DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, avoir au moins 5 ans d'expérience du Marketing, avoir l'outil informatique et être capable de s'intégrer à une petite équipe très vivante et croyant à la Formation Continue.

Disponibilité rapide appréciée.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous référence 2195-M) présentant le niveau de rémunération, seront examinées avec la discrétion d'usage par

**a. j. ourlin** CONSEILS DE DIRECTION  
47, AV. ALBADE-LORRAINE  
92100 ANTONY

## **Responsabilité technique systèmes C.A.O.**

Pour un jeune ECP ou équivalent

DESTINÉE société leader dans la fabrication et la distribution de matériels d'équipement de bureaux d'étude, notamment auprès de la Grande Entreprise Française, nous possédons un savoir-faire et une technologie particulièrement avancés.

Nous voulons renforcer et développer dans les prochaines années nos applications en matière d'information graphique et recherchons dans ce cadre un jeune

## **DIRECTEUR TECHNIQUE**

Il collaborera à l'adaptation du système au marché Français, apportera son concours aux ingénieurs commerciaux auprès des clients, mettra en place et organisera un service d'assistance technique et d'après-vente.

Par ailleurs, dans le cadre des matériels traditionnels existants, il sera chargé d'après et de l'entretien des équipements (en liaison avec les fournisseurs, alternance pour la plupart, l'équipe commerciale et le S.E.) et supervisera le S.A.V.

Nous souhaitons intégrer dans notre équipe un jeune ingénieur de haut niveau, type ECP ou équivalent, ayant acquis une première expérience de 5 ans minimum, si possible en informatique et capable pour développer en liaison directe avec notre Directeur Général, une gamme de matériels performants.

La connaissance de la langue allemande est indispensable.

Merci de prendre contact avec Elisabeth GREFF qui vous parlera plus longuement de cette opportunité.

Réf. N° 673 Cabinet Key Men - 10, rue de ... 75008 Paris - Tél. (1) 522.21.70.



## **BANQUE INDOSUEZ** recherche **cadre**

Titulaire d'un D.E.A. ou D.E.S.S. juridique

pour son département des opérations financières sur les marchés

domestiques et étrangers.

Vous parlez anglais couramment, et vous avez déjà acquis une expérience professionnelle de 2 à 4 ans dans un domaine analogue.

Vous serez chargé de la réalisation des opérations financières et de l'établissement des documents juridiques préalables à ces opérations.

Merci d'adresser votre candidature détaillée (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 2141 GB à BANQUE INDOSUEZ  
Service Recrutement - 44, rue de Courcelles - 75008 PARIS

## **JEUNES INGENIEURS DE FABRICATION**

Bassin Parisien Ouest 175 000 F +

Des responsabilités très concrètes vous attendent dès aujourd'hui, et demain de grandes possibilités de carrière au sein de notre grand groupe industriel (3 500 personnes, 2 milliards de CA) qui fabrique et commercialise des produits élaborés semi-finis destinés à la grande consommation.

Au cœur de l'une de nos principales usines (800 personnes), nous en effet accueillies en fabrication de jeunes ingénieurs type AIM, chimie ou thermodynamique avec déjà 3 à 5 ans d'expérience industrielle réussie. Notre contexte jeune et attractif pour de fortes personnalités.

En conséquence, si vous avez fourni la preuve de vos qualités d'homme de terrain (contact, disponibilité, goût de l'écoute et du dialogue, animation des hommes), merci d'envoyer sous référence 223 SM une lettre manuscrite et motivée (+ CV + photo + rémunération actuelle) à notre Conseil en Recrutement qui vous rendra personnellement compte de votre candidature.

Entretiens prévus à Paris et à Lyon.

François Nicolet  
14, rue ...  
69003 Lyon.

## **GRANDE BANQUE** recherche pour ses filiales à Paris

## **RESPONSABLE DE COMPTABILITÉ**

Adjoint du Chef Comptable, le candidat titulaire du D.E.C. et possède une parfaite connaissance de tous les circuits comptables, ainsi qu'une expérience en matière de comptabilité informatisée.

Il sera chargé de superviser l'équipe de 6 personnes.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 54341 à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 92011 VINCENNES CEDEX (qui transmettra)











REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT recherche :

UN INGENIEUR

GDE ECOLE COALE (HEC, ESA, ESSEC, Sup de Co.)

occupant ou

quelques années d'expérience.

Intéressé par la veille et la prospective technologique dans le bâtiment et de l'industrie connexe au sein d'une unité de recherche et développement pour l'analyse de données.

- Anglais indispensable.

- 2 langues souhaitées.

Envoyer C.V. et prétentions à M. UREY, C.S.T.B., 4, avenue du Rectorat-Pontard, 75016 PARIS.

MAIRIE DE GARCHES (Hauts-de-Seine) recrute d'urgence :

UN ARCHIVISTE DOCUMENTALISTE

(emploi ouvert aux archivistes 2<sup>e</sup> Catégorie et Bibliothécaires en catégorie).

Adm. cand. env. C.V. et photo à M. LAURENCE, 2, av. de la République, 92280 GARCHES.

REVUE TECHNIQUE GRAND PUBLIC recherche :

STYLISTE

pour collab. à temps partiel.

ET PHOTOGRAPHES

(nature morte, reportages, personnages).

Tél. : 285-04-46 Chantal TIMAR-SCHUBERT.

ES/SA 64, rue du 19-Juin, 92280 GARCHES

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONIQUES

pour études récentes analogiques et numériques.

créativité sont des qualités essentielles.

Envoyer C.V. détaillé.

SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche :

INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSIT.

Ayant des connaissances générales informatiques.

Notamment de la sécurité informatique.

Envoi au téléphone à : 75-80, avenue Gallieni, 93174 BAGNOLET CEDEX.

Tél. : 380-13-84/84-85-86.

STÉ CLAUSE

recherche :

COMPTABLE

pour travaux de comptabilité générale informatique.

Notamment de la sécurité informatique.

Les candidats doivent pouvoir justifier d'une formation type BAC 2<sup>e</sup> et d'une expérience de quelques années.

Envoi avec photo, C.V. et prétentions à :

M. CLAUSE S.A., 91220 BRÉTIGNY-SUR-ORGE.

UN POSTE VACANT D'EDUCATEUR/TRICE

est à pourvoir d'urgence au service d'éducation des Hauts-de-Seine.

Les candidats doivent être titulaires du diplôme d'éducateur spécialisé.

Pour tous renseignements s'adresser au : 822-31-06, Mme Michèle GILLET.

Important organisme de gestion financière recherche :

UN ANALYSTE FINANCIER

MISSION :

Rattaché au service étude et analyse, il a la responsabilité d'apprécier la performance financière présentée par un ensemble d'entreprises cotées en bourse.

La CANDIDATURE doit être accompagnée d'un dossier complet.

So. Po. ou ing. 5 ans d'expérience administrative, sachant rédiger pour Paris (ministère).

Envoyer C.V. à M. 7.747 le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ IMPORTATION ET DISTRIBUTION PRODUITS CHIMIQUES CHAMPS-ÉLYSÉES recherche :

INGENIEUR CHIMISTE

TECHNICO-CIAL

Pour prospection et suivi clientèle toutes industries et plus particulièrement électronique, électrique et pharmaceutique.

- 28 ans minimum.

- Niveau Ecole Sup. de Chimie ou équivalent.

- Expérience 3 ans minimum, éventuellement une expérience de la fabrication de micro-électronique sera appréciée.

Envoi avec C.V. et photo, 7, rue Lincoln, 75008 PARIS.

GROUPES IMPORTANTS C.A. 300.000.000 F. recherche :

COLLABORATEURS

CHIMIAUX HOMMES - FEMMES

- Goût des contacts et relations.

- Sens des responsabilités.

- Rémunération motivante.

- Formation permanente.

Tél. pr. RV 50-24-03, P. 31.

STAGIAIRES OU COLLABORATEURS

IL M. N. IV

Expérience cabinet technique

Responsable technique, capable de gérer un service de 10 personnes.

Envoi C.V. et photo à M. ALAUD, 60 rue de la République, 75012 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE BATIMENTS

recherche :

des techniciens et dessinateurs

et de son chiffre d'affaires.

à l'échelle nationale.

de collaborateur technique à la fois des tâches de documentation, à la recherche des renseignements, à la couverture commerciale, à la gestion des facturations.

Se présenter à un tel poste est une véritable opportunité. Rémunération : de 75.000 à 85.000 F. par an.

Lieu de travail : Proche Vincennes, R.E.R. et S.N.C.F.

Envoi avec C.V., photo et prétentions à : 626 à TALEX PA JONCTION, 34, rue de la République, 75008 PARIS qui transmettra.

Importante Entreprise de Bâtiment SOULIGNES/SEINE recherche :

ADJOINT

AU DIRECTEUR DES SERVICES JURIDIQUES

110.000 F. +

pour les problèmes d'assurance de procédures, de droit des sociétés, etc.

Adresser C.V. détaillé à : L.C. ENTREPRISES, 68, avenue J.-B. Clément, 92100 BOULOGNE.

NOUS RECHERCHONS :

JEUNE INGENIEUR

Responsable de l'ensemble d'un Logiciel.

- 2 ans d'expérience.

- Connaissance PDP 11/70.

- Monteur REX 11 M.

- Niveau : 1<sup>er</sup> cycle.

- Assemblage Fortran.

Lieu de travail PARIS.

Env. C.V. et prétentions à : A.S.P.I., 68, av. des Champs-Élysées, 75008 PARIS.

CHIEFS DE GROUPE DE BUREAU D'ETUDES

BTS de bureau d'études fabrication mécanique, 1<sup>er</sup> cycle d'ingénieur.

Projeteurs II et Projeteurs I

5 ans min. d'exp. en bureau d'études fabricant, mécanique.

Techniciens

Bureau d'études BTS, fabrication, 1<sup>er</sup> cycle d'ingénieur.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à : SIETAM, 10, rue de la République, 92100 BOULOGNE.

Important Groupe Français recherche :

CONTROLEUR DE GESTION

Lieu : PARIS. Formation Ecole de Commerce ou Ingénieur en poste.

Expérience min. 5 ans poste similaire dans une entreprise industrielle.

Rémunération selon expérience.

Env. C.V. et photo à : S.W.T.E.R.T.S. B.P. 811, 92000 NANTERRE CEDEX.

Bulle extension PME informatique et télé-informatique recherche :

ANALYSEUR PROGRAMMEUR

(H. ou F.) DUT - DES

pour développer nouveaux produits de technologie innovante.

Expérience indispensable sur matériel et logiciel temps réel.

Connaissances solides micro-processeur 2 80 286.

M. MONTIGNY, 883-38-47.

IMPORTANTE CENTRALE D'ACHATS recherche :

JEUNE DIPLOME COMMERCIAL

Pour conception de plans d'aménagement intérieur grandes surfaces, conseils d'achat et négociations fournisseurs, contrôle d'opérations de préfabrication.

Déplacements fréquents.

Adresser C.V. et photo à M. 61.204 CONTESTE, 25, av. de la République, 92000 NANTERRE CEDEX.

LABORATOIRE (S1) recherche :

pour son centre de recherche

CHIMISTE

(3<sup>e</sup> CYCLE) confirmé en synthèses organiques

Horaires variables

Horaires variables

Envoyer C.V. et photo à M. 55.111 BLD, 17, rue de la République, 92000 NANTERRE CEDEX.

LABO-INDUSTRIE

TITRES LE CADRE D'UN EMPLOI DE TECHNICIEN

recherche :

POUR SES DIVISIONS : HUILES MOTEUR et K.L.G.

6 REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS

SECTEURS : 16, 17, 22, 42, 71, 88.

VOUS ÊTES :

- Un homme dynamique.

- Un excellent vendeur.

VOUS POSSEDEZ :

- Une voiture qui vous permette de représenter une clientèle importante.

- Une véritable volonté de faire évoluer votre chiffre d'affaires.

NOUS OFFRONS :

- Un statut V.P.P.

- Une rémunération attractive.

- La réputation de nos produits.

- Des moyens commerciaux conséquents.

Écrivez-nous, en joignant C.V. + photo, en indiquant la région demandée à : LABO-INDUSTRIE - Service Commercial - 1, rue Lavastrie, 92002 NANTERRE CEDEX.

formation professionnelle

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

INNOVATION - CRÉATION

Intégration des fonctions de gestion dans des secteurs de pointe. 2<sup>e</sup> cycle d'ingénieur et 1<sup>er</sup> cycle de commerce.

CADRES ou assimilés et titulaires à l'ANPE de l'enseignement supérieur habilités à PARIS.

Programme et renseignements, tél. 355-39-40, poste 1276.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

Inscrire : dossier délai 15 jours.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ dans le domaine du International recherche :

UN JURISTE D'AFFAIRES

Formation M.E.T. ou DOCTORAT EN DROIT (droit privé ou droit des affaires) DES JURISTES AFFAIRES

ayant une expérience 2 ans dans Service juridique, grande Société ou Cabinet d'Affaires International. Bonne connaissance de l'anglais exigée.

Adresser C.V. et photo à M. 61.408 CONTESTE, 25, av. de la République, 92000 NANTERRE CEDEX.

STÉ COMMERCIALE recherche :

JEUNES DIPLOMÉS

BTS/DUT de COMMERCE INTERNATIONAL ou équivalent

prospéction marchés, approvisionnement et consommation, anglais indispensable, bonne expérience.

Adresser C.V. et photo à M. 60.770 CONTESTE, 25, av. de la République, 92000 NANTERRE CEDEX.

DOO

118, Champs-Élysées

INGENIEURS LOGICIEL

Micro-ordinateurs, MINIS

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

CONTRÔLE, CONTRÔLE

STÉ ARTS GRAPHIQUES recherche :

UN VENDEUR

pour des agences publicitaires.

La connaissance de l'imprimerie sera un atout déterminant dans le choix du candidat.

Il est indispensable de posséder un véhicule perso, et de résider à Paris ou dans la banlieue sud.

Adm. C.V., photo et prétentions à SOCIÉTÉ TOMPLA, 52, rue de l'Amour, 91320 VES-5.

Pour promouvoir et gérer abondamment des revenus industriels leaders dans leur secteur, recherche SPECIALISTE ayant acquis références professionnelles. Ecrite avec C.V. et prétentions à :

142, RUE D'AGUESSEAU, 92100 BOULOGNE.

animaux

DIANE, jolo chienne, 8 mois, croisée malinois et boxer, très douce, aime voyager, cherche maître responsable, tél. 8 pour 18 h, 784-27-16.

capitaux propositions commerciales

possibilité recyclage

TESSON, 7, rue de la République, 92000 NANTERRE CEDEX.

enseignement

1<sup>er</sup> cycle d'ingénieur

1<sup>er</sup> cycle d'ingénieur



Rivac

١٥٢١ من الأعيان



TION

## Innoine

Billet

### L'essentiel et le détail

Depuis dix-huit mois, le chapitre de la décentralisation s'est enrichi de dizaines de lois, décrets, arrêtés, circulaires, instructions, nominations, décisions. Il le fallait pour asseoir sur des bases juridiques solides « la grande affaire du septennat ». Mais dans les faits, sur le terrain, dans la pratique administrative quotidienne, les choses avancent lentement.

Sans doute faudra-t-il plusieurs années pour changer les mœurs, les codes, les habitudes de l'administration, des élus et des citoyens dans leur ensemble. Mais on demeure parfois confondu devant l'ampleur du divorce entre les intentions — affichées par le gouvernement — de décentralisation et la persévérante lourdeur de la bureaucratie et du centralisme.

Un exemple parmi d'autres : deux décrets publiés en janvier par M. Pierre Mauroy et Edith Cresson, « portant création de la forêt de protection de Chabrière, commune d'Entrages, dans les Alpes-de-Haute-Provence, et de la forêt de protection des Saumons, commune de Saint-Georges d'Oleron, Charente-Maritime ».

(1) Recensement de 1975.

## Ile-de-France

### LA PRÉPARATION DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1989

● M. JACQUES CHIRAC exclut toute charge supplémentaire pour les Parisiens

La cours d'été conférence de presse, le 14 février, M. Jacques Chirac a précisé quelle attitude il s'attendait à l'égard de l'Exposition universelle. Une attitude qui, au lieu de la veille, à l'Assemblée de la Ville, au cours de laquelle M. Robert Baudry, son collaborateur, avait présenté les maquettes d'aménagement des sites retenus, l'un des douze sites et l'autre des quinze sites arrondissements, à l'ouest (1).

M. Chirac a approuvé, dans leur principe, les projets qui lui ont été montrés, mais il a posé trois conditions à leur réalisation. D'abord, il a été très vigilant, a-t-il dit, sur celles des constructions faites à l'occasion de l'Exposition qui auraient un caractère définitif. Ensuite, s'il y a à choisir entre les sites de l'Exposition et ceux des Parisiens, j'arbitrerais en faveur des Parisiens.

A l'emplacement des anciens terrains Citroën, le site n° 10 de

réserver aux pavillons le terrain qu'il veut réserver aux logements sociaux. Il a également dit son avis sur le projet actuel d'aménagement du pont de Tolbiac, dont le prolongement sur la Seine formerait un pont de deux le futur parc de Bercy.

Enfin, M. Chirac n'a pas eu le coût des travaux pour l'Exposition universelle affecte les finances de la Ville. « J'ai promis que, si j'étais élu, il n'y aurait pas d'augmentation de la fiscalité locale au-delà du taux d'inflation », a-t-il déclaré.

Cet ouvrage était prévu, a-t-il indiqué, mais si la réalisation doit être hâtée en raison de l'Exposition, l'Etat devra augmenter sa participation financière. — M. A.-R.

● M. MICHEL GIRAUD propose un contrat de plan Etat-Région

L'Exposition universelle de 1989 coûtera cher. 15 milliards de francs pour le financement des parisiens et 15 autres milliards pour la réalisation d'hébergements et l'amélioration des ports et de la voirie régionale. C'est la somme pour laquelle les élus d'Ile-de-France, par la voix de leur président, M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil régional, ont demandé à être entendus par le président de la République.

Dans une entrevue, qui a eu lieu le 14 février à l'Élysée, M. Giraud a pu faire part au chef de l'Etat de ses préoccupations et a avancé trois propositions. C'est d'abord l'élaboration d'un contrat de plan régional de l'Exposition, qui définirait les principes d'aménagement de la région Ile-de-France et qui répondrait au souhait de prévoir, aujourd'hui, la réalisation des équipements après « l'Expo » elle-même. M. Mitterrand a répondu à ces propositions et a annoncé que le conseil général adjoint à la présidence, M. Christian Seutier, serait chargé d'établir un échéancier commun entre le préfet de la région et le conseil régional.

La seconde proposition de M. Giraud est de réaliser un calendrier de l'ensemble des équipements de la région parisienne afin d'équilibrer le

plan de charge des entreprises et de garantir dans le temps le niveau de l'emploi dans le secteur public. M. Giraud a ainsi proposé au président de la République de retarder « certains » des grands projets à l'étude pour Paris, par exemple, la création d'un ministère de l'Urbanisme à la Défense. M. Mitterrand n'a pas paru indifférent à cette préoccupation et a indiqué à M. Giraud son attachement aux projets du Parc de la Villette, du musée d'Orsay et du Centre de la communication.

Les décisions qui pourraient être prises au cours de cette consultation devraient — c'est la troisième proposition du président du conseil régional — être formalisées par la signature d'un contrat de plan « Expo 89 » définissant les obligations réciproques de l'Etat et de la région. Ce contrat impliquerait un effort financier du conseil régional et celui-ci se serait engagé à fournir, a souligné M. Giraud, ainsi qu'il l'a déjà proposé de rendre la Seine propre pour 1989 et de contribuer à la mise en place de réseaux télématiques dans les périphéries qui pourraient constituer des vitrines de la technologie française.

Selon les dernières estimations de la région Bordas, quelque soixante-cinq millions de visiteurs, 50 % d'étrangers sont attendus. Il faudrait donc doubler la capacité d'accueil de l'Ile-de-France afin d'éviter un problème d'hébergement, s'il est mal résolu, n'entraîne le semi-décalage de l'Exposition, a indiqué M. Giraud à l'appui de sa démonstration. — D.S.

## Apprenez l'anglais pour exporter vos idées

ILC vous enseigne un anglais efficace et intelligent.

Aujourd'hui, les affaires se traitent le plus souvent en anglais. La signature d'un contrat passe par la maîtrise du langage de votre interlocuteur. ILC a mis au point une méthode qui vous donne les armes pour gagner la bataille du commerce extérieur.



sous différentes formes. C'est pourquoi ILC a prévu divers types d'interventions susceptibles de s'adapter à tous les cas de figure. D'un plan de formation général à l'urgence d'une situation immédiate, les programmes sont adaptés à ILC et les responsables Société. Il est tout aussi facile d'organiser des cours à l'intérieur même d'une entreprise ou dans programmes de formation partout dans le monde, avec le détachement de personnel enseignant et administratif, le cas échéant... ou bien sûr, dans les locaux d'ILC, passage Dauphine. Tout dépend de la nature du problème.

Come and see us

Prochains cours intensifs : 14 février - 28 février 14 mars - 28 mars - 18 avril

Prochains cours trimestriels : 11 avril Possibilité de s'inscrire immédiatement pour la session en cours



INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE 20 passage Dauphine 75001 Paris - Tél. 325.41.37

## TRANSPORTS

### LE MÉTRO DE HOUSTON SERA ÉQUIPÉ DE VOITURES JAPONAISES

Le groupe japonais Hitachi vient d'obtenir, aux Etats-Unis, un marché pour la fourniture de voitures métro à la Metropolitan Transit Authority (M.T.A.) de Houston (Texas). Le contrat s'élève à 14 millions de dollars (950 millions de francs).

Deux sociétés françaises avaient répondu à cet appel d'offre. Hitachi avait fait alliance avec Westinghouse et la britannique Metro-Camell. De son côté, Alsthom-Atlantique avait fait deux propositions : l'une avec General Electric, l'autre avec Garrett, les constructeurs américains devant, l'un ou l'autre, fournir les parties électriques et les boîtes de traction.

C'est la seconde fois que Hitachi parvient à placer du matériel sur le marché des métros, après l'obtention, dans des conditions particulièrement avantageuses pour son client, aux dires des responsables, d'un contrat de quatre-vingt dix voitures pour le métro d'Atlanta, jadis acquéreur de matériel français.

création, et  
**DEPOTS DE MARQUES**  
en 48  
**FASTRAL 727.24.64**  
"Depuis 10 ans, l'un des plus rapides spécialistes sur la place, intégrant graphisme et protection juridique."  
FASTRAL, 15 bis, rue Cimarosa, 75116 Paris

la technique PICARD évolue  
**PROTECTION RENFORCEE**

## FENÊTRES OU VOILETS à changer

SOCIÉTÉ PARIS RENOV  
FABRICANT  
INSTALLATEUR  
Prix direct  
d'usine

Menuiserie en P.V.C.  
GARANTIE 10 ANS

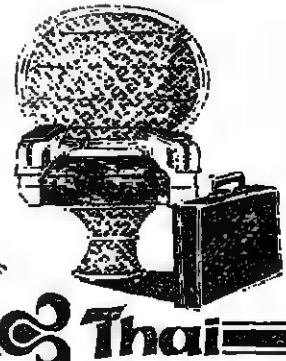
1 fenêtre de 185 x 100  
3.350 F TTC posée

EXPOSITION :  
22, rue Fontaine  
75009 PARIS ☎ 526.80.00  
Usine : Z.I. 95380 LOUVRES

CRÉDIT GRATUIT  
6 mois

## Message Thaïlandais aux hommes d'affaires.

La Thaï donne une dimension royale à sa classe affaire en créant la Royal Executive Class. Ce plaisir nouveau, vous le savourerez confortablement installé dans l'un des quarante larges fauteuils de B 747. Alors, vous goûterez le raffinement d'un service royal : assistance spéciale, vins sélectionnés, plateaux de fromages, corbeille de fruits. Et mille petites attentions à l'image de l'éternelle et accueillante Thaïlande. Pour voyager comme un roi, contactez notre agence de voyages ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123, Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 720.86.15 - Park Hôtel, 6, avenue Gustave-V, 06000 NICE. Tél. : (93) 53.39.82.



Thai



Le Monde

## économie

## ÉTRANGER

Etats-Unis

**LA MAISON BLANCHE PRÉVOIT UN PLAN DE 7,5 MILLIARDS DE DOLLARS POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE.**

Washington (Reuter). — M. Reagan propose un programme de 7,5 milliards de dollars pour la lutte contre le chômage, a-t-il annoncé, lundi 14 février, des parlementaires républicains.

Ce programme a été mis au point par une commission spéciale de la Maison Blanche, présidée par le général de la Maison Blanche, Thomas O'Neill, président de la Chambre des représentants, et d'autres personnalités.

Il prévoit l'attribution de 4,1 milliards de dollars à la relance de l'emploi, 1,9 milliard de dollars à l'aide d'urgence en matière alimentaire et 1,5 milliard de dollars à l'extension des programmes de chômage et de 276 millions de dollars à la lutte contre le chômage.

M. O'Neill a indiqué que le projet pourrait être soumis à l'approbation de la Chambre dès la semaine prochaine.

## COMMERCE INTERNATIONAL

APRÈS L'ACCORD C.E.E.-JAPON SUR LES MAGNÉTOSCOPES

## Philips et Grundig pourraient retirer leur plainte contre le dumping japonais

De retour à Bruxelles, M. Étienne Davignon s'est félicité de l'accord d'autolimitation de certaines exportations japonaises, obtenu à Tokyo le samedi 12 février. Particulièrement importante à ses yeux, est la promesse japonaise d'harmoniser les prix des

magnétoscopes importés du Japon avec ceux fabriqués par les Européens. Le groupe néerlandais Philips négocie avec l'allemand Grundig un retrait de leur plainte « anti-dumping » déposée en novembre auprès de la C.E.E. contre les firmes japonaises.

## Satisfaction à Bruxelles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — « Les conversations de Tokyo ont marqué un tournant dans les relations commerciales entre la C.E.E. et le Japon : elles ont permis d'aboutir à un accord d'autolimitation de certaines exportations japonaises, reflétant la satisfaction de Bruxelles après l'arrangement du samedi sur la « modération » pour dix produits des ventes japonaises dans la C.E.E.

M. Davignon a insisté sur la clause du prix concernant les magnétoscopes. Pour lui, cette disposition est la plus importante car elle permet à Grundig et à Philips d'être compétitifs face à la concurrence japonaise.

De notre correspondant. — D'autant, a-t-il fait valoir, que l'industrie japonaise ne peut pas se plaindre de la place à la C.E.E. des appareils européens dont la production est inférieure à 1 million d'unités.

Reste à savoir si les résultats — exportations japonaises et ventes de magnétoscopes — vont être à la hauteur des engagements pris par Tokyo. C'est là la première réserve que l'on peut faire. Les promesses japonaises de ces dernières années ont été suivies de peu d'effet. Mais il faut y en avoir d'autres. Le Japon obtient — du moins si les dix suivent la Commission — la levée des mesures françaises sur le dédouanement à Poirier et la fin de la procédure anti-dumping engagée à la suite des plaintes de Grundig et de Philips.

Pour les autres produits concernés, le gouvernement japonais ne chiffre pas — sauf pour les tubes de télévision couleur — le niveau de limitation qu'il entend appliquer. Est-ce vraiment une volonté délibérée de freiner ses importations ou l'état actuel du marché européen qui le lui commande ? En 1982, les ventes japonaises dans la C.E.E. de machines-outils à commandes numériques ont baissé de 21 % par rapport à 1981 ;

celles d'automobiles de 12 % ; celles de tubes de télévision de 14 %. Pour ces deux derniers produits, la France se présente comme un cas particulier puisque, l'année dernière, ses importations ont augmenté de 27 % pour les premiers et de 26 % pour les seconds. C'est pour cette raison que M. Davignon a souligné l'engagement des Japonais de limiter leurs ventes de voitures sur le marché français.

Reste l'autre volet de la négociation : l'ouverture du marché japonais aux productions européennes. M. Heferkamp, le commissaire responsable des relations extérieures, également présent aux discussions de Tokyo, a affirmé que les Japonais seront en mesure de donner une réponse claire à la fin mars. Il a indiqué que le comité interministériel créé à cet effet devra se prononcer à cette date sur un assouplissement des conditions de dédouanement. Selon M. Heferkamp, les aménagements à apporter à la réglementation japonaise — même si la voie législative est nécessaire — seront décidés « rapidement et de façon efficace ». Il n'empêche qu'il faudra attendre quelque temps pour pouvoir apprécier à sa juste valeur l'accord de Tokyo.

MARCEL SCOTTO.

## « Une guerre commerciale avec les États-Unis ne profiterait qu'à l'Union soviétique »

déclare le ministre britannique de l'agriculture

De passage à Paris, le ministre britannique de l'Agriculture, M. Peter Walker, a souligné que les États-Unis et la Communauté européenne ne profiteraient qu'à l'Union soviétique d'une guerre commerciale entre les États-Unis et la C.E.E. « Une guerre commerciale entre les États-Unis et la C.E.E. serait la pire des choses et ne profiterait qu'à l'Union soviétique », a notamment déclaré lundi 14 février M. Walker. « La vente américaine de céréales à l'Égypte et des prix subventionnés est regrettable », a-t-il ajouté, mais néanmoins la négociation avec les États-Unis doit aboutir. Si nous n'aboutissons pas à un accord et que les États-Unis s'engagent dans une politique de dumping, ils provoqueront en retour le dumping de la C.E.E., ce qui signifiera un accroissement très onéreux du coût de la politique agricole commune, comme des subventions du budget américain.

D'autre part, le ministre britannique a estimé que la prochaine hausse des prix agricoles européens devrait être inférieure aux propositions de la Commission, « l'année 1982 a été particulièrement mauvaise ».

La position britannique en matière de budget agricole dans la Communauté est « raisonnable ». Les productions excédentaires à exporter le plus souvent vers les pays de l'Est, l'Union soviétique surtout. Or l'opinion britannique est particulièrement hostile au fait que les contribuables européens puissent nourrir le peuple soviétique. M. Walker a déclaré plus partisan d'un accord commercial avec les États-Unis que l'exportation des denrées agricoles européennes n'est pas pour Londres un axe de développement de la Communauté.

« La C.G.T. a vivement critiqué la politique menée par les deux compagnies pétrolières françaises (Elf et la C.F.P.). Au cours d'une conférence de presse tenue le 14 février, M. Gilbert Chaubier, secrétaire de la Fédération des industries chimiques C.G.T. a reproché aux directeurs des deux groupes d'avoir une « politique identique à celle des sept majors » en étant avant tout « intéressés par les mouvements spéculatifs ». Ces compagnies entendent « se dévouer des activités de raffinage en France », a-t-il ajouté, précisant

qu'« une stratégie de repli » dans le pétrochimie, qui concerne huit mille emplois, « des conséquences catastrophiques tant du point de vue social que de celui de l'indépendance nationale ».

RECTIFICATIF. — C'est par erreur que nous avons écrit, dans le « chapeau » de présentation de l'article du 15 février, que les grandes compagnies pétrolières françaises ont leur marché « national » de l'alcool. Il s'agit du marché mondial, et le titre et l'analyse le soulignent.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les - les	Rep. - ou Dep. -	Rep. - ou Dep. -	Rep. - ou Dep. -
S.E.U.	6,7925 - 6,7900	+ 185 - 215	+ 430 - 460	+ 1210 - 1225
S.cn.	5,5590 - 5,5570	+ 135 - 150	+ 295 - 345	+ 910 - 1000
Yen (100)	2,9160 - 2,9200	+ 130 - 140	+ 280 - 300	+ 900 - 940
DM	2,1340 - 2,1350	+ 140 - 165	+ 325 - 355	+ 1010 - 1070
Fl. (100)	2,5600 - 2,5600	+ 145 - 150	+ 330 - 340	+ 1010 - 1045
F.B. (100)	14,4030 - 14,4150	- 165 - 180	- 360 - 370	- 900 - 910
F.S.	3,4170 - 3,4150	+ 260 - 285	+ 560 - 600	+ 1615 - 1690
L. (1 000)	4,5225 - 4,5200	- 250 - 280	- 630 - 670	- 2190 - 2530
S.	24,950 - 24,950	+ 40 - 140	+ 285 - 300	+ 1135 - 1205

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 5/8	9	8 3/4	9 1/8	8 7/8	9 1/4	9 1/8	9 5/8
DM	5 7/16	5 13/16	5 1/2	5 7/8	5 1/2	5 7/8	5 1/2	5 7/8
Fl. (100)	4 5/8	5 1/8	4 11/16	5 1/16	4 11/16	5 1/16	4 3/4	5 1/8
F.B. (100)	10 3/4	12 1/4	13	14 1/2	13 1/4	14 3/4	13 1/2	14 3/4
F.S.	3/8	1 1/8	2 5/16	2 11/16	2 1/16	2 11/16	3 1/4	3 5/8
L. (1 000)	16 3/4	18 1/2	19 3/4	20 3/4	21	22 1/2	21 1/2	22 3/4
S.	11 1/4	16 1/4	11 1/4	11 5/8	11	11 3/8	10 11/16	11 1/16
F. (100)	14 3/4	16 1/4	21 1/4	22 3/4	23 1/4	24 1/4	21 1/4	22 3/4

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

## CONJONCTURE

LES PRÉVISIONS DE L'INSEE

## Le déficit du commerce extérieur pourrait revenir à moins de 5 milliards de francs par mois

L'investissement privé continuera de fléchir

Réduction du déficit du commerce extérieur, légère baisse de la production industrielle, évolution modérée des prix : l'INSEE vient de publier son analyse « de la situation et des perspectives de l'économie française ». Celle-ci confirme le diagnostic fait en décembre, et qui prévoyait une stagnation de l'activité industrielle pendant le premier semestre 1983 (le Monde du 22 décembre 1982).

« Le maintien de la demande des ménages sur une tendance de croissance lente, un environnement extérieur plus favorable et une évolution modérée des prix rendent peu probables à la fois le risque d'un mouvement récessif très marqué et celui d'un dérapage inflationniste », écrit l'INSEE.

En ce qui concerne les prix de détail, l'INSEE note : « Compte tenu de l'encadrement strict des prix à la sortie du blocage, les prévisions font état d'évolutions modérées sur le premier semestre. (...) La baisse du prix du pétrole, la baisse du dollar au mois de janvier et des évolutions plus faibles des prix alimentaires laissent dans ce sens. La prévision actuelle est inférieure à 5 % sur le semestre, y compris l'impact de la vignette sur les tabacs et les alcools ».

L'INSEE ajoute : « La demande des entreprises devrait rester très modérée, la contribution des stocks demeurant légèrement négative et l'investissement du secteur privé pourrait se baisser ».

« Bien que la demande mondiale reste toujours plate au début 1983, le solde extérieur devrait bénéficier d'un environnement plus favorable en raison des perspectives de baisse du prix du pétrole, ainsi du dollar. Le taux de couverture en volume (...) devrait poursuivre sa remontée à la faveur de la baisse de la demande de produits manufacturés. Au total, le déficit mensuel descendrait progressivement au-dessous de 5 milliards de francs ».

Rappelons que, dans sa dernière note de conjoncture (décembre 1982), l'INSEE prévoyait une remontée du chômage. Au cours du premier semestre 1983, écrit-il, le nombre des demandeurs d'emploi

devrait à nouveau connaître une progression. Il pourrait atteindre fin juin un niveau de l'ordre de 2 150 000 en données corrigées des variations saisonnières. Cette prévision reste valable, semble-t-il, puisque l'analyse faite en février par l'INSEE reste fondamentalement la même.

## STABILISATION DU CHÔMAGE

Analysant l'évolution du chômage en France au cours de l'année 1982, l'INSEE conclut à une stabilisation plutôt qu'à une diminution. Cette conclusion, que l'institut qualifie de « provisoire », s'appuie sur le fait que la baisse du nombre des demandes d'emploi observée en fin d'année est due, pour l'essentiel, à l'augmentation des embauches réalisées dans le cadre des contrats de solidarité, à l'ouverture des stages de formation pour les jeunes de seize à dix-sept ans, à l'opération dite « chômeurs de longue durée » par laquelle l'ANPE a examiné la situation des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an.

Dans ce dernier cas, on a assisté à un nombre de radiations plus importantes que dans le passé, de l'ordre de vingt mille à trente mille personnes. « On est donc tenté de penser », note l'INSEE, que, sans elles, le nombre des demandeurs d'emploi n'aurait guère diminué au second semestre, et tout cela, que la chute des deux derniers mois de l'année n'aurait pas été observée. »

## ÉNERGIE

## Deux compagnies pétrolières américaines baissent à nouveau leurs prix

Deux compagnies américaines, Texaco et Phillips Petroleum, ont abaissé à nouveau, lundi 14 février, de 1 dollar par baril leur prix d'achat du brut domestique produit aux États-Unis. Elles devraient être suivies par d'autres sociétés. Cette décision, qui intervient moins de deux semaines après un mouvement de hausse appliqué par l'ensemble des compagnies américaines, ramène le prix de la qualité de référence moyenne « Texas intermediate » à 30 dollars par baril (1), contre 32 dollars avant l'échec, le

25 janvier, de la dernière conférence de l'OPEC. Depuis cette date, l'anticipation d'une baisse générale des prix officiels, amorcée par les États du Golfe comme inévitable, a provoqué une baisse des cours sur le marché libre et un déstockage très important des compagnies qui a réduit d'autant la demande de pétrole.

La diminution des prix sur le marché libre s'est toutefois stabilisée la semaine passée, la cote atteignant environ 2 dollars par baril pour les « bruts » les plus « sensibles », les pétroles de la mer du Nord, dont le prix atteint environ 29 dollars par baril contre 31 dollars par baril à la mi-janvier.

La nouvelle baisse des prix sur le marché américain risque d'accentuer les pressions qui s'exercent sur les pétroles de la mer du Nord, avec lesquels ils sont en concurrence directe, et de placer les autorités britanniques dans une situation très difficile. La B.NOC, compagnie nationale britannique, qui n'a toujours pas en effet réduit le prix officiel de ses bruts, 33,50 dollars par baril, ne voulant pas apparaître comme responsable des baisses en cascade qui pourraient s'ensuivre. Cette situation contraint toutefois la compagnie à couler la majeure partie de ses pétroles sur le « marché libre » — faute d'acheteurs au prix officiel — à des prix inférieurs de 4,5 dollars par baril à celui sur la base duquel elle l'achète aux compagnies productrices de la mer du Nord. Selon le Financial Times, la détermination britannique à résister à la baisse des prix serait toutefois moins forte depuis que l'Arabie Saoudite a publiquement déclaré qu'une diminution des prix — officiels — était la « seule issue » et que les rabais se multiplient partout, les prix officiels étant de moins en moins respectés. Le quotidien britannique estime que la B.NOC pourrait annoncer à la fin de la semaine une diminution de ses tarifs rétroactive au 1<sup>er</sup> février.

(1) 1 baril = 159 litres.

**DERNIERS JOURS**

**SOLDES INCROYABLES MOINS 30, 40, 50 %**

Fauteuils, chaînes d'audio, Bureaux, bibliothèques, Armoires métalliques et bois. FIN DE SÉRIE. Stock limité.

**ROGER H. FRANCE**  
SPECIALISTE DU MOBILIER  
BUREAU DIRECTION  
59-61, rue La Fayette, 75009 Paris  
Tél. 286-42-41. Métro : La Fayette

**INSEAD**  
Institut Européen d'Administration des Affaires

À travers ses programmes de perfectionnement, l'INSEAD, l'école internationale de gestion, donne aux dirigeants et aux cadres supérieurs l'occasion de remettre en cause et de développer leurs connaissances ainsi que d'appréhender plus efficacement les nouvelles réalités. S'adressant aux besoins des hommes et des femmes qui travaillent au sein d'organisations ayant une activité internationale importante, l'INSEAD propose en 1983 trois programmes qui prennent en compte les intérêts des personnes à des niveaux hiérarchiques différents :

**PROGRAMME DE GESTION GÉNÉRALE POUR DIRIGEANTS** - 14 juillet 1983  
Un programme de 4 semaines destiné à renforcer la capacité des dirigeants à assumer les responsabilités de gestion générale et de stratégie de l'entreprise dans un environnement international.  
Code AMPF

**PROGRAMME INTERNATIONAL DE GESTION GÉNÉRALE** - 23 octobre - 1<sup>er</sup> décembre 1983  
Un programme de 7 semaines destiné à préparer des cadres supérieurs, qui auront exercé des responsabilités fonctionnelles, à des postes de plus haute responsabilité au sein d'un département, de division et de direction de filiale, etc.  
Code PIGG

**PROGRAMME POUR JEUNES MANAGERS**  
12 juin - 1<sup>er</sup> juillet 1983  
Un nouveau programme de 3 semaines destiné à élargir la perspective de managers à haut potentiel mais relativement jeunes (de 28 à 35 ans), qui ont déjà réalisé des performances excellentes.  
Code YMPF

Pour une information détaillée, veuillez contacter :  
Philippe Marchand ou Sylvie Allard  
INSEAD - Education Continue  
F-77305 Fontainebleau Cedex  
Tél. : (6) 422.48.27 - Téléc. : 690.389.F

Pour recevoir une documentation détaillée, veuillez cocher les cases pour les codes indiqués :  
AMPF ☐ PIGG ☐ YMPF ☐  
Nom : .....  
Titre : .....  
Société : .....  
Adresse : .....  
Téléphone : ..... Réf. : LM283

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75001 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4267-23

**FRANCE**  
341 F 1983 767 F 900 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
481 F 1974 F 1547 F 2 620 F

**ÉTRANGER**  
(voir monographies)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 1983 887 F 1140 F  
R - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1185 F 1430 F

Par voie aérienne  
Taux en demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (donner semaine ou plus) : un abonné qui change d'adresse doit nous en faire connaître son adresse nouvelle avant son départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



CTURE

PRÉVISIONS DE L'INSEE

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

Le commerce extérieur sera à moins de 5 milliards de francs par mois

AFFAIRES

Les inquiétudes de l'industrie américaine

(Suite de la première page.)

Les équipements devraient venir pour égaie partie des Etats-Unis et du Japon, mais Toyota fournira les parties essentielles que sont le moteur et la transmission. Cet accord, donnera du travail à 3 000 personnes aux Etats-Unis dans un premier temps et jusqu'à 12 000 emplois, ce qui explique que le Syndicat des travailleurs de l'automobile ne s'y soit pas opposé. Commercialisée sous la marque « T-Car », cette automobile, dérivée de la Corolla de Toyota, sera distribuée exclusivement par Chevrolet.

A la veille de la venue du président Carter à Tokyo en 1980, Toyota avait annoncé être sur le point de s'associer à Ford pour monter un véhicule aux Etats-Unis. Peu après, la négociation échoua.

Avec la crise, depuis deux ans, bien des choses ont changé, ce qui explique que la firme japonaise recherche un accord avec General Motors.

Encore cela ne suffit-il pas à certains membres du Congrès car, avec la contraction du marché américain, la part des automobiles japonaises est passée de 17 % à 22 %. Il ne manque donc pas d'hommes politiques pour réclamer un retour des Japonais à cette norme de 17 %.

Sous l'impulsion de la puissante Union des travailleurs de l'automobile (U.A.W.), le Congrès a en outre lancé une autre machine de guerre contre les constructeurs japonais avec un texte qui, s'il était définitivement adopté, obligerait les voitures vendues aux Etats-Unis à contenir au moins 50 % d'équipements américains.

Tokyo a beau refuser de prolonger l'accord d'autolimitation au-delà des trois années initialement prévues — les Américains cherchant déjà à obtenir une année de plus, d'avril 1984 à mars 1985 — dans un monde en crise, il n'y a pas grand-chose à faire contre le protectionnisme rénaissant. Bloqués sur la plupart des marchés traditionnels qui croissent faiblement, les Japonais ne peuvent se priver d'un marché américain qui absorbe plus du tiers de leurs exportations.

Tourner les barrières en construisant en Californie 200 000 véhicules par an justifie déjà pour Toyota cet accord avec General Motors. Mais ce n'est pas la seule raison.

Si l'affaiblissement du dollar se poursuit, les constructeurs japonais — au premier rang desquels Toyota — savent que leur marge va en être affectée. Une étude de l'hebdomadaire britannique *The Economist* du 5 février démontre l'importance des taux de change pour les exportations d'automobiles (un phénomène que

Pugeot et Renault connaissent bien). Quand le yen se raffermira au regard de la devise américaine et passe de 249 yens pour un dollar — cours moyen de 1982 — à 225 yens, la marge moyenne des constructeurs japonais est réduite de l'ordre de 750 dollars par véhicule. D'où l'intérêt de se prémunir contre un déclin du dollar par une production aux Etats-Unis.

La crainte de Chrysler

Pour Toyota, il s'agit enfin de changer de stratégie. Le numéro mondial qu'est General Motors n'est pas resté inactif face à la concurrence japonaise. Entre 1980 et 1984, G. M. aura investi 40 milliards de dollars pour relever le défi nippon et l'usine de Saragossa en Espagne n'a rien à envier aux usines japonaises en matière d'automatisation. Toyota au contraire, sûr de son avenir — avec des bénéfices de 1,3 milliard de dollars en 1982, année de crise, — ne s'est pratiquement pas implanté à l'étranger (contrairement à son principal concurrent japonais Nissan) ; il n'a pas non plus signé d'accord de coopération avec des sociétés étrangères comme l'ont fait par exemple Isuzu et Suzuki dont General Motors détient respectivement 34,2 % et 5,3 % des parts, comme encore Mitsubishi avec Chrysler et Toyota Xogyo avec Ford. Dans un monde moins ouvert, le premier constructeur nippon apparaît alors fragile.

La coproduction d'un véhicule aux Etats-Unis marque donc pour Toyota un changement stratégique aussi important qu'indispensable. Cela dit, General Motors y trouve son intérêt : il va pouvoir ajouter à sa gamme, pour un investissement faible, un véhicule de moyenne puissance (une « petite » américaine). Quand on sait qu'il a fallu 5 milliards de dollars pour lancer les petites J cars, qui n'ont été qu'un demi-succès, on comprend mieux la stratégie de G.M.

D'autant qu'au contact des ingénieurs de Toyota, le constructeur américain espère bien briser les étapes dans l'acquisition du savoir-faire japonais pour les petites voitures, un domaine où les ingénieurs de Detroit reconnaissent avoir retardé. Si les Américains ont fait d'importants gains de productivité ces dernières années, à puissance égale leurs modèles ont encore un prix de revient supérieur de l'ordre de 1 000 dollars aux modèles japonais.

Une telle alliance des premiers et troisièmes constructeurs mondiaux, qui détiennent sur leur propre marché respectivement 45 % et 40 % des parts, n'est évidemment pas sans inquiéter leurs concurrents. A en croire la revue américaine spécialisée *Automotive News* du 7 février, Ford aurait déjà fait connaître sa « préoccupation » à la Federal Trade Commission (F.T.C.) et l'on murmure que Chrysler envisagerait une action contre cette filiale commune.

L'impératif du redéploiement

De notre correspondant

Tokyo. — Très nettement avantage, par rapport aux constructeurs occidentaux, par la qualité, la discipline et le coût de la main-d'œuvre japonaise, Toyota avait toujours préféré pousser sa politique d'exportation au maximum. Le risque en était de provoquer des réactions protectionnistes. L'avantage est que l'on adosse les concessions à partir d'un plafond élevé : c'est ce qui s'est passé avec les Etats-Unis pour les automobiles. Et ce qui se passe actuellement pour les magnétoscopes avec l'Europe.

En 1982, l'impératif d'un redéploiement devint de plus en plus pressant, tout particulièrement sur le marché américain. D'une part, sous la pression des Etats-Unis en proie à la récession et au chômage, et malgré l'opposition farouche des constructeurs nippons, le gouvernement japonais avait accepté, au printemps 1981, de limiter pour trois ans les exportations de voitures particulières vers le marché américain à un million six cent quatre-vingt mille par an. Malgré cela, les projets de loi protectionnistes se sont multipliés au Congrès et demeurent une menace constante. D'autre part, en retard, Toyota risquait de voir ses principaux rivaux japonais et européens multiplier à ses dépens les alliances multinationales avec des constructeurs américains. Enfin, du fait des barrières et de la récession prolongée sur les marchés occidentaux, les exportations de véhicules japonais ont baissé, en 1982, pour la première fois depuis vingt-cinq ans. Elles ont été, l'an dernier, de cinq millions six cent mille (5,6), soit une chute globale de 7,6 % et de 8,6 % sur le marché américain, qui absorbe près de 40 % du total des exportations automobiles japonaises.

Pour toutes ces raisons, Toyota a dû, bon gré mal gré, se résoudre à l'américanisation de sa production. Cela lui coûte, sans doute, car : 1) le numéro un japonais n'est pas ici le commandeur de technologie ; 2) le coût horaire de la main-d'œuvre est près du double aux Etats-Unis de ce qu'il est au Japon et les problèmes syndicaux sont d'une tout autre dimension ; 3) certains constructeurs américains estiment que l'accord entre les deux grands mondiaux contrevient à la loi anti-monopole.

Les négociations avaient buté, ces derniers mois, sur deux problèmes. Il s'agissait, en premier lieu, d'estimer la valeur de l'usine General Motors de Fremont (Californie) pour définir la part respective des investissements dans une opération estimée à quelque 300 millions de dollars. Il fallait ensuite s'entendre sur le montant des royalties que versera General Motors à Toyota, la voiture produite, la Corolla, étant de conception japonaise.

D'autre part, pour promouvoir ses ventes à crédit aux Etats-Unis, Toyota envisage de s'associer avec la Bank of America. Enfin, l'accord intervient alors que la cour de justice de Los Angeles, agissant pour le compte du fisc américain, réclame des éclaircissements à Toyota, Nissan et Honda sur leurs opérations aux Etats-Unis. Les trois firmes sont soupçonnées d'avoir déclaré aux Etats-Unis des coûts de production, des prix et des revenus inférieurs à la réalité entre 1975 et 1978. Toyota refuse d'obtempérer, affirmant que les documents demandés relèvent du secret des techniques de production couvert par la convention fiscale américano-japonaise.

R.-P. PARINGAUX.

Dès que l'accord a été conclu, le président de Chrysler, M. Lee Iacocca, a d'ailleurs déclaré que ce projet mettrait le « marché mondial entre les mains de deux compagnies qui, réunies, couvrent déjà 25 % des ventes ». « Ce projet est dangereux pour les ouvriers américains », a-t-il ajouté, car il vise à remplacer des voitures entièrement construites aux Etats-Unis par des modèles qui seront au moins pour moitié étrangers.

Au-delà de l'inquiétude légitime que peuvent susciter Ford, Chrysler — qui est en train de se redresser après une longue période difficile, — mais aussi Nissan, dont l'implantation dans le Tennessee est beaucoup plus coûteuse, voire Renault et Volkswagen, on peut être sûr que les deux firmes se sont garanties contre toute enquête de la F.T.C. Chez Toyota, on affirme qu'il n'est pas question d'établir quelque autre forme de coopération que ce soit « et G. M. rappelle qu'il ne tombera automatiquement en terme des douze années ».

Pour symbolique que soit ce rapprochement de grandes manœuvres, dans l'automobile, sont loin d'être achevées, sans doute ne faut-il pas le surestimer en y voyant un quelconque partage du monde par ces deux géants. Au moins dans l'état actuel de leur coopération. Un porte-parole de la firme japonaise a affirmé, le 14 février, que cet accord « permettra à G.M. d'épargner un milliard de dollars de recherches sur une petite voiture, tandis que Toyota économisera près de 1,25 milliard de dollars en utilisant l'usine de Fremont ». Voilà déjà en soi une bonne justification.

BRUNO DETHOMAS.

EN 1982

L'activité aurait progressé de 1,5 % à 2 %

Le commerce aura finalement bien résisté aux effets de la crise économique. Selon les résultats provisoires pour 1982 que vient de déposer la Commission des comptes commerciaux de la nation, l'activité commerciale s'est accrue en France, l'an dernier, entre 1,5 % et 2 % en volume, par rapport à 1981. Le chiffre d'affaires serait de l'ordre de 980 milliards de francs (+ 13 %).

La progression de la demande s'explique en grande partie par la relance de la consommation décidée durant l'été et l'automne de 1981 par le gouvernement. C'est en effet au cours du premier semestre de 1982 que les ventes ont le plus progressé. Durant le second semestre, elles ont stagné ; c'était, il se voit, la période au cours de laquelle les prix — et les revenus — ont été bloqués durant quatre mois.

Ce sont les commerces de produits non alimentaires qui ont bénéficié, principalement de la croissance des dépenses des ménages (+ 3 % en volume) ; plus particulièrement l'habillement et les articles électroménagers.

Le bilan de l'année pour les ventes dans les commerces (gros et détail) de produits alimentaires est comparable à ce qu'il fut en 1981. Cependant, les résultats ont été fort différents selon le type d'entreprises. Ainsi, dans l'alimentation générale, la part des « grandes surfaces » (hyper et supermarchés) s'est accrue l'an dernier au même rythme qu'en 1981. Elles ont gagné 2 points de parts de marché atteignant 31,8 % des ventes totales du secteur (29,9 % en 1981). Cette augmentation s'est faite au détriment, pour l'essentiel, des petites surfaces d'alimentation générale, succursalistes ou indépendantes, et plus spécifiquement des commerces de boucherie.

La Commission des comptes commerciaux ne peut pour le moment, faute d'éléments statistiques officiels, analyser la situation financière des entreprises. Elle note cependant que les difficultés financières se sont stabilisées au niveau élevé de 1981, notamment pour le commerce de gros.

La bonne activité du commerce a permis l'embauche de dix-neuf mille salariés (+ 1 %), la presque totalité d'entre eux (dix-huit mille) ayant été engagés par des entreprises de commerce de détail.

SAINT-GOBAIN

SIGNE SON CONTRAT DE PLAN AVEC L'ÉTAT

Sorti de l'informatique, Saint-Gobain « recherchera une diversification de nature à compléter la gamme de ses activités », a annoncé le ministre de la recherche et de l'industrie en signant, lundi 14 février, le contrat de plan de l'entreprise. En 1983, l'augmentation prévue des quasi-fonds propres de 750 millions de francs, se fera pour l'essentiel sous forme d'émission de titres participatifs, dont la formule de rémunération est toujours à l'étude conjointement avec les pouvoirs publics. Ils permettront de porter l'investissement à hauteur de 3 milliards de francs et d'accroître les dépenses de recherche en direction notamment des nouveaux matériaux et des économies d'énergie.

Aux Etats-Unis

FAILLITE D'UNE BANQUE DU TENNESSEE

(De notre correspondant.)

New-York. — La United American Bank de Knoxville, dans le Tennessee, déclarée en faillite, a été fermée lundi 14 février, et ses dépôts ont été garantis par la Federal Deposit Insurance Corp. (F.D.I.C.), organisme d'assurance contrôlé par l'Etat fédéral. Le F.D.I.C. a annoncé qu'il avait reçu des propositions de reprise par une autre banque, et que la United American pourrait réouvrir ses guichets mardi 15 février.

Avec 760 millions de dollars de capital, 590 millions de dollars de dépôts, et son orgueilleux gratte-ciel de verre, United était le fleuron d'une trentaine d'établissements du Tennessee et du Kentucky contrôlés par M. Jack Butcher et son frère.

Le passif serait de l'ordre de 50 à 100 millions de dollars, bien supérieur aux 2 millions 300 000 dollars avoués par son président, le très entreprenant Jack Butcher, deux fois candidat gouverneur de l'Etat, ami de M. Bert Lance, le directeur du budget du président Carter qu'un scandale financier devait forcer à démissionner, et auquel M. Butcher avait prêté des sommes importantes.

On estime, pourtant, à Knoxville, que la faillite de la United est surtout liée aux imprudences de M. Butcher et aux inimitiés que son comportement arrogant et son style de vie lui ont attirées dans la communauté financière de la région.

Cette faillite est la quatrième plus importante faillite depuis la guerre, et la quarante-deuxième depuis un an. — N. B.

# ENTENDRE ET ECOUTER, CE N'EST PAS LA MEME CHOSE.

Nous avons presque tous une bonne oreille.

Comment se fait-il alors que nous écoutons si mal? Au point que notre taux d'écoute moyen ne dépasse pas 25%...

Il faut croire qu'entendre et écouter sont deux choses bien différentes.

Ce que nous entendons, nous devons l'interpréter, puis l'évaluer, et enfin réagir. C'est ce qui s'appelle l'écoute.

Au cours de ce processus complexe, nous rencontrons un grand nombre d'écueils.

Par exemple: nous jugeons — et souvent mal — un orateur d'après sa diction ou son apparence.

Les paroles de nos interlocuteurs sont déformées par nos idées, notre émotivité et nos préjugés.

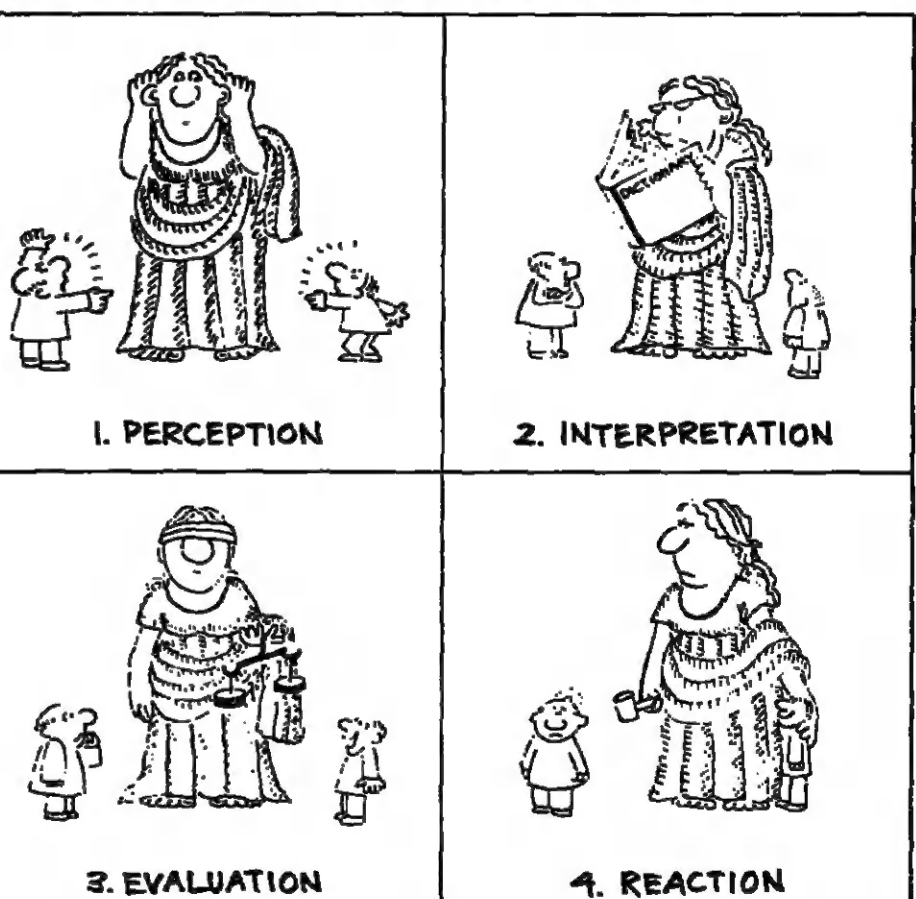
Nous laissons de côté délibérément les sujets que nous trouvons trop difficiles ou inintéressants.

Et comme notre cerveau travaille quatre fois plus vite que nous ne parlons, nous avons tendance à être distraits.

Pourtant, bien que l'écoute soit une technique de communication difficile, elle ne nous a jamais été enseignée.

Chez Sperry, l'une des plus grandes sociétés du monde avec 80.000 employés, nous ne pouvons nous permettre une mauvaise écoute.

Aussi, avons-nous mis au point des programmes complets à l'usage de tout le



personnel de nos Divisions dans le monde.

Commerciaux, ingénieurs et jusqu'au Président.

Nous sommes convaincus qu'une bonne écoute apporte une dimension nouvelle aux services que nous offrons à nos clients. Et vous le serez aussi, quand vous parlerez à quelqu'un de chez Sperry.

Il n'y a rien de tel qu'une oreille vraiment attentive.



POUR NOUS, L'IMPORTANT EST DE SAVOIR ECOUTER.

© Sperry 1983. Pour recevoir un livret sur la bonne façon d'écouter, écrire à Sperry S.A., Dept MD17, 19 Rue François 1er 75008 Paris.







## MARCHÉS FINANCIERS

**À LA SOIXANTE ANS**  
**l'atronat ont entamé**  
**les négociations**  
**pour les et les « partis »**

## PARIS

14 février

**Bien disposée**

### Repli des mines d'or

Certes, le volume global des transactions est resté assez réduit, mais une certaine animation a continué de régner sur les titres déjà recherchés la semaine dernière : L'Oréal, à nouveau en pleine hausse, Thomson-C.S.F., Havas et Hachette, Moteurs Leroy-Somer.

D'autres centres d'intérêt sont apparus, notamment Source Perrier, Pro-modés, Damart-Serviposte, le Printemps, Moulinex, en nette reprise. Le Club Méditerranée a amorcé un redressement après l'annonce du règlement du conflit qui l'opposait à son personnel marocain. Quelques baisses également : Signaux Guyenne et Gas-cogne, Europe N° 1.

Aucun élément nouveau n'est à relever en ce début de semaine, à ceci près que les gérants de portefeuille sont toujours à la recherche des « oiseaux rares » capables d'effectuer des performances en 1983, et que les opérations de liquidation mensuelle commencent tout juste pour finir avec la réponse des primes : pour l'instant, cette liquidation est gagnante d'environ 4 %, après déduction des frais.

Aux valeurs étrangères, avance de  
américaines et des allemandes, et repl  
des mines d'or en liaison avec celui du  
métal.

Le cours de l'once est revenu de 506 dollars à 500 dollars, ce qui a fait perdre 500 F au lingot à 110 950 F, le napoléon gagnant, toutefois, 7 F à 40 40 F, sa prime s'élevant à 14,9 %. L'emprunt 4 1/2 % 1973 est revenu de 2 170 F à 2 140 F, et le 7 % 1973 de 2 275 F à 2 199 F. Le dollar-titre est resté ferme à 8,80 F environ.

## LA VIE DE

## NEW-YORK

## Au plus haut

A 1 097,10 points en clôture (en hausse de 10,60 sur vendredi), l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a manqué de peu le niveau des 1 100, mais le baromètre numérique de Wall Street a largement battu son précédent record (1 092,35), qui remontait au 10 janvier dernier.

À l'ouverture, l'orientation du marché new-yorkais était pourtant moins favorable, et un certain flottement était perceptible dans l'encours du Big Board, conséquence directe de l'augmentation de 5,9 milliards de dollars de la masse monétaire américaine (M-1) annoncée le vendredi précédent pour le mois de septembre. Mais, à l'approche de la fin de la séance, le marché se reprit à monter, et les investisseurs se s'agrippèrent pour autant que d'un palier, et la plus-value se matérialisa. Les actions obligataires reprirent finalement le cours, les investisseurs alors constatant que les actions obligataires allaient continuer à être achetées, et les investisseurs se s'agrippèrent pour autant que d'un palier, et la plus-value se matérialisa.

Aussitôt, l'indice Dow Jones, qui avait perdu un peu de terrain lors des transactions initiales, repartit de l'avant jusqu'à grimper à un moment à 1 098,96 points (plus 12,42 points) avant de lâcher un peu de lest sous la forme de quelques prises de bénéfices.

VALEURS	Classe de 11 \$	Classe de 15 \$
Alcan	32 7/8	33 1/2
A.T.T.	68 3/4	67 3/4
Bell	31 1/4	31 1/4
Boeing	31 1/4	31 1/4
Boeing-Defense Intl.	31 1/4	31 1/4
De Pont de Nemours	41 1/4	41 1/4
Eastman Kodak	86 1/4	86 1/4
Ford	21 1/4	21 1/4
General Electric	42 3/4	42 3/4
General Motors	102 3/4	103 1/2
Goodrich	63 7/8	63 7/8
IBM	28 3/4	28 3/4
I.T.T.	32 3/4	32 1/2
Mobil Oil	28 3/4	28 3/4
Piper	28 3/4	28 3/4
Schlumberger	45 1/4	45 1/8
Tenneco	32 1/4	32 1/4
Union Carbide	59 3/4	59 3/8
U.S. Steel	22 1/2	22 1/2
Westinghouse	41 1/4	41 1/4
Yarnco Corp.	31 3/4	31 3/4

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**MOËT-HENNESSY.** — Au titre de l'exercice 1982, le groupe fait état d'un chiffre d'affaires consolidé (provisoire) de 4,6 milliards de francs, en augmentation de 10 % environ sur l'année précédente, les ordres et les expéditions enregistrées au mois de janvier 1983, dans tous les secteurs d'activité, « marquant une tendance soutenue pour le premier trimestre de l'année en cours », précise la société.

En ce qui concerne le bénéfice net consolidé, sa progression devrait être « au moins égale à celle du chiffre d'affaires », ce qui devrait le porter aux alentours de 375 millions de francs.

**INDICES QUOTIDIENS**  
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	11 fév.	14 fév.
Valeurs françaises .....	105,2	105,2
Valeurs étrangères .....	111,5	111,5

**C<sup>e</sup> DES AGENTS DE CHANGE**  
(Banc 100 : 31 déc. 1982)

Indice général .....	104,7	105,4
<b>TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE</b>		
Effets arrivés du 15 février .....	123 3/4	9

<b>COURS DU DOLLAR A TOKYO</b>		
	14 fév.	15 fév.
1 dollar (en yens) .....	235,75	233,65

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous sépare de nos dernières éditions, nous pourrions donner cette Dans ce cas, nous sommes

(342 millions en 1981 et 194,8 millions l'année précédente).

Passant en revue les principaux secteurs d'activité, Moët-Hennessy annonce pour les « champagnes et vins » un chiffre d'affaires de 2,17 milliards de francs, en progrès de 10 % environ sur 1981, les cognacs et « spiritueux » engendrant un chiffre de 1,35 milliard, en hausse de 12 % environ, à 1,23 milliard de francs, la firme expliquant cette faible progression « par un fort mouvement de désatockage chez les distributeurs ». Enfin, le secteur parfums et produits de beauté a enregistré la plus forte augmentation avec une hausse de 16 % d'une année à l'autre pour atteindre le chiffre de 1,19 milliard de francs, pour l'ensemble des produits Dior et Roc.

Moët-Hennessy précise qu'à la différence de 1981 les résultats de l'exercice 1982 ne tiennent pas compte des activités nouvelles et, notamment, des participations prises dans les sociétés Delhard et Armstrong Nurseries.

**COMPTOIRS MODERNES.** ~ Le chiffre d'affaires de la société a atteint 2,24 milliards de francs en 1982 (plus 15,9 % sur le précédent exercice) et 7,64 milliards de francs (plus 15,1 %) en intégrant Super-Est et Sograno à 50 %, ainsi que Sadisor à 45 % dans le périmètre de consolidation.

est impartir pour publier la cote complète  
contraints parfois à ne pas donner les  
à la fondation dans la première édition.

**BOURSE DE PARIS Comptant**

14 FEVRIER

[illegible]

## Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après le clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DOCUMENTS

2. L'AFFAIRE BARBIE, par Serge Klarsfeld.

### ÉTRANGER

#### 3-4. PROCHE-ORIENT

- La session du Conseil national palestinien.

- La visite de M. Chaysson à Damas.

#### 3. DIPLOMATIE

- M. Bya, président du Cameroun, à Paris.

#### 4. AFRIQUE

- M. Bya, président du Cameroun, à Paris.

#### 5. ASIE

- Le prince Shanouk n'est toujours pas un interlocuteur valable », nous déclare le ministre des affaires étrangères de Phnom-Penh.

#### 5. EUROPE

#### 5. AMÉRIQUES

### POLITIQUE

8 à 9. LES ÉLECTIONS MUNICIPALES.

- LA CAMPAGNE À PARIS : M. Jacques Chirac présente la candidature de Paris pour l'organisation des J.O. en 1992.

- « La reconquête de l'Ouest » (II), par Laurent Zaccari.

- Des stages de l'U.F.C.S. et de « dialogue des villes de France » : des femmes au sud des mers.

### SOCIÉTÉ

10. Pour avoir tiré sur un jeune Tunisien, le brigadier Lapeyre a été suspendu de ses fonctions.

- En marge de l'affaire du « Coral ».

- ÉDUCATION : un entretien avec le vice-président de la conférence des présidents d'université.

- SCIENCES.

- MÉDECINE.

- SPORTS.

### LE MONDE DE LA MÉDECINE

11. Une monumentale erreur : les enfants du diabète.

12. POINT DE VUE : « Faut-il renoncer aux médicaments nouveaux d'origine étrangère ? », par le professeur Jean Thivolet.

### CULTURE

14. MUSIQUE : l'Amour des trois oranges à l'Opéra-Comique.

- CINÉMA : les Rencontres de Saint-Étienne.

18. RADIO-TÉLÉVISION. - A voir : une première visite à la piste Ho-Chi-Minh.

19. COMMUNICATION. - Lu : le Troisième Planète, d'Emmanuel Todd.

### RÉGIONS

42-43. L'urbanisme à l'épreuve de la décentralisation : garantir le sauvegarde du patrimoine national.

- ÎLE-DE-FRANCE : la préparation de l'Exposition universelle de 1989.

### ÉCONOMIE

44. COMMERCE INTERNATIONAL : Philips et Grundig pourraient retirer leur plante contre le dumping japonais.

- CONJONCTURE : les prévisions de l'INSEE.

45. AFFAIRES : en 1982, l'activité aurait progressé de 1,5 %.

46. SOCIAL : la retraite à soixante ans.

### RADIO-TÉLÉVISION (18)

### INFORMATIONS

- « Services » (13) : Les conférences de Carême à Notre-Dame-de-Paris ; Météo ; Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.

- Annonces classées (20 à 22 et 26 à 41) ; Programmes des spectacles (16 à 18) ; Carnet (19) ; Marchés financiers (47).

Le numéro du « Monde » daté 15 février 1983 a été tiré à 545 277 exemplaires.

### VOYAGE EXCLUSIF AU BELOUCHISTAN

#### DÉPART : 13 MARS

PEUPLES DU MONDE, 10, r. de Turenne - 75004 PARIS

Téléph. : 271-50-56

TCG LC 4 981

A B C D F G H

### En Union Soviétique

## Nouvel ajournement du procès de six jeunes dissidents de gauche

Le procès des six jeunes dissidents de gauche qui devait s'ouvrir ce mardi 15 février a été reporté pour la troisième fois à une date indéterminée, apprend-on dans l'entourage des jeunes gens. La raison invoquée est une indisposition du juge, qui serait « malade ».

Cette affaire est particulièrement intéressante pour plusieurs raisons. Les accusés sont poursuivis, en vertu des paragraphes 70 et 72 du code pénal, pour « agitation antisoviétique » et « création d'une organisation antisoviétique ». Ils devaient être jugés normalement par le tribunal municipal de Moscou ; or la procédure a été confiée à la Cour suprême, dont les verdicts sont sans appel.

C'est la première fois depuis le milieu des années 60 que l'on s'apprête à juger une « organisation », comme ce fut le cas des marxistes de gauche du groupe « Kolokol » ou de l'affaire Yskhon (mouvement

chrétien panrusse). Jusqu'à présent, les autorités préféraient juger des individus plutôt que de reconnaître l'existence de groupes.

Sur les dix inculpés, trois appartiennent à la Nomenklatura. Le père de l'historien André Fadine fut de son vivant, au comité central du P.C., l'un des experts des pays scandinaves ; celui de Boris Kagaritski, spécialiste de la sociologie de l'art à l'Institut du théâtre, est une critique littéraire de renom. Enfin le fait que l'historien Pavel Koudiounine appartienne à l'Institut des relations internationales montre qu'il est issu de la classe des privilégiés.

Les trois autres inculpés sont MM. Vladimir Tchernetski, spécialiste de physico-chimie ; Youri Khavkine, spécialiste de l'automatisation ; et Mikhaïl Rivkine, ingénieur de l'industrie pétrolière. Cinq d'entre eux avaient été arrêtés le 6 avril 1982 ; M. Rivkine fut appréhendé le 8 juin. — A.M.B.

## Les États-Unis demandent aux autorités israéliennes et libanaises de protéger les civils palestiniens au Sud-Liban

Le gouvernement américain a demandé lundi 14 février aux autorités israéliennes et libanaises de prendre rapidement des mesures pour protéger les civils palestiniens au Sud-Liban qui ont fait l'objet d'attaques.

« Nous sommes extrêmement préoccupés par les récents meurtres de civils palestiniens au Sud-Liban et nous avons demandé aux autorités israéliennes et libanaises de s'efforcer d'empêcher de nouveaux incidents », a déclaré un porte-parole du département d'État.

On apprendrait à ce propos, à Beyrouth, de source diplomatique occidentale, que les dix pays de la Communauté européenne pourraient prendre une initiative commune en faveur de la protection des civils palestiniens au Liban. Cette initiative pourrait prendre la forme d'une déclaration solennelle demandant que soit assurée la sécurité de tous les réfugiés résidant au Liban.

De son côté, le premier ministre libanais, M. Chafic Wazzan, a déclaré qu'il a demandé à l'envoyé spécial américain, M. Philip Habib, de « soulever la question des agressions dont les civils libanais et palestiniens sont victimes au Sud-Liban et d'insister sur la responsabilité des forces israéliennes conformément aux conventions et accords internationaux ».

L'initiative européenne ferait suite à la récente déclaration du directeur général de l'UNRWA (Office d'aide aux réfugiés palestiniens), M. Olof Rydbeck, faisant état de sa profonde inquiétude concernant la détérioration de la sécurité des réfugiés palestiniens.

L'UNRWA a relevé, la semaine dernière, que quinze corps, pour la plupart des Palestiniens, dont trois complètement brûlés, ont été découverts en deux semaines à Salda (Liban-Sud), près du camp de réfugiés de Ain El Heloue. Un représentant des Nations unies a précisé que les milices chrétiennes avaient envoyé des messages à vingt-trois familles de Palestiniens résidant dans la région de Salda, en leur enjoignant de quitter leurs habitations dans les vingt-quatre heures, et d'aller vivre dans les camps. Il a signalé, à ce propos, que les menaces étaient adressées aux Palestiniens disposant de longue date d'un domicile fixe et non à des squatters. « On leur demande, a-t-il dit, de comparaître devant des comités, généralement composés d'hommes revêtus de caïques noirs, qui leur font l'ordre de quitter leurs maisons et, parfois, leur offre de les acheter à 60 et 70 % de leur valeur. » — (A.F.P., A.P.)

### En Inde

## Les troubles en Assam ont fait plusieurs centaines de morts

New-Delhi (A.F.P., Reuter, A.P.). Le bilan des violences qui ont marqué dans l'État d'Assam la campagne électorale pour le renouvellement de l'Assemblée législative s'est considérablement alourdi avec l'annonce d'un massacre au cours duquel de nombreux habitants d'une quinzaine de villages du district de Darrang ont trouvé la mort, dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 février. Les victimes, pour la plupart autochtones, ont été tuées dans leur sommeil par des immigrants népalais et des membres de certaines tribus locales qui les ont attaquées à coups de hache, de lances et de flèches. Les sources officielles parlent d'une centaine de morts mais des témoins oculaires portent ce chiffre à plus de quatre cent cinquante, auquel s'ajouteraient plusieurs dizaines de disparus.

Des affrontements se sont encore produits lundi dans d'autres régions pendant la première journée de scrutin, soit au cours d'affrontements avec les forces de l'ordre, soit au cours d'échauffourées entre manifestants hostiles, causant la mort d'une douzaine de personnes. Les mouvements « anti-immigrants » qui s'opposent à la consultation (le Monde du 10 février) ont réussi à rendre celle-ci pratiquement impossible dans de nombreux districts. Selon les rapports officiels parvenus à Gauhati, capitale de l'État, 95 % des électeurs originaires de l'Assam se sont abstenus.

### L'accès des femmes à certains emplois militaires est contingenté

Un décret paru au Journal officiel du dimanche 13 février crée, en quelque sorte, un *numerus clausus* à propos de l'accès des femmes à certains emplois militaires. On compte, à l'heure actuelle, 17 770 jeunes femmes militaires, engagées dans les trois armées et leurs services.

Si la loi du 13 juillet 1972, portant statut général des militaires, s'applique sans distinction aux hommes et aux femmes et affirme l'égalité des droits et des devoirs entre sexes différents, le commandement a longtemps estimé qu'il fallait, en réalité, tenir compte du particularisme de certaines missions militaires, comme la préparation au combat qui requiert la disponibilité permanente et la mobilité des personnels d'active.

Un décret du 22 décembre 1975 précisait : « En raison des conditions de mise en œuvre et d'intervention des unités de combat, les emplois d'officiers des armées dans l'armée de terre ne sont ouverts qu'aux hommes ».

C'est précisément ce texte qui vient d'être modifié par le nouveau décret, signé du président de la Ré-

publique, du premier ministre et de plusieurs ministres concernés.

L'accès des femmes aux emplois d'officiers des armées est autorisé, désormais, à raison de 7 % des recrutements annuels dans le train, les transmissions et le matériel, de 5 % dans la gendarmerie et de 3,5 % dans l'artillerie et le génie. L'accès des femmes aux emplois de sous-officiers est autorisé, désormais, à raison de 25 % des recrutements annuels dans les transmissions, de 7 % dans le train et le matériel, de 5 % dans la gendarmerie et de 3,5 % dans l'artillerie et le génie. Il s'agit, pour l'instant, de quotas maximum.

« En raison des conditions d'emploi et de mise en œuvre de l'infanterie, des troupes de marine et de l'armée blindée-cavalerie, est-il précisé dans le décret, les emplois d'officiers dans ces armées ne sont ouverts qu'aux hommes ». De même, pour les emplois de sous-officiers de ces armées de terre et pour certains emplois d'officiers et de sous-officiers de la gendarmerie ayant des sujétions de services et qui seront déterminés par arrêté du ministre de la défense.

## LE NOMBRE DES DÉTENUS A AUGMENTÉ DE 1 668 EN UN MOIS

Le nombre de détenus a augmenté de 1 668 en un mois. Il était 36 251 le 1<sup>er</sup> février contre 34 583 le 1<sup>er</sup> janvier, soit une augmentation de près de 5 % (4,82 %). Le nombre de détenus, c'est-à-dire de personnes détenues avant jugement, était de 18 854 le 1<sup>er</sup> février contre 17 642 un mois auparavant, soit une progression de 6,87 %. La proportion de détenus est ainsi de 52 %.

Ces statistiques confirment une tendance observée ces derniers mois et qu'avait marquée la légère diminution du nombre des détenus enregistrés en janvier, à savoir l'augmentation continue de la population carcérale, en dépit des condamnations en sens contraire données par M. Badinter (le Monde du 25 novembre 1982).

### LE PÈRE JOSEPH MADEC

#### ÉVÊQUE DE FRÉJUS ET DE TOULON

Le Père Joseph Madec, du diocèse de Vannes et recteur de Saint-Louis-des-Français à Rome, vient d'être nommé par Jean-Paul II évêque de Fréjus et Toulon, en remplacement de Mgr Gilles Barthé, âgé de soixante-dix-sept ans.

[Né le 15 mars 1923 à Ploemel (Morbihan), Joseph Madec a fait ses études au petit séminaire de Sainte-Anne d'Anzy. Ordonné prêtre à Rome en 1947, il enseigna la théologie dogmatique et l'Écriture sainte de 1953 à 1965, avant de devenir, en 1971, supérieur du grand séminaire interdiocésain de Rennes. Il est depuis 1980 recteur de Saint-Louis-des-Français à Rome.]

### NOUVELLES BRÈVES

● Le ministre de la culture a remis la cravate de commandeur des arts et lettres au cinéaste Francis F. Coppola, qui participera au colloque sur la création, organisé à la Sorbonne (le Monde du 14 février). M. Jack Lang a également promu le cinéaste Luigi Comencini commandeur de la Légion d'honneur, ainsi que le metteur en scène Giorgio Strehler, à qui la distinction sera remise le 16 février par le président François Mitterrand.

Georgio Strehler doit tenir ce mardi 15 une conférence de presse annonçant les grandes lignes du Théâtre de l'Europe, qu'il dirigera à partir de septembre 1983, tandis que le SYNPTAC-C.G.T., syndicat national des professions du théâtre et de l'action culturelle, qui a lancé un préavis de grève permanent illimité dans les théâtres nationaux, organise une manifestation dans les jardins du Palais-Royal, sous les feux du ministre de la culture.

● Le Soviétique Alexandre Obichav a amélioré la meilleure performance européenne de saut à la perche en salle, avec un bond de 5,74 mètres réalisé le 12 février à Moscou. L'ancien record était partagé par le Soviétique Constantin Volkov et le Français Thierry Vigneron, qui avaient réalisé 5,70 mètres.

### livres en vente

Documentation : Imprimerie Coeur, 27, rue St-Georges, 75009 Paris.

## HONDA ET BRITISH LEYLAND SIGNENT UN ACCORD POUR LA PRODUCTION D'UNE VOITURE DE GROSSE CYLINDRÉE

Honda et British Leyland (B.L. Ltd.) ont signé un accord de principe pour la production en commun, en Grande-Bretagne et au Japon, d'une automobile de haut de gamme (2 000 cc), à annoncer le 15 février à Nagoya le président de Honda, M. Kawashima. Les deux groupes produisent déjà ensemble la Triumph Acclaim. C'est la première fois que Honda se lance dans la production de gros modèles.

Selon le quotidien des milieux d'affaires japonais *Nihon Keizai*, les deux constructeurs ont décidé que le nouveau modèle, provisoirement baptisé XJ, sera à traction avant. Il sera commercialisé à partir de 1985.

Chacun des partenaires construira un moteur susceptible d'équiper cette voiture, Honda un six-cylindres en « V » classique et B.L. un moteur turbo. Le *Nihon Keizai* précise que les modèles produits au Japon seront vendus au Japon et en Asie par les deux firmes et ceux produits en Grande-Bretagne et en Europe, également par les deux sociétés. Les voitures seront exportées aux États-Unis par les deux compagnies, individuellement.

### VIF REPLI DU DOLLAR

6,79 F

Interrompue lundi 14 février par les craintes que suscitent un raffalement de la monnaie américaine des États-Unis, la bourse de dollar a repris mardi 15 février 1983 sur les marchés des échanges, revenant, à Frankfurt, de 2,42 DM à celui de 2,40 DM, et, à Paris, de 6,96 F à 6,79 F.

À l'origine de ce repli, on trouve la quasi-certitude que les autorités monétaires américaines (le F.E.C.) vont assouplir leur politique et permettre un nouvel abaissement des taux d'intérêt. C'est d'ailleurs l'avis de M. Henry Kaufman, ancien trésorier des banques financières de New-York. De ce coup, le cours de l'euro dollar a sauté, passant de 508 à 512 dollars.

### OFFRE SPÉCIALE

#### TOURNOI DES 5 NATIONS

#### IRLANDE-FRANCE

#### A DUBLIN

du 18 au 20 février 1983

2 890 F

Comprend : Vol aller-retour ; hôtel ; entrée ; entrée ; assurance et votre place pour le match Galles/France le 19 mars à Paris (Porte Maillot).

### AIRCOR - SETI

25, rue de la Boétie

75008 PARIS

Tél. : 268.15.70

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

### PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

### PANTALONS ET COSTUMES

### MESURE

A partir de 1.500 F

3.000 chaus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

### Boutique Femme

#### TAILLEURS et ROBES

#### sur mesure

Prêt-à-porter Homme

### LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-81

Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures

### LUNETTES service

Dans les centres Leroy

répartis dans Paris,

50 spécialistes, hautement

qualifiés, vous attendent.

### LE ROY

#### OPTICIEN

du lundi au samedi inclus.

Rayons spécialisés : A. acoustique médicale

Si vous avez cassé, perdu

ou simplement oublié

vos lunettes, il y aura,

pour vous, chez Leroy,

une solution ultra-rapide.

104, Champs-Élysées

11, bd du Palais

158, rue de Lyon

147, rue de Rennes

5, place des Terres

27, bd Saint-Michel

127, Fg Saint-Antoine

30, bd Barbès

Rayons spécialisés : A. acoustique médicale

verres de contact

sur mesure